DOCUMENTS

France.

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
A MADAGASCAR ET DÉPENDANCES

944(691)
H 379p

# PLAN DÉCENNAL
## D'ÉQUIPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## RAPPORT D'EXÉCUTION
## DE LA SECTION DE MADAGASCAR

1er JUILLET 1951 — 30 JUIN 1952

TANANARIVE
IMPRIMERIE OFFICIELLE
—
MCMLIII

# SOMMAIRE.


PREMIERE PARTIE.

PAGES.

Introduction ..... 9
I. — Evolution ..... 10
II. — Modernisation ..... 26

DEUXIEME PARTIE.

I. — Elaboration du budget 1951-1952 ..... 39
II. — Rythme général et résultats de l'exercice ..... 45

TROISIEME PARTIE.

SECTION LOCALE.

CHAPITRES.

1. Etudes générales ..... 53
2. Production agricole ..... 59
3. Hydraulique agricole ..... 69
4. Forêts ..... 81
5. Elevage ..... 89
7. Mines ..... 97
8. Industrialisation ..... 101
9. Forces hydrauliques et électricité ..... 105
10. Chemins de fer ..... 109
11. Routes et ponts ..... 119
12. Ports ..... 129
14. Voies navigables ..... 139
15. Aéronautique ..... 145
16. Transmissions ..... 153
19. Santé ..... 161
20. Enseignement ..... 171
21. Urbanisme et habitat ..... 181
22. Travaux urbains et ruraux ..... 187

SECTION GÉNÉRALE.

55. Carte géologique ..... 195
57. Cartographie ..... 199
64. Terres Australes ..... 207
71. Santé ..... 211
72. Enseignement et assistance sociale ..... 215
Tableaux récapitulatifs ..... 220

QUATRIEME PARTIE.

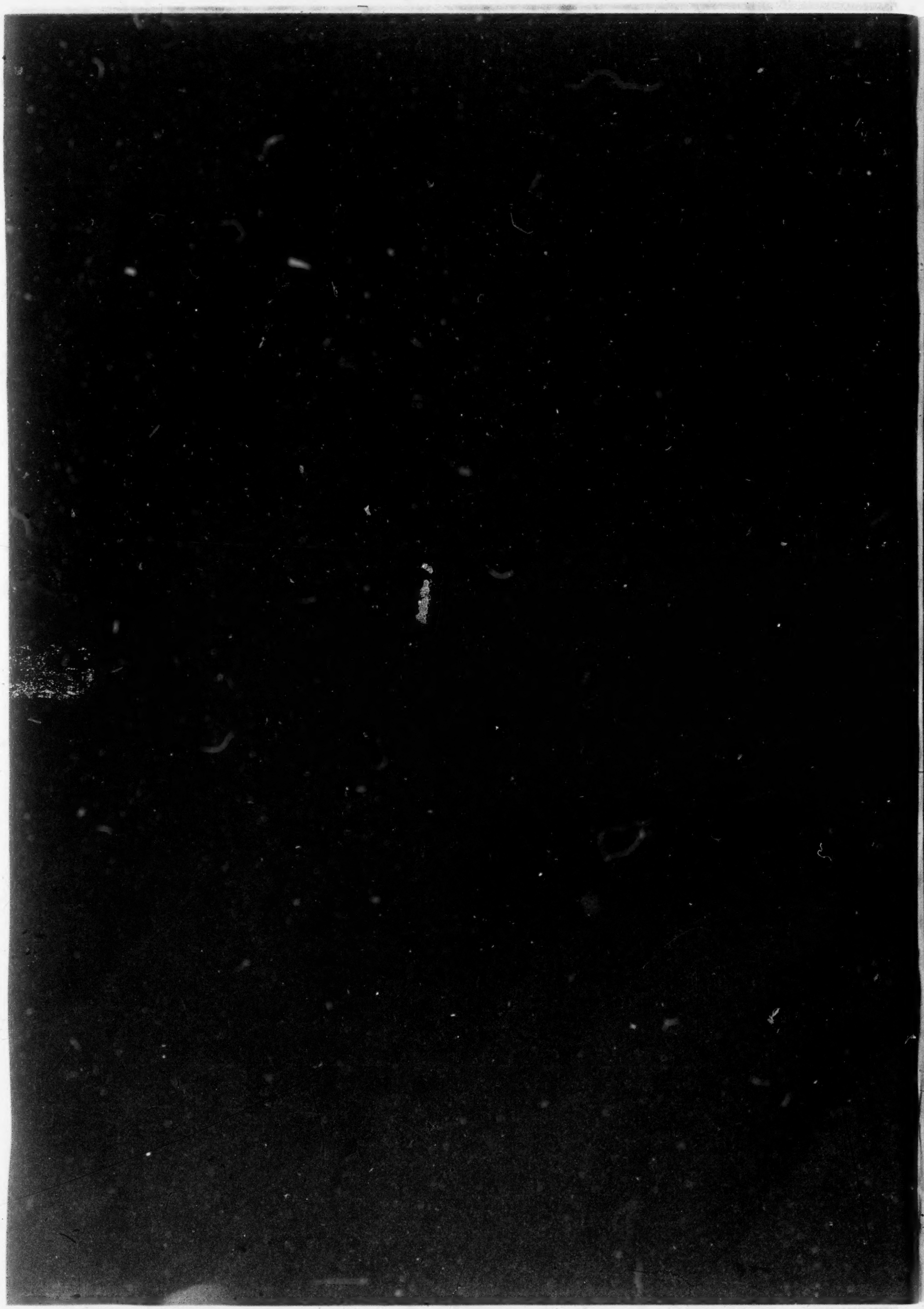
L'effort parallèle au plan et la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer .. 227

CINQUIEME PARTIE.

L'équipement du Territoire et les allocations de devises ..... 237

CONCLUSION.

Annexes ..... 253



# PLAN DECENNAL
## D'ÉQUIPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

---

## RAPPORT D'EXÉCUTION
## DE LA SECTION DE MADAGASCAR
### 1er JUILLET 1951 — 30 JUIN 1952.

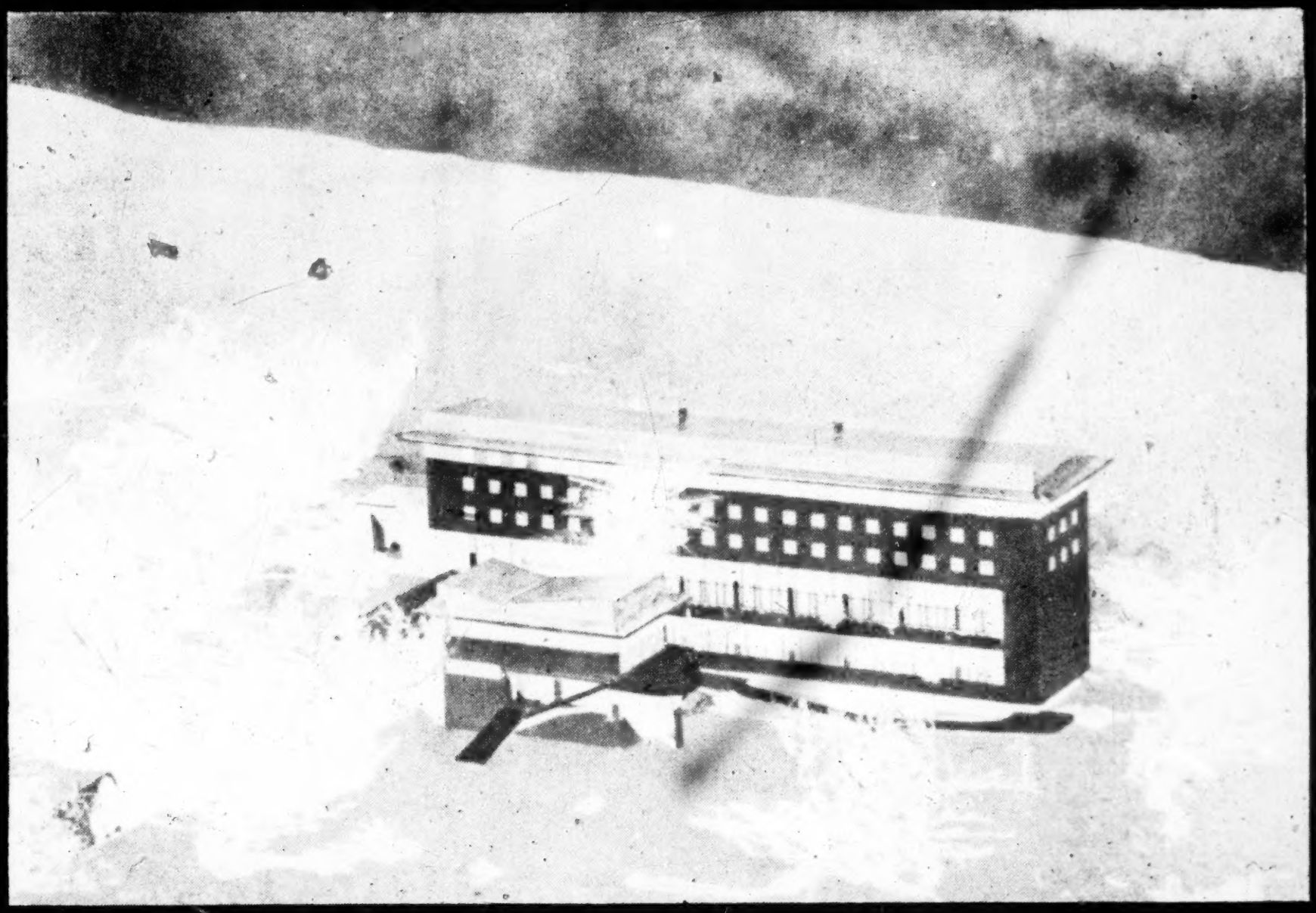
*Le territoire de Madagascar a publié, au cours de l'année 1951, un document retraçant l'histoire et la réalisation du Plan décennal de son origine au 30 juin 1950.*

*Au début de 1952 paraissait un second tome situant les réalisations du Plan durant l'exercice 1950-1951 dans le cadre du développement du Territoire.*

*Dans cette troisième brochure, il a paru intéressant, sous le titre général «Evolution et Modernisation», d'étudier l'incidence de l'équipement en matériel moderne sur le rythme des travaux. En conséquence, le choix s'est porté sur quelques chantiers-types financés par le Plan. Restaient enfin à déterminer les répercussions de cette modernisation sur les dépenses faites au titre du Plan, et à en tirer quelques leçons pour l'avenir.*

*Puisse la lecture de ce document aider à une meilleure compréhension des problèmes généraux et locaux, souvent complexes, que pose la mise en œuvre d'un Plan d'équipement.*

*Madagascar apportera ainsi sa contribution à une méthodologie toujours à perfectionner du grand œuvre entrepris par la France dans ses vastes territoires d'Outre-mer.*



MAQUETTE DE L'INTERNAT DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE.

# PREMIÈRE PARTIE.

## INTRODUCTION.

## ÉVOLUTION ET MODERNISATION.

Les buts de cet exposé général, comme préliminaires à l'étude financière et comptable de l'exercice 1951-1952, sont les suivants :

1° Mise à jour des indications fournies dans le précédent rapport dont les statistiques s'arrêtaient à la fin de l'année 1950, pour dégager au point de vue économique et social les tendances générales de l'année 1951, base de départ de l'exercice 1951-1952;

2° Etude, à la fin des six exercices du Plan décennal et à l'ouverture envisagée d'un Plan quadriennal, des modalités de consommation de crédits durant les exercices passés.

Cette étude apparaît d'autant plus nécessaire que la Métropole envisage de doter le Territoire de crédits annuels beaucoup plus importants que la moyenne de ceux alloués précédemment. Comment le Territoire se comportera-t-il au point de vue études, utilisation de son personnel et d'un matériel sans cesse à renouveler devant les perspectives qui vont s'ouvrir ?

Comment évitera-t-il cette période de démarrage qui a si sérieusement handicapé les précédents exercices ? Voilà les questions auxquelles il faut tenter de répondre.

Une morte période de mise en route serait d'autant plus désastreuse qu'il s'agit cette fois d'un Plan à court terme.

Nous étudierons les possibilités d'absorption de crédits en prenant comme types des chantiers très divers, de travaux hydrauliques, de travaux routiers, d'aéronautique — toutes dotations égales, il conviendra d'examiner l'incidence qu'ont pu avoir, sur la consommation des crédits, les modes d'exécution (régie, entreprises), la quantité et la spécialisation de la main-d'œuvre et du matériel mis à la disposition d'un chantier et l'organisation même de ces chantiers.

L'inventaire des possibilités du Territoire dans ces domaines sera fort utile pour tirer quelques pronostics quant aux futurs travaux. Il sera facile de montrer que les méthodes modernes employées par exemple aux Etats-Unis ne sont pas toutes applicables à Madagascar dans l'état actuel des choses. De toutes ces considérations, nous espérons tirer une leçon pratique et déterminer les moyens les plus propres à favoriser une évolution continue et sans heurts du Territoire dans la voie de la modernisation.

# ÉVOLUTION.

## GÉNÉRALITÉS.

### LE POTENTIEL MALGACHE.

Avant d'esquisser le panorama de l'économie malgache pour 1951, que nous envisagerons successivement sous les angles Potentiel humain (natalité, main-d'œuvre, spécialistes), Capitaux (standard de vie, budget) et Productivité (consommation locale, exportation), il ne serait pas inutile de caractériser en quelques traits la place de Madagascar dans l'économie mondiale.

Il ne s'agira ici bien entendu que de chiffres *moyens* et *approximatifs* suffisants toutefois pour obtenir la vue d'ensemble désirée.

#### LE POTENTIEL HUMAIN.

Madagascar a une population clairsemée, 7 habitants au kilomètre carré, avec un pourcentage de 1 Européen pour 1.000 Autochtones, faible levain dans la masse. Sur 1.000.000 d'hommes de plus de 15 ans, 220.000 environ constituent une masse d'ouvriers agricoles ou semi-industriels.

#### LE POTENTIEL FINANCIER.

Le standard de vie moyen est des plus modestes, évaluable très approximativement à 15.000 francs CFA par an, y compris le standard de vie des Européens nettement supérieur.

Le revenu global de l'Ile serait de l'ordre de 62 milliards, soit six fois environ le Budget général annuel augmenté des dépenses de la Métropole, cet appui revenant pour la plus grande part aux dépenses de sécurité militaire. Les Budgets provinciaux s'établissent à 5 milliards pour l'ensemble des cinq Provinces.

#### LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE.

a. *Production.*

Les grands produits de culture sont désormais consommés sur place, constituant des rations journalières moyennes d'ailleurs faibles, l'exportation ne les concerne pour ainsi dire pas :

Production annuelle (ordre de grandeur) :

| | MILLIERS DE TONNES. | EXPORTATION MOYENNE. |
|---|---|---|
| | — | — |
| Riz | 880 | 3 |
| Maïs | 890 | 5 |
| Manioc | 390 | 20 |

Par ailleurs, la plus grande partie des bœufs et porcs abattus est également consommée sur place.

Têtes abattues annuellement (ordre de grandeur) :

Bœufs ..... 575.000 dont 43.000 pour les conserves export;
Porcs ..... 104.000 dont 12.000 pour les conserves export.

b. *Pulsation commerciale.*

Les importations inférieures aux exportations de 1933 à 1947 les dépassent actuellement, les causes en sont connues :

Besoin de rééquipement d'après-guerre, mise en œuvre du plan décennal, tendance à stocker pour parer à tout évènement, élévation du standard de vie des Malgaches (surtout tissus).

Quoi qu'il en soit, les deux postes Import-Export sont en croissance continue depuis 1946 en tonnage (milliers de tonnes) avec également un dangereux écart toujours croissant entre eux deux. Nous y reviendrons :

Importation 1946 : 135/147/249/230/346/M.T. — 1951;
Exportation 1946 : 132/138/140/137/142/M.T. — 1951.

*Les importations.*

Les deux tiers des importations en tonnage sont nécessités par des besoins industriels, le Territoire n'ayant aucune autonomie dans ce domaine.

| | MILLIERS DE TONNES. |
|---|---|
| Ciment | 87 |
| Essence, huile | 69 |
| Houille | 26 (61 en 1950) |
| Machines, métaux | 54 |

Le tiers restant relève de besoins alimentaires ou vestimentaires.

| | MILLIERS DE TONNES |
|---|---|
| Boissons | 21 |
| Farine | 11 |
| Tissus (premier poste en valeur) | 11 |

*Les exportations.*

Elles sont représentées en premier lieu, en tonnage et en valeur, par le *café*, le grand produit du cru, dont la culture a subi les conséquences de la rébellion de 1947.

Ensuite, vient à peu près sur le même rang un grand nombre de productions dont l'ensemble durant les années d'avant-guerre excédait de peu le café en valeur :

Sisal, pois du Cap, cacao, sucre, tabac, conserves, ricin, peaux, huiles, girofle, vanille.

*Conclusion.*

Madagascar est un pays pauvre en hommes, en capitaux, en productivité, représentant au point de vue commercial la millième partie de l'économie mondiale, la centième partie de l'économie métropolitaine.

Ses possibilités peuvent cependant le classer parmi les pays d'avenir laissant un vaste champ d'action à ses populations aussi bien qu'à l'immigration.

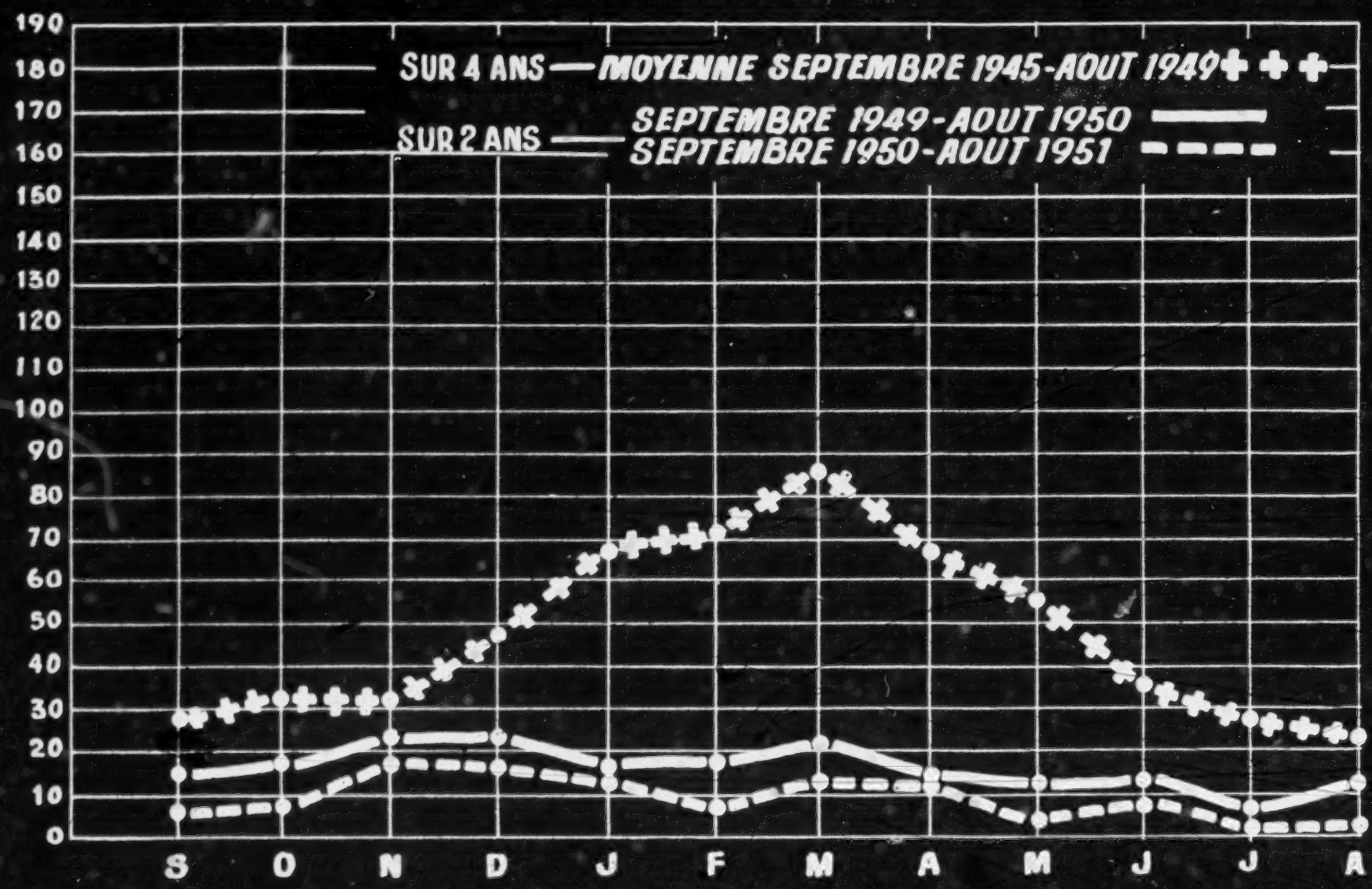
L'industrialisation, encore embryonnaire, la mise en valeur des vastes plaines de l'Ouest, moins avancée que celle de la Côte Est, modifieront considérablement les caractéristiques de la Grande Ile.

Au regard de ce schéma type, valable pour une année standard, nous pouvons désormais tenter de définir l'allure générale de la dernière année close, l'année 1951, point d'application des activités du Plan durant l'exercice 1951-1952.

## I. — LE POTENTIEL HUMAIN.

Il suffit d'examiner les tableaux suivants pour se rendre compte du progrès considérable enregistré dans le domaine de la lutte antipalustre grâce à l'utilisation judicieuse des crédits du Plan.

Les équipes de la D.D.T. ont, depuis leur mise en service, traité plus de 400.000 habitations, protégeant ainsi plus de 2 millions et demi d'habitants.




MORTALITÉ AUTOCHTONE PAR PALUDISME AIGU
PAR MOIS, PENDANT LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (SEPTEMBRE 1945 - AOÛT 1951).

Parallèlement, la chimioprophylaxie chez les enfants poursuit son œuvre. Tous les enfants de l'Ile, depuis la naissance jusqu'à la sortie de l'école, peuvent bénéficier de distributions gratuites hebdomadaires de nivaquine dans toutes les formations sanitaires, dispensaires de l'A. M. I. et de la Croix Rouge, gouttes de lait et écoles.

Les résultats ? Nous citerons seulement quelques chiffres empruntés à la démographie.

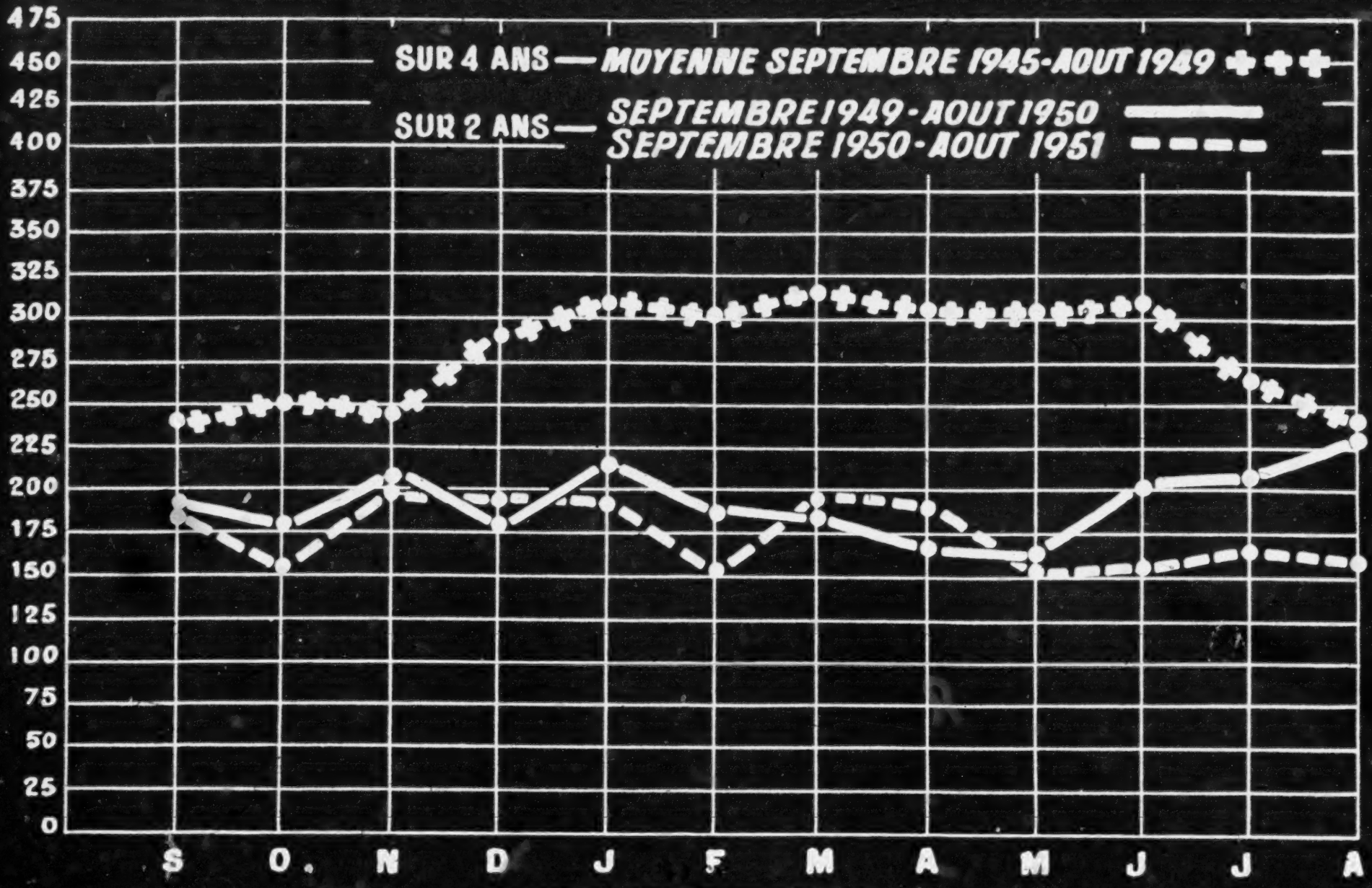
Avant la mise en œuvre de ces mesures antipalustres, le chiffre de l'accroissement de la population de Madagascar atteignait à grand-peine 10.000 par an.

En 1948, début de la chimioprophylaxie, il est de 21.584;

En 1949, chimioprophylaxie généralisée et début de pulvérisations d'insecticides, on observe un accroissement de 47.109 unités;

En 1950 : 49.368;

En 1951 : 68.175.




MORTALITÉ AUTOCHTONE GÉNÉRALE
PAR MOIS, PENDANT LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (SEPTEMBRE 1945 - AOÛT 1951).

## II. — EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.

*Situation des disponibilités monétaires à Madagascar en 1951.*
(En millions de francs C. F. A.)

| | 31 DÉCEMBRE 1951. |
|---|---|
| Billets en circulation | 7.413 |
| Comptes bancaires privés créditeurs | 3.712 |
| Comptes de chèques postaux | 467 |
| Dépôts en Caisse d'épargne | 245 |
| | 11.837 |

*Variations des disponibilités monétaires à Madagascar depuis 1948, pris pour base.*
(En millions de francs C. F. A.)

| | VARIATIONS RELATIVES. | | |
|---|---|---|---|
| | 1949. | 1950. | 1951. |
| | p. 100. | p. 100. | p. 100. |
| Billets en circulation | + 11 | + 34 | + 15 |
| Comptes bancaires privés créditeurs | — 26 | + 54 | + 21 |
| Comptes de chèques postaux | + 35 | + 46 | + 123 |
| Dépôts en Caisse d'épargne | + 1 | + 30 | + 26 |
| TOTAL | — 2 | + 40 | + 20 |

Les variations des disponibilités monétaires résultent de l'action de trois facteurs :

1° Les règlements privés ou publics entre Madagascar et l'Extérieur. La circulation et les dépôts diminuent lorsque des règlements sont effectués à destination de l'Extérieur (en contrepartie d'importations, par exemple), ils augmentent au contraire lorsque des règlements sont effectués en provenance de l'Extérieur (en contrepartie d'exportations, par exemple, ou pour subvenir aux dépenses publiques à la charge de la Métropole);

2° Les opérations effectuées pour le compte des collectivités locales. Si le Trésor perçoit des recettes, il diminue les moyens de paiement à la disposition des particuliers; s'il effectue des dépenses, il accroît des disponibilités;

3° Enfin, il n'est plus discuté aujourd'hui que les crédits bancaires constituent une véritable monnaie. En consentant des crédits plus ou moins larges à leurs clients, les banques font varier leur faculté de paiement et agissent, ainsi, par contrecoup sur l'importance des dépôts en banque.

### 1° Evolution des règlements avec l'Extérieur.

Si la balance commerciale de Madagascar avec l'Extérieur est fortement déficitaire depuis 1948, la balance des comptes l'est beaucoup moins par suite des règlements financiers avec la zone franc.

La balance des comptes de Madagascar avec l'Etranger, pour les trois dernières années, s'établit comme suit :

*Balance des comptes de Madagascar avec l'Etranger.*

(En millions de francs C. F. A.)

| | 1949. | | 1950. | | 1951. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Règlement à destination de l'Etranger. | Règlement en provenance de l'Etranger. | Règlement à destination de l'Etranger. | Règlement en provenance de l'Etranger. | Règlement à destination de l'Etranger. | Règlement en provenance de l'Etranger. |
| *Opérations commerciales* (1). | | | | | | |
| Zone dollar | — | 274 | — | 396 | — | 223 |
| Plan Marshall | 885 | — | 773 | — | 302 | — |
| Zone sterling | 537 | — | 481 | — | 118 | — |
| Autres zones | 355 | — | 200 | — | 1.396 | — |
| Balance | 1.503 | — | 1.064 | — | 1.593 | — |
| *Opérations financières.* | | | | | | |
| Zone dollar | 29 | — | 1 | — | 45 | — |
| Zone sterling | — | 38 | 13 | — | — | 7 |
| Autres zones | 66 | — | 8 | — | 49 | — |
| Balance | 57 | — | 22 | — | 87 | — |
| Balance générale | 1.560 | — | 1.086 | — | 1.680 | — |

(1) Fret compris.

Ce sont les règlements d'opérations commerciales qui constituent l'essentiel des paiements effectués entre Madagascar et l'Etranger. Les mouvements de capitaux pour le règlement d'opérations financières sont en effet strictement limités par le contrôle des changes et se réduisent à quelques opérations courantes (secours, frais de congé, réfaction sur opérations commerciales, *etc.*).

Au contraire, la balance des comptes avec la zone franc comporte un montant très important de règlements non commerciaux. Il s'agit essentiellement : dans le sens Madagascar-France, des transferts de bénéfices, de capitaux ou d'économies effectués tant par les particuliers que par les Maisons de commerce; dans le sens France-Madagascar des dépenses effectuées par la Métropole à Madagascar pour subvenir aux services publics et financer le Plan d'équipement.

*Balance des comptes de Madagascar avec la zone franc.*
(En millions de francs C. F. A.)

| NATURE DES REGLEMENTS. | 1949. | | 1950. | | 1951. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | RÈGLEMENT à destination de l'Extérieur. | RÈGLEMENT en provenance de l'Extérieur. | RÈGLEMENT à destination de l'Extérieur. | RÈGLEMENT en provenance de l'Extérieur. | RÈGLEMENT à destination de l'Extérieur. | RÈGLEMENT en provenance de l'Extérieur. |
| *Règlements privés avec la zone franc.* | | | | | | |
| Opérations commerciales (1)..... | 2.917 | — | 1.804 | — | 7.962 | — |
| Opérations financières..... | 2.666 | — | 2.104 | — | 1.125 | — |
| *Règlements publics avec la zone franc.* | | | | | | |
| Dépenses de Madagascar dans la Métropole ..... | 878 | — | 1.057 | — | 1.060 | — |
| Recettes de la Métropole à Madagascar. | 140 | — | 165 | — | 185 | — |
| Dépenses ordinaires de la Métropole à Madagascar : | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses civiles..... | — | 377 | — | 846 | — | 840 |
| Dépenses militaires ..... | — | 4.024 | — | 3.926 | — | 4.549 |
| Achat de tabac..... | — | 897 | — | 638 | — | 1.044 |
| Dépenses d'équipement de la Métropole à Madagascar : | | | | | | |
| Budget du Plan (section ordinaire).. | — | 728 | — | 1.670 | — | 2.142 |
| Prêts et subventions..... | — | 150 | — | 288 | — | 648 |
| Bons du Trésor et divers..... | — | 453 | 163 | — | 253 | — |
| BALANCE ..... | — | 27 | — | 2.075 | 1.362 | — |

(1) Fret compris.

En 1949, la balance générale des comptes avec la Métropole et l'Etranger n'a été déficitaire que de 1.533 millions, alors que la balance commerciale était déficitaire de 4.420 millions. En 1950, elle a été excédentaire de 989 millions, alors que la balance commerciale était déficitaire de 2.868 millions. En 1951, elle a été déficitaire de 3.042 millions, alors que la balance commerciale était déficitaire de 9.555 millions.

Le redressement de la balance des comptes, par rapport à la balance commerciale, est dû essentiellement aux dépenses effectuées par la Métropole à Madagascar. Si ces dépenses diminuaient, sans doute le déficit de la balance des comptes ne changerait-il que peu (ce sont les dépenses de la Métropole qui alimentent les excédents d'importation et les transferts financiers sur la Métropole), mais le volume des échanges serait considérablement réduit, et le niveau de vie à Madagascar baisserait dans des proportions aussi importantes. L'intervention de la Métropole à Madagascar est un facteur de prospérité pour ce Territoire.

La position déficitaire de la balance des comptes a pour résultat de diminuer les disponibilités monétaires à Madagascar; sa position excédentaire a pour résultat d'accroître ces disponibilités.

### 2° Evolution des opérations locales du Trésor.

D'après les comptes de gestion du Trésor pour les années 1949 et 1950, d'après les résultats budgétaires des ordonnateurs pour l'année 1952, les recettes et les dépenses locales du Trésor ont été les suivantes (en millions de francs C. F. A.) :

| | 1949. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|---|
| Recettes locales du Trésor..... | 46.209 | 56.562 | 51.715 |
| Dépenses locales du Trésor..... | 45.648 | 55.470 | 50.399 |
| EXCÉDENT DES RECETTES..... | 514 | 982 | 1.006 |

Ces excédents de recettes ont eu pour résultat de diminuer les disponibilités monétaires à la disposition des particuliers.

### 3° Evolution des crédits bancaires.

Les crédits bancaires à Madagascar ont évolué comme suit (en millions de francs C. F. A.).

| | SOLDE AU 31-12-48. | SOLDE AU 31-12-49. | SOLDE AU 31-12-50. | SOLDE AU 31-12-51. |
|---|---|---|---|---|
| Portefeuille à court terme | 500 | 863 | 1.900 | 3.361 |
| Avances et comptes courants d'avances | 2.961 | 4.325 | 6.022 | 10.213 |
| Portefeuille à moyen terme | — | — | 86 | 253 |
| Crédits consentis par la Banque de Madagascar au Crédit agricole | — | 139 | 134 | 309 |
| Total | 3.461 | 5.327 | 8.142 | 14.128 |

Les crédits consentis par les banques à Madagascar sont surtout des crédits à l'exportation (ou, du moins, à la production de produits d'exportation) et des crédits à l'importation. On peut donc essayer de comparer l'évolution des crédits bancaires à celle du mouvement des importations et des exportations de Madagascar.

| ANNEES. | MOUVEMENT COMMERCIAL. | | CREDITS BANCAIRES. | |
|---|---|---|---|---|
| | VOLUME (millions C.F.A.). | ACCROISSEMENT. | VOLUME (millions C.F.A.). | ACCROISSEMENT. |
| | | p 100 | | p 100. |
| 1948 | 15.064 | base. | 3.461 | base. |
| 1949 | 19.421 | 30 | 5.327 | 54 |
| 1950 | 27.505 | 41 | 8.142 | 53 |
| 1951 | 36:220 | 32 | 14.128 | 75 |

Les crédits s'accroissent donc au fur et à mesure que s'accroît le mouvement commercial, moins d'ailleurs en tonnage qu'en valeur. A ce point de vue, ils sont la conséquence d'un trafic commercial plus important et de prix mondiaux plus élevés. Il est normal, dans une économie équilibrée, que les crédits suivent la marche des affaires et augmentent avec elles, en provoquant, de ce fait, un développement des moyens de paiement qui ne fait que répondre aux besoins accrus des utilisateurs.

Mais l'accroissement des crédits bancaires a été, d'une façon générale, beaucoup plus fort que celui du mouvement commercial. Et il est intéressant de noter qu'il l'a été d'autant plus que la balance des comptes de Madagascar avec l'Extérieur était moins équilibrée. En 1949, alors que la balance était déficitaire d'un milliard et demi, la différence des taux d'augmentation est de 24 p. 100 (54 p. 100 pour les crédits, 30 p. 100 pour le mouvement commercial). En 1950, alors que la balance des comptes était excédentaire d'un milliard, la différence des taux d'augmentation n'était plus que de 12 p. 100 (53 p. 100 pour les crédits, 41 p. 100 pour le mouvement commercial).

En 1951, enfin, alors que le déficit de la balance des comptes dépasse 3 milliards, la différence des taux d'accroissement atteint 43 p. 100 (75 p. 100 pour les crédits bancaires, 32 p. 100 pour le mouvement commercial).

Il semblerait donc que la situation de la balance des comptes et l'augmentation des crédits bancaires ne soient pas sans rapport. Dans ce sens ont agi notamment les investissements par autofinancement des exploitations agricoles et industrielles, pour achat de matériel, modernisation et développement de la production, d'où absorption des ressources propres qui ont amenuisé les trésoreries et entraîné de nouvelles demandes de crédit, soit à court terme, soit à moyen terme. Cette politique constructive ne portera pas ses fruits immédiatement. Elle entre cependant pour une part non négligeable dans le gonflement des crédits.

En résumé, les crédits consentis sont trop élevés et le freinage des importations est nécessaire pour améliorer la balance commerciale, mais, dans le volume des crédits actuellement consentis, sont intervenus

des facteurs nouveaux et influents (augmentation des prix mondiaux, déséquilibre de la production locale, menace de nivellement du franc C. F. A. privant le Territoire de capitaux, nécessité pour Madagascar de reconstituer ses stocks et de faire face à la demande croissante des Autochtones) dont l'importance ne s'est fait sentir que quelques années après la fin de la guerre.

En somme, Madagascar souffre d'un ralentissement de production consécutif à la guerre et à la rébellion et d'une crise de croissance du fait de la réalisation du Plan d'équipement. Cette contradiction qui est à la base du déséquilibre actuel doit pouvoir se résorber grâce à une action persévérante dont les effets se font déjà sentir dans certaines branches de la production.

## CONCLUSION.

La situation de la balance des comptes, les résultats excédentaires ou déficitaires des opérations locales du Trésor, les variations de volume des crédits bancaires, destinées à satisfaire les besoins de l'économie, tels sont, en fin de compte, les éléments qui déterminent l'évolution des disponibilités monétaires à Madagascar.

Le tableau ci-après résume l'action de ces différents facteurs sur l'évolution monétaire de Madagascar (en millions de francs C. F. A.).

| I. — FACTEURS DE L'EVOLUTION. | 1949. | | 1950. | | 1951. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DIMINUTION des disponibilités monétaires. | AUGMENTATION des disponibilités monétaires. | DIMINUTION des disponibilités mo étaires. | AUGMENTATION des disponibilités monétaires. | DIMINUTION des disponibilités monétaires. | AUGMENTATION des disponibilités monétaires. |
| Balance des comptes avec l'Etranger.. | 1.560 | — | 1.086 | — | 1.680 | — |
| Balance des comptes avec la zone franc. | — | 27 | — | 2.075 | 1.362 | — |
| Opérations locales du Trésor..... | 514 | — | 982 | — | 1.006 | — |
| Variations des crédits bancaires..... | — | 1.866 | — | 2.815 | — | 5.986 |
| BALANCE ..... | 181 | — | — | 2.822 | — | 1.938 |
| II. — Variations constatées des disponibilités monétaires..... | 181 | — | — | 2.822 | — | 1.938 |

La monnaie dépend ainsi à Madagascar de facteurs économiques (balance des comptes et crédits bancaires) ou purement financiers (opérations locales du Trésor). Mais, alors que les seconds ont une influence prépondérante dans la Métropole, où les avances de la Banque de France à l'Etat constituent, d'après l'opinion courante, la cause déterminante de l'inflation, ils ne jouent qu'un rôle secondaire à Madagascar, où ils ont, d'ailleurs, un caractère déflationniste. Les facteurs économiques sont de ce fait essentiels : leurs changements d'équilibre commandent les fluctuations monétaires.

Il y a d'abord une tendance de fond à l'accroissement des moyens de paiement due au développement des crédits bancaires, dû lui-même à l'accroissement continu en valeur des échanges commerciaux. Les causes doivent en être recherchées hors de Madagascar aussi bien que dans la conjoncture économique générale (la guerre de Corée, par exemple, a entraîné la hausse des prix d'un grand nombre de produits).

Sur cette tendance, d'autres éléments viennent se greffer, pour l'accentuer ou en restreindre l'effet. Ainsi, en 1949, ce sont les transferts spéculatifs sur la Métropole, provoqués par la crainte, d'ailleurs injustifiée, d'une modification de la parité du franc C. F. A., qui semblent avoir entraîné la stabilité et même la régression des moyens de paiement. En 1950, le déficit de la balance commerciale avec la zone franc a été beaucoup plus faible que l'année précédente du fait essentiellement des exportations de café (la hausse des cours a permis la liquidation des stocks de café); la balance des comptes a été rendue par là excédentaire et son influence s'est ajoutée à celle des crédits bancaires pour augmenter le volume des moyens de paiement. En 1951, le déficit de la balance commerciale a atteint un montant encore inégalé, peut-être parce que certains commerçants ont voulu constituer des stocks pour le cas où Madagascar viendrait à être à nouveau coupée de la Métropole; le déficit de la balance des comptes a fait contrepoids à l'action des crédits bancaires (encore que ceux-ci, pour y remédier, semble-t-il, se soient accrus plus qu'ils n'auraient dû), et la circulation monétaire n'a que peu augmenté.

Des influences complexes agissent ainsi sur la monnaie. Mais, comme dans la plupart des pays encore peu évolués, elle reste étroitement liée aux échanges avec l'Extérieur. Même si la valeur de la production propre de Madagascar est plus importante que celle des marchandises et des services échangés avec l'Extérieur, ce sont cependant ces derniers qui donnent lieu au plus important commerce et c'est donc d'eux que dépend principalement l'évolution monétaire.

## III. — LE POTENTIEL ECONOMIQUE.

### A. — PRODUCTION.

Comme le signalait le dernier rapport du Service du Plan, l'économie malgache se situe actuellement entre une économie à base agricole et une économie fondée sur l'industrialisation. Cette remarque est cependant plus juste dans l'ordre théorique que dans l'ordre pratique. Si la situation économique de l'Ile n'a plus rien de comparable avec ce qu'elle était il y a dix ans, elle n'en est pas encore au «tournant» que révèle par exemple l'économie de sa voisine Sud-africaine dont le développement industriel, depuis la fin de la dernière guerre, est tout simplement extraordinaire. On ne peut donc parler que d'une «orientation». Ceci explique pourquoi l'élevage et la production agricole méritent encore la première place dans un exposé tel que celui-ci.

#### 1° L'ÉLEVAGE.

L'élevage n'a pas atteint le stade ultime du rapport intensif. L'élevage extensif lui-même fait l'objet d'une politique nouvelle comprise sous le terme général de «Zones d'élevage». S'il est vrai, comme il le fut signalé l'an dernier, que «la part de l'élevage diminue» ceci s'entend surtout comme pour les grands produits agricoles d'ailleurs d'une décroissance très nette des exportations; la baisse à la production n'est révélatrice que d'une situation temporaire à laquelle le Territoire s'efforce de porter remède. Après une chûte notable de 1938 à 1948, une remontée lente mais sûre se fait sentir depuis 1948. Nous ne parlons ici que du troupeau bovin, le plus important.

*Bovins.*

| ANNÉES. | RECENSEMENT. |
|---|---|
| 1946 | 5.806.476 |
| 1947 | 5.738.758 |
| 1948 | 5.602.989 |
| 1949 | 5.638.723 |
| 1950 | 5.663.057 |
| 1951 | 5.918.469 |

Durant le même laps de temps, la consommation locale est passée de 224.710 à 243.421; augmentation sans incidence pourtant sur le marché des peaux marqué par la décroissance des exportations qui de 800.000 environ en 1947 ne sont plus que de l'ordre de 550.000; en effet, la production industrielle souffre d'une crise grave avec une tendance pourtant au redressement en 1951 comme en témoigne le tableau ci-dessous :

*Bœufs.*

| ANNÉES. | QUARTIERS CONGELÉS. | VIANDE DÉSOSSEE CONGELÉE. | CONSERVES. |
|---|---|---|---|
| | Tonnes. | | |
| 1938 | 6.281 | 0 | 3.799 |
| 1946 | 3.869 | 888 | 4.138 |
| 1947 | 4.048 | 424 | 4.635 |
| 1948 | 3.919 | 867 | 6.839 |
| 1949 | 3.016 | 241 | 4.564 |
| 1950 | 0 | 604 | 2.523 |
| 1951 | 44 | 2.031 | 5.258 |

## 2° L'AGRICULTURE.

*Les produits agricoles 1951.*

| | |
|---|---|
| Paddy : | |
| Tonnes | 880.000 |
| Hectares | 649.405 |
| Manioc frais : | |
| Tonnes | 952.742 |
| Hectares | 210.864 |
| Pois du Cap : | |
| Tonnes | 8.000 |
| Hectares | 16.000 |
| Haricots : | |
| Tonnes | 19.932 |
| Hectares | 37.155 |
| Pommes de terre : | |
| Tonnes | 86.106 |
| Hectares | 19.075 |
| Maïs : | |
| Tonnes | 77.029 |
| Hectares | 95.248 |
| Arachides : | |
| Tonnes | 16.130 |
| Hectares | 20.270 |
| Coprah : | |
| Tonnes | 750 |
| Hectares | 3.300 |
| Sisal fibre : | |
| Tonnes | 7.045 |
| Hectares | 11.500 |
| Cannes à sucre fraîches : | |
| Tonnes | 381.630 |
| Hectares | 13.411 |
| Café : | |
| Tonnes | 31.430 |
| Hectares | 114.900 |
| Vanille préparée : | |
| Tonnes | 1.075 |
| Hectares | 4.900 |
| Clous de girofle : | |
| Tonnes | 2.755 |
| Hectares | 27.818 |
| Tabac : | |
| Tonnes | 5.000 |
| Hectares | 5.305 |
| Plantes à parfum : | |
| Tonnes | 28 |
| Hectares | 1.750 |

*Production industrielle liée à l'Agriculture 1951.*

| | |
|---|---|
| Rizeries, tonnes | 60.500 |
| Sucreries, tonnes | 13.460 |
| Distilleries alcool pur, hectolitres | 13.549 |
| Huileries, tonnes | 2.525 |
| Savonneries, tonnes | 1.784 |
| Tabac fabriqué, tonnes | 496 |
| Tissage paka, tonnes | 2.156 |
| Usine sisal, tonnes | 5.841 |

### 3° Productions minières.

*Statistiques de la production minière.*

| SUBSTANCE. | UNITE. | 1951. |
|---|---|---|
| Or | Kilogramme. | 60 7 |
| Mica phlogopite : | | |
| Blocs marchands | Tonne. | 60 6 |
| Blocs à cliver | — | 888 5 |
| Graphite : | | |
| Paillettes | Tonne. | 12.715 7 |
| Poudres | — | 5.622 2 |
| Pierres précieuses : | | |
| Joaillerie à l'état brut | Kilogramme. | 11 0 |
| Pivoteries et brutes | — | 422 8 |
| Béryls industriels | Tonne. | 530 4 |
| Grenats industriels | — | 738 6 |
| Pierres d'industrie : | | |
| Quartz piézo-électrique | Tonne. | 6 9 |
| Ornementation et taille | — | 7 8 |
| Pour fonte | — | 10 0 |
| Tourmaline opaque noire | Kilogramme. | 144 5 |
| Amazonite | Tonne. | 21 0 |
| Kaolin | — | 76 6 |
| Amiante | — | 17 4 |
| Bastnaésite | — | 1 8 |
| Columbite | — | 3 9 |
| Fer ouvré | — | 6 3 |
| Machefer | — | 7 3 |
| Minerai de chrome | Kilogramme. | 300 0 |
| Charbon | Tonne. | 5.466 0 |
| Valeur totale de la production minière | ..... | 447 5 |

Alors que les productions de l'élevage et celles de l'agriculture révèlent, dans l'ensemble, sinon toujours en production proprement dite, mais du point de vue exportation, une décroissance ou un état stationnaire, le sous-sol malgache se présente comme une richesse encore à peine exploitée. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la production soit en hausse constante, révélatrice de l'«orientation» mentionnée plus haut vers un stade d'économie industrielle.

Le graphite est passé de 6.315 tonnes en 1946;
à 13.596 tonnes en 1950;
et à 18.337 tonnes en 1951.

Le charbon est passé de 0 tonne en 1946;
à 1.899 tonnes en 1950;
et à 5.466 tonnes en 1951.

Ce qui ne peut même pas d'ailleurs s'appeler une «préface» du projet d'exploitation de la région de la Sakoa.

### B. — COMMERCE EXTÉRIEUR.

*Importations et exportations (commerce spécial).*

| ANNEES. | IMPORTATIONS. | | EXPORTATIONS. | | TOTAL. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TONNES. | MILLIONS C.F.A. | TONNES. | MILLIONS C.F.A. | TONNES. | MILLIONS C.F.A. |
| 1950 | 327.798 | 15.008 | 150.517 | 12.141 | 478.315 | 27.149 |
| 1951 | 385.171 | 22.887 | 148.129 | 13.332 | 533.300 | 36.219 |

Depuis son début, en 1948, le déséquilibre de la balance commerciale n'a fait pratiquement que s'accentuer puisqu'il est passé de 2,7 milliards en 1948 à 4,4 milliards en 1949, s'est réduit à 2,9 milliards en 1950 pour s'accroître jusqu'à 9,5 milliards en 1951. En valeur les exportations n'ont couvert successivement que 69, 62, 80 et 57 p. 100 des importations.

Ainsi donc alors que la balance commerciale avait été, à quelques exceptions près, régulièrement bénéficiaire pendant les quinze dernières années d'avant-guerre, la tendance s'est aujourd'hui inversée et le commerce extérieur semblerait s'orienter vers un déficit chronique qui augmente d'année en année. La situation est donc très sérieuse, l'augmentation normale des importations, dans une période d'après-guerre, n'étant pas suivie par une augmentation parallèle des exportations.

Certes, le déficit enregistré, depuis 1948, a été la conséquence logique d'une guerre qui avait stoppé pendant pusieurs années les importations de biens de consommation et plus encore celles de matériels d'équipement. Avant-guerre, les unes et les autres étaient à peu près constantes, le faible accroissement démographique maintenant à un niveau stable la demande des produits de consommation d'importation et les consommations d'une année sur l'autre expliquant la constance de l'achat de matériels d'équipement dont le renouvellement s'effectue sur de longues périodes. Après la guerre, au contraire, les demandes de biens de consommation et surtout de matériels d'équipement s'accrurent dans des proportions considérables, grâce d'une part aux disponibilités monétaires qui s'étaient accumulées sans emploi pendant le conflit et grâce d'autre part aux crédits d'investissement publics et privés qui commençaient à provenir de la Métropole.

Si le déséquilibre n'apparaît qu'en 1948, avec un décalage de deux ans par rapport à la fin de la guerre, ce fut à cause des délais nécessités par la reconstruction de l'industrie française servant, par ailleurs, en priorité le marché métropolitain et par suite de la quasi-impossibilité, faute de devises, de s'adresser aux fournisseurs étrangers.

Ainsi donc s'explique le fait que le tonnage des importations qui se maintint, pendant les quinze années d'avant-guerre, au niveau moyen de 130-140.000 tonnes, se soit brusquement élevé à 250.000 et 230.000 tonnes en 1948 et 1949 pour passer à 328.000 tonnes en 1950 avant d'atteindre en 1951 un chiffre supérieur à 385.000 tonnes.

Parallèlement, pendant la même période d'avant-guerre, le tonnage des exportations se situait, avec des fluctuations assez sensibles d'une année à l'autre, entre 180 et 200.000 tonnes. La dernière année normale d'avant-guerre, 1938, qui était souvent prise comme année de référence, a été marquée par un tonnage d'exportations supérieur à 260.000 tonnes. Or, depuis la fin du conflit, les exportations sont restées à des niveaux de l'ordre de 140-150.000 tonnes qu'elles avaient toujours largement dépassés avant-guerre.

On est donc bien obligé de constater ce fait inquiétant de la stagnation, pour ne pas dire de la baisse générale, des exportations malgaches, alors même qu'on devrait enregistrer une amorce de redressement consécutif au rééquipement devenu effectif depuis 1948, comme cela apparait dans les statistiques commerciales des autres territoires français d'Outre-mer. Tenter d'expliquer en parti cette stagnatioin par une augmentation de la consommation intérieure n'est pas valable, car celle-ci est à peine intéressée par la plupart des produits qui jouent un rôle dans les exportations.

Le déficit de la balance commerciale porte pour les huit-neuvièmes sur les échanges avec la France (7.252 millions), mais il n'est plus compensé qu'en partie par les dépenses de la Métropole à Madagascar (crédits du Plan, dépenses de l'année, paiement des fonctionnaires d'autorité, investissements, etc.). Les ventes à l'Etranger ont atteint 2.472 millions en 1951 contre 1.723 millions en 1950, mais les achats à l'Etranger sont passés de 2.779 millions à 4.065 millions et le déficit, de 1.056 millions en 1950, a atteint en 1951 le chiffre de 1.593 millions.

*Balance commerciale par zone (millions C. F. A.).*

| | ZONE F. | ZONE £. | ZONE $ | AUTRES. | TOTAL. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1950. | | | | | |
| Importation | 12.229 | 944 | 1.074 | 761 | 15.008 |
| Exportation | 10.418 | 464 | 701 | 558 | 12.141 |
| Balance | — 1.811 | — 480 | 373 | — 203 | 2.867 |
| 1951. | | | | | |
| Importation | 18.822 | 1.471 | 793 | 1.801 | 22.887 |
| Exportation | 10.860 | 1.353 | 714 | 405 | 13.332 |
| Balance | — 7.962 | 118 | 79 | — 1.396 | 9.555 |

L'examen des échanges avec l'Extérieur en 1951 montre que Madagascar a continué à s'équiper, qu'un effort considérable de construction a été entrepris, que des stocks importants ont été constitués, mais le rythme des importations doit se ralentir sensiblement en 1952 car les achats ne sauraient se poursuivre avec une balance des comptes déficitaires. Pour la redresser, il faut accroître la production et augmenter les exportations et comme le café représente le principal produit d'exportation c'est de ce côté que les efforts doivent porter, sans cependant négliger les autres produits.

## Les importations en 1951.

### a. *Besoins industriels.*

Le poste «Matériels de transport» (matériel ferroviaire, automobiles, camions tracteurs) prend aujourd'hui la seconde place en valeur, après les tissus, dans la liste des importations avec un pourcentage de 9 p. 100 contre moins de 5 p. 100 en 1938. Il est suivi par le poste «Machines et appareils» dont le pourcentage atteint 7 p. 100. Sont également en hausse sensible les constructions métalliques et les outillages à main, ainsi que les fers et barres et les tôles galvanisées. Conséquence de cet accroissement de véhicules et des machines, les importations d'hydrocarbures et dérivés atteignent les chiffres les plus élevés que Madagascar ait jamais connus avec près de 70.000 tonnes de produits contre 20.000 tonnes environ avant-guerre. De même, les importations de ciment ont dépassé, en 1951, 87.000 tonnes contre 68.000 tonnes en 1938, sans oublier les pneumatiques et ouvrages en caoutchouc qui sont montés à près de 1.000 tonnes contre 233 dans la dernière année d'avant-guerre. Par contre, la houille, après un boom de 61.000 tonnes en 1950, est revenue à son niveau courant avec 26.000 contre 29.500 en 1938. Ceci est explicable en partie par l'utilisation de plus en plus courante de moteurs Diesel.

### b. *Besoins alimentaires et vestimentaires.*

Parmi ces importations, tant de biens de consommation que de matériels d'équipement, les tissus tiennent toujours la première place, puisque avec un total de près de 5,5 milliards ils représentent 27 p. 100 de la valeur des importations, contre 34 p. 100 en 1938.

En tonnage, ils s'élèvent à près de 11.000 tonnes contre 7.000 en 1938. La progression est sensible depuis 1947-1948, en partie par la tendance des Autochtones, notamment des Hauts-Plateaux, à mieux se vêtir, en partie, surtout en 1951, par le désir des importateurs de se prémunir contre les conséquences d'une situation internationale dont la tension atteignait son point culminant pendant la seconde moitié de 1950 avec le déclenchement de la guerre de Corée. Il s'en faut d'ailleurs que la vente au détail ait suivi une progression semblable.

Font preuve également d'une sensible augmentation, tant par rapport à l'avant-guerre que par rapport à la période 1946-1950, les importations de boissons, de farine de froment, de lait et produits laitiers, d'huiles végétales, d'articles de ménage et de produits qui, pour la plupart, touchent à l'amélioration des conditions de la vie locale.

*Progression de certains postes d'importation*

(En tonnes).

| PRODUITS. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|
| A. — *Importations en partie causées par l'exécution du Plan :* | | |
| Essence d'aviation | 4.695 | 9.648 |
| Essence autre | 27.167 | 26.263 |
| Gas-oil | 7.764 | 14.133 |
| Huile de graissage | 3.463 | 3.721 |
| Road-oil | 2.695 | 6.185 |

| PRODUITS. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|
| Fuel-oil | 580 | 561 |
| Houille | 61.283 | 18.501 |
| Véhicules et matériels pour voie ferrée | 1.136 | 2.235 |
| Rails, traverses, éclisses de Chemins de fer | 4.184 | 4.176 |
| Voitures automobiles, cycles et autres | 7.228 | 8.760 |
| *a.* Nombre de camions | 3.053 | 3.837 |
| *b.* Nombre de tracteurs | 594 | 701 |
| Bandages et pneumatiques | 736 | 969 |
| Appareils de levage et de manutention | 1.133 | 462 |
| Machines pour l'agriculture | 1.200 | 565 |
| Machines-outils | 586 | 688 |
| Outils et outillage à main | 931 | 1.465 |
| Chaudières, moteurs, pompes et compresseurs | 1.191 | 1.475 |
| Constructions métalliques et matériaux métalliques de bâtiment | 3.367 | 4.866 |
| Articles de boulonnerie et de tirefonnerie | 1.417 | 1.261 |
| Fers et barres | 7.718 | 8.977 |
| Profilés | 3.615 | 3.503 |
| Tôles | 7.074 | 9.297 |
| Ciment | 67.838 | 87.594 |
| Ouvrages et béton aggloméré | 1.567 | 2.985 |
| Engrais | 1.962 | 2.562 |
| Insecticides et anticryptogamiques | 423 | 1.789 |
| Teintures, peintures, vernis | 906 | 1.580 |
| B. — *Importations liées à l'amélioration des conditions de vie :* | | |
| Riz | 0 | 98 |
| Savon | 792 | 2.854 |
| Tabac fabriqué | 319 | 443 |
| Farine de froment | 9.999 | 11.403 |
| Huiles végétales | 1.927 | 1.491 |
| Lait et produits laitiers | 1.229 | 2.553 |
| Produits des industries alimentaires | 2.456 | 3.018 |
| Boissons, liquides alcooliques | 14.607 | 23.137 |
| Articles métalliques de ménage | 2.098 | 5.650 |
| Articles d'éclairage et de chauffage | 190 | 253 |
| Tissus | 7.688 | 10.882 |
| Vêtements, bonneterie, confection, sacs | 1.577 | 2.005 |
| Produits pharmaceutiques | 470 | 682 |

## Les exportations en 1951.

### *Le café.*

A l'exportation, on a sorti seulement 30.000 tonnes de café en 1951 contre 44.791 tonnes pendant toute l'année 1950, mais les sorties de café de 1950 étaient exceptionnelles. Une bonne partie provenait des récoltes antérieures stockées dans l'attente de la libération des cours. Il n'en reste pas moins qu'un sérieux effort est nécessaire du côté de la plantation si l'on ne veut pas voir les exportations de café s'amenuiser d'année en année, car nos plantations sont vieilles et elles ne sont pas renouvelées.

La vanille est également en baisse avec une exportation de 446 tonnes seulement contre 589 tonnes en 1950, la moyenne étant d'ailleurs de 400 tonnes en période de marché assaini.

*Autres produits.*

On n'a pratiquement pas exporté de sucre en 1951, alors qu'on en avait sorti 3.412 tonnes en 1950, mais la production locale a suffi à la consommation et l'on n'a importé que 28 tonnes de sucre de la Réunion. Par contre, les exportations de certains produits ont fait en 1951 des progrès intéressants. Il s'agit surtout des produits ci-après :

| | ANNEE 1950. | ANNEE 1951. |
|---|---|---|
| | Tonnes. | Tonnes |
| Girofle | 2.590 | 7.535 |
| Tabacs en feuilles | 2.950 | 4.353 |
| Graphite | 12.086 | 17.662 |
| Fécules de manioc | 4.324 | 6.079 |
| Tapioca | 5.134 | 8.839 |
| Viande fraiche ou congelée | 724 | 2.075 |
| Raphia | 2.942 | 4.681 |
| Sacs de paka | 129 | 626 |
| Arachides | 2.274 | 3.478 |
| Pignons d'Inde | 209 | 1.015 |
| | Hectolitres d'alcool pur | Hectolitres A.P. |
| Rhum | 5.254 | 6.825 |

| | Tonnes. | Tonnes. |
|---|---|---|
| Les préparations et conserves de viandes sont à | 5.254 | contre 3.674 pour l'année 1950; |
| Le sisal à | 5.841 | contre 4.797 pour l'année 1950; |
| Les peaux de bovidés à | 4.405 | contre 4.352 pour l'année 1950. |

L'économie malgache ne semble donc pas en péril pourvu qu'un effort soutenu soit entrepris pendant quelques années en ce qui concerne le rajeunissement et le remplacement des plantations de café. L'industrie de viandes en pleine crise en 1950 a repris une certaine activité, il en est de même des féculeries de manioc et des fabriques de tapioca. Le graphite et les tabacs sont en pleine extension et l'industrie du paka commence à exporter.

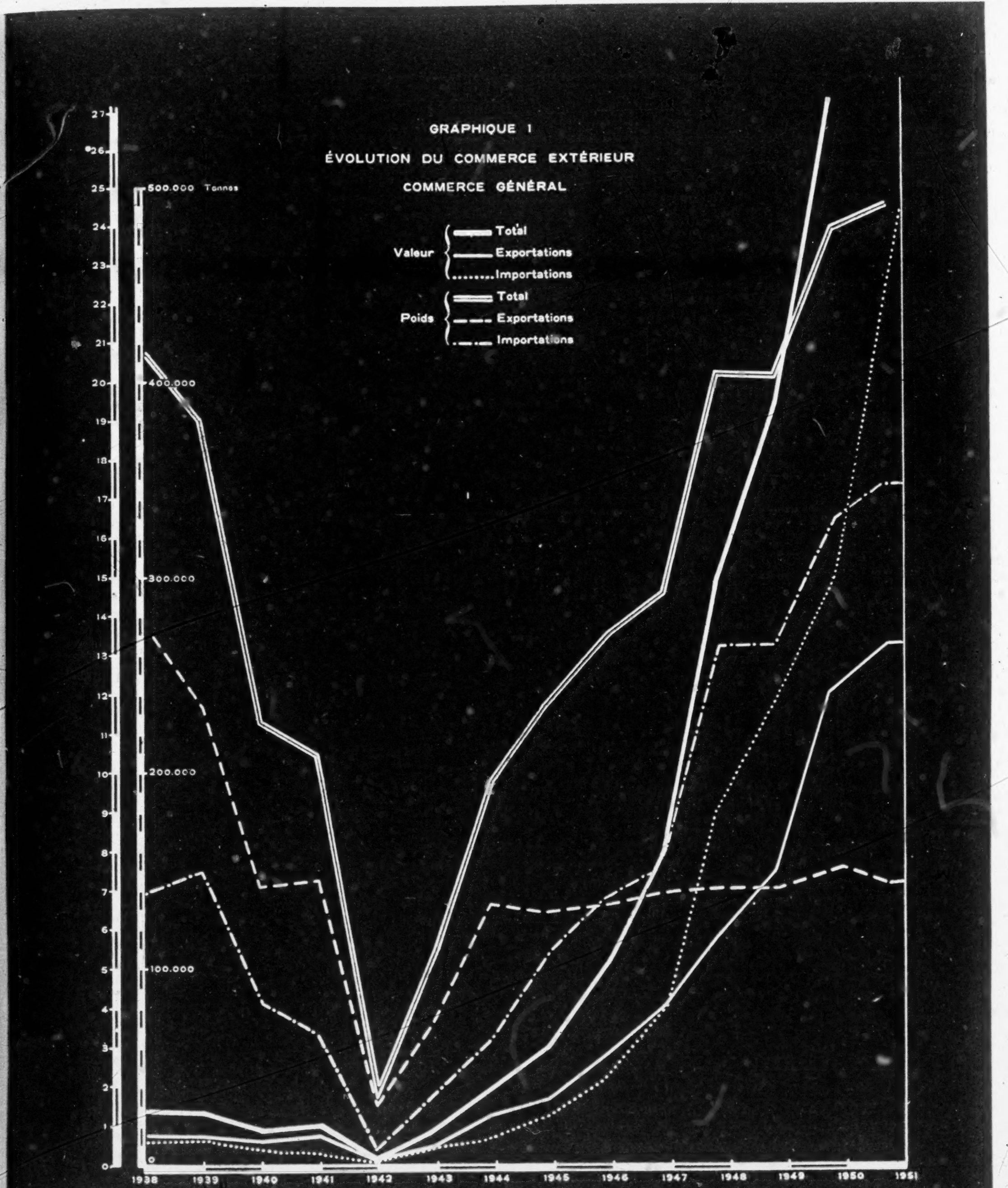
*Evolution des exportations malgaches*
(En tonnes).

| PRODUITS. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|
| Café | 44.791 | 30.519 |
| Sucre | 3.414 | 31 |
| Rhum | 780 | 1.276 |
| Vanille | 589 | 446 |
| Tabacs en feuilles | 2.851 | 4.353 |
| Girofle | 2.590 | 7.538 |
| Huiles essentielles | 821 | 591 |
| Poivre | 279 | 365 |
| Cacao | 218 | 199 |
| Riz | 2.507 | 1.553 |
| Manioc brut | 5.735 | 6.536 |
| Fécule de manioc | 4.324 | 6.079 |
| Tapioca | 5.131 | 8.838 |
| Maïs | 7.384 | 5.871 |
| Pois du Cap | 4.147 | 5.629 |
| Haricots | 2.142 | 2.876 |

## GRAPHIQUE I

## ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

## COMMERCE GÉNÉRAL



| PRODUITS. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|
| Raphia | 2.942 | 4.681 |
| Sisal | 4.797 | 5.841 |
| Tissus de paka | 337 | 226 |
| Sacs de paka | 129 | 626 |
| Cire | 734 | 306 |
| Peaux de bovidés | 4.352 | 4.241 |
| Cuirs tannés ou corroyés | 333 | 161 |
| Viande fraîche ou congelée | 724 | 1.845 |
| Préparation et conserves de viande | 3.674 | 5.254 |
| Arachides | 2.274 | 3.478 |
| Ricin | 2.868 | 1.945 |
| Coprah | 376 | 161 |
| Huiles d'aleurites | 260 | 353 |
| Autres huiles végétales | 68 | 166 |
| Huile cétacés | 5.670 | — |
| Graphite | 12.086 | 17.662 |
| Mica | 835 | 687 |
| Divers | 20.355 | 11.554 |
| TOTAL | 150.517 | 141.887 |

# MODERNISATION.

Quelle est l'incidence de la modernisation du Territoire dans son état actuel sur sa possibilité d'utilisation des crédits au titre de nouveaux programmes ? Telle est la question à laquelle nous allons tenter de répondre dans l'étude qui suit.

Avant d'entreprendre l'étude concrète du problème, il convient d'abord d'en examiner les données générales.

## I. — ETUDE GENERALE DU PROBLEME.

Cette étude serait relativement simple si le problème se ramenait à l'examen du facteur temps d'une part et du facteur travaux d'autre part. Il s'exprimerait alors de la façon suivante : Soit un crédit de X millions disponible pour un temps T, quelle masse de travaux convient-il d'ouvrir ? Mais cette donnée ne tiendrait pas compte d'un élément capital du problème, le rapport qui existe entre la masse des travaux et le temps nécessaire à leur exécution. Toutes proportions gardées un grand chantier après son lancement consomme en principe davantage que plusieurs petits chantiers représentant la même masse de travaux, bien que son coût global soit moins cher. Il ne s'agit pas en effet de dilapider, mais de consommer vite et économiquement. Nous devons donc examiner successivement :

*a*. Les facteurs influençant l'élément temps;
*b*. Les facteurs conditionnant le volume des travaux;
*c*. Le rapport qui existe entre ces deux groupes de facteurs.

### A. — LES FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉLÉMENT TEMPS.

#### 1° *La nature du terrain.*

Nous reprendrons ici, pour faire image, la boutade d'un chef de chantier malgache «Un poulet dur met plus longtemps à cuire qu'un jeune poulet» ce qui était exprimer l'importance que revêtait aux yeux de ce technicien la nature du terrain. Nous verrons plus loin en combien de catégories peuvent se classer les chantiers malgaches. Nous nous trouvons en terre tropicale devant des sols extrêmes, très différents de la norme européenne.

### 2° *Le climat.*

Inséparable d'ailleurs de la nature du sol, ce facteur n'agit pas toujours cependant dans le même sens. L'humidité spéciale à la côte Est a moins d'effet sur le sol sablonneux de la côte que les mêmes précipitations plus rares sur le sol latéritique de l'Ouest. Si bien que la pluie n'est pas toujours en soi un facteur de ralentissement. Nous avons vu des chantiers fonctionner sous un pluie diluvienne, parapluie fixé au-dessus du conducteur, bâches jetées sur la machinerie. Il faut cependant tenir compte que nombre de chantiers ne peuvent avoir leur plein rendement qu'en dehors de la saison des pluies : avril à novembre (crues, cyclones), aménagements hydrauliques, ponts... alors que précisément en juillet la clôture de l'exercice et l'attribution des crédits vers la fin de l'année apportent une gêne au plein fonctionnement du chantier.

### 3° *Les normes du travail.*

Le monde du travail s'internationalise. L'Inspection du Travail tend à normaliser le travail sur tous les points du globe. L'année comprend en gros 250 jours pratiquement ouvrables; le système de la journée continue entre dans les mœurs, quitte à l'application de primes.

### 4° *L'approvisionnement régulier des chantiers.*

C'est un facteur capital, non seulement dans les pays civilisés d'Europe ou d'Amérique, mais dans nos territoires peu évolués d'Outre-mer. Ici, la distance des pays usiniers joue un grand rôle, et il n'est pas possible de comparer Madagascar, à 11.000 kilomètres à vol d'oiseau de la Métropole, et l'A.-O. F., par exemple, aux portes du monde méditerranéen. Le problème pourtant n'offrirait pas de difficulté si les capitaux du pays considéré s'avéraient suffisants pour constituer des stocks importants; ce qui la plupart du temps n'est pas le cas depuis la guerre. On assiste dès lors à des périodes successives de «vaches grasses» et de «vaches maigres» et à des prêts de chantiers à chantiers, ayant parfois l'aspect du troc dans l'antiquité. Les approvisionnements, d'ailleurs difficiles à constituer (manque de magasins, embouteillage des ports et du chemin de fer), ont été gênés du fait que le Plan a démarré dès la fin des hostilités et ont été ensuite entravés par la rébellion.

### 5° *Le potentiel des entreprises.*

Cet élément est un cas particulier du facteur précédent, l'entreprise faisant ici figure d'organisme autonome, plus ou moins désireux d'investir des capitaux considérables dans un territoire qui fait appel à lui dans une mesure plus ou moins importante et avec des espoirs plus ou moins assurés. Ceci étant fonction des prévisions futures et donc de la durée d'amortissement (ex. sondages).

### 6° *La nature des travaux à entreprendre.*

Ceux-ci forment un ensemble décomposable en stades divers, allant du débroussaillement au remblayage, de la pose de pieux-pilotis au coulage du béton.

Nous ne parlons pas d'ailleurs de la caractéristique particulière de chacun de ces travaux dont le temps qui leur est consacré n'est pas en rapport direct avec le coût lui-même; ce qui nous intéresse c'est le plus ou moins d'harmonie des divers stades de travaux permettant d'établir un programme de travail suivi avec le moins de solutions de continuité possibles.

### 7° *D'où la nécessité de projets soigneusement étudiés.*

Les surprises sont inévitables mais peuvent être réduites à l'extrême. Des sondages insuffisants peuvent avoir de grosses conséquences sur la marche et l'imbrication des stades de travaux. La découverte d'affouillements non décelés aux études peut handicaper un chantier pour des mois. A noter également la nécessité pour les travaux à l'entreprise d'études plus détaillées que pour les travaux en régie, pour lesquels les imprévus sont moins graves.

### 8° *La rotation du matériel.*

Quel que soit le nombre d'engins utilisés sur un chantier, il convient de maintenir une rotation optimum. Le cycle de divers engins : pelle et bull-dozer, scraper et camions, ne doit pas être interrompu par déficience de l'un d'eux. Une bonne taylorisation demande un parallélisme parfait de fonctionnement. D'où la nécessité soit de disposer de matériel de rechange, soit d'avoir sous la main des mécaniciens-électriciens éprouvés.

On constatera que ces facteurs ne relèvent pas tous de la volonté humaine, la part du hasard, de la chance reste considérable, davantage encore dans les territoires lointains au climat rude que dans l'orbe des pays civilisés, policés et organisés des régions tempérées.

## B. — FACTEURS INTÉRESSANT LE VOLUME DES TRAVAUX.

Il s'agit ici, *pour un temps donné,* d'examiner les facteurs de tous ordres influençant le volume des travaux.

### 1° *La nature du matériel employé.*

Il n'est pas rare de voir dans les régions les moins développées du globe, où la main-d'œuvre est encore bon marché, des chantiers constitués par des pelles et des paniers, les classiques «*angady* et soubique» de Madagascar il y a vingt, trente et cinquante ans. Il est évident que le temps ne comptant pas, ou peu, à cause de la modicité des salaires, cette catégorie de chantier peut l'emporter économiquement parlant sur des chantiers modernes. Mais la question n'est pas là, car nous nous plaçons dans l'hypothèse d'une masse de crédits à consommer dans un temps donné, ce qui entraîne à la fois rapidité et volume de travaux.

Il est d'ailleurs remarquable que les progrès réalisés dans le domaine mécanique soient dus aux nécessités de la guerre, périodes où le facteur temps joue un rôle capital. Il s'agit alors d'une «course à la montre». La paix a bénéficié de ces innovations nées de la contrainte. Des terrassiers avec leurs brouettes, les chantiers sont passés dès le début du siècle aux wagonnets et aux excavateurs puis aux pelles à vapeur. La première guerre mondiale révéla les possibilités du tracteur Diesel, bientôt attelé à un scraper. Ce fut le point de départ d'un changement radical de méthode. On en vint rapidement à la notion «d'engins autonomes» puis à celle de chantiers formant bloc homogène avec un ensemble d'appareils dépendant les uns des autres. La deuxième guerre mondiale amena le perfectionnement du matériel de terrassement en développant sa vitesse, le pneu à basse pression remplaçant la lourde chenille fut le pivot de cette technique moderne. Les engins de transport les plus lourds peuvent atteindre actuellement à pleine charge une vitesse de 40 à 50 kilomètres-heure.

Désormais des travaux estimés trop onéreux pourront, grâce aux gigantesques possibilités des engins modernes, être envisagés. Sans doute à l'échelle de la planète ces machines apparaissent-elles encore comme liliputiennes, mais tout est relatif, il ne s'agit pas encore de percer le globe de part en part à la manière de Jules Vernes, ou de préparer un cratère de départ pour un obus interplanétaire, nos routes, pour sentiers qu'elles soient, nos demeures, pour minuscules qu'elles paraissent vues d'avion, suffisent à nos besoins. Nous verrons mieux, à n'en pas douter, mais les engins dont nous disposons n'en sont pas moins à l'échelle de la présente génération. Reste à en répandre l'usage dans les secteurs (nombreux encore) les plus déshérités du monde.

### 2° *La quantité du matériel employé.*

Pour un temps donné et pour une catégorie de matériel utilisé, intervient, dans le volume des travaux, le facteur quantité. Toutes choses égales, il est évident qu'un chantier disposant de 10 engins lourds travaillera à une cadence supérieure à celui ne disposant que de 3 engins à condition que la totalité du matériel soit utilisable. Un gros engin moderne demande pour se manœuvrer une piste de 12 mètres de large au moins. Sur cette aire minimum pas question d'employer plusieurs engins de front. La quantité de matériel utilisable est donc liée à la nature du chantier. D'où, en matière de routes, l'ouverture de chantiers par tronçons.

La fameuse route de l'Alaska fut ainsi entreprise en secteurs de 75 kilomètres. Ces considérations mises à part, il importe de connaître la masse de matériel dont dispose un territoire, pour juger de ses possibilités en volume de travaux.

Notons qu'un bataillon du génie américain dispose en temps de guerre d'une trentaine de gros engins.

En 1951, le parc des Travaux Publics comprenait 300 engins divers dont :

35 tracteurs à chenilles;
17 tracteurs à pneus;
32 motor-graders;
12 scrapers;
12 pelles;
8 tournapulls;
6 tournadozers;
14 sondeuses,

ce qui, pour un territoire plus vaste que la France, était encore bien peu. Sans doute les entreprises sollicitées se créeront-elles aussi des parcs à l'image de ceux de l'Administration, mais le mouvement est à peine esquissé. Certaines raisons, que nous examinerons plus loin, contrecarrent d'ailleurs cet équipement privé.

### 3° *Autre facteur : la répartition des crédits alloués.*

Il ne s'agit pas ici de la masse globale des crédits ouverts, considérée, par définition, comme sans limitation, pour rendre le problème le moins complexe possible, mais de la ventilation de ces crédits. Bloquer une somme importante de dizaines de millions de francs, voire même de plusieurs milliards, sur une même opération ouvre des perspectives de travaux beaucoup plus considérables pour un temps donné que la dispersion des mêmes crédits sur une infinité de petits chantiers :

1° Parce que l'entreprise ou les quelques entreprises intéressées y verront un gage pour l'avenir et l'assurance d'une rentabilité maximum;

2° Parce que le chantier unique permettra le groupage du matériel réduisant à l'extrême les aléas mécaniques et autorisant la création d'un atelier de réparation sur place;

3° Parce que le chantier une fois lancé, le rendement journalier sera considérable d'après un planning bien étudié dès le départ;

4° Ce facteur est lié à *la nature du chantier,* de gros crédits ne pouvant aller qu'à des travaux à vastes perspectives. Ne relèvent donc pas de cette catégorie les petits chantiers d'hydraulique, non plus que les petits ouvrages d'art. L'angle de vue doit ici revêtir une ampleur quasi régionale : mise en valeur d'un delta, construction d'un grand axe lourd, modernisation d'une voie ferrée.

## C. — RAPPORT ENTRE LES FACTEURS «TEMPS» ET LES FACTEURS «TRAVAUX».

1° Nous venons de faire mention de l'importance d'avoir une conception large des chantiers à ouvrir, nous y insistons, non plus dans le sens du volume des travaux, mais dans celui du rapport qui existe entre ces volumes et le temps d'exécution. L'étude de détail de certains chantiers concrétisera ce rapport. Bornons-nous à signaler que toutes choses égales, en principe, un vaste chantier s'exécute avec une rapidité beaucoup plus grande que plusieurs chantiers de petite ou moyenne importance;

2° Un autre aspect de la question, déjà noté lui aussi, est l'attitude psychologique des entreprises sollicitées. Tous les territoires d'Outre-mer, et nous nous référons volontairement à des territoires autres que Madagascar, qui fera l'objet de la seconde partie de cette étude, ont eu les plus grosses difficultés à faire des offres suffisamment alléchantes pour attirer sur leur sol des entreprises métropolitaines. Il fallait, en effet, les faire consentir à investir un capital suffisant pour réunir immédiatement les moyens nécessaires à la réalisation du Plan. C'était, en effet, sous une forme déguisée, et d'ailleurs nécessaire, un appel aux capitaux privés, jusqu'ici peu enclins, devant les aléas de la politique coloniale, à s'expatrier. La concurrence, à l'origine, n'était même pas possible, le procédé des appels d'offres ou de l'adjudication ne devait se développer qu'ultérieurement.

Il fallait donc procéder par marché de gré à gré, en prévoyant l'extension automatique des marchés. Il fut d'ailleurs très difficile de déterminer la valeur de certains prix, d'où le régime des «dépenses contrôlées» pendant des périodes provisoires à l'issue desquelles les prix définitifs de travaux pourraient être déterminés.

Ces contingences rendent compte de la tournure d'esprit d'un grand nombre d'entrepreneurs caractérisée par une grande prudence, ayant pour conséquence une tendance à sacrifier le facteur temps au facteur exécution. Il est bien certain qu'en laissant s'enfler celui-là, les risques d'immobilisation de capitaux se réduisaient d'autant, l'action au ralenti nécessitant un matériel de départ beaucoup moins volumineux, une main-d'œuvre moins qualifiée et autorisant l'emploi de routines périmées telles que celles de l'*angady* et de la soubique. Il pourrait s'agir aussi d'un manque d'expérience du rendement du gros matériel dans

les territoires d'Outre-mer. C'était aller à l'encontre de la modernisation souhaitée. L'époque de la concurrence et des appels d'offres qui suivit celle des marchés de gré à gré ne fit, aussi paradoxal que cela paraisse, que fortifier cette tendance désastreuse. Si les bons effets de la concurrence furent ainsi contrecarrés et anéantis, nous le devons à la réduction successive des espoirs financiers. Déjà pessimistes au départ, les entreprises, loin de trouver un motif d'émulation dans le régime de la concurrence, y décelèrent au contraire une sorte de manœuvre tendant à les frustrer des espoirs d'extension de leurs marchés.

## II. — COMMENT SE POSE A MADAGASCAR LE PROBLEME DE LA CONSOMMATION DES CREDITS EN RAPPORT AVEC LA MODERNISATION DU TERRITOIRE.

Il ne s'est agi en effet dans la première partie de cette étude que de cataloguer les divers facteurs ayant une incidence sur le problème de la consommation des crédits. Cette nomenclature ne devient exploitable que si l'on s'attache à hiérarchiser les facteurs en cause, à les doter d'un coefficient de valeur, eu égard au territoire que nous sommes appelés à servir.

Les problèmes particuliers à Madagascar s'inscriront ainsi concrètement dans le cadre général des difficultés à vaincre.

Rien ne vaut, avant de passer à la théorie, le choix de quelques exemples types.

Nous commencerons par l'étude du chantier du pont de Nosizato sur l'Ikopa proche de Tananarive pour lequel notre documentation est satisfaisante :

### LE CHANTIER DU PONT DE NOSIZATO.

#### A. — LES DONNÉES.

*Travaux.*

Coût : 32 millions.

Opération : Pont de 82 mètres, 66, à chaussée de 6 mètres avec deux systèmes d'assises au milieu du fleuve.

Allocation de crédits : régulière avec acomptes et avances d'approvisionnement.

Matériel mis à la disposition du chantier :

1 Bull-dozer;
1 Tournapull;
1 Camion benne Willème;
2 Pelles mécaniques Nordest (450 et 600 litres);
3 Scrapers;
5 Tracteurs :
  3 D7;
  2 DW 10 avec tombereau Athey;
Total : 13 engins.

Mode d'exécution : Régie et E. M. C.

Durée : 30 juillet 1948 au 30 octobre 1951, soit 3 ans et 3 mois = 39 mois.

Consommation moyenne annuelle : moins de 10 millions.

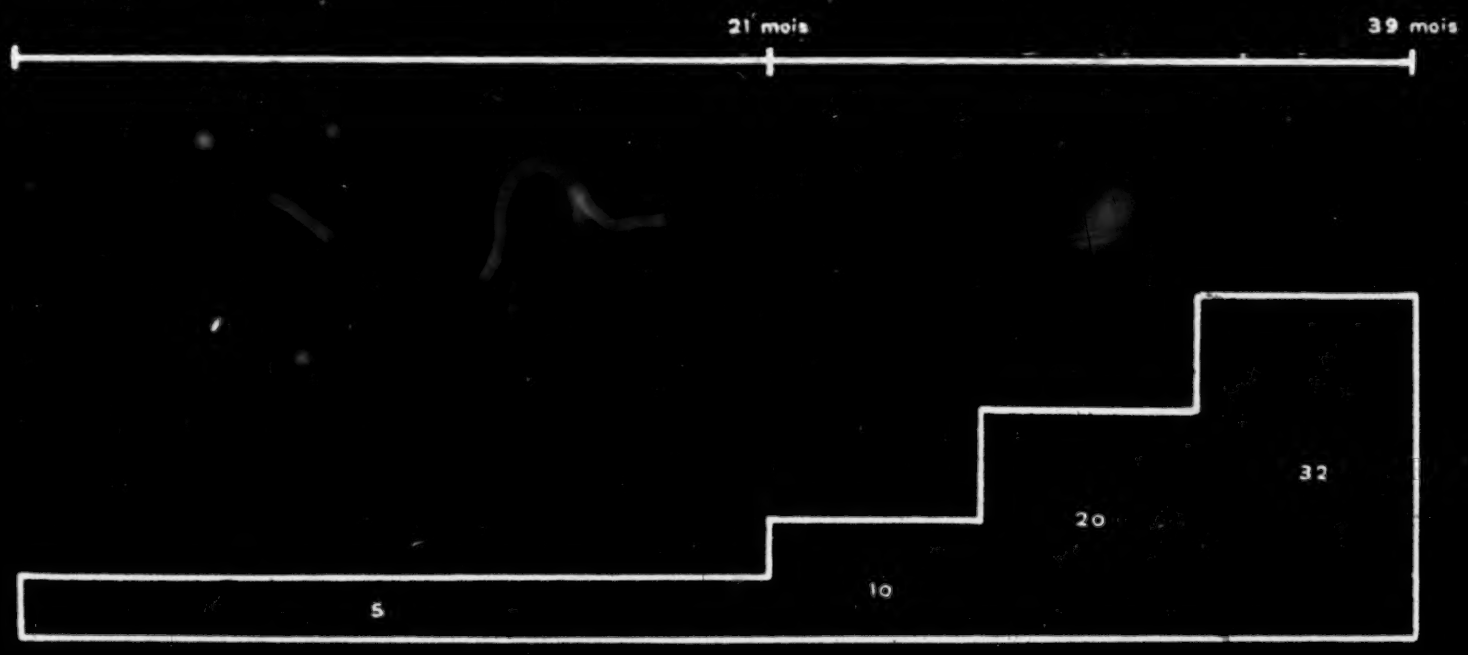
#### B. — L'EXÉCUTION.

De prime abord la consommation moyenne annuelle : 10 millions au regard du matériel mis en œuvre dont l'investissement représente environ 30 millions, paraît disproportionnée. Si l'on note, par ailleurs, que ce matériel (13 engins lourds) représente presque le tiers du matériel total dont disposait alors la Direction des Travaux Publics, on ne peut qu'être enclin davantage encore au pessimisme : ce serait admettre, toutes choses égales, que le Territoire (les entreprises privées ne disposant que de très peu de matériel) n'est pas en mesure de consommer au point de vue travaux (bâtiments mis à part) plus d'une trentaine de millions par an. Poussée à l'extrême, la fausseté du raisonnement devient évidente, reste donc par conséquent à déterminer ce que ce chantier au pu avoir d'exceptionnel. Ce n'est ni du côté crédits (dont les allocations ont été régulières) ni du côté qualité et quantité de matériel qu'il faut chercher la cause de cet échelonnement considérable des travaux dans le temps.

Nous en revenons aux facteurs ayant une influence directe sur l'élément temps. S'il s'agit de causes humaines, le mal n'est pas considérable car il serait possible d'y remédier à l'avenir, s'il s'agit de causes naturelles indépendantes de la volonté de l'homme, le mal est plus sérieux car il peut dès lors se généraliser à tous les travaux entrepris à Madagascar.

L'historique succinct du chantier nous révèlera l'importance relative de ces deux catégories de facteurs.

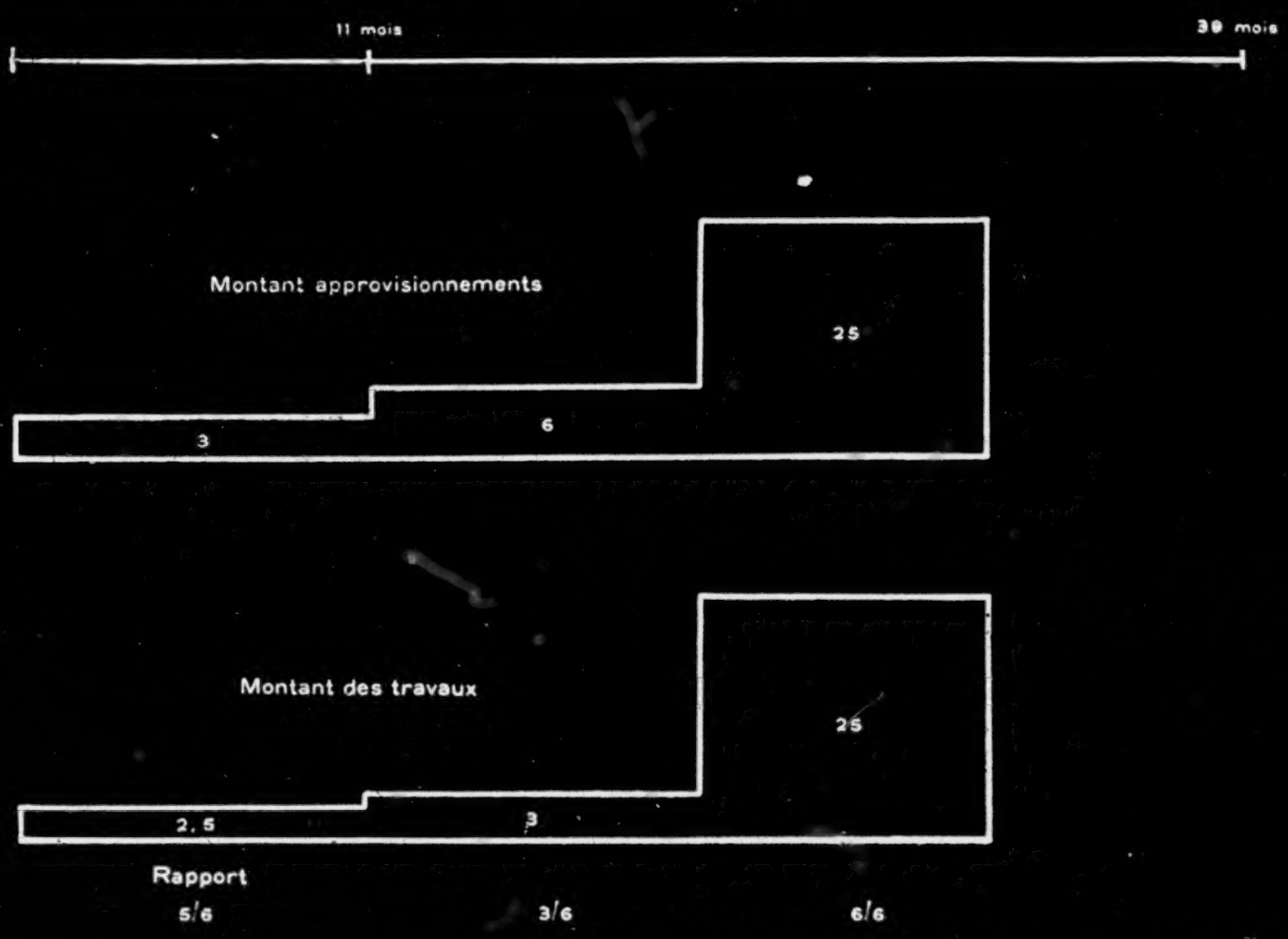
Schématisons le développement des travaux sur les 39 mois de leur exécution, par rapport à la consommation des crédits :




Cette comparaison révèle d'emblée la source du mal :

La consommation des 21 premiers mois n'a été que de 5 millions alors que celle des 18 mois suivants a été de 27 millions.

Une autre comparaison nous permettra de localiser davantage cette inefficience de la première période, la comparaison du montant des travaux et du montant des approvisionnements.




La période critique par excellence a donc été celle des 11 premiers mois qui révèle une stagnation due au manque d'approvisionnement. Le fait qu'en juin 1949, 11 mois après le début des travaux, le montant de ceux-ci était comparable au montant des approvisionnements révèle que toutes proportions gardées la masse

de ceux-ci aurait été plus considérable si les approvisionnements avaient été eux-mêmes plus importants, ce que montre d'ailleurs la troisième phase où approvisionnements et travaux arrivent à égalité.

Il faut tenir compte également du facteur climatique qui, à première vue, puisqu'il s'agit des Hauts-Plateaux aux pluies moyennes, et à la température douce, ne semblerait pas devoir jouer un rôle considérable.

*a.* La première saison chaude et pluvieuse (décembre 1948 à mars 1949) se situe au centre de la longue période que nous appellerons de démarrage.

Le montant des travaux est passé de 410.000 francs à 650.000 soit 240.000 francs pour 4 mois, alors que les 4 mois précédents totalisent : 410.000 francs et que les 4 mois suivants totalisent : 1.770.000 francs;

*b.* La seconde saison chaude et pluvieuse (décembre 1949 à mars 1950) se situe au début de la phase où les approvisionnements commencent à l'emporter nettement sur les travaux.

Le montant des travaux reste stationnaire comme les 4 mois précédents mais alors que les 4 mois suivants totalisent : 2.077.000 francs;

*c.* La troisième saison chaude et pluvieuse (décembre 1950 à mars 1951) se situe en pleine période de travaux.

Le montant des travaux passe de 13.700.000 à 19.900.000 francs, soit 6.200.000 francs, alors que les 4 mois précédents totalisent : 7.254.000 francs.

Il s'agit, ne l'oublions pas, de la construction d'un pont, chantier soumis de ce fait à l'aléa des crues. L'Ikopa, aux environs de Tananarive, est un fleuve assez rapide, qui passe en quelques jours de l'aspect méandrique entre les laisses de sable à l'aspect de fleuve à eaux profondes. La constance du ralentissement des travaux en période de crues joue donc, même sur les plateaux, comme facteur non négligeable. S'il est donc nécessaire de tenir compte de cet élément pour un chantier des Hauts-Plateaux, à combien plus forte raison doit-on l'enregistrer pour les chantiers intermédiaires et pour les chantiers de la côte.

Nous en arrivons donc dans le cas du chantier du pont d'Anosizato à hiérarchiser les facteurs de ralentissement de la façon suivante :

1° Défaut d'approvisionnement;
2° Solution de continuité due à une discordance des sondages préliminaires et de la nature réelle du terrain;
3° Facteur pluviométrique.

Reste à voir si ces facteurs, dont les deux principaux relèvent de la volonté de l'homme, se retrouvent dans le même ordre et avec la même constance sur d'autres chantiers. Il est évident qu'il ne peut en être ainsi pour le facteur 2 purement occasionnel. Mais d'autres facteurs interviendront également, ce qui permettra à la fin de cette étude (étude qui ne représente elle aussi que des sondages!) de distinguer les facteurs constants et les facteurs occasionnels, et de pouvoir ainsi caractériser le problème de la modernisation à Madagascar.

Il ne peut être question dans ces pages de faire l'étude détaillée de nombreux chantiers, il nous suffira de relever les caractéristiques d'exécution de quelques chantiers d'ordre différent.

## CHANTIER DE L'AERODROME DE TAMATAVE.

### 1° Stade : débroussaillement, terrassement.

#### A. — les données.

*Travaux.*

Coût : 55 millions (1er stade) (à raison de 70 francs le mètre cube);
Matériel : 6 tracteurs équipés, puis 13 (dont 9 scrapers);
Personnel : En pleine période de travaux : 22 Européens ou assimilés; 6 manœuvres; 2 opérateurs;
Opération : Enlèvement de 25.000 arbres;
Terrassement : 437.500 mètres cubes (à distance moyenne de 200 mètres).

*Temps.*

De juillet 1949 à octobre 1951, soit une durée de 2 ans et 4 mois : 28 mois.
Consommation moyenne annuelle : 23 millions.

### B. — L'EXÉCUTION.

Ici le facteur quantité de matériel a été très important, si le chantier avait pu disposer au départ de 13 engins au lieu de 3 D8 (1 neuf et 2 de matériel de surplus) et d'un D7 (neuf) provenant du chantier du pont de Brickaville, le travail, au lieu de demander vingt-huit mois, aurait été achevé en un an.

Sur ces 13 engins «des beaux jours», 8 seulement étaient de façon constante en ordre de marche, ce qui représente un déchet de 40 p. 100. D'ailleurs, la consommation de pièces détachées a été considérable (due à un matériel de surplus insuffisamment remis au point) totalisant environ 6 millions. Ces engins lourds ne marchent en effet «qu'à coup de pièces détachées».

Si le facteur climat (nous parlons plus spécialement ici de la pluviométrie) n'a pas gêné à proprement parler les opérations (deux jours et demi d'arrêt à cause du temps), son incidence sur le matériel a été notable : manœuvrant dans l'eau (infiltrations considérables), les tracteurs usèrent leurs chenilles en trois cents heures.

Le rendement a pourtant été satisfaisant : 4.000 mètres cubes par jour, en bonne période, soit une moyenne générale de 2.000 mètres cubes par jour. A la main, le même travail eût demandé cinq ans.

De ce bref sommaire d'exécution, il est possible de tirer quelques enseignements quant à la hiérarchie des «facteurs de ralentissement».

Pas question dans cette sorte de chantier (1er stade) de problème d'approvisionnement. D'ailleurs, même pour le second stade (empierrement) actuellement en cours, le problème ne s'est pas posé parce que relevant de matériaux du cru. Mais le problème du matériel vient au premier rang. Ce chantier moins favorisé que le chantier des Hauts-Plateaux, proche de la capitale, d'Anosizato étudié plus haut a souffert incontestablement d'une pénurie de matériel au départ. Le problème capital de la masse d'engins disponibles à l'échelle du Territoire apparaît ici dans toute son acuité. Non seulement l'usure est considérable, mais le pourcentage de matériel en panne tend aux 50 p. 100, ce qui écarte d'emblée tout matériel insuffisamment au point. La quantité n'a de valeur que liée à la qualité. La consommation en pièces de rechange a été considérable, et le coût de 70 francs au mètre cube de terrassement doit paraître de ce fait d'autant plus remarquable; le travail à l'entreprise eût entraîné une dépense de l'ordre de 150 francs le mètre cube, soit du simple au double.

Autres facteurs : manque de plusieurs équipes de sondeurs avec matériel;
Difficultés de certains levés (exploitation tardive de photo aérienne);
Longueur de l'examen des projets au Département;
Pièces de rechange prévues aux U. S. A. ne correspondant pas à celles nécessaires à Madagascar;
Difficultés de transport et de débarquement du matériel.

## CHANTIER DE LA FOIRE-EXPOSITION 1952 DE TANANARIVE.

Bien qu'il s'agisse d'un chantier occasionnel, qui ne s'intègre pas dans le cadre du Plan proprement dit (le matériel mis en œuvre provient cependant des achats au titre du Plan), son étude se révèle particulièrement intéressante du fait :

1° Qu'il s'agit d'un grand chantier utilisant une partie importante du matériel T. P.;

2° Que sa réalisation, soumise à la contrainte d'un délai très strict, s'effectuera en un temps record.

Nulle illustration plus frappante des possibilités du Territoire lorsque la volonté de réussir vite et bien préside à l'entreprise.

### A. — LES DONNÉES.

*Travaux.*

Coût : 9 millions.
Matériel : 2 D.W. 10 avec remorque basculante.
1 D.W. 10 avec scraper.
2 turnaroadsters.
4 camions Willème.
1 camion Renault 5 tonnes.
1 D. 8 bull-dozer.
6 D. 7.
2 pelles mécaniques Nord-Est 600 litres.
3 motograders.

Soit..... 22 gros engins.

sans compter les engins de servitude : 1 grue sur tracteur international, 1 traxcavator sur tracteur D. 2, 1 compresseur international, 1 poste de soudure électrique, 1 presse hydraulique démonte-chenilles.

*Opération :* Remblaiement d'une vaste aire en pente très légère, 1,4 p. 100, représentant un terrassement de 80.000 mètres cubes.

*Durée :* Fin décembre 1951 à juillet 1952 : sept mois.

### B. — L'EXÉCUTION.

En avril 1952, le cubage des terrassements effectués s'élevait à 56.000 mètres cubes, ce qui représente 1.200 mètres cubes de moyenne par jour, chiffre moins élevé que sur le chantier de l'aérodrome de Tamatave, mais très satisfaisant si l'on tient compte de la distance des terres de remblai (200 mètres à Tamatave, plus d'un kilomètre à Tananarive). La route de Tsimbazaza, route d'accès au chantier de la foire, a été réalisée en douze jours à raison de 10.000 mètres cubes pour 1 kilomètre.

Le matériel est considérable, évaluable à 100 millions environ avec un pourcentage d'indisponibilité comparable au chantier de Tamatave, soit environ 40 p. 100. Mais toutes les réparations s'effectuent sur place, ce qui économise un temps précieux (une demi-heure par exemple au lieu de deux jours, s'il avait fallu utiliser le parc central des T. P. à Alarobia).

Toutes les conditions semblent donc ici optimum; les infiltrations dues à quelques ruisselets du pourtour n'handicapent pas de façon sérieuse les travaux commencés sans grand dommage en saison des pluies.

Un tel groupement de matériel ne pourrait être le fait d'une entreprise que pour 1 milliard de travaux à délais égaux; il se justifierait à la rigueur pour 12 millions sans limitation de durée, ce qui nous mettrait d'ailleurs ainsi en dehors des données du problème.

Pourtant, ce chantier se situe du point de vue consommation des crédits entre les 2 chantiers précédents, puisque pour :

Anosizato : 32 millions étaient répartis sur 39 mois : 10 millions, moyenne annuelle.

Foire-Exposition : 9 millions étaient répartis sur 7 mois : 15 millions, moyenne annuelle.

Tamatave : 55 millions étaient répartis sur 28 mois : 23 millions, moyenne annuelle.

C'est qu'ici la nature même des travaux, prise de terre à longue distance, joue un rôle de freinage, et qu'au lieu des 2.000 mètres cubes de moyenne journalière de Tamatave, le chantier n'atteint que 1.200 mètres cubes, soit un peu plus de la moitié. Nous voici donc en présence d'un facteur nouveau, indépendant de la volonté humaine, et qui révèle une fois de plus la concordance du facteur temps et du facteur coût des travaux, puisque pour des tâches-heure différentes le coût peut être le même.

## CHANTIER DE ROUTE : PERINET.

### A. — *Les données.*

Opération : 3 kilomètres de route nouelle;
2 kilomètres d'élargissement;
1 kilomètre de piste en pleine forêt;

Matériel : 3 D. 8 (130 C.V.);
4 D. 7 ( 90 C.V.);
1 D.W./10 à scraper;
1 motor-grader;
1 atelier.

### B. — *L'exécution.*

Ce chantier est caractéristique :

1° Par le fait d'une masse considérable de terrassement (12 mètres cubes) au mètre linéaire;

2° Par un temps excessivement pluvieux dans une région soumise normalement à des chutes de pluie considérables;

3° Par la mise à la disposition du chantier d'un matériel que l'on peut considérer comme le minimum à «lancer dans la nature».

Et pourtant l'exécution fut remarquable due à une équipe de spécialistes dynamiques. Ce chantier est un exemple de ce que peut la volonté humaine pour dominer coûte que coûte les circonstances. Le facteur humain que nous n'avons pas assez mis en relief jusqu'ici s'avère un des plus puissants, un des plus rares aussi. On ne peut évidemment demander chaque fois tant de bonne volonté, en temps de paix du moins.

Le facteur «intempérie» joua donc son rôle ralentisseur, mais au minimum. Tel que, il demeure important : les journées les moins pluvieuses permirent d'obtenir un rendement de 2.500 mètres cubes par jour. Mais la pluie transformant le chantier en une mare de boue multiplia par 3 le temps nécessaire à son exécution, le faisant passer des trois semaines théoriques à trois mois, temps minimum pourtant si l'on songe que les tracteurs pour ne pas glisser durent être attachés par câbles aux arbres voisins.

Le facteur «minimum de matériel» vit également son effet réduit par le fait de l'installation d'un petit atelier rendu obligatoire par l'éloignement de tout grand centre. Si l'on songe que le chantier ne disposait que de 9 engins lourds et que la norme à Madagascar est un pourcentage d'immobilisation pour cause de pannes de 40 p. 100, le nombre d'engins disponibles aurait dû s'établir aux environs de 3 ou 4; ce qui, sauf pour des périodes très courtes, n'a pas eu lieu grâce à l'organisation, à l'activité et à la technicité du chantier.

Enfin le facteur «volume de terrassements», auquel nul remède ne pouvait être apporté, a sans contredit handicapé assez considérablement les travaux. Le chiffre de 12 mètres cubes de terrassement au mètre linéaire est en effet quasi exceptionnel.

## CHANTIER DE L'AERODROME DE MIANDRIVAZO.

En contrepartie des études précédentes, nous examinerons maintenant la cadence d'utilisation de crédit d'un chantier éloigné ayant travaillé sans gros engins mécaniques, celui de l'aérodrome de Miandrivazo.

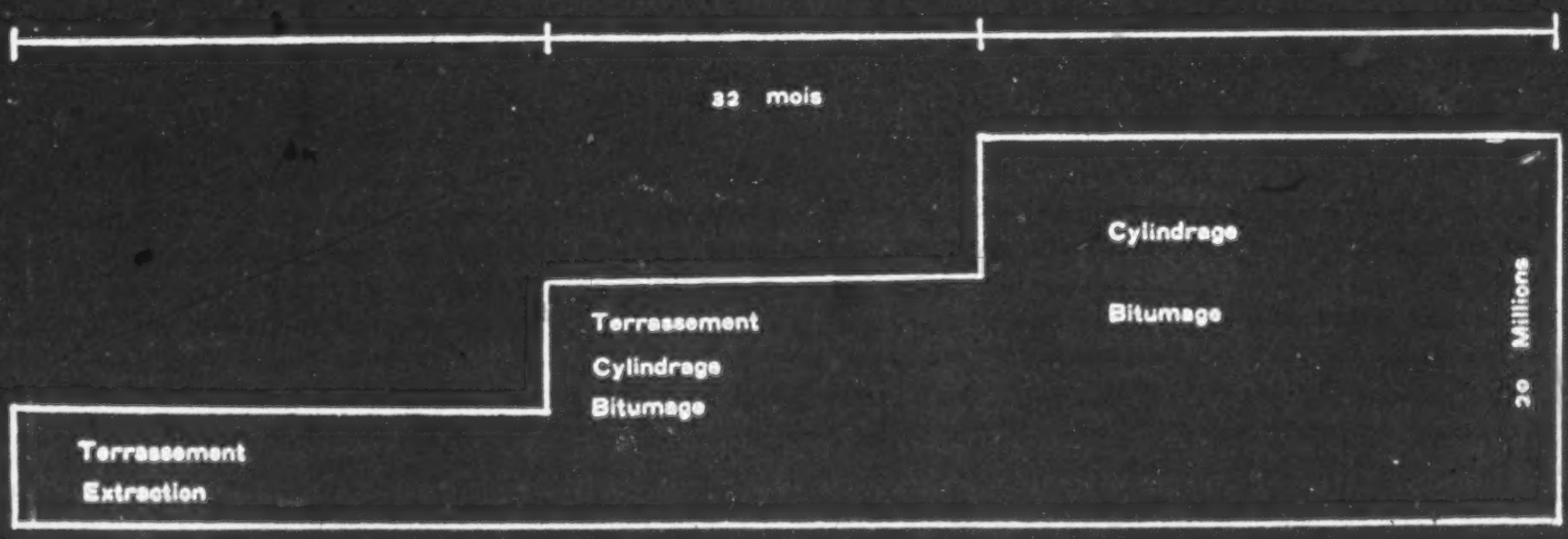
### A. — LES DONNÉES.

Coût : 20 millions.
Matériel sommaire : camions, rouleaux, concasseurs.
Personnel : nombreux manœuvres autochtones.
Allocation de crédits : régulière.
Mode d'exécution : Régie.
Durée : 2 ans et 8 mois = 32 mois.
Consommation moyenne annuelle : 7 millions.
Opération : création d'un aérodrome bitumé, soit :
Terrassement : 76.000 mètres cubes, dessouchage : 70.000 mètres carrés.
Cylindrage et bitumage : 50.000 mètres carrés.

### B. — L'EXÉCUTION.

De prime abord, la consommation annuelle de 7 millions apparaît comme très faible, mais il convient de remarquer qu'aucun matériel coûteux n'a été investi dans ces travaux.

La consommation de crédits se schématise comme suit :



Les trois phases de consommation (7 millions environ × 3) se présentent par rapport au temps en une phase d'origine et une phase terminale sensiblement égale (11, 12 mois) encadrant une phase de grosse activité de six mois. La nature des travaux entrepris durant chacune de ces phases rendent compte de ce rythme.

Comme on le voit, la 2e phase de six mois a été celle des travaux d'ensemble : le terrassement se poursuit à cadence ordinaire, la maçonnerie également, de même que l'extraction de caillasse mais en outre sont réalisés 20.000 mètres carrés de cylindrage et 28.000 mètres carrés d'asphaltage.

La 1re et la 3e phases sensiblement égales en durée se caractérisent de façon plus spéciale :

1re phase, 11 mois : surtout terrassement;

3e phase, 12 mois : cylindrage et asphaltage (200.000 mètres carrés environ);

La 1re phase se décompose elle-même en 2 stades :

Premier stade de démarrrage lent de cinq mois : 2.000 mètres cubes de terrassement pour 32.000 au 2e stade durant lequel est achevé le dessouchage complet du terrain soit 70.000 mètres carrés, plus un commencement de cylindrage.

La 2e phase se décompose elle-même en 2 stades :

La 1re représentée par le mois de septembre particulièrement effectif, suivie d'une période de cinq mois dont trois de grosses pluies (nous retrouvons ici le facteur climatique);

La 3e phase, consacrée surtout au cylindrage et au bitumage n'attire aucune remarque particulière.

Comparé au chantier de l'aérodrome de Tamatave, succinctement étudié plus haut, le chantier de l'aérodrome de Miandrivazo révèle les différences suivantes :

| AERODROMES DE : | GROS ENGINS. | COUT. | DUREE. | TERRASSEMENT. | TAUX CONSOMMATION annuelle. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Millions. | Mois. | Mètres cubes. | Millions. |
| Tamatave (1er stade)..... | 13 | 55 | 28 | 437.000 | 23 |
| Miandrivazo (achèvement complet).. | 0 | 20 | 32 | 76.000 | 7 |

Ces différences sautent aux yeux : lenteur beaucoup plus grande, coût relatif beaucoup plus élevé.

Le chantier de Miandrivazo, toutes proportions gardées, traité comme le fut celui de Tamatave, eut économisé quatre fois plus de temps et environ un tiers de crédits dépenses, compte tenu : 1° de l'utilisation d'engins moins nombreux (le chantier de Miandrivazo étant six fois moins important en terrassement que celui de Tamatave); 2° du bitumage, coûteux, dont n'a pas bénéficié le terrain de Tamatave.

Ainsi, au terme de cette courte étude, la modernisation apparaît-elle à la fois comme un facteur d'économie de temps et d'argent. Si l'on ajoute que le chantier de Miandrivazo représente un cas exceptionnel de «travail à la main» dû à l'éloignement (envoi long et difficultueux d'engins) et à la ressource d'une main-d'œuvre abondante dans une région sans chantier concurrent, on doit admettre que la seule norme admissible dans l'avenir pour le Territoire est celle de chantiers mécanisés suffisamment pourvus et dotés d'un atelier de réparation sur place.

Nous pouvons désormais, revenant sur les principaux chefs de ralentissement ou d'entraves aux travaux des chantiers malgaches, examiner, dans des conclusions générales, les remèdes à y apporter, ou tout au moins les prévisions à faire en vue de l'ouverture des nouveaux programmes inclus dans un futur Plan quadriennal.

## CONCLUSIONS.

Les études succinctes de chantiers qui précèdent nous permettent de tirer quelques conclusions relevant de deux points de vue assez différents. En effet, les facteurs de «freinage» que ces études ont mis en évidence concernent soit les chantiers considérés individuellement soit par rapport au cadre général des possibilités du Territoire. Il va sans dire que ce dernier aspect de la question doit particulièrement attirer notre attention, en effet, c'est dans la mesure où ces chantiers ont pu souffrir d'un manque de matériel, de pièces de rechange, d'approvisionnement, de personnel stable et qualifié que le problème prend toute son ampleur, celle que nous avons tenté d'envisager dès le début. Aussi n'est-il pas nécessaire de s'étendre à nouveau sur les facteurs particuliers à Madagascar.

Que le climat et la nature des terres malgaches jouent un rôle important dans la courbe d'exécution, c'est indéniable, mais cela est presque une «La Palissade».

Ce facteur étant posé, restent à examiner des facteurs beaucoup plus généraux relatifs à ce Territoire lointain qu'est Madagascar.

Les trois points sur lesquels il convient particulièrement d'insister sont :

*Les difficultés d'approvisionnement.*

Qu'un seul chantier, celui d'Anosizato, nous ait révélé la gravité de ce défaut d'approvisionnement ne suffit pas à reléguer ce facteur à un rang secondaire, car il ne s'est agi dans cet exposé que de chantiers lancés pour lesquels, donc, toutes choses par définition se présentaient au mieux, et par ailleurs que de quelques chantiers types qui ne permettent pas une généralisation outrancière. Le fait qu'un seul chantier (cependant près de Tananarive) parmi ceux étudiés ait pu souffrir d'un manque d'approvisionnement révèle suffisamment la gravité du problème.

L'enseignement à en tirer en vue des grands travaux de l'avenir, c'est la prévision nécessaire de stocks importants, l'administration seule avec des crédits limités ne pourrait faire face à cette immobilisation de capitaux; aussi faut-il envisager la constitution de stocks par les grosses entreprises, et ceci dans l'année précédant le lancement d'un nouveau programme. (Ceci sous réserve de la stabilité des prix et de ne pas bloquer tous les crédits sur les approvisionnements).

*Les difficultés de matériel.*

Elles sont de trois ordres : complément des parcs actuels, entretien, réparations.

En ce qui concerne les moyens mécaniques actuellement à la disposition du Territoire, rien ne vaut la présentation d'un inventaire succinct sous forme de tableau :

| DESIGNATION DU MATERIEL. | TANANARIVE. | TAMATAVE. | MAJUNGA. | FIANARANTSOA. | TULEAR. | TOTAL. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pelles mécaniques | 5 | 3 | 4 | 7 | 2 | 21 |
| Motorgrader | 15 | 1 | 2 | 2 | 9 | 29 |
| Turnapull | 6 | — | — | | 2 | 8 |
| Scraper | 7 | — | 1 | 3 | — | 11 |
| Roadster | — | — | — | — | — | 0 |
| Rouleaux compresseurs | 33 | 16 | 7 | 11 | 9 | 76 |
| Bull-dozer | 23 | — | 3 | 5 | 2 | 33 |
| TOTAL | 89 | 20 | 17 | 28 | 24 | 178 |

Il ressort de ce tableau que Madagascar dispose de 178 engins lourds au titre du service des T. P. Si l'on tient compte : 1° d'une marge de 44 p. 100 d'inutilisation, ceci ramène à 78 engins en état de marche constante; 2° du fait que, d'après les études faites, seuls apparaissent comme efficaces les chantiers dotés au moins de 12 engins lourds, on constate à quel point le matériel actuel est insuffisant pour entreprendre un vaste programme de travaux. Sans doute, ici, n'avons-nous dénombré que le matériel T. P. proprement dit, mais mis à part le matériel des Services agricoles orientés surtout vers les travaux d'hydraulique, il faut remarquer que les autres services et entreprises, pris dans leur ensemble, sont très pauvres en matériel. Nous en revenons donc à la nécessité de ne passer marchés qu'avec des entreprises justifiant d'un matériel propre important. Le système de louage des engins par les T. P. ne doit être considéré que comme un palliatif, pour une période de démarrage, le grand danger serait de voir ce système se développer et devenir une norme. Ses défauts, outre qu'ils favorisent de la part des entreprises la loi du moindre effort sont flagrants : la location est coûteuse sans doute (8.895 francs par journée de huit heures pour un tracteur D. 7 avec supplément de 740 francs pour un équipement de Bull-dozer), mais : 1° du fait de la non-spécialité des recettes administratives, cette location ne rapporte rien à l'administration, empêchant même l'établissement d'une comptabilité d'allure commerciale; 2° la cherté relative de la location est largement compensée par un emploi, que nous pourrions qualifier d'abusif, du matériel prêté, la journée de huit heures est plus théorique que réelle. L'usure du matériel récupéré est sans proportion avec le travail auquel on le destinait. Le contrôle de ce matériel sur les chantiers ne serait possible que par la présence (impossible avec les effectifs actuels des T. P.) d'un surveillant Européen.

Ceci nous amène tout naturellement à parler de la seconde difficulté : celle de l'entretien du matériel. Comme nous l'avons noté, les engins modernes, soumis de par leur nature à une brutalité extrême, ne fonctionnent qu'à coup de pièces détachées. Or, ici nous retrouvons cette grave question de

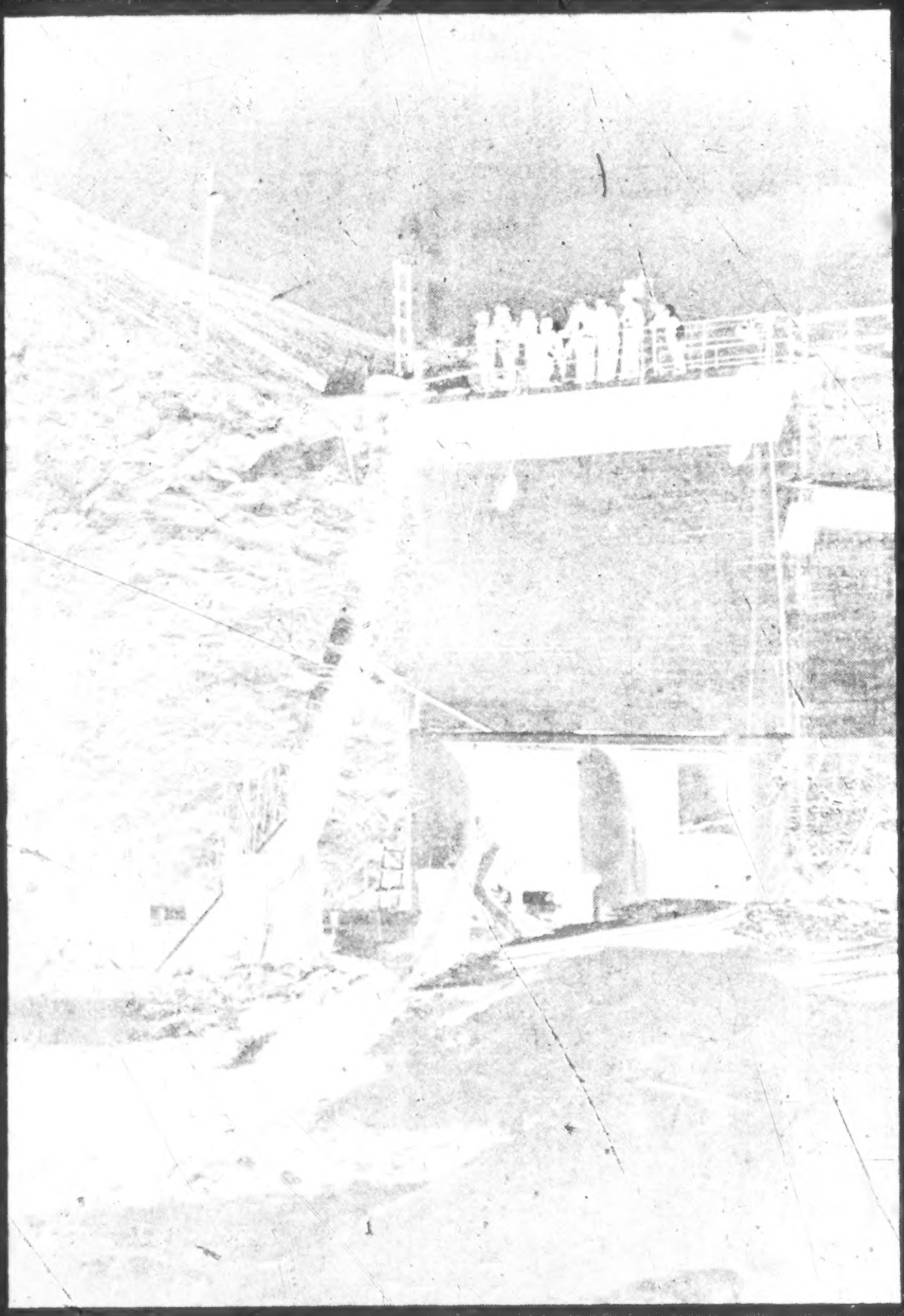
l'approvisionnement. Le Service des devises au sein du Service du Plan a reçu des instructions sévères pour engager les importateurs à prévoir des stocks importants de pièces de rechange, voilà pour le principe, la réalité est un peu différente : si les Maisons à large audience et qui ont approvisionné à la fois les Services publics et les Entreprises privées se trouvent presque toujours à même de satisfaire aux demandes qui leur sont faites, il n'en est pas de même pour les Maisons plus spécialisées, ou représentant des marques moins demandées. Par ailleurs, il faut faire remarquer que les pièces de rechange prévues par les U. S. A. ne sont pas toujours celles qui font défaut. Le travail des chantiers malgaches sort de la norme européenne et nord-américaine, et les pièces considérées s'usant rapidement dans ces continents ne correspondent pas exactement à la liste des pièces de rechange nécessaires à Madagascar. Enfin, le système actuel de louage dégage trop facilement les entreprises de toutes responsabilités; l'usure du matériel loué représente le double de l'usure normale du matériel utilisé en régie.

A ce problème de l'entretien est lié celui des ateliers de réparation. Si cette question est facilement soluble pour les chantiers aux abords des grands centres régionaux disposant de parcs et d'ateliers, il en va bien différemment des chantiers de brousse. Madagascar se présente comme un désert avec quelques cités populeuses comparables à des oasis. Les communications sont encore précaires (nous parlons évidemment ici des communications terrestres). Le déplacement des engins lourds dans ce pays montueux coupé de rivières au débit irrégulier, doté d'ouvrages d'art nombreux sans doute, mais d'importance très inégale, offre de grosses difficultés. L'emploi des bacs n'est même pas toujours possible. Dans ces conditions, la création de gros ateliers temporaires est très coûteuse et mal commode, d'autant, et ceci nous amène à un troisième genre de difficultés, que le personnel technique fait défaut.

*Les difficultés de main-d'œuvre.*

Elles sont très grandes, tant en nombre qu'en qualité. Ici encore les entreprises vivent trop facilement en parasites de l'administration; il n'est même pas exceptionnel de voir s'exercer d'un Service à un autre une sorte de concurrence déloyale basée sur la surenchère des salaires. Sans doute la direction des T. P. en appliquant les lois d'allocation au personnel chargé de famille dispose-t-elle d'un certain atout dans ce domaine. Mais les célibataires ? Ils iront fatalement chercher le travail le plus rémunérateur. On assiste ainsi à des débauchages fâcheux, surtout lorsqu'ils atteignent un chantier en plein ordre de marche. Plus encore que la quantité des spécialistes, se révèle sérieux le problème de la qualité. Les engins ne sont pas dans l'ensemble d'un modèle standard, le procédé de la transmission hydraulique n'est pas généralisé au point qu'on puisse se contenter de mécaniciens ignorants des appareillages électriques; ces difficultés demeureront tant que ne sera pas créé un centre de formation susceptible de fournir les spécialistes tant au privé qu'à l'administration (conducteurs d'engins et mécaniciens dieselistes), ceci pose qu'il y ait un nombre d'engins suffisants.

Autre aspect de la question : les difficultés techniques provenant de la nature étrangère de ces engins : les répertoires américains sont sans doute excellents, mais demandent une connaissance spéciale de l'anglais, accessible à bien peu de techniciens. D'autant qu'il s'agit d'être à même d'établir un parallélisme exact entre les nomenclatures françaises et anglaises. Beaucoup plus qu'une difficulté de simple traduction, il s'agit souvent d'une ignorance pure et simple d'un matériel propre aux nations anglo-saxonnes. L'avance des industries alliées a ainsi des répercussions inattendues dans le domaine purement linguistique. Enquête faite, Madagascar ne semble disposer à l'heure actuelle que de deux techniciens à même de s'orienter dans les nombreux répertoires mis à notre disposition. A l'heure où nous écrivons, l'un des deux est en congé! Car le problème de la rotation du personnel entre la Métropole et le Territoire n'est simple que dans le cas où celui-ci s'avère nombreux, ce qui n'est pas le cas. L'emploi de contractuels est lui-même soumis à des restrictions malheureuses.



OUVRAGE DE PRISE
DE LA MAHAVAVY DU NORD.

# DEUXIÈME PARTIE.

## A. — VUE D'ENSEMBLE SUR LES DIVERS PROJETS FINANCIERS ÉLABORÉS PAR LE PLAN AU COURS DE L'EXERCICE 1951-1952.

La préparation de l'avant-projet de Budget 1951-1952 s'avérait la tâche la plus urgente, mais les réductions successives imposées nécessitaient également des prévisions capables de garantir la poursuite des travaux, au rythme actuel, d'où l'élaboration d'un programme 3 et, un peu plus tard, d'un Plan quadriennal.

### I. — ÉLABORATION DU BUDGET 1951-1952.

#### 1° LA SITUATION DES CREDITS EN JUILLET 1951.

Le dernier rapport annuel sur l'exécution du Plan décennal à Madagascar faisait état dans sa conclusion du lourd handicap qui pèserait sur l'exercice à venir, celui-là même dont il convient de retracer ici l'historique budgétaire.

Comme à la clôture précédente, les seuls crédits disponibles en juillet 1951 furent les crédits de reports. Ceux-ci s'élevaient à un total de 1.402 millions; cette masse pouvait paraître suffisante pour attendre de

nouveaux crédits pendant quelques mois. Mais en réalité ces 1.402 millions comprenaient une grande partie de crédits indisponibles.

| | MILLIONS. |
|---|---|
| Demandes de délégation présentées par le S. A. C. et non satisfaites..... | 79 |
| Transmission de France en instance..... | 46 |
| Avances du Budget général..... | 12 |
| Sommes dues au compte ravitaillement..... | 90 |
| Factures en instance dans les services..... | 386 |
| TOTAL ..... | 613 |

Bref, la masse des crédits de reports s'avérait, en fait, réduite à 1.402 — 613 = 789 millions.

Par ailleurs, le S.A.C. venait de faire connaître ses prévisions pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1951, soit 39 millions.

Pourtant aucune situation financière n'est définitivement compromise tant que l'espoir demeure de recevoir à une époque fixée des crédits nouveaux. Il s'agit uniquement alors de «durer», ce qui est toujours possible en établissant un ordre d'urgence.

Il reste à examiner comment se présentaient ces perspectives d'obtention de crédits nouveaux au mois de juillet 1951.

## PERSPECTIVES DE FINANCEMENT DURANT LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

### *Situation initiale.*

Bien avant l'achèvement de l'exercice 1950-1951, les premières démarches pour l'élaboration de la tranche 1951-1952 étaient déjà en cours; elles ont trouvé leur conclusion momentanée dans la lettre n° 1.795-Plan du 6 mai 1951 sollicitant des réévaluations d'autorisation d'engagement de 1.666,18 millions et une nouvelle tranche de crédits de paiement de 5.238,68 millions. Précédemment par sa délibération n° 51-194 du 16 mai 1951, la commission permanente de l'Assemblée Représentative avait émis un avis favorable aux propositions du Territoire, résumées dans le tableau ci-après (millions C.F.A.).

| PROGRAMMES. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CRÉDITS DE PAIEMENT. |
|---|---|---|
| 0 ..... | 640,98 | 2.445,77 |
| 1 ..... | 375,82 | 1.830,63 |
| 2 ..... | 650,00 | 962,25 |
| TOTAL ..... | 1.666,80 | 5.238,65 |

Ces crédits d'engagement auraient permis de donner à l'ensemble des programmes une structure définitive sans arrêt d'aucune opération projetée. Quant aux crédits de paiement, ils pouvaient paraître élevés, mais leur calcul a été des plus stricts et ils tiennent compte surtout des liquidations prévues pour paiement des matériels et des travaux en cours qui ne peuvent être différés; leur importance provenait de la différence entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement précédemment accordés (11.837,70 millions C.F.A. A.E.; 5.801,85 millions C.F.A. C.P. soit un écart de 6.035,95 millions C.F.A.).

### *Premières difficultés.*

Malheureusement, la D.M. 4.941-AE/PLAN/1 du 26 mai 1951, reçue peu après à Madagascar, devait réduire considérablement les espoirs du Territoire en sa prochaine tranche annuelle. Se basant sur une consommation mensuelle du Territoire de 300 millions C.P., elle estime que les reliquats existant au 30 juin 1951 suffiront pour le premier trimestre 1951-1952, la consommation ultérieure de crédits de paiement devant se fixer aux alentours de 1,3 milliard par semestre. Cette dépêche proposant donc (milliards C.F.A.) :

| | PROGRAMMES 0, 1, 2. | | PROGRAMME 3. | |
|---|---|---|---|---|
| | A. E. | C. P. | A. E. | C. P. |
| Premier semestre 1951-1952..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Deuxième semestre 1951-1952..... | 0 | 1,8 | 0 | 0 |
| Exercices 1952-1956 ..... | 0 | 4,2 | 11 (*a*) | 11 (*a*) |
| | 0 | 6 | 11 | 11 |

(*a*) Y compris 4 milliards pour les moyens d'évacuation du gisement charbonnier de la Sakoa.

Cette dernière solution entraînait pour le Territoire des difficultés majeures :

Arrêt d'opérations déjà inscrites mais non commencées afin de dégager des A.E. pour la réévaluation d'opérations déjà entreprises;

Manque de C.P. conduisant au non paiement de factures en instance et ralentissant l'exécution du Plan décennal;

Pénalisation du Territoire pour ses retards antérieurs, pourtant indépendants de sa volonté. La faiblesse des chiffres antérieurs est essentiellement causée par le manque de crédits disponibles et une lente mise en place des moyens (études, matériel, entreprises).

*Budget de transition.*

Néanmoins, des mesures d'exécution, pour répondre aux demandes du Département, et une remise en ordre sévère des crédits ouverts ont été conduits avec diligence. Le Territoire soumettait le 19 septembre 1951 à l'Assemblée Représentative un projet de tranche 1951-1952 des programmes 0, 1, 2, avec seulement 3,29 millions d'A.E. supplémentaires, mais par contre 1.908,77 millions C.P. supplémentaires pour le premier semestre de l'exercice 1951-1952 (indispensables au règlement des dépenses courantes et des factures impayées). Légèrement modifiée dans la délibération n° 51-311 du 19 septembre 1951, cette demande était adressée au Département par lettre n° 3.210-Plan du 29 septembre 1951, selon le tableau ci-dessous (millions C.F.A.) :

| PROGRAMMES. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CRÉDITS DE PAIEMENT. |
|---|---|---|
| 0 | + 141,85 | 1.127,34 |
| 1 | — 128,11 | 636,13 |
| 2 | — 10,45 | 140,30 |
| TOTAL | + 3,29 | 1.903,77 |

Par télégramme 268 du 12 décembre 1951, le Département faisait connaître l'accord du Comité directeur du F.I.D.E.S. et entérinait donc les propositions du Territoire sauf légères modifications qui portaient les autorisations de programme complémentaires de 3,29 à 8,31 et les crédits de paiement à 2.063.470 francs.

## 2° SITUATION CRITIQUE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE 1951-1952.

*1er novembre 1951.*

Elle se présentait comme suit (crédits de paiement) :

Reports : 1.402 M.
- Engagés ..... 938 M.
  - Liquidés ..... 724.
    - Mandatés ..... 258
    - Non mandatés ..... 466
  - En cours de liquidation ..... 214
- Non engagés .. 463 M.
  - Nécessaires pour la fin du semestre : poursuite des travaux (personnel-chantier) ..... 278
  - A débloquer par virements de programme à programme .... 185

Si nous comparons la situation au 1er juillet et au 1er novembre 1951, nous obtenons le tableau suivant :

| | 1er JUILLET 1951. | 1er NOV. 1951. |
|---|---|---|
| | Millions. | Millions. |
| CRÉDITS DISPONIBLES | 1.402 | 463 |
| *Passif.* | | |
| Délégations à faire au S.A.C. | 79 | 273 |
| Transmissions de France | 46 | 277 |
| Avances du Budget général | 12 | 12 |
| Sommes dues au ravitaillement | 90 | Pour mémoire (sommes comprises dans les factures en instance). |
| Factures en instance dans les services | 386 | 518 |
| | 613 | 1.080 |

Il ressort de cette comparaison que les 938 millions engagés durant le semestre, loin de servir à éteindre les dettes qui handicapaient lourdement les reports de juillet 1951, ont servi en fait au Plan à «se survivre». On ne pouvait attendre autre chose de la psychologie des services utilisateurs; leur proposer de faire «table rase» pour alerter à ce moment la Métropole et demander des crédits nouveaux s'avérait utopique. D'ailleurs, il faut le dire, une telle mesure n'aurait été réalisable que par la formation d'une «masse commune de crédits de paiement»; en fait l'autonomie des programmes et la règle de ne pas virer à un chapitre plus de 10 p. 100 de son total en crédits de paiement ne permettaient pas d'approvisionner, comme on l'aurait souhaité, certaines rubriques déficitaires.

La situation théorique de juillet se retrouvait donc intacte en novembre 1951 avec l'aggravation d'un passif sans cesse croissant.

Mais comment obtenir de nouveaux crédits avec un total de mandatements de 258 millions, ne représentant que la sixième partie de la masse des reports ?

La lettre n° 3.827/Plan du 24 novembre 1951 de M. le Haut Commissaire à M. le Ministre de la France d'Outre-mer résume clairement la situation et les desiderata du Territoire :

«Par lettre n° 3.210-Plan du 29 septembre 1951, j'ai eu l'honneur d'attirer votre attention sur la situation financière du Plan de Madagascar et sur la nécessité de mettre rapidement à la disposition du Territoire un montant suffisant de crédits de paiement, soit 1.900 millions de francs C.F.A., compte tenu d'ailleurs d'un rajustement complet des programmes antérieurs. La dépêche n° 4.941-AE/Plan du 26 mai 1951 mettait en outre en évidence la cadence des paiements prévus pour le premier semestre de l'exercice 1951-1952.

«Cette situation a empiré au cours des dernières semaines alors qu'apparemment le montant des mandatements ne permet guère de juger de la gravité du problème qui se pose présentement.

«En effet, si les mandatements sont encore peu importants (258 millions) cette faiblesse est due à la date tardive de l'arrêté de report : 31 août 1951; localement, il faut deux mois en moyenne pour qu'une dépense liquidée soit effectivement payée et le pourcentage des mandatements dans la Métropole par rapport aux délégations faites au S.A.C. n'atteint que 53 p. 100 sur la base des relevés de dépenses au 31 août.

«Les liquidations s'élèvent par contre à 724 millions. Cependant, la meilleure base d'appréciation est celle fournie par le montant des engagements à partir desquels les crédits considérés sont virtuellement consommés et indisponibles au regard de toute autre créance. Ils atteignent 938 millions laissant un disponible de 463 millions. Or, ce disponible apparaît principalement au programme 2 (308 M.), les programmes 0 et 1 étant pratiquement épuisés. Afin d'assurer le plein emploi des crédits, toute une série de virements a déjà été effectuée. Il est nécessaire d'aller aussi loin que possible dans cette voie et à cet effet je lance un nouveau train de virements et un projet portant sur 47 millions et qui devra recevoir l'accord du F.I.D.E.S.

«Une fois ces virements effectués, qui donneront lieu à engagement et liquidation ou délégation immédiate pour les dépenses en instance, je ne disposerai plus que de 276 millions, réserve minimum destinée à faire face aux dépenses permanentes, principalement de main-d'œuvre des travaux en régie jusqu'à la fin de l'année.

«Il n'en restera pas moins *895 millions de dépenses non couvertes* représentant des factures déposées dans les services gestionnaires; chaque jour il en est présenté de nouvelles qui augmentent le découvert; il faut y ajouter les dépenses du Plan imputées sur les provisions constituées par le Budget général dans la Métropole dont la régularisation est en souffrance faute de crédits et qui s'élèvent à ce jour à 277,9 millions F.M.; au total le déficit est de 1.034 millions C.F.A.

«Telle est exposée, aussi sobrement que possible, une situation dont la gravité a été signalée à maintes reprises. Elle provoque de nombreuses protestations de la part des entrepreneurs et fournisseurs impayés.

«J'insiste, dans ces conditions, pour vous demander de vouloir bien provoquer l'attribution rapide des crédits supplémentaires et soumettre immédiatement au F. I. D. E. S. les virements sur lesquels la Commission permanente s'est prononcée le 20 novembre par une délibération dont, par ailleurs, je vous adresse la teneur.»

## 3° REDRESSEMENT DU DEBUT DE L'ANNEE 1952.

### 1° Crédits nouveaux de 600 millions C.F.A.

Par délibération du 11 décembre 1951, le Comité directeur du F. I. D. E. S. donnait son accord pour 8,31 millions de nouvelles autorisations d'engagement et la disponibilité immédiate de 600 millions de crédits de paiement réservés à l'extinction des créances les plus urgentes.

Réserve étant faite cependant que la disponibilité des autres dotations en crédits de paiement (1.463.470 francs) restait subordonnée à une nouvelle décision du Comité directeur conditionnée par le vote de la loi des Finances. L'arrêté local n° 14 du 7 janvier 1947 mettait les crédits complémentaires à la disposition des services.

Rétroactivement, la situation C.P. du 1er juillet se trouvait donc améliorée de la façon suivante :

*En millions C.F.A.*

| | PROGRAMME 0. | | | PROGRAMME 1. | | | PROGRAMME 2. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | PRODUCTION. | ÉQUIPEMENT de base. | DÉVELOPPEMENT social. | PRODUCTION. | ÉQUIPEMENT de base. | DÉVELOPPEMENT social. | PRODUCTION. | ÉQUIPEMENT de base. | DÉVELOPPEMENT social |
| 1er juillet 1951 (reports).... | 38, 26 | 340, 86 | 124, 02 | 95, 38 | 345, 50 | 40, 94 | 62 45 | 352, 07 | 93, 46 |
| Situation novembre après virements (reports modifiés). | 38, 26 | 405, 35 | 150, 82 | 95, 38 | 373, 51 | 50, 64 | 62, 45 | 258, 07 | 63, 46 |
| 7 janvier 1952 (nouveau report) ..... | 62, 85 | 696, 76 | 189, 59 | 158 20 | 389, 42 | 68, 05 | 63, 768 | 273, 37 | 90, 551 |
| 7 janvier 1952..... | 959, 201 | | | 615, 67 | | | 427, 689 | | |

Il est intéressant de remarquer que l'allocation par virements ou par crédits complémentaires est évidemment proportionnelle à l'ouverture dans le temps des programme 0 : 959 millions; programme 1 : 615 millions; programme 2 : 427 millions.

### 2° Crédits nouveaux de 1.463,47 millions C.F.A.

Un télégramme officiel daté de Paris du 28 janvier 1952 avisait le Chef du Territoire que le Comité directeur du F.I.D.E.S. avait adopté le 22 janvier 1952 une résolution de déblocage de tous les crédits de paiement de la tranche 1951-1952 premier semestre. L'arrêté local n° 367 du 12 février mettait ces crédits complémentaires à la disposition des services.

Ces nouveaux crédits de paiements s'intégraient dans le cadre d'action proposé antérieurement par le Territoire :

Couverture des paiements en instance les plus urgents et poursuite normale des réalisations des programmes 0, 1 et 2 jusqu'au 1er avril 1952. Etant admis par ailleurs la réévaluation de certaines dotations en autorisations d'engagement justifiée par la hausse incessante des prix. Le Chef de Territoire insistait pour que la même ligne de conduite fût admise par le Service Administratif à Paris en évitant toutes délégations de crédits pouvant rester inutilisées pendant plusieurs mois.

Rétroactivement, la situation C.P. du 1er juillet 1951 se trouvait à nouveau améliorée de la façon suivante :

*En millions C.F.A.*

| | PROGRAMME 0 | PROGRAMME 1. | PROGRAMME 2. |
|---|---|---|---|
| Reports du 1er juillet 1951..... | 503,14 | 386,44 | 512,90 |
| Nouveaux reports 7 janvier 1952..... | 959,20 | 615,67 | 427,68 |
| Nouveaux reports 12 février 1952..... | 1.657,42 | 1.164,96 | 644,14 |
| | 12 février 1952 : 3 milliards, 466 moins les crédits ordonnancés jusqu'à cette date. | | |

## II. — ÉLABORATION D'UN PROGRAMME 3 DANS LE CADRE D'UN PLAN QUADRIENNAL.

La question du programme 3 pour les quatre années à venir demeurait entière. Le chiffre de 7 milliards auquel s'était arrêté le Département ne correspondait ni aux besoins ni aux possibilités de Madagascar. Déjà par lettre n° 3.156 du 26 septembre 1951, l'Ile signalait la différence de traitement entre elle et la Fédération de l'A.-E. F. Tous apaisements lui furent donnés quant à l'avenir du Plan décennal par D.M. n° 10.324-AE/Plan/I du 12 novembre 1951, mais la somme de 7 milliards demeurait fixée et avec elle tous ses inconvénients.

La mission des Présidents Sarraut et Jacobson devait heureusement donner l'espoir d'une dotation plus généreuse. Leur visite a permis de constater les impérieux besoins de réalisations et d'argent du Territoire, tout autant que ses possibilités de consommation de crédits. L'exécution normale du Plan eût nécessité une allocation annuelle de 4,5 milliards de crédits de paiement, ce qui correspond d'ailleurs en dix ans à un Plan de 45 milliards, ordre de grandeur de celui prévu pour Madagascar qui s'élève à 60 milliards y compris la section générale. Au 30 juin 1950, il existait une différence de 6 milliards entre les autorisations d'engagement accordées et les crédits de paiement ouverts; le Territoire sollicitait du 1er juillet au 31 décembre 1951 : 1,9 milliard C.P. et 1,2 milliard du 1er janvier 1952 au 30 juin 1952, ce qui eût réduit ce déficit pour les quatre années à venir à 3 milliards. Devant une possibilité de consommation de $4{,}5 \times 4 = 18$ milliards, il était donc logique de prévoir un programme quadriennal d'opérations nouvelles au montant de $18 - 3 = 15$ milliards, tant en A.E. que C.P.

Le Territoire a donc préparé au titre du programme 3 un plan de 15.057 millions C.F.A.; puisque aussi bien seul un crédit de cette importance permettrait la réalisation d'un ensemble concret, complétant harmonieusement les efforts entrepris antérieurement. Ces propositions ont été adressées le 27 novembre 1951, sous n° 3.863/Plan, au Département (tableau ci-après) :

| | Millions C. F. A. |
|---|---|
| Autorisations d'engagement | 15.057 |
| Crédits de paiement : | |
| 1952-1953 | 2.405 |
| 1953-1954 | 3.620 |
| 1954-1955 | 4.521 |
| 1955-1956 | 4.511 |

## III. — NOUVELLE CONCEPTION D'UN PROGRAMME 3 TRÈS RÉDUIT INCORPORÉ DANS LE BUDGET 1952-1953 COMME AMORCE AU FUTUR PLAN QUADRIENNAL

La circulaire du 25 avril 1952 n° 48/42-AE-Plan/I a prévu, pour l'exercice 1952-1953, la préparation d'un programme annuel intérimaire entre les trois premiers programmes 0, 1, 2 du Plan décennal et le futur Plan quadriennal. Cette circulaire fut suivie d'un télégramme n° 50.134 daté du 9 mai, informant le Service du Plan à Tananarive qu'outre les crédits reportés le Territoire pourrait disposer, au titre d'une tranche n° 1 52-53, d'un maximum de 4 milliards C.F.A. en crédits de paiement. Ce télégramme prévoyait en outre des propositions de réévaluations en autorisations d'engagement, compte tenu, dans la mesure du possible, d'abandon ou de limitation des opérations non commencées ou inachevées. Toutes opérations nouvelles devant être *en principe* reportées sur le futur Plan quadriennal.

De ce fait, la notion du programme 3, à côté des programmes 0, 1 et 2 en cours, devenait très étroite. La mention *en principe* laissant toutefois la porte ouverte à un nombre d'opérations très réduites.

Le Service du Plan se mit donc au travail et fut à même fin mai, conformément à la règlementation financière en vigueur, d'adresser au Département un projet de Budget 1952-1953 (comprenant des opérations nouvelles et une liste de réévaluation en A.E.), il prépara par ailleurs une note de présentation de ce projet à l'Assemblée représentative en date du 16 juin 1952.

De ce dernier document, nous extrayons les passages suivants (entre temps le Département avait fait connaitre son accord de principe, sur les montants proposés) :

.....

«Les crédits de paiement demandés se tiennent dans la limite de 4 milliards indiqués par le Département et se montent à 3.999.980.000 francs.

«Depuis l'envoi de ces propositions, le Département a donné son accord à l'inscription de certaines dotations supplémentaires :

«1° Par D. M. n° 5498-AE/Plan/I du 15 mai 1952, à l'inscription de 40 millions pour études du port de Majunga à inscrire au chapitre 212, art. 1er, § (*nouveau*);

«2° Par D. M. 341-CAB du 16 mai 1952, à l'inscription de 200 millions pour financement de la Centrale d'Equipement du Paysannat et éventuellement de quelques travaux des études pilotes à inscrire au chapitre 202. art. 5, § 1er (*nouveau*).

.....

«En définitive, j'ai donc l'honneur de présenter à l'approbation de votre Commission des demandes d'autorisations d'engagement se montant à 3.543.760.000 francs pour les programmes 0, 1 et 2,
«et les demandes de crédits de paiement tranche 1952-1953 se montant à 3.999.980.000 francs».

Ainsi l'ex-programme 3, dont il avait été question au début de l'exercice, se trouvait inclus dans les propositions actuelles. Que restait-il de cette conception première ? Peu de chose il faut le reconnaître, suffisamment cependant pour conserver à la première tranche 1952-1953 son caractère de programme intérimaire :

Construction du pont de Mahatsara;

Mise en chantier de l'internat de l'école de médecine;

Attribution des crédits de démarrage aux collectivités rurales modernisées (C.R.A.M.);

Et un certain nombre de crédits d'études.

Le Plan quadriennal se trouvait donc ainsi amorcé, ce qui était bien dans la ligne des desiderata du Département.

L'assurance d'obtenir au début de l'exercice 1953 les crédits de la tranche du nouvel exercice qui, les années précédentes, n'avaient été ouverts qu'en fin du premier semestre fait bien augurer du démarrage de cette première tranche. Les difficultés passées provenaient toutes en effet d'un retard à la consommation dû à l'inquiétude des services au sujet des crédits à venir.

## B. — RYTHME GÉNÉRAL ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE.

Exactement comme l'exercice précédent, l'exercice 1951-1952, dont il est question dans ce rapport, n'a disposé comme ressources de juillet 1951 à février 1952 que des seuls crédits de report. Ceux-ci qui auraient dû normalement servir à régler les factures de matériel en instance ont été par la force des choses utilisés à la poursuite au ralenti des études et des travaux entrepris.

L'obtention de nouveaux crédits en janvier et février, si elle a permis, en quelques semaines, de couvrir toutes les dettes antérieures, est survenue trop tardivement pour permettre une reprise vigoureuse avant avril 1952.

Comme l'exercice précédent, l'exercice 1951-1952 a donc pour première caractéristique un rythme de consommation de crédits relativement lent, dû à la crainte de n'être pas alimenté en temps voulu.

Ce complexe d'infériorité, vu à postériori et surtout à distance, peut paraître assez pusillanime, mais il faut avoir vécu les premiers mois de l'exercice pour juger sainement de la psychologie des chefs de services responsables des chantiers ouverts et inquiets (que ce soit à tort ou à raison) des perspectives financières d'avenir.

Le précédent rapport annuel du Plan caractérisait en outre l'exercice 1950-1951 comme étant, après trois années de démarrage, la première année de «lancement» à un rythme normal. Brève période d'espoirs dont l'exercice 1951-1952 devait marquer la dernière étape. En effet, cet exercice, comme il ressortira des considérations suivantes, apparaît surtout comme un exercice de liquidation, de «queues de programmes», avant la grande reprise du futur programme quadriennal.

Dire que cette première expérience, émaillée de nombreuses difficultés, aura été inutile serait pourtant excessif; car, même en regrettant l'arrêt assez brutal du rythme initial du Plan décennal, il ne faut pas oublier que ce ralentissement s'est traduit uniquement sur le plan théorique par des abandons de projets et non pas, il va de soi, par l'interruption des travaux en cours. L'examen rapide de l'utilisation des crédits du Plan par chapitres montrera avec quelle prudence ont été «réduits» les programmes primitifs. Pour dégager de ces cas particuliers (chaque problème du Plan requérant une solution propre) les traits d'ensemble de ce programme de liquidation, voyons d'abord comment ont été répartis les crédits alloués, tant crédits de reports que crédits nouveaux, durant l'exercice 1951-1952 :

### Crédits disponibles au titre de l'exercice 1951-1952.

1° *Du point de vue affectation aux divers chapitres du plan.*

| Programmes 0, 1 et 2. | A. E. — Millions. | C. P. — Millions. |
|---|---|---|
| Chapitres de production | 196 | 526 |
| Chapitres d'équipement de base | 1.294 | 2.395 |
| Chapitres de développement social | 580 | 544 |
| Total | 2.070 | 3.465 |

*2° Du point de vue catégories de dépenses.*

| PROGRAMMES 0, 1 ET 2. | A. E. — Millions. | C. P. — Millions. |
|---|---|---|
| Etudes | 180 | 208 |
| Travaux | 1.502 | 2.364 |
| Matériel | 388 | 893 |
| TOTAL | 2.070 | 3.465 |

*3° Du point de vue programmes.*

| | | |
|---|---|---|
| Programme 0 | 575 | 1.657 |
| Programme 1 | 349 | 1.164 |
| Programme 2 | 1.146 | 644 |
| TOTAL | 2.070 | 3.465 |

Ces chiffres appellent quelques commentaires généraux :

En ce qui concerne les programmes, les C.P. représentent respectivement programme 0 : 1.657 millions, programme 1 : 1.164 millions, programme 2 : 644 millions, chiffres décroissants qui révèlent d'une part le lourd handicap pesant sur les programmes les plus anciens, au titre des réévaluations successives, d'autre part, le dessein d'achever sans fortes dotations nouvelles les trois programmes actuellement en cours;

En ce qui concerne les catégories de dépenses, la grosse part faite aux travaux 2, 3 milliards sur 3, 4 milliards au total, marquant à la fois le caractère dynamique de cet exercice, qui après l'exercice précédent représente vraiment la deuxième année «majeure» du Plan décennal après trois années de mise en route, et aussi le désir de conduire à leur achèvement le plus rapide possible les chantiers de vieille date;

En ce qui concerne les divers chapitres du Plan, la prédominance des crédits d'équipement sur les investissements de production caractérise cette «fin d'une première étape du Plan décennal» où la notion primitive de rentabilité à brève échéance est mise en veilleuse, dans l'attente d'un nouveau Plan quadriennal; la conjoncture financière actuelle permettant de compléter l'équipement, mais non d'en pousser l'exploitation aussi loin qu'on l'aurait souhaité.

Certes, ces remarques demandent à être nuancées et ne peuvent s'appliquer brutalement à l'un quelconque des chapitres du Plan. Aussi reprendrons-nous à leur sujet certains points de détail.

Nécessitée par la situation financière de la Métropole, la politique de «freinage» s'est fait sentir dès l'exercice 1950-1951 donnant à l'exercice 1951-1952 une allure de fin de programme. Devant l'obligation de procéder à des «coupes sévères» quelle fut la ligne de conduite du Plan ? Nous ne cacherons pas qu'elle a d'abord été guidée par l'adage «Nécessité fait loi», comment pouvait-il en être autrement ?

Ainsi la première règle fut :

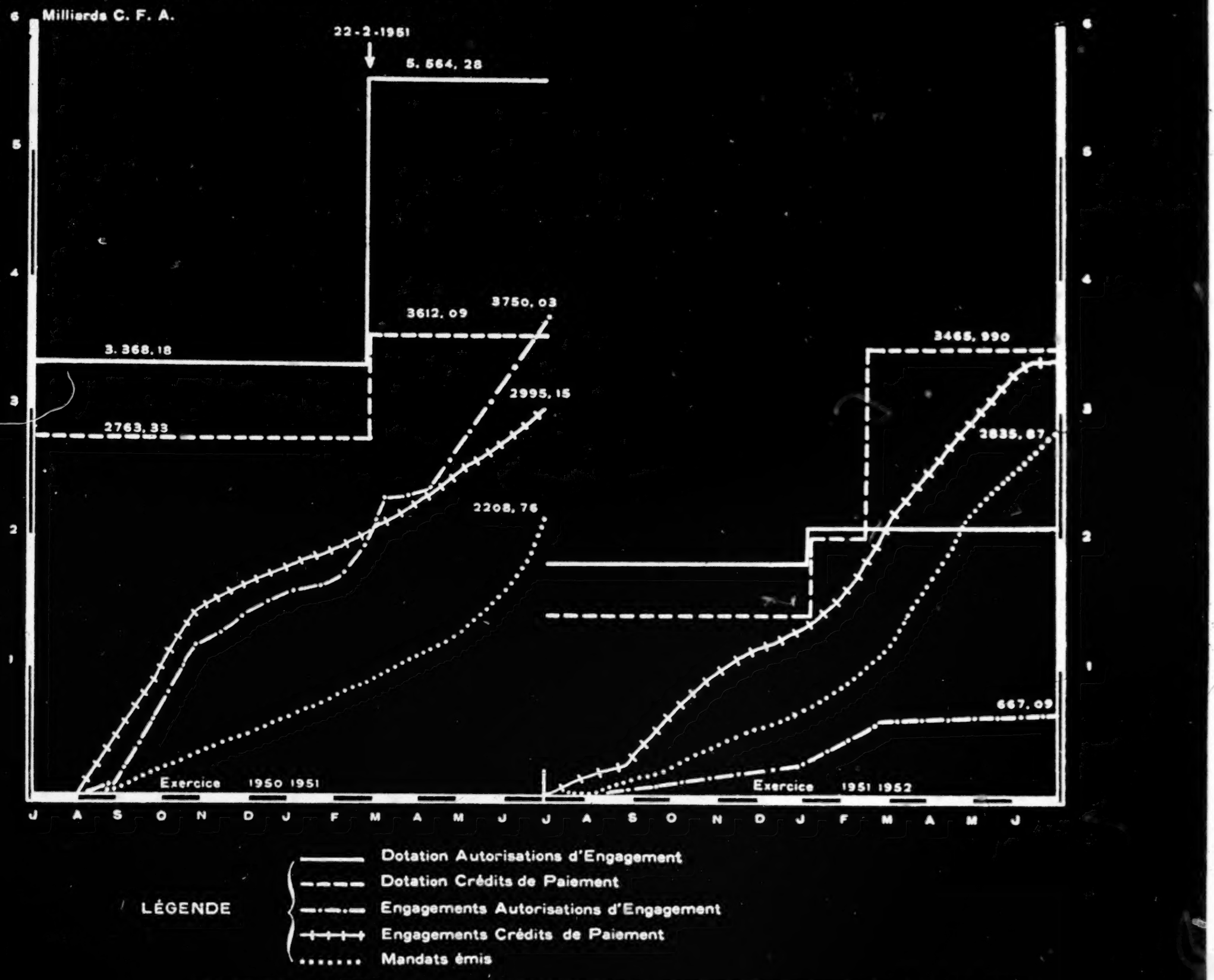
1° *De supprimer tout ce qui n'était encore qu'à l'état de projet;*
2° *De renoncer à toutes commandes de matériel.*

Cette règle cependant ne pouvait s'appliquer brutalement que dans le cas où les activités de chaque Service révélaient un équilibre d'ensemble. Ce n'était malheureusement pas le cas pour beaucoup de Services, dont l'ordre de mise en chantier des travaux n'avait pas coïncidé avec l'ordre d'urgence prévu. Ces retards, ces décalages provenaient la plupart du temps de la lenteur apportée à l'établissement de certains projets; nous avons fait le procès de ces retards dans nos précédents rapports. Ainsi les Services Agricoles se trouvaient-ils au milieu de l'exercice 1950-1951 dotés d'un chantier très actif, celui de leur école supérieure, tandis que les Forêts et l'Elevage, du fait de la raréfaction des crédits, se voyaient contraints de renoncer à des établissements similaires, encore en projets. Une deuxième règle, la «Préservation de l'Equilibre Structural», vint donc dans la mesure du possible atténuer ce que pouvait avoir d'intransigeant le premier principe. Nous allons voir brièvement pour certains chapitres du Plan le résultat de l'application de ces mesures apparemment opposées.

## CHAPITRES DE PRODUCTION.

Ceux-ci tombèrent sous le coup de la règle générale.
1° Abandon des projets n'ayant pas reçu un début d'exécution;
2° Suppression de toutes commandes nouvelles.

Ainsi furent abandonnées dans le cadre du Plan décennal actuel :
L'Ecole primaire des Eaux et Forêts d'Angavokely;
L'Ecole secondaire du même Service;
L'Ecole vétérinaire d'Antsirabe;
La construction de nouveaux bains détiqueurs.




GRAPHIQUE 2 .— UTILISATION MENSUELLE COMPARÉE DES CRÉDITS DU PLAN
( Chapitres 1 à 222 )

Dans ce domaine de la production, en effet, la notion d'équilibre de structure ne jouait dans l'immédiat que sur le plan des travaux : travaux hydrauliques, travaux de forestation répartis dans des régions très diverses de l'Ile, et qui ne firent l'objet d'aucune suppression de crédits importants. Sans doute l'absence d'un établissement supérieur, la limitation du matériel auront-ils dans l'avenir sur la vie interne des Services des répercussions défavorables, mais elles n'intéressent pas dans l'immédiat la vie du Territoire.

## CHAPITRES D'EQUIPEMENT DE BASE.

Ici, le lien, est plus étroit entre les diverses réalisations; un central automatique ne se supprime pas sans entrainer dans sa perte un réseau complet de transmission; il en est de même pour un ouvrage d'art

qui, abandonné, rendrait inutilisable une section de route. Le Service du Plan dut en conséquence reconsidérer le programme primitif et tenir compte de l'équilibre de structure avant de procéder aux remaniements de crédits.

*Chemins de fer.*

La modernisation des Chemins de fer malgaches à voie étroite visant, à l'origine, à la fois le matériel roulant et l'infrastructure du réseau pouvait se décomposer facilement en 2 stades :

1° Modernisation du matériel;

2° Modernisation de la voie.

Les crédits alloués au titre matériel durant l'exercice 1951-1952 furent donc importants : 324 millions C. P. Le Plan se bornant en ce qui concernait les travaux à conserver les crédits nécessaires à l'achèvement des trois sections en réfection de la ligne Tananarive-Tamatave.

*Routes et ponts.*

Partie d'un vaste projet de quadrillage de l'Ile, par deux axes longitudinaux et plusieurs axes transversaux, la doctrine du Plan a dû s'adapter aux contingences financières, en envisageant une politique de tronçons, ceux-ci eux-mêmes ont dû être limités; mais en agissant de la sorte, le Service du Plan a préservé l'intégration de ces sections routières dans le plan d'ensemble et a retenu les sections pouvant d'ores et déjà jouer un rôle économique à l'échelle d'une région ou de plusieurs districts. Ainsi l'artère Tananarive-Majunga a-t-elle donné lieu à des travaux dans les deux secteurs terminaux jusqu'à la grande banlieue de ces deux agglomérations prospères. Les exigences financières ont donc minimisé les données primitives tout en sauvegardant leur allure générale. Une telle ligne de conduite permettra une poursuite immédiate, ou une reprise des travaux, le moment venu.

*Transmissions.*

Le problème posé par la réduction des crédits des transmissions se présentait d'une façon assez différente. Il ne pouvait être question de procéder par étapes comme le «Chemin de fer» ni par tronçons (mise à part la modernisation de certaines lignes aériennes) comme les «routes et ponts», dans ce domaine tout est étroitement lié, non seulement les travaux entre eux, mais encore l'approvisionnement en matériel et les chantiers eux-mêmes, les bâtiments techniques et les lignes. Les transmissions représentent un vaste ensemble, qu'on ne peut sans dommage réduire ici, amputer là.

Aussi les remaniements en moins se bornèrent-ils à abandonner provisoirement quelques bâtiments plus administratifs que techniques :

Bureau de poste d'Isotry (quartier populeux de Tananarive);
Bureau maritime de Tamatave;
Bureau de poste de Mananjary,

sans interrompre les livraisons de matériel qui représentent pour le Territoire un stock considérable immédiatement utilisable. Si la liaison fil (lignes aériennes) n'a fait encore l'objet que de quelques travaux sur des sections diverses le long de la voie ferrée Tananarive-Tamatave, les communications par radio et les liaisons téléphoniques interurbaines (lignes souterraines) ont presque atteint leurs objectifs. Tananarive sera doté dans un prochain avenir d'une téléphonie automatique.

Les trois grands bâtiments centraux :

Central automatique d'Analakely;
Bureau de poste d'Analakely;
Bâtiments des colis postaux,

ont pu, malgré des réévaluations successives, être édifiés grâce aux crédits du Plan et ceci malgré les réductions importantes de crédits.

*Ports.*

Un autre cas particulier est celui des ports, comparable au point de vue modernisation du matériel à celui du Chemin de fer, et au point de vue utilité économique dans le cadre géographique à celui des routes. Ces deux aspects de la question amenèrent le Plan à établir un ordre de priorité, permettant de remettre à plus tard les équipements de structure moins pressants et en outre de distinguer comme pour les Chemins de fer, en ce qui concernait les ports provisoirement délaissés, un stade de modernisation de matériel (le seul partiellement réalisable actuellement) et un stade futur de modernisation d'infrastructure.

Le choix pour l'ouverture de chantiers se porta sur :
Le premier port de l'Ile, Tamatave (côte Est), (travaux d'ensemble);
Le second port de l'Ile, Majunga (côte Ouest), (travaux d'aménagement);
La création d'un port devant servir de débouché à la plaine de la Mahavavy (sucre) : port Saint-Louis près d'Ambilobe;
La construction d'un wharf à Morondava (côte Ouest);
Amélioration de la jetée à Fort-Dauphin (côte Est).

Un certain équilibre de fait était ainsi maintenu entre les deux côtes. Cette discrimination est exposée plus en détail dans la troisième partie de ce compte rendu.

En ce qui concerne le matériel, comme pour le Chemin de fer et comme pour les Transmissions, il ne fit l'objet d'aucun remaniement en moins, les réévaluations contraignant au contraire le Service du Plan à prévoir certains crédits C. P. complémentaires pour faire face aux commandes passées antérieurement.

## CHAPITRES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

On eût souhaité ne pas avoir à toucher aux crédits de chapitres aussi importants au point de vue humain que ceux de l'enseignement et de la santé, pourtant le titre II du Plan pâtit proportionnellement davantage que le titre I des restrictions imposées.

Ceci est dû au fait que les chapitres 19 et 20 étaient surtout représentés par des bâtiments, avec cette remarque toutefois que ceux-ci pour le chapitre 20 (enseignement) s'intégraient dans un Plan d'ensemble correspondant à la hiérarchie des trois enseignements, primaire, secondaire et supérieur, tandis qu'il s'agissait surtout pour le chapitre 19 (santé) d'un équilibre de répartition géographique.

De cette distinction est née une ligne de conduite, catégorique sans doute en ce qui concerne tous les projets n'ayant pas fait l'objet d'un début de réalisation, mais moins rigide en ce qui concerne l'enseignement, dont nous traiterons brièvement en premier lieu.

### *Enseignement.*

Un bref tableau permettra de comparer les projets envisagés à l'échelle du Plan décennal et les projets retenus au terme du cinquième exercice du Plan :

| | PROJETS SUR DIX ANS. | REALISATIONS FAITES OU EN COURS. |
|---|---|---|
| Groupes scolaires (enseignement primaire) | 17 | 5 |
| Ecole régionale (enseignement secondaire) : | | |
| Nouvelles | 9 | 2 |
| Extension | 10 | 2 |
| Centres pédagogiques (enseignement secondaire) | 5 | 2 |
| Lycées, écoles (enseignement secondaire) | 5 | 3 |
| Enseignement supérieur | 1 | 0 |

Ont donc été abandonnés au titre des six premiers exercices du Plan décennal :
L'aménagement du lycée Jules-Ferry;
La construction du lycée d'Antsirabe;
Le centre pédagogique de Diégo-Suarez;
Le centre pédagogique de Majunga;
L'école régionale de Morondava;
L'école régionale d'Antalaha;
Le collège technique de Tamatave,
soit 7 postes d'enseignement secondaire, dont 3 dans la province de Majunga et 1 dans la province de Tamatave.

Si à l'échelle provinciale des problèmes «d'embouteillage» au passage d'un enseignement à l'autre se poseront à n'en pas douter dans un proche avenir, il convient toutefois de remarquer, au vu du tableau ci-dessus, que l'équilibre de structure recherché n'est pas compromis pour l'ensemble du Territoire.

### *Santé.*

En ce qui concerne le chapitre 19, les suppressions furent brutales du fait :
1° Que de nombreux bâtiments étaient encore en projets;

2° Qu'il s'agissait pour plusieurs d'entre eux de conceptions trop grandioses au regard des besoins immédiats du Territoire des possibilités d'exploitation et des crédits disponibles.

Ainsi furent abandonnés au titre des six premiers exercices du Plan décennal :

L'internat de l'école de médecine de Tananarive;

Le sanatorium de Tananarive;

Le nouvel hôpital colonial de Tananarive.

Il convient toutefois de noter que des crédits d'études furent maintenus dans l'espoir d'une reprise immédiate de ces projets lors de conjonctures financières plus favorables.

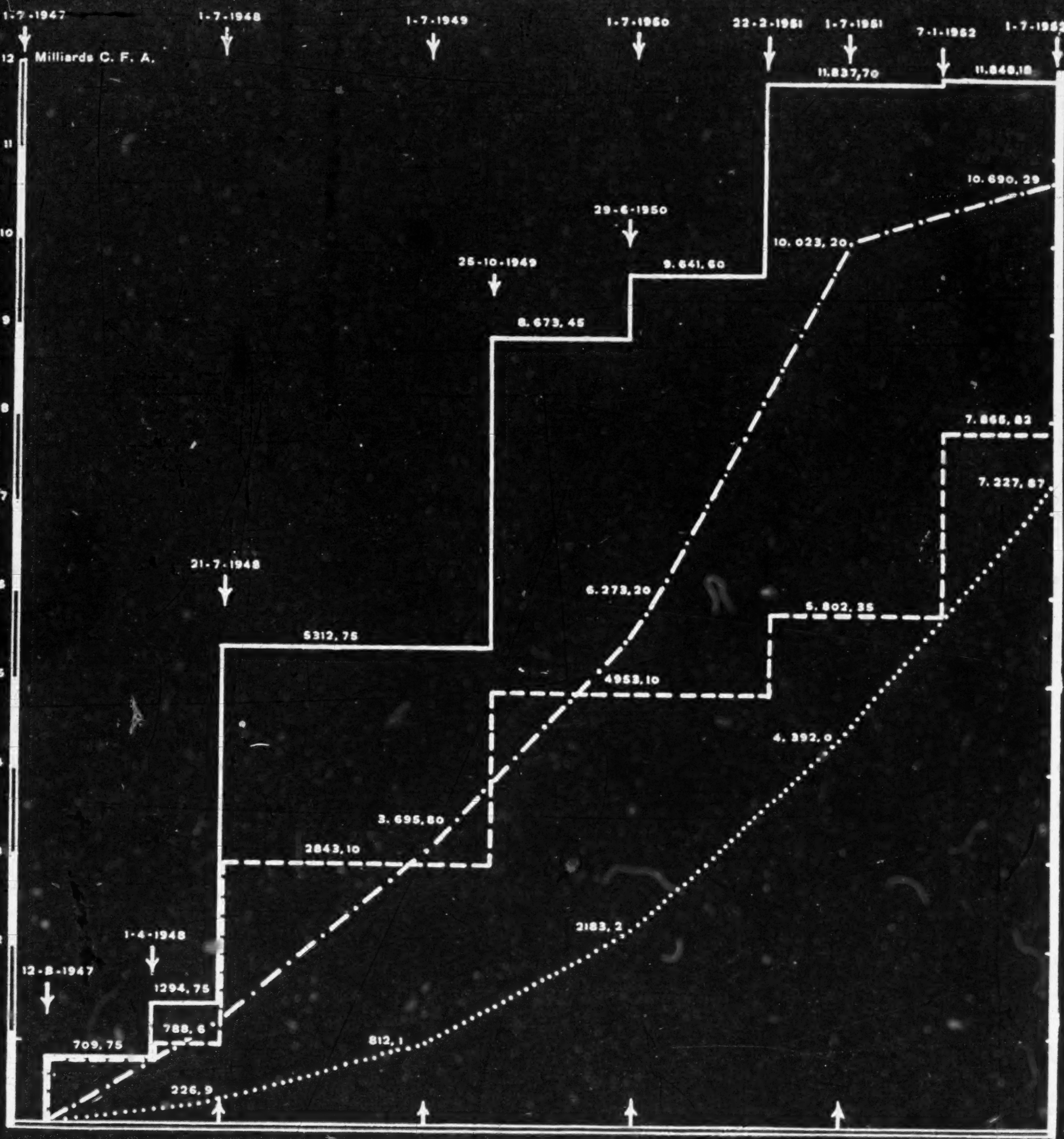
D'ailleurs, tant pour les bâtiments de la santé que pour ceux de l'enseignement, il ne faut pas perdre de vue que trois facteurs jouaient dans le même sens pour rendre nécessaire l'abandon de certains projets.

1° Les remaniements imposés par la Métropole;

2° Les réévaluations considérables grevant les projets primitifs;

3° Les réévaluations obligatoires celles-là des bâtiments déjà entrepris;

Nulle part, plus qu'au titre II, la nécessité fit loi.

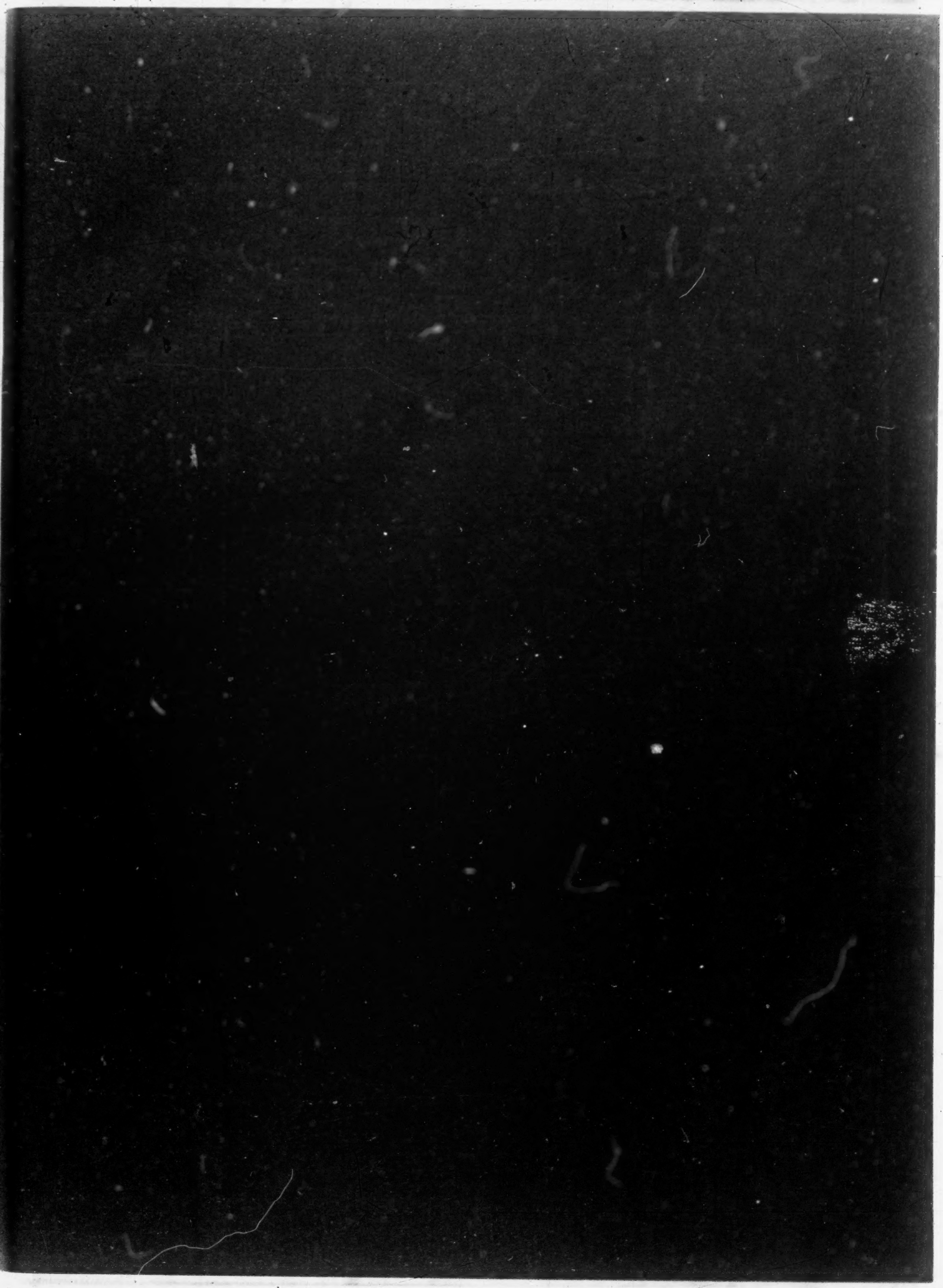



LÉGENDE

- Dotation Autorisations d'Engagement
- Crédits de Paiement
- Engagements Autorisations d'Engagement
- Mandatements

GRAPHIQUE 3 — UTILISATION GLOBALE DES CRÉDITS DU PLAN

en Millions de francs C. F. A. ( Chapitres 1 à 222 )



PELLE «NORDEST»

# TROISIÈME PARTIE.

## CHAPITRE PREMIER.

### ÉTUDES GÉNÉRALES.

CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 86,75 | 57,44 | 46,40 | 41.018.560 |

Ce chapitre comprend toutes les études non expressément inscrites dans les divers chapitres du Plan.

*Chap. 1er.* — Contrat d'étude passé avec M. Rotival, Conseiller en planification.

*Chap. 2, 3, 11, 12, 14, 21 et 22.* — Convention d'études passée avec le B.C.E.O.M. le 16 mai 1950 pour les routes, aérodromes, hydraulique agricole, ports, canaux, ouvrages d'art, eau et asssainissement.

*Chap. 3 : Etudes hydrauliques des C.R.A.M.* — Collectivités Rurales Autochtones Modernisées, dont l'arrêté du 8 octobre 1951 vient de lancer le principe, après une mission d'études au Maroc du Directeur des Services Economiques.

Un Conseil supérieur de Paysannat malgache et une centrale d'équipement ont ainsi été créés. Ces organismes ont pour but de consentir à ces collectivités, sous forme de prêts, vente, location, transit, louage d'ouvrages ou de services, des moyens techniques propres à assurer une mise en valeur moderne de l'agriculture, de l'élevage et des forêts malgaches. La structure sociale du pays rend indispensable ce regroupement sur un plan économique de collectivités ayant, au contact de la civilisation, perdu leur homogénéité tribale ou familiale. Le gros problème reste sans doute la découverte dans les milieux autochtones de personnalités de valeur, capables de coaguler, par leur seule influence, des masses généralement peu entreprenantes. La question n'est d'ailleurs pas d'expérimenter, mais de créer envers et contre tout des groupements indispensables à la nouvelle structure d'un pays en pleine évolution.

*Chap. 5, 7, 16, 19 et 20.* — Etudes d'architecture concernant les grands bâtiments des services centraux de l'Ile : logements et bureaux du Service des Mines à Ambondrianomby (M. Bernard); école régionale d'Antalaha (M. Liotard); centre pédagogique de Fianarantsoa (M. Eméry); Ecole forestière d'Antsirabe (M. Laborde); centre zootechnique et ferme-école d'Antsirabe (M. Laborde); école de médecine.

Restant entendu que ces projets, conçus à une époque d'espoir, ne pourront être réalisés qu'au fur et à mesure d'allocation de crédits substantiels.

Il s'agit en l'occurrence de contrats métropolitains avec des architectes particulièrement qualifiés.

*Chap. 21.* — Contrat d'études avec M. Fisseau pour l'exécution de plans topographiques des principales villes du Territoire.

Création d'une documentation pour les études d'urbanisme.

*Chap. 22.* — Diverses conventions relatives à des adductions d'eau dans les villes de Diégo-Suarez (Société Eau et Assainissement), de Marovoay, de Morondava et de Fort-Dauphin.

*Institut de la Recherche Scientifique :* Entente avec l'I.R.S. pour la prise en charge de deux pédologues dont les études ont trait au développement de l'Alaotra et des zones à exploiter en C.R.A.M.

En bref, les crédits précités se répartissent de la façon suivante pour l'exercice 1951-1952 :

| | A.E. | C.P. |
|---|---|---|
| Fonctionnement du Service central du Plan (personnel et matériel)..... | 16,02 (1) | 16,05 (1) |
| Contrats d'études..... | 70,73 | 41,39 |
| | 86,75 | 57,44 |

(1) Dont 5 millions au titre du conseiller en planification (voyage New-York-Tananarive compris).

Les contrats d'études se répartissent eux-mêmes au point de vue C.P. en :

| | C. P. |
|---|---|
| Etudes de planification générale..... | 4 |
| Etudes d'hydraulique (C. R. A. M.)..... | 8,5 |
| Etudes générales B. C. E. O. M..... | 12 |
| Etudes d'architecture ..... | 5 |
| Etudes d'urbanisme ..... | 8,44 |
| Etudes Eaux et Assainissement..... | 2 |
| Etudes de pédologie (personnel, matériel)..... | 2 |
| | 41,94 |

## LE SERVICE CENTRAL DU PLAN.

Le schéma de son organisation se présente à l'heure actuelle comme suit :

| SERVICE DU PLAN PROPREMENT DIT. | EFFECTIF THÉORIQUE. | EFFECTIF ACTUEL. |
|---|---|---|
| Directeur ..... | 1 | 1 |
| Adjoint ..... | 1 | 1 |

| SERVICE DU PLAN PROPREMENT DIT. | EFFECTIF THÉORIQUE. | EFFECTIF ACTUEL. |
|---|---|---|
| *Secrétariat :* | | |
| Secrétaire | 1 | 1 |
| Secrétaire dactylographe locale | 1 | 1 |
| Dactylographes | 3 | 2 |
| *Section administrative et de comptabilité :* | | |
| Chef de bureau européen | 1 | 1 |
| Comptable européen | 1 | 1 |
| Secrétaires-comptables | 3 | 2 |
| *Bureau des devises :* | | |
| Chef de bureau | 1 | 1 |
| *Bureau d'études :* | | |
| Spécialistes | 2 | » |
| Commis | 1 | » |
| Dessinateurs | 2 | » |
| *Plantons :* | | |
| Plantons | 2 | 2 |
| | 20 | 13 |

Organisé par les textes du 13 août 1947 (décision), du 25 juillet 1948 (arrêté n° 1918) et du 16 juillet 1949 (arrêté n° 156-C), le Service du Plan a été conçu pour le triple rôle :

D'organe financier :

Préparation des Budgets;
Répartition de la monnaie-matières et devises allouées au titre de l'équipement;
Gérance de tous les crédits généraux d'études;
Rapports devant la Commission supérieure du Plan et devant le Comité technique du Plan.

D'organe de conception :

Préparation des programmes de réalisation;
Etudes des problèmes de réalisation concernant les secteurs public, mixte et privé (ceci en relation avec la Caisse Centrale).

D'organe de contrôle :

Personnel chargé de l'examen et de la mise en état des projets techniques;
Contrôle de la bonne application des instructions du Département.

Il suffit de se référer au tableau d'effectif ci-dessus pour se rendre compte que pratiquement le Service du Plan est obligé de se cantonner dans un rôle administratif et comptable qu'il s'efforce sans doute de déborder, dans toute la mesure du possible, mais qui ne lui permet certainement pas toute l'efficience désirable particulièrement au point de vue contrôle sur le terrain. Restant ainsi pour une large part à la discrétion des Services qui, il faut le remarquer, ont acquis d'ailleurs, à l'heure actuelle, une expérience valable des questions du Plan, le Service Central n'est jamais strictement assuré de l'exactitude absolue tant des prévisions budgétaires que de l'état des réalisations. Cette déficience est particulièrement regrettable en ce qui concerne la possibilité de suivre l'exécution des marchés conclus avec des entreprises de plus en plus nombreuses et dont la tendance générale, vu l'importance parfois relative des marchés et la concurrence, consiste à profiter de la main-d'œuvre locale non qualifiée et de la location de matériel spécialisé pour abaisser leur prix de revient, quitte à ne pas respecter les délais impartis.

## CHAPITRE PREMIER. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | PERSONNEL ..... | 5.40 | 0 | 5.40 | 5.40 | 0 | 5.40 |
| 2 | 1 | | MATÉRIEL ..... | 7.00 | — 0.56 | 6.44 | 6.99 | — 0.56 | 6.43 |
| 3 | 1 | | ETUDES ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE Ier..... | 12.40 | — 0.56 | 11.84 | 12.39 | — 0.56 | 11.83 |

## CHAPITRE 101. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | PERSONNEL ..... | 12.37 | 0 | 12.37 | 12.37 | 0 | 12.37 |
| 2 | 1 | | MATÉRIEL ..... | 3.50 | — 3.50 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 | 1 | | ETUDES ..... | 1.50 | — 1.50 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 101..... | 17.37 | — 5.00 | 12.37 | 12.37 | 0 | 12.37 |

## CHAPITRE 201. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | PERSONNEL ..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 0.97 | 10.12 | 11.09 |
| 2 | 1 | | MATÉRIEL ..... | 5.00 | 0 | 5.00 | 1.07 | 3.57 | 4.64 |
| 3 | 1 | | ETUDES ..... | 70.00 | 0 | 70.00 | 1.20 | 52.79 | 53.99 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 201..... | 90.00 | 0 | 90.00 | 3.24 | 66.48 | 69.72 |

ETUDES GÉNÉRALES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 5.40 | 0 | 0 | 0 | 5.40 | 5.379.610 1 | 0 | 5.379.610 1 |
| 6.44 | 0 | 0 | 0 | 6.44 | 5.698.498 6 | 448.570 | 6.147.068 6 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 11.84 | 0 | 0 | 0 | 11.84 | 11.078.108 7 | 448.570 | 11.526.678 7 |

ETUDES GÉNÉRALES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 12.36 | 0 | 0 | 0 | 12.36 | 12.081.389 2 | 0 | 12.081.389 2 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12.36 | 0 | 0 | 0 | 12.36 | 12.081.389 2 | 0 | 12.081.389 2 |

ETUDES GÉNÉRALES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 15.00 | 0 | 0 | 0 | 15.00 | 945.034 4 | 10.235.449 | 11.180.483 4 |
| 5.00 | 0 | 0 | 0 | 5.00 | 1.065.640 0 | 3.291.007 | 4.356.647 0 |
| 30.00 | 0 | 12.00 | — 3.55 | 38.45 | 0 | 27.043.534 | 27.043.534 0 |
| 50.00 | 0 | 12.00 | — 3.55 | 58.45 | 2.010.674 4 | 40.569.990 | 42.580.664 4 |

# CHAPITRE II.

## PRODUCTION AGRICOLE.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 27,55 | 100,30 | 100,23 | 88.639.232 |

Les crédits alloués pour l'exercice 1951-1952 se répartissent de la façon suivante :

| | A.E. | C. P. | |
|---|---|---|---|
| Recherches ..... | 0,60 | 18,75 | (centre Alaotra). |
| Enseignement agricole ..... | 0,76 | 23,20 | (école supérieure d'agriculture). |
| Motoculture ..... | 2,50 | 16,59 | |
| Equipement du service ..... | 22,34 | 39,51 | |
| Développement des productions..... | 1,35 | 3,25 | |
| | 27,55 | 100,30 | (partiellement sur A. E. engagées antérieurement). |

Il ressort immédiatement de ce tableau, en ce qui concerne les A.E., que le seul crédit important 22, 34 millions, se rapporte à l'équipement du service pour lequel d'autre part ont été alloués 39, 50 millions de C.P.; il s'agit là surtout de la poursuite d'opérations antérieures : matériel livré et resté jusqu'alors impayé; en décembre 1951, les factures en instance représentaient encore 34 millions.

Les autres postes C.P. s'expliquent d'eux-mêmes; au titre Rercherche : l'achèvement du centre de l'Alaotra, centre principal des recherches agronomiques et centres annexes; au titre Enseignement : la poursuite de l'ensemble de l'école supérieure d'agriculture qui de sa *tanety* fait face au rocher de Tananarive dont elle n'est éloignée que de 6 kilomètres.

Quant au développement des productions : ce but essentiel du Plan n'a pas été négligé. C'est, en effet, du chapitre II que dépend pour la plus large part la rentabilité du Plan, auquel se joint l'aide du secteur privé de la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer et l'activité des diverses sociétés C.F.D.T., I.R.H.O., C. G. O. T.

La modicité des crédits alloués à ce titre dépend de deux raisons dont la première, raréfaction des crédits, nécessite d'achever les opérations du programme 0, qui ont fait l'objet d'un commentaire dans le précédent rapport annuel; la seconde raison est qu'on ne peut séparer les chapitres 2 et les chapitres 3; l'agriculture proprement dite de l'hydraulique agricole.

L'hydraulique à Madagascar conditionne le développement agricole. Or, comme nous le verrons, le chapitre 3 a été largement doté.

Il reste cependant que l'exercice 1951-1952 représente pour l'agriculture davantage une fin de programme que l'épanouissement espéré, après une rénovation de l'équipement du Service. C'est lors du futur Plan quadriennal qu'il conviendra de juger la vitalité de ce chapitre, dont les dépenses durant l'exercice 1951-1952 n'ont été que le reflet d'une situation antérieure.

Nous résumerons, pour plus de précision, les objets des principaux postes de dépenses :

## RECHERCHES.

A. — *Travaux* .

Construction de quatre bâtiments à la station Alaotra (nouvelles constructions);
Frais supplémentaires de l'édification de cinq hangars métalliques à la station Alaotra;
Continuation aménagement dans les stations à Tuléar, construction d'un bâtiment et cinq silos à la station de Betanana;
Aménagement du laboratoire de l'Ivoloina;
Aménagements fonciers et aménagements du laboratoire à Marovoay,
Travaux d'électrification à la station d'Antsirabe.

B. — *Matériel :*

Achat de quatre Seaman Tiller pour les stations (Alaotra, Ivoloina, Nanisana et Marovoay);
Achat d'un tracteur Ferguson et d'une arracheuse de pommes de terre pour la station de Nanisana;
Achat d'un tracteur Renault avec remorque, charrues Retheloise et Harvard pour la station d'Antalaha;
Achat d'une niveleuse pour la station de Marovoay;
Achat de matériel de laboratoire pour l'Alaotra et le laboratoire de chimie.

## ENSEIGNEMENT.

A Tananarive (Nanisana), l'achèvement (construction adduction d'eau, électrification) de l'école supérieure d'agriculture, important groupe constitué par un corps central faisant face à Tananarive, doublé en arrière par un autre corps de bâtiment parallèle et accoté perpendiculairement sur un autre grand bâtiment à double toit. L'ensemble ne manque pas de grandeur. Des larges baies vitrées se découvre un panorama étendu dont le rocher de Tananarive et ses innombrables toits occupent le centre.

Dans les Provinces, achèvement de l'école de la côte Est, l'Ivoloina, de celle de la côte Ouest, Marovoay, qui, l'une et l'autre, se présentent comme de petites cités à l'ombre des cocotiers de l'océan Indien, ou de sombres manguiers du Mozambique, et assureront la formation professionnelle des futurs agriculteurs de ces régions.

## MOTOCULTURE.

A. — *Travaux :*

Aménagement du centre Alaotra;
Aménagement garage motoculture de la section provinciale de Nanisana;
Installation d'un hangar métallique à Morondava.

B. — *Matériel :*

| | MORON-DAVA. | FIANARAN-TSOA. | DIEGO-SUAREZ. | MANAN-JARY. | TOTAL. |
|---|---|---|---|---|---|
| Tracteurs Massey Harris | » | 2 | 2 | 1 | 5 |
| Pulvériseurs Massey Harris | 2 | 2 | 2 | 1 | 7 |
| Charrues à disques Massey Harris | » | 2 | 2 | 1 | 5 |
| Cultivateurs | » | 2 | 2 | 1 | 5 |
| Tracteurs Vierzon | 2 | » | » | » | 2 |
| Charrues Retheloises | 2 | » | » | » | 2 |
| Remorques Baj et Fond | 2 | » | » | » | 2 |
| Sous-soleuse | 1 | » | » | » | 1 |

*Equipement* comprenant :

A. — *Des constructions :*

Bureau et logement agriculture et conditionnement Tamatave;
Uu bâtiment agriculture et conditionnement Manakara;
Un bâtiment agriculture à Majunga;

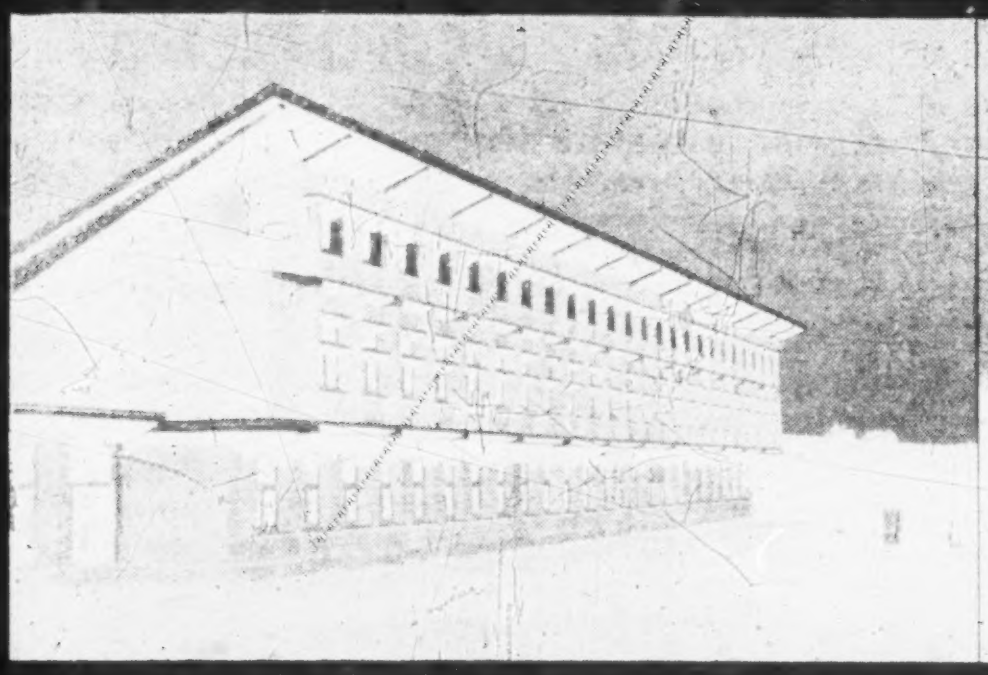
Stations de désinsectisation :

Un hangar à Tamatave;
Un hangar à Morondava;
Un hangar à Nossi-Bé;
Un hangar à Morombe.
Adduction d'eau à Nanisana;

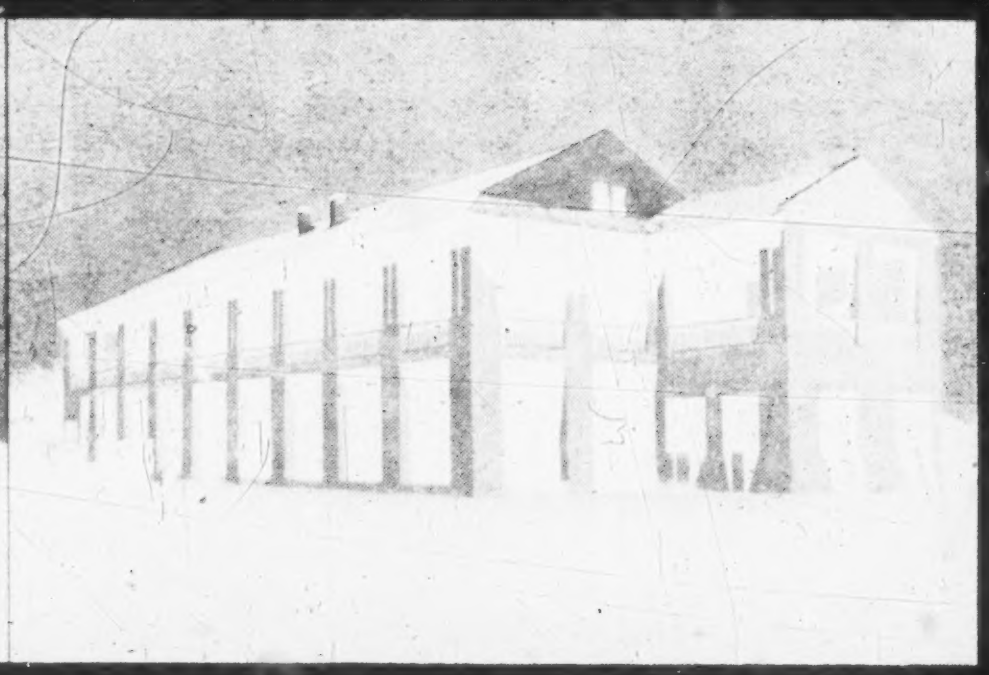
Service défense cultures :

Un hangar à Nanisana.

a. *Betioky :* un laboratoire antiacridien; un logement chef zone antiacridienne.
b. *Ambovombe :* logement chef zone et un hangar.
c. *Befandriana :* logement chef zone et un hangar.
d. *Ihosy :* logement chef zone et un hangar.
e. *Beraketa :* logement agent antiacridien.



NANISANA. — ÉCOLE SUPÉRIEURE D'AGRICULTURE.
(*Entreprise SOPREMA.*)



MAROVOAY. — ÉCOLE PRATIQUE D'AGRICULTURE.

B. — *Matériel :*

Achat de deux hélicoptères Hiller 360 destinés au Service Antiacridien, pièces de rechange;
Achat de deux chenillettes Studebaker et d'une voiture Buick Delahaye;
Achat d'une voiture station wagon;
Achat de trois moto-poudreuses Vermorel pour le Service de la Défense des Cultures;
Achat d'une billonneuse;
Achat matériel et produits de laboratoire.

C. — *Travaux :*

Plantations de raquettes dans l'Androy.

## DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS.

Cet article se solde aussi par le règlement du matériel suivant :
Trois charrues à cinq disques;
Matériel Decauville;
Une moissonneuse-batteuse Massey Harris;
Pièces tracteur Continental.
L'organisation et l'équipement des Services Agricoles se poursuivent donc activement.
La doctrine est fixée et il ne manque plus que d'importantes ouvertures de crédits pour mener à bien les vastes programmes arrêtés.

Sur le Plan de la recherche agronomique, base de tout progrès agricole, les problèmes posés se rattachent toujours à des disciplines très différentes ou posent des sujétions d'ordre écologique nécessitant :

1° La centralisation de tous les renseignements dans une station centrale puissamment organisée et disposant :

D'un personnel hautement spécialisé;
De laboratoires parfaitement équipés permettant d'effectuer en série toutes les nombreuses analyses qu'exige la solution d'un problème agronomique aussi simple soit-il;
De services communs à l'ensemble de ce Service, tels que bureau de statistiques, dépouillement des essais, bureau de documentation, etc.;

2° Des stations régionales permettant :

Soit d'effectuer les recherches sur les plantes ne trouvant pas à la station centrale des conditions normales de culture;
Soit d'expérimenter dans leur propre milieu les résultats acquis par la station centrale, résultats n'étant pas forcément applicables d'emblée dans les milieux écologiques si différents que comprend l'Ile.

Sur le plan de la production :

Expression économique et justification des travaux de recherche, il y a lieu de prévoir ou poursuivre le développement des Services de propagande, l'organisation et l'équipement des stations-pilotes destinées à la multiplication et à la diffusion chez les producteurs des semences améliorées, ainsi qu'à la vulgarisation des techniques culturales les plus rationnelles, assolements, emploi des engrais, fumier notamment, etc.

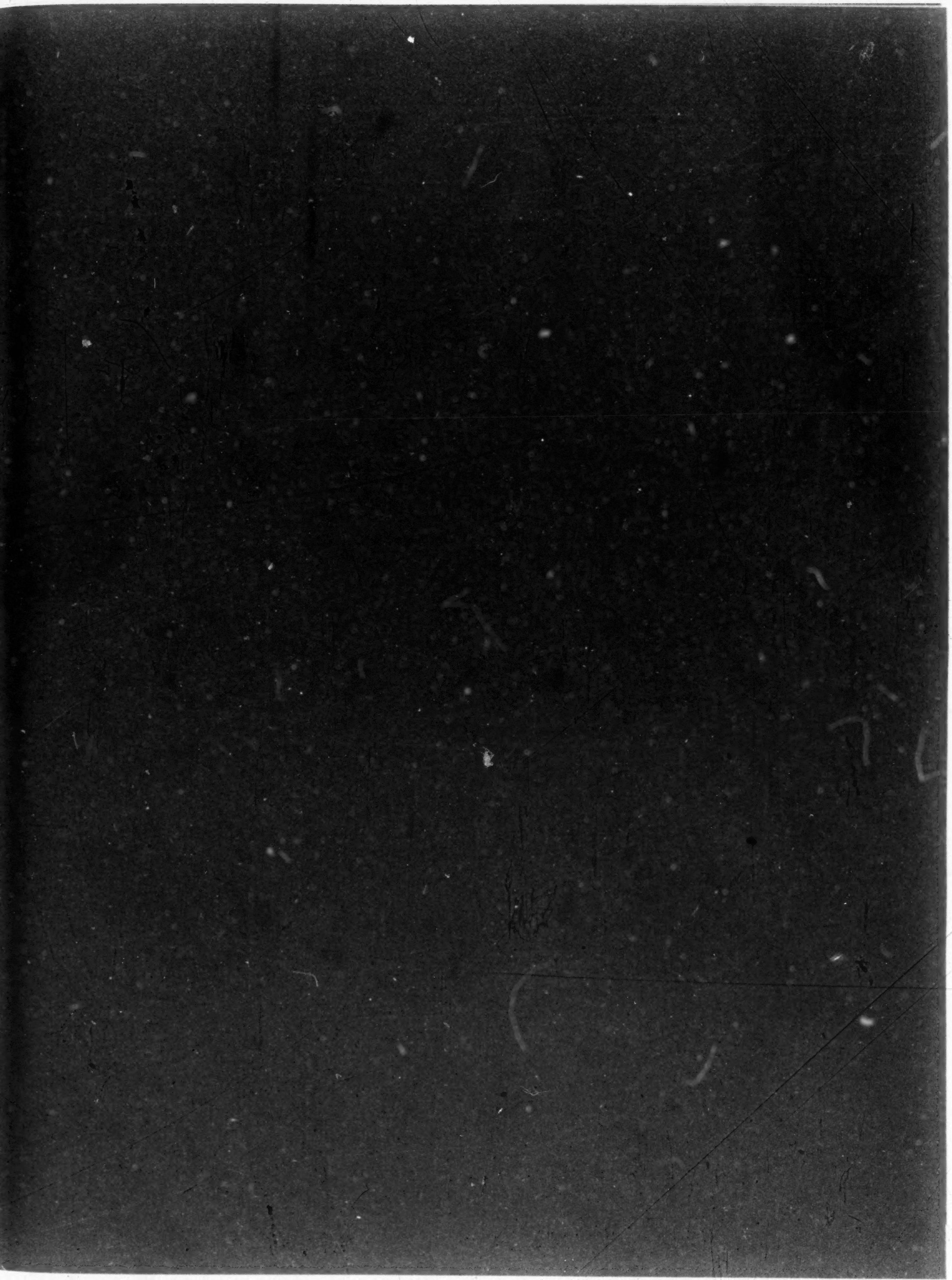
Il est bien entendu en effet que la recherche agronomique n'est pas une fin en soi et il est indispensable que les méthodes nouvelles de culture ou d'amélioration des rendements puissent être mises en pratique :

L'intensification des travaux d'hydraulique agricole qui permettront la mise en valeur rationnelle de nouvelles terres à vocation nettement agricole, arme la plus efficace pour l'abaissement des prix de revient et la lutte contre la pratique si regrettable des *tavy* ou des cultures entraînant une dégradation rapide des sols.

A cet effet, une collaboration entre les trois Services : Agriculture, Forêts, Elevage, s'impose pour une classification des terres;

La mise au point des moyens de lutte contre les parasites des cultures et la protection de celles-ci contre ce fléau si redoutable que représentent les acridiens.

Sur le Plan de l'enseignement agricole, les divers degrés prévus permettront de fournir les cadres des exploitations ou des industries agricoles, les agents des Services techniques de l'Agriculture, ou de grossir l'effectif des agriculteurs avertis, aptes à mettre en pratique les résultats acquis par les Services de Recherche.



| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES AGRONOMIQUES : | | | | | | |
| | 1 | | Centre Alaotra ..... | 37.25 | 0.60 | 37.85 | 37.24 | 0.60 | 37.84 |
| | 2 | | Stations d'essais ..... | 29.00 | 0 | 29.00 | 28.99 | 0 | 28.99 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 66.25 | 0.60 | 66.85 | 66.23 | 0.60 | 66.83 |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT AGRICOLE : | | | | | | |
| | 1 | | Ecole supérieure d'agriculture.. | 77.00 | — 25.00 | 52.00 | 51.24 | 0.76 | 52.00 |
| 3 | | | MOTOCULTURE : | | | | | | |
| | | | Station Alaotra ..... | 19.50 | 0 | 19.50 | 19.50 | 0 | 19.50 |
| 4 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE : | | | | | | |
| | 1-2 | | Inspection générale ..... | 52.50 | 0 | 52.50 | 52.50 | 0 | 52.50 |
| | 3 | | Défense des cultures..... | 20.00 | 0 | 20.00 | 19.99 | 0 | 19.99 |
| | 4 | | Conditionnement des productions ..... | 16.00 | 0 | 16.00 | 13.17 | 0 | 13.17 |
| | 5 | | Protection et conservation des sols ..... | 5.00 | 0 | 5.00 | 5.00 | 0 | 5.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 93.50 | 0 | 93.50 | 90.66 | 0 | 90.66 |
| 5 | | | DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS: | | | | | | |
| | 1 | | Productions vivrières ..... | 34.75 | 1.20 | 35.95 | 34.75 | 1.20 | 35.95 |
| | 2 | | Oléagineux (cultures diverses).. | 14.35 | 0.15 | 14.50 | 14.35 | 0.15 | 14.50 |
| | 3 | | Café (coopératives) ..... | 13.00 | 0 | 13.00 | 13.00 | 0 | 13.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 5..... | 62.10 | 1.35 | 63.45 | 62.10 | 1.35 | 63.45 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE II..... | 318.35 | — 23.05 | 295.30 | 289.73 | 2.71 | 292.44 |

PRODUCTION AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 35.00 | 3.90 | 0.856 | — 2.46 | 37.29 | 32.414.484 4 | 4.596.767 | 37.011.251 4 |
| 18.00 | 1.30 | 0.4105 | 4.92 | 24.64 | 16.378.248 6 | 8.828.833 | 25.207.081 6 |
| 53.00 | 5.20 | 1.2665 | 2.46 | 61.93 | 48.792.733 0 | 13.425.600 | 62.218.333 0 |
| 31.68 | 6.60 | 10.32 | 3.38 | 51.98 | 11.544.952 5 | 20.069.853 | 51.614.805 5 |
| 17.50 | 0.83 | 0.74 | 0.37 | 19.44 | 15.564.432 6 | 1.744.846 | 17.309.278 6 |
| 43.94 | 1.68 | 6.725 | — 1.44 | 50.90 | 41.220.474 9 | 8.628.711 | 49.849.185 9 |
| 17.00 | 0 | 0 | 3.16 | 20.17 | 16.471.237 3 | 3.215.845 | 19.687.082 3 |
| 12.38 | 0 | 3.69 | — 3.72 | 12.35 | 5.904.866 5 | 6.277.229 | 12.182.095 5 |
| 3.00 | 0.04 | 2.2225 | — 1.01 | 4.25 | 1.557.843 0 | 1.714.872 | 3.272.715 0 |
| 76.32 | 1.72 | 12.6375 | — 3.01 | 87.67 | 65.154.421 7 | 19.836.657 | 84.991.078 7 |
| 33.70 | 0.17 | 1.879 | — 2.59 | 33.15 | 32.644.321 2 | 473.228 | 33.117.549 2 |
| 13.00 | 0 | 0 | 0.12 | 13.12 | 10.358.780 0 | 2.750.983 | 13.109.763 0 |
| 13.00 | 0 | 0 | 0 | 13.00 | 13.000.000 0 | 0 | 13.000.000 0 |
| 59.70 | 0.17 | 1.879 | — 2.47 | 59.27 | 56.003.101 2 | 3.224.211 | 59.227.312 2 |
| 238.20 | 14.52 | 26.843 | + 0.73 | 280.29 | 217.059.641 0 | 58.301.167 | 275.360.808 0 |

## CHAPITRE 102. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT AGRICOLE : | | | | | | |
| | 2 | | Ecoles pratiques ..... | 12.00 | — 2.77 | 9.23 | 9.23 | 0 | 9.23 |
| 3 | | | MOTOCULTURE : | | | | | | |
| | 3 | | Entreprises de motoculture.... | 16.00 | 2.50 | 18.50 | 15.99 | 2.50 | 18.49 |
| 4 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE : | | | | | | |
| | 5 | | Protection et conservation des sols ..... | 5.50 | — 1.20 | 4.30 | 2.79 | 1.51 | 4.30 |
| 7 | 1 | | CRÉDIT AGRICOLE ..... | 25.00 | 0 | 25.00 | 25.00 | 0 | 25.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 102..... | 58.50 | — 1.47 | 57.03 | 53.01 | 4.01 | 57.02 |

## CHAPITRE 202. —

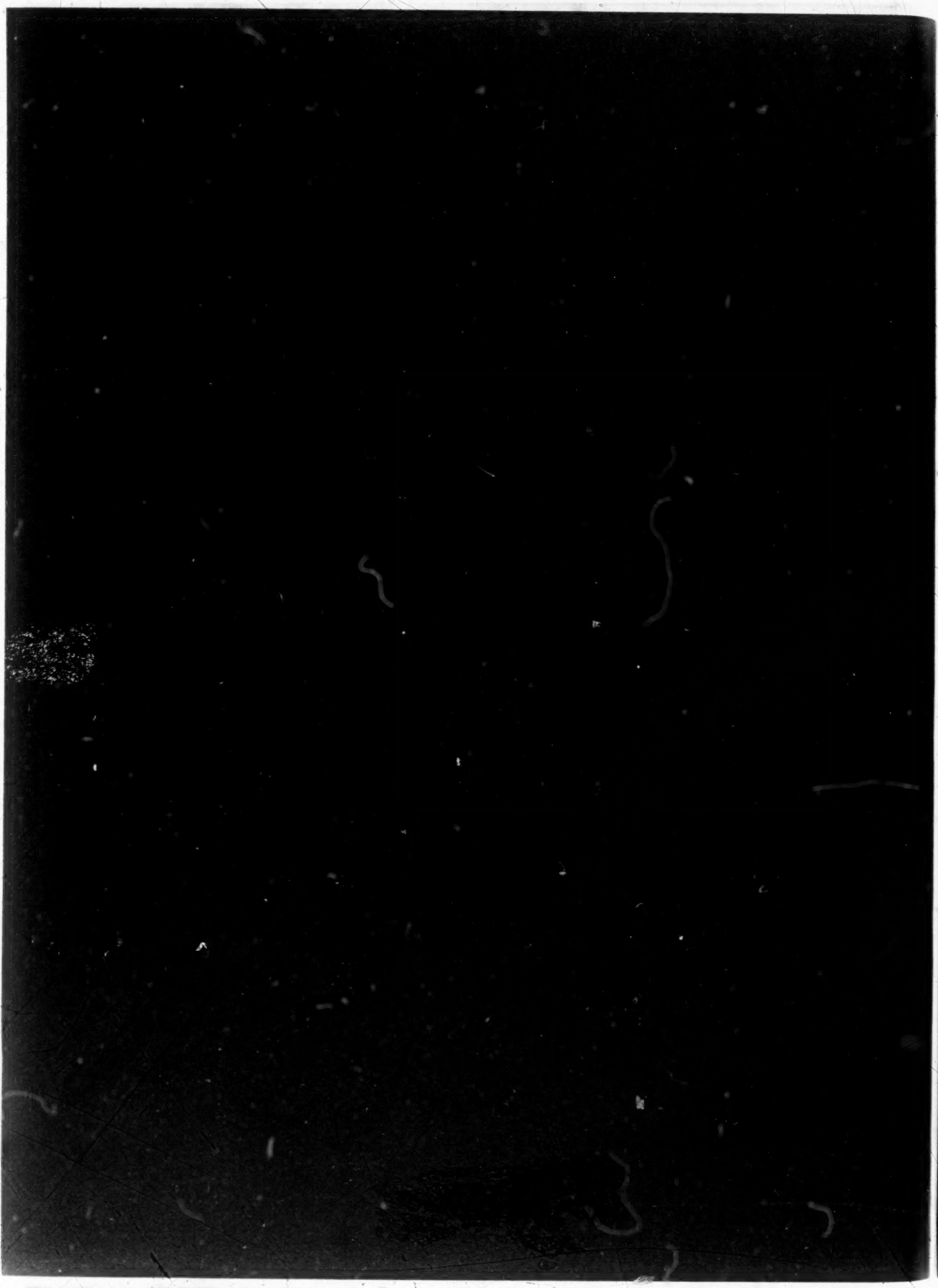
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES AGRONOMIQUES : | | | | | | |
| | 1 | | Centre Alaotra ..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 10.00 | 0 | 10.00 |
| | 2 | | Stations d'essais ..... | 3.50 | — 3.50 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 13.50 | — 3.50 | 10.00 | 10.00 | 0 | 10.00 |
| 3 | | | MOTOCULTURE : | | | | | | |
| | | | Station Alaotra ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| 4 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE : | | | | | | |
| | 1-2 | | Inspection générale ..... ..... | 20.00 | 0 | 20.00 | 2.00 | 18.00 | 20.00 |
| | 3 | | Défenses des cultures..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 15.00 | 0 | 15.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 35.00 | 0 | 35.00 | 17.00 | 18.00 | 35.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 202..... | 51.50 | — 3.50 | 48.00 | 30.00 | 18.00 | 48.00 |

PRODUCTION AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 7.23 | 2.00 | 0 | 0 | 9.23 | 6.468.328 5 | 2.745.476 | 9.213.804 5 |
| 10.77 | 1.70 | 4.88 | — 0.63 | 16.72 | 7.986.436 0 | 6.213.677 | 14.200.113 0 |
| 4.00 | 0 | 0 | — 1.15 | 2.85 | 2.399.441 0 | 447.725 | 2.847.166 0 |
| 25.00 | 0 | 0 | 0 | 25.00 | 25.000.000 0 | 0 | 25.000.000 0 |
| 47.00 | 3.70 | 4.88 | — 1.78 | 53.80 | 41.854.205 5 | 9.406.878 | 51.261.083 5 |

PRODUCTION AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0 | 0.918 | 7.721 | — 3.56 | 5.07 | 0 | 4.992.782 | 4.992.782 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0.918 | 7.721 | — 3.56 | 5.07 | 0 | 4.992.782 | 4.992.782 |
| 0 | 0 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 0 | 0 |
| 2 | 0 | 0 | 13.00 | 15.00 | 1.459.516 | 12.678.722 | 14.138.238 |
| 15.00 | 0 | 0.928 | — 1.18 | 14.75 | 11.468.552 | 3.259.683 | 14.728.235 |
| 17.00 | 0 | 0.928 | 11.82 | 32.75 | 12.928.068 | 15.938.405 | 28.866.473 |
| 17.00 | 0.918 | 8.649 | 11.26 | 37.82 | 12.928.068 | 20.931.187 | 32.859.255 |



# CHAPITRE III.

## HYDRAULIQUE AGRICOLE.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 62,95 | 319,57 | 319,57 | 274.886.614 |

La disproportion entre les C.P. et les A.E. ne doit pas s'interpréter comme une politique d'abandon ou de restrictions temporaires, elle dénote au contraire au regard d'une masse d'engagements A.E. antérieurs une activité en plein développement. A ce sujet, la comparaison avec les dotations depuis l'origine du Plan est significative.

| | A. E | C P. |
|---|---|---|
| Programmes 0, 1 et 2..... | 822 millions | 541 millions |

Les crédits du chapitre III, nous l'avons dit plus haut, complètent les dotations de l'agriculture proprement dite, en permettant l'établissement d'une base de départ aux activités du chapitre II; c'est lorsque l'eau est amenée à pied d'œuvre que se posent véritablement les problèmes agricoles pratiques.

La répartition comparée des crédits alloués depuis l'origine du Plan et des crédits disponibles pour l'exercice 1951-1952 est également fertile en enseignements.

| | DEPUIS L'ORIGINE DU PLAN. | | DONT POUR L'EXERCICE 1951-1952. | |
|---|---|---|---|---|
| | A. E. | C. P. | A. E. | C. P. |
| Etudes ..... | 140 | 62 | 18,50 | 20,56 |
| Matériel ..... | 33 | 31 | 2,10 | 21,11 |
| Petits aménagements (régionaux)..... | 194 | 104 | 42,35 | 35,27 |
| Grands aménagements à l'échelle du Territoire... | 455 | 344 | 0 | 242,63 |
| TOTAUX ..... | 822 | 541 | 62,95 | 319,57 |

1° Les travaux en nul autre chapitre du Plan ne représentent un pourcentage aussi considérable par rapport aux crédits globaux : 66 p. 100 en A.E., 83 p. 100 en C.P.;

2° En nul autre chapitre du Plan le pourcentage des crédits «matériel» par rapport aux crédits «travaux» n'est aussi faible, 5 p. 100 en A.E., 7 p. 100 en C.P.; ces derniers chiffres risqueraient d'ailleurs d'induire en erreur, si l'on ne signalait qu'une partie des commandes passées au titre du matériel agricole est consacrée aux travaux d'hydraulique; cette remarque renforce au demeurant cette idée de conjugaison des chapitres 2 et 3, sur laquelle nous avons insisté au début et que dénote d'ailleurs au point de vue

administratif le rattachement du Service du Génie rural à la Direction des Services Agricoles. Pourtant l'autonomie du Service est quasi complète par le fait de sa technicité et par le fait qu'il administre ses propres crédits;

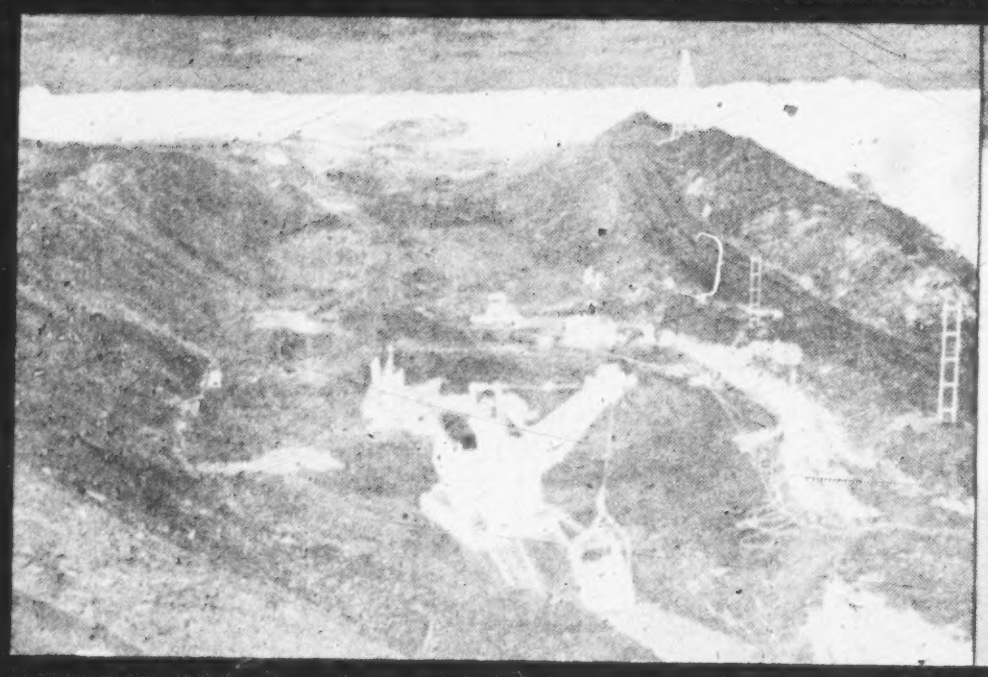
3° En ce qui concerne les crédits de l'exercice 1951-1952, leur allure est très différente de celle de la plupart des autres chapitres du Plan, sauf en ce qui concerne l'article «matériel» qui obéit à la règle de «saturation» (plus d'ailleurs par nécessité que pour d'autres causes); en effet le montant des crédits «travaux» est non seulement au regard de l'ensemble des crédits considérable mais en comparaison des crédits alloués antérieurement important d'un point de vue absolu :

286 millions pour l'exercice 1951-1952 contre 448 millions antérieurement soit un rapport de plus de 2 à 3.

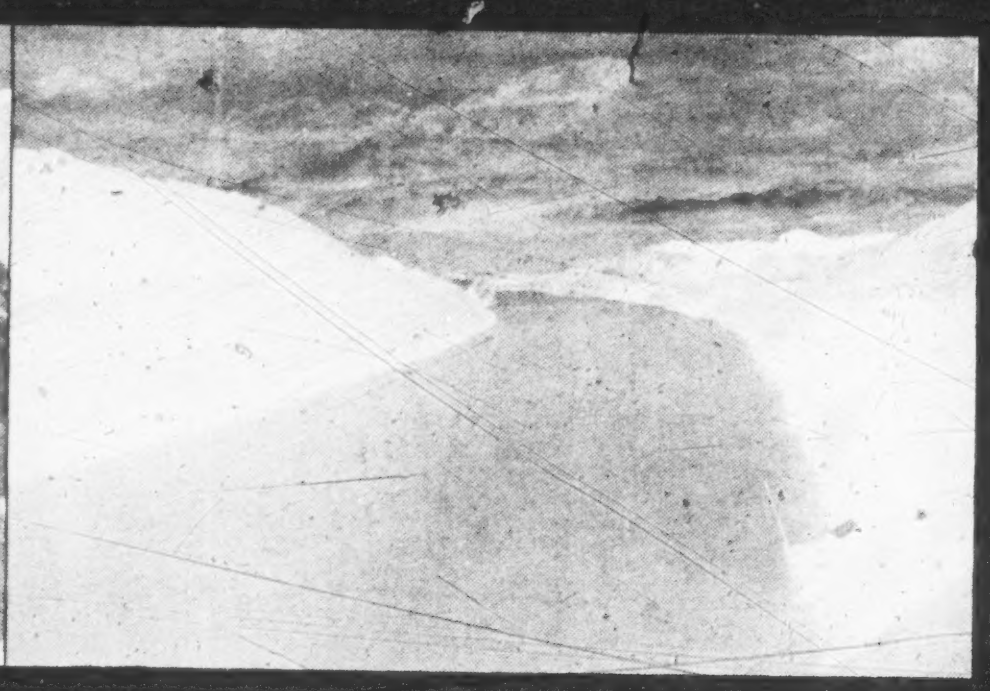
Laissant de côté les petits aménagements, qui ne méritent pas d'ailleurs au vu de leur importance économique interne ce qualificatif un peu péjoratif, mais dont il a été question dans les précédents rapports, il convient de consacrer un bref développement aux grands aménagements qui concernent deux régions-clefs de l'économie malgache :

L'Alaotra (plaine couloir sur le gradin de la côte Est);

La Mahavavy (terres riches et arrosées en bordure de la mer au nord-ouest de l'Ile).



MAHAVAVY. — TRAVAUX DU CANAL.
(*Entreprise Nationale de Travaux Publics.*)



CANAL PRINCIPAL DE LA MAHAVAVY.
(*Entreprise Nationale de Travaux Publics.*)

Les crédits affectés à ces deux grands chantiers sont d'ailleurs très inégaux, le chantier de l'Alaotra étant encore au stade préliminaire des travaux corrélatifs à des études complémentaires.

C. P. exercice 1951-1952 :

| | |
|---|---|
| Mahavavy | 226 m. 50 |
| Alaotra | 4 m. 52 |

## TRAVAUX DE LA MAHAVAVY.

En exécution de l'article 7 de la Convention du 1er septembre 1949, passée entre le Territoire et la Société Sucrière, un marché de gré à gré a été conclu entre les mêmes participants et approuvé le 3 octobre 1950, précisé par trois avenants successifs, il confie à la S.O.S.U.M.A.V. la construction :

D'ouvrages de captage : barrage et prises d'eau;
D'ouvrages d'adduction : galeries et canal;
D'ouvrages d'art : poste de garde, régulateurs, prises, buses, dalots, évacuateurs siphon, ponts;
De chaussées : routes du domaine et revêtements sur ouvrages;
Quai de batelage.

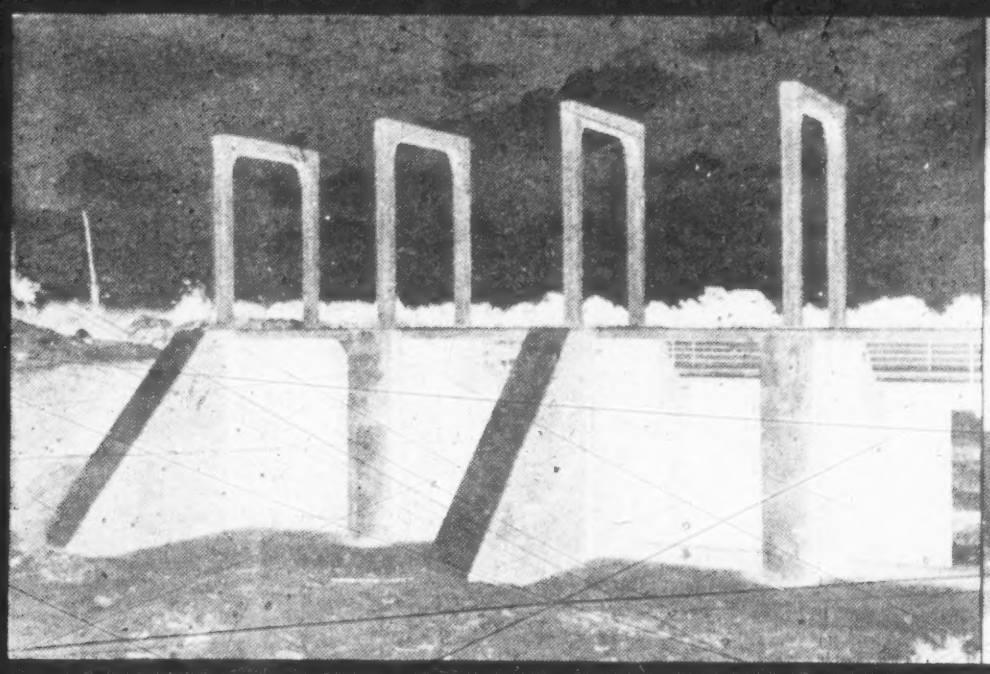
Les ouvrages de captage sont situés sur la rivière Mahavavy dans la gorge de Koma-Koma : le barrage, tel qu'il a été prévu, se trouvait avoir sa fondation dans du sable affouillable et une solution provisoire de barrage en gabions perméables est à l'étude et déjà en cours de réalisation.

Une prise d'eau est construite sur la rive gauche.

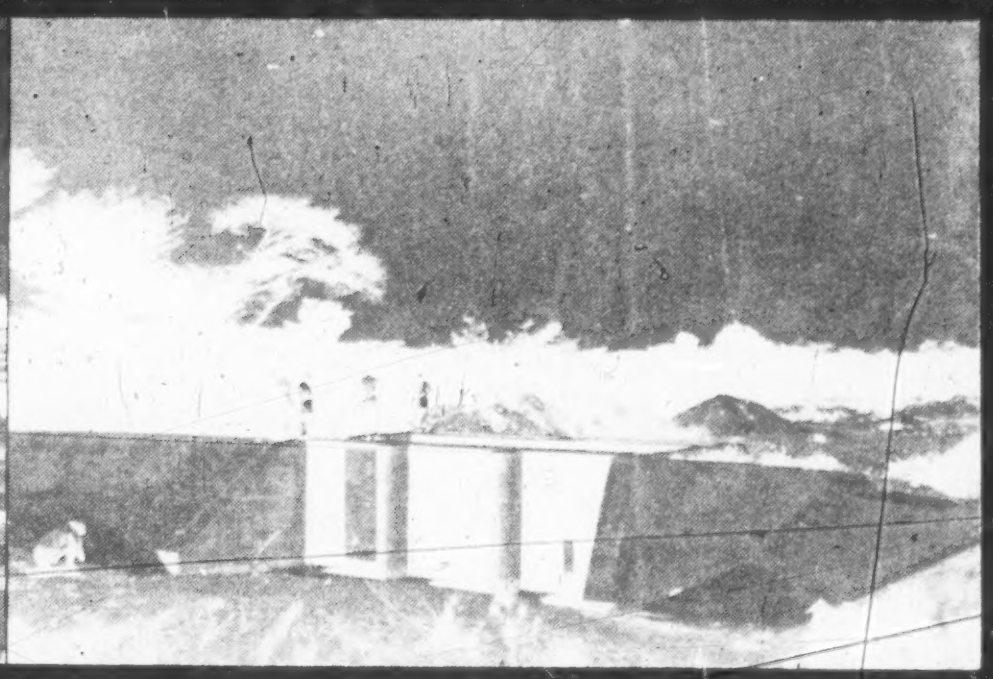
Les ouvrages d'adduction partant des ouvrages de prise ci-dessus s'étendront sur 22 km. 5 et devaient comprendre deux galeries parallèles de 255 mètres de longueur, puis un canal adducteur. Le terrassement de ce canal est en cours, le débroussaillement et le dessouchage sur l'emprise du canal atteignent 1.217.981 mètres carrés et les déblais 713.020 mètres cubes dont 6.000 dans le rocher, 26 km. 441 de canal sont creusés, par ailleurs reste à terminer 3 km. 200 sur les travaux en cours, 3.923 mètres cubes de béton ont été mis en œuvre, ainsi que 163.462 kilogrammes d'acier pour les armatures.

Une porte de garde permettra d'isoler de la région inondée le bief du canal situé en aval. Six ouvrages régulateurs seront intercalés dans le canal aux endroits où la pente du terrain doit être rattrapée par une dénivellation brusque du plafond. Six ouvrages de prise de débit allant de 350 à 6.500 litres-seconde serviront de départ au système d'irrigation de la plaine.

Le canal franchit des dépressions drainant les eaux fluviales ou de crue et des bras morts ou défluents de la Mahavavy. Quatre systèmes de buses doubles et quatre dalots sont prévus aux endroits où la cote du canal est suffisamment élevée par rapport à celle du thalweg; le dalot 1 est terminé ainsi que la fouille du



MAHAVAVY. — OUVRAGE SUR LE CANAL PRINCIPAL.
(*Entreprise Nationale de Travaux Publics.*)



MAHAVAVY. — ENTRÉE DU SYPHON SOUS LE BRAS MORT DE LA MAHAVAVY.
(*Entreprise Nationale de Travaux Publics.*)

dalot 2; trois évacuateurs sont prévus pour le franchissement par-dessus la cuvette du canal. Un siphon permettra le franchissement de l'ancien lit de la Mahavavy; la fouille de sa tête amont progresse. Le passage du canal par des voies de circulation sera possible grâce à deux ponts routes, aux six régulateurs et à la porte de garde.

## TRAVAUX DE L'ALAOTRA.

Les travaux effectivement réalisés à l'Alaotra sont des travaux d'entretien des réseaux existants ou de petite extension en attendant les grands travaux d'aménagement de la zone Sud-Ouest, actuellement à l'étude. Ces travaux ont été financés à la fois par le Budget du Plan, le Budget Général, le travail des communautés autochtones et dans une moindre mesure par les crédits provinciaux.

Les principaux travaux de petite extension ont été les suivants :

1° *Continuation de la construction du canal principal, drainage du périmètre de colonisation n° 15.*

Ce canal a 11 kilomètres de long et un plafond de 10 mètres, puis de 15 mètres avec des talus de 1/3. C'est un bel ouvrage réalisé à la drague flottante dans la partie aval et à la pelle mécanique et à la main dans la partie amont.

Le canal est ouvert d'un bout à l'autre mais n'a pas encore atteint sa largeur et sa cote de fond définitive.

Plus de 100.000 mètres cubes avaient été extraits en janvier 1952.

La mise en valeur a progressé en conséquence de plusieurs centaines d'hectares.

2° *Réfection du barrage d'Ambohidava.*

Ce barrage sur la rivière Andrangorona sert à dériver l'eau nécessaire aux 700 hectares de rizières de la poche d'Ambohidava.

Les ouvrages annexes de protection ont dû en être renforcés considérablement (perrés et gabions). L'élargissement et la construction de prise avec décharges sur les canaux d'irrigation correspondant sont en cours.

3° *Barrage-réservoir d'Amboavory.*

Une digue de 400 mètres de long et de 8 mètres de haut provoque dans la partie amont de la poche d'Amboavory une retenue de 7 mètres de profondeur et de plusieurs milliers de mètres cubes de capacité, absolument nécessaire pour l'irrigation de 800 hectares de rizières de la poche d'Amboavory.

Commencé vers 1926, cet ouvrage n'avait jamais été terminé. Il est pratiquement achevé en juin 1952. Le travail a exigé plus de 25.000 mètres cubes de remblais et une centaine de mètres cubes de béton et de maçonnerie.

4° *Delta de l'Anony.*

Divers élargissements des principaux canaux de drainage ont été réalisés.

5° *Canal de la Vakaka.*

Ce canal, destiné à irriguer 600 à 800 hectares de la partie Nord de la poche de la Vakaka, n'est pas encore terminé, mais on a pu y faire progresser sensiblement les terrassements.

6° *Digue d'Ankoririka.*

Cette digue est l'amorce de la digue Nord-Sahabe qui doit protéger des inondations de cette rivière la majeure partie du P.C. 23.

Elle mesure déjà 5 km. 500. Elle a été en 1951 renforcée en divers points.

Nous terminerons cet exposé par un examen rapide des études entreprises parallèlement à la surveillance des chantiers. Cette conclusion est moins paradoxale qu'elle pourrait le sembler de prime abord, puisque l'avenir des travaux en dépend :

1° *Mangoky :* Poursuite des études préliminaires :

a. *Observations hydrologiques et pluviométriques :* débit du Mangoky et de ses affluents;

b. *Nivellement d'ensemble.*

Ces nivellements, reportés à l'échelle du 1/10.000e sur les calques des photographies aériennes existantes, ont pour but essentiel de délimiter les périmètres irrigables dans les diverses hypothèses (barrage à Vondrove ou à Nosy-Ambositra avec plafond des canaux au départ à des cotes variables) et de faire connaître par rattachement aux différents puits le niveau de la nappe aquifère. Ils permettront une première évaluation (très approximative) du coût des travaux;

c. *Etude de la nappe phréatique :* creusement de divers puits, mesure des variations du niveau et du débit de la nappe phréatique.

(Cette étude entreprise à l'origine pour étudier les possibilités d'alimenter en eau d'éventuelles usines de défibrage de sisal conserve toujours son intérêt pour l'alimentation en eau potable des agglomérations et des exploitations agricoles);

d. *Etudes des conditions économiques et sociales :* recensement systématique de la population, des surfaces cultivées en rizières et cultures sèches, des bœufs, etc.

Pour conclure sur le Mangoky, il faut bien préciser que ces études préliminaires ne doivent servir qu'à délimiter l'étendue et à tracer le programme d'études définitives que le Service du Génie Rural a estimé à 300 millions C.F.A. et dont il a demandé l'inscription au Plan quadriennal.

Il est d'autre part indispensable que soient menées de front les études agronomiques (à la Station du Mangoky en création sur Budget Général- et pédologique.

2° *Mahavavy* (Partie sud du delta). — L'étude de détail est pratiquement terminée (2 brigades du Génie Rural financées d'ailleurs sur les crédits du chapitre 203, art. 1er, C.R.A.M. puisque le réseau secondaire irriguera pour une bonne part des réserves indigènes qui sont en principe destinées à former la C.R.A.M. de la Mahavavy). Il reste à reprendre certains ouvrages partiteurs.

3° *Alaotra.* — Depuis février 1951, on est passé au stade des études de détail portant :

a. *Sur le réseau principal de drainage et la protection contre l'inondation :* cent sondages ont été effectués dans le marais de *zozoro* du P.C. 23 par NEYRPIC (marché du 26 février 1951), coût de l'opération : 5.000.000.

Ces résultats permettront au Service du Génie Rural de présenter le projet définitif d'endiguement majeur de la Sahabe et de construction des axes principaux de drainage vers mai 1952.

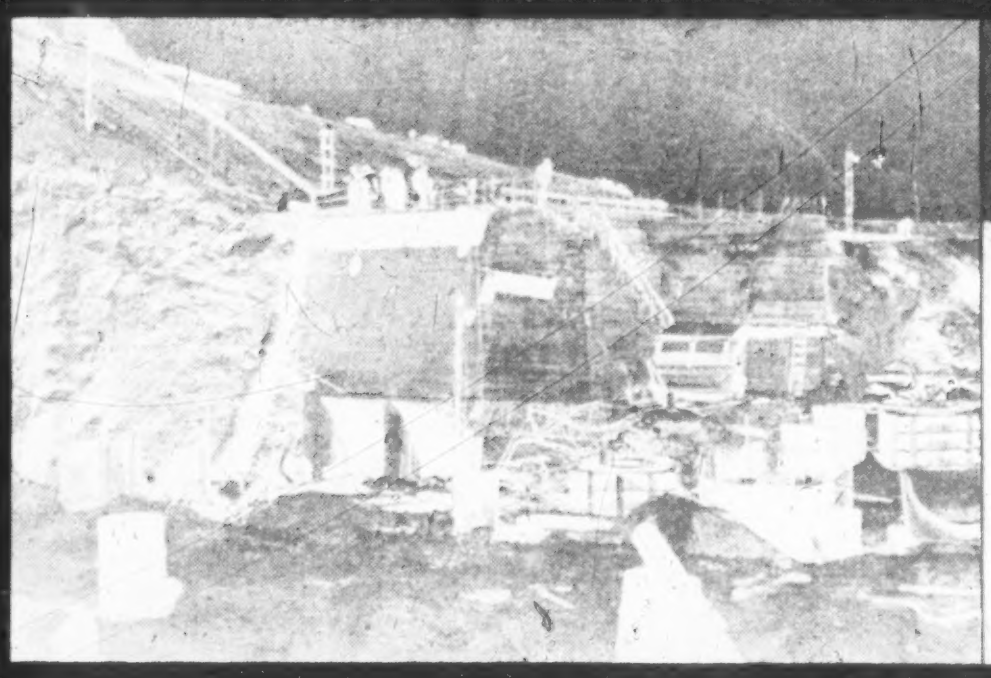
Les résultats ont montré que le feutrage de racines varie de 0 m. 50 à 3 m. 50 (en moyenne 2 mètres). Mais il est spécialement intéressant de noter que les digues Nord et Sud de la Sahabe sont placées dans l'ensemble sur des zones où le feutrage de racines a une épaisseur relativement faible (0 m. 20 à 1 m. 50, en moyenne 1 mètre), ce qui réduira le coût prévu pour cette réalisation essentielle.

b. *Projet définitif des digues de ceinture, des têtes mortes d'irrigation, des routes principales, du barrage réservoir :* entrepris par NEYRPIC depuis le 1er mai 1951 (Convention du 28 février 1951) ce vaste travail doit être présenté à l'administration en douze tranches du 1er janvier 1952 au 31 mars 1953.

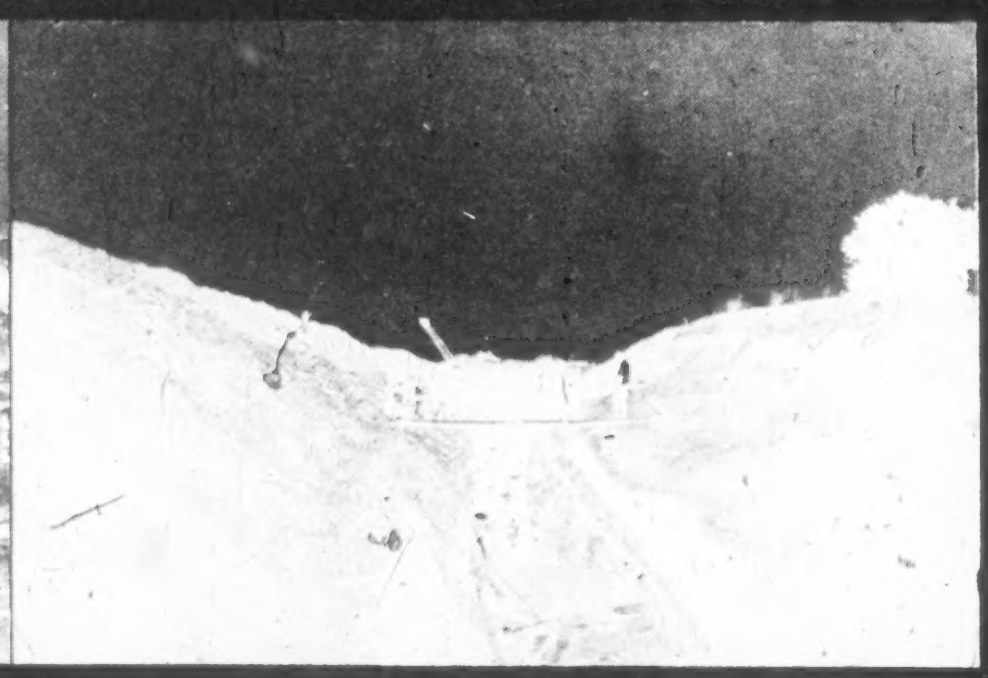
Il s'agit de projets complètement étudiés et prêts à être passés à l'entreprise.

c. *Barrage réservoir :* un avenant à la Convention du 28 février 1951 est en cours de discussion entre NEYRPIC et l'administration, attribuant, moyennant rémunération supplémentaire, la responsabilité des sondages à NEYRPIC.

d. *La conception d'ensemble du projet d'aménagement de la zone Ouest haute dite par extension (P.C. 23) :* a varié un peu avec l'avancement des études.



RÉSEAU DE LA MAHAVAVY. — PRISE DU CANAL PRINCIPAL.
(*Entreprise Nationale de Travaux Publics.*)



MAROVOAY. — CANAL D'ALIMENTATION DU RÉSEAU D'AMBOROMALANDY.

Actuellement, la conception est la suivante :

1° *Ouvrages de lutte contre l'inondation.*

a. *Endiguement majeur de la Sahabe* évacuant hors du périmètre les eaux de crue de la Sahabe et de la Sahamilahy.

Largeur de cet axe majeur d'évacuation : 1 kilomètre;

b. *Axe majeur d'évacuation Nord :* Largeur : 400 mètres.

Evacuant les eaux du bassin versant autres que celles de la Sahabe et de la Sahamilahy:

c. *Axe majeur Sud* (Ranofotsy et Lakana);

*d.* Digues de ceinture.

Amenant dans les 2 axes majeurs ci-dessus les eaux du bassin versant :

Une digue Sahanilahy;

Une digue Ampasimena — chenal Nord.

2° *Ouvrages de drainage.*

Destinés à évacuer les eaux du périmètre lui-même :

Un canal sud Sahabe;

Un canal nord Sahabe;

Un canal Mahakary;

Un canal Behengitra;

Deux canaux parallèles à l'axe majeur Nord;

Un canal Nord.

### 3° *Ouvrages d'irrigation.*

Barrage réservoir avec ses ouvrages de prise et évacuateur de crue;
Tête morte barrage Behengitra;
Tête morte barrage, secteur sud Sahabe;
Tête morte Ivakaka;
Amorce des canaux d'irrigation parallèles aux canaux principaux de drainage.

### 4° *Route Nord-Sud à l'Ouest du périmètre.*

Il est encore trop tôt pour chiffrer avec exactitude les surfaces qu'on peut mettre en valeur et le coût des travaux et ceux des travaux pouvant être réalisés sur le Plan quadriennal.

### 4° *Levés de moyens périmètres.*

Ce sont Ambila et la Taheza dont le levé au 1/20.000e est entrepris par la Société Africaine de Travaux et Etudes Topographiques, suivant marché d'avril 1951.

La S.A.T.E.T. devrait livrer le levé d'Ambila vers février 1952 et celui de la Taheza vers juillet 1952.

La S.A.T.E.T. a un retard d'un mois et demi environ à Ambila du fait de difficultés de terrain.

Le Service du Génie Rural, sur ces bases, doit exécuter en 1952 le projet définitif d'Ambila et l'avant-projet de la Taheza.

### 5° *Levés divers.*

Avec des crédits Plan, Budget général et Budgets provinciaux, des levés en régie directe ont continué à être exécutés sur diverses zones :

Iazafo;
Périmètre de colonisation 15 à l'Alaotra;
Ambahivahibe (terminé);
Marovoay-Karambo (extension du réseau);
Fitandamba (Itasy);
Firavahana (Itasy);
Vinaninony (Ankaratra);
Ihosy;
Tsivory (levé d'ensemble terminé);
Sud-Mahabo.

Des projets sont en cours sur la base de ces levés.

## CHAPITRE III. — AMÉNAGEMENTS

| ARTICLE | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES ..... | 33.00 | 0 | 33.00 | 33.00 | 0 | 33.00 |
| 2 | | | PETITS AMÉNAGEMENTS : | | | | | | |
| | 1 | | Majunga ..... | 6.00 | 0 | 6.00 | 6.00 | 0 | 6.00 |
| | 2 | | Tuléar ..... | 10.00 | 0.35 | 10.35 | 10.00 | 0 | 10.00 |
| | 3 | | Tananarive ..... | 6.50 | 0 | 6.50 | 6.50 | 0 | 6.50 |
| | 4 | | Tamatave-Alaotra ..... | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | 5 | | Fianarantsoa ..... | 11.00 | 0 | 11.00 | 11.00 | 0 | 11.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 53.50 | 0.35 | 53.85 | 53.50 | 0 | 53.50 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE III..... | 86.50 | 0.35 | 86.85 | 86.50 | 0 | 86.50 |

## CHAPITRE 103. — AMÉNAGEMENTS

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES ..... | 70.00 | 18.50 | 88.50 | 70.00 | 18.50 | 88.50 |
| 2 | | | PETITS AMÉNAGEMENTS : | | | | | | |
| | 1 | | Majunga ..... | 7.50 | 0 | 7.50 | 7.50 | 0 | 7.50 |
| | 2 | | Tuléar ..... | 25.00 | 0 | 25.00 | 25.00 | 0 | 25.00 |
| | 3 | | Tananarive ..... | 15.90 | 0 | 15.90 | 15.90 | 0 | 15.90 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 48.40 | 0 | 48.40 | 48.40 | 0 | 48.40 |
| 3 | | | AMÉNAGEMENTS IMPORTANTS : | | | | | | |
| | 1 | | Diégo-Suarez, Majunga ..... | 450.00 | 0 | 450.00 | 450.00 | 0 | 450.00 |
| | 2 | | Alaotra ..... | 5.00 | 0 | 5.00 | 5.00 | 0 | 5.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3..... | 455.00 | 0 | 455.00 | 455.00 | 0 | 455.00 |
| 4 | 1 | | MATÉRIEL (achat) ..... | 29.00 | 2.10 | 31.10 | 28.99 | 2.10 | 31.09 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 103..... | 602.40 | 20.60 | 623.00 | 602.39 | 20.60 | 622.99 |

FONCIERS ET HYDRAULIQUE AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 33.00 | 0 | 0 | 0 | 33.00 | 31.912.903 2 | 773.494 | 32.686.397 2 |
| 6.00 | 0 | 0 | 0 | 6.00 | 5.981.991 6 | 0 | 5.981.991 6 |
| 10.35 | 0 | 0 | 0 | 10.35 | 10.216.873 9 | 90 | 10.216.963 9 |
| 6.50 | 0 | 0 | 0 | 6.50 | 6.483.125 9 | 0 | 6.483.125 9 |
| 17.50 | 0 | 1.00 | 0 | 18.50 | 17.334.303 4 | 300.290 | 17.634.593 4 |
| 6.15 | 0 | 0 | 0 | 6.15 | 3.012.117 0 | 2.696.850 | 5.708.967 0 |
| 46.50 | 0 | 1.00 | 0 | 47.50 | 43.028.411 8 | 2.997.230 | 46.025.641 8 |
| 79.50 | 0 | 1.00 | 0 | 80.50 | 74.941.315 0 | 3.770.724 | 78.712.039 0 |

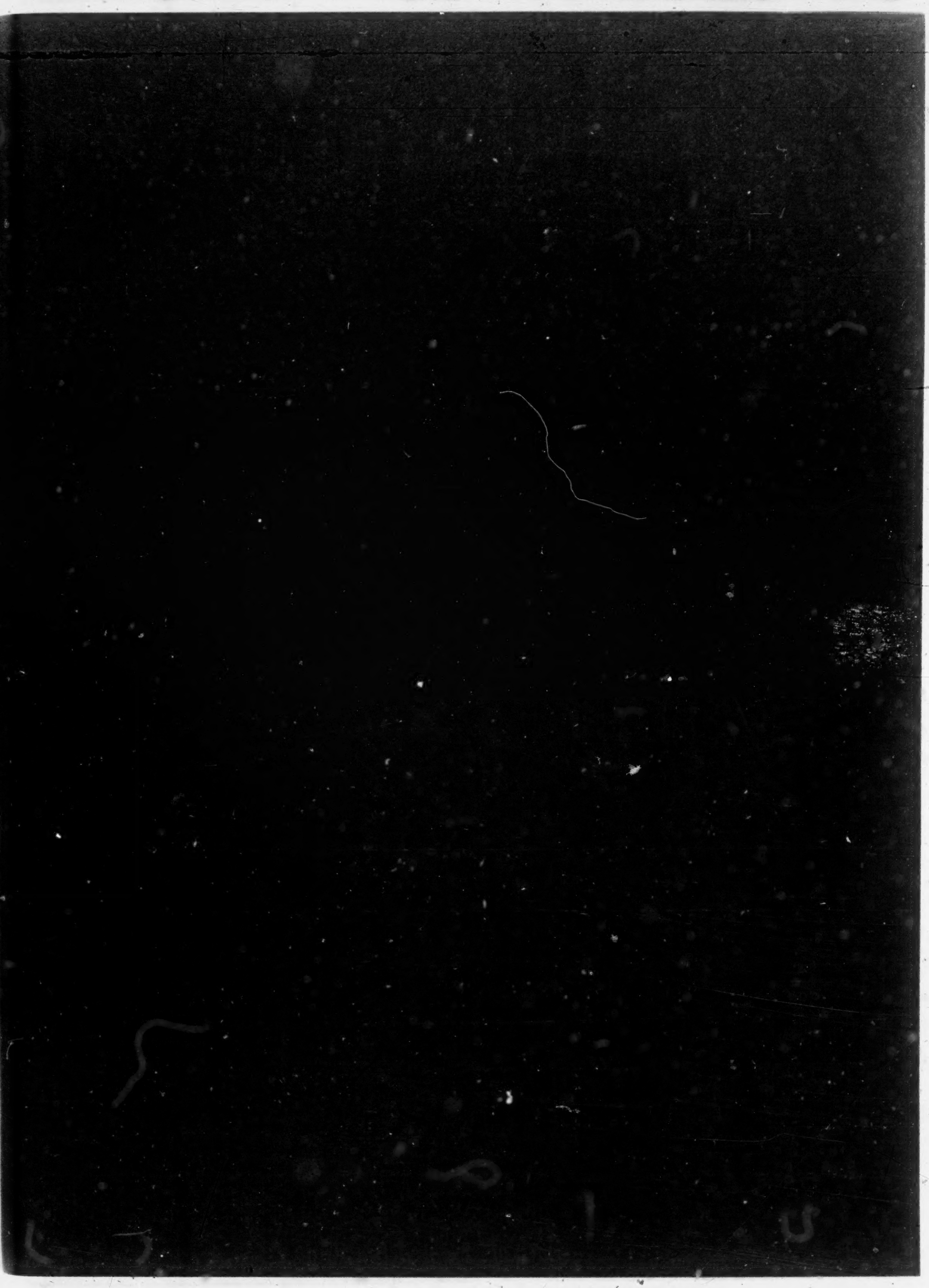
FONCIERS ET HYDRAULIQUE AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952 | Total. |
| 25.00 | 2.00 | 12.00 | 0 | 39.00 | 19.517.684 | 12.500.668 | 32.018.352 |
| 4.50 | 0 | 3.00 | 0 | 7.50 | 2.854.845 | 3.992.883 | 6.847.728 |
| 23.00 | 0 | 2.00 | 0 | 25.00 | 12.714.991 | 10.190.311 | 22.905.302 |
| 11.90 | 0 | 4.00 | 0 | 15.90 | 9.937.336 2 | 5.608.361 | 15.545.697 2 |
| 39.40 | 0 | 9.00 | 0 | 48.40 | 25.507.172 2 | 19.791.555 | 45.298.727 2 |
| 139.00 | 55.00 | 145.00 | 11.61 | 350.61 | 112.503.878 | 214.476.239 | 326.980.117 |
| 5.00 | 0 | 0 | 0 | 5.00 | 482.842 | 3.239.928 | 3.722.770 |
| 144.00 | 55.00 | 145.00 | 11.61 | 355.61 | 112.986.720 | 217.716.167 | 330.702.887 |
| 25.00 | 4.70 | 1.40 | 0 | 31.10 | 9.976.772 | 19.110.549 | 29.087.321 |
| 233.40 | 61.70 | 167.40 | 11.61 | 474.11 | 167.988.348 2 | 269.118.939 | 437.107.287 2 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1° | | | PETITS AMÉNAGEMENTS : | | | | | | |
| | 3 | | Ambila ..... | 50.00 | 0 | 50.00 | 8.00 | 0 | 8.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 203..... | 50.00 | 0 | 50.00 | 8.00 | 0 | 8.00 |

FONCIERS ET HYDRAULIQUE AGRICOLE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 8.00 | 0 | 0 | 0 | 8.00 | 36.400 | 1.996.951 | 2.033.351 |
| 8.00 | 0 | 0 | 0 | 8.00 | 36.400 | 1.996.951 | 2.033.351 |



# CHAPITRE IV.

## FORÊTS.

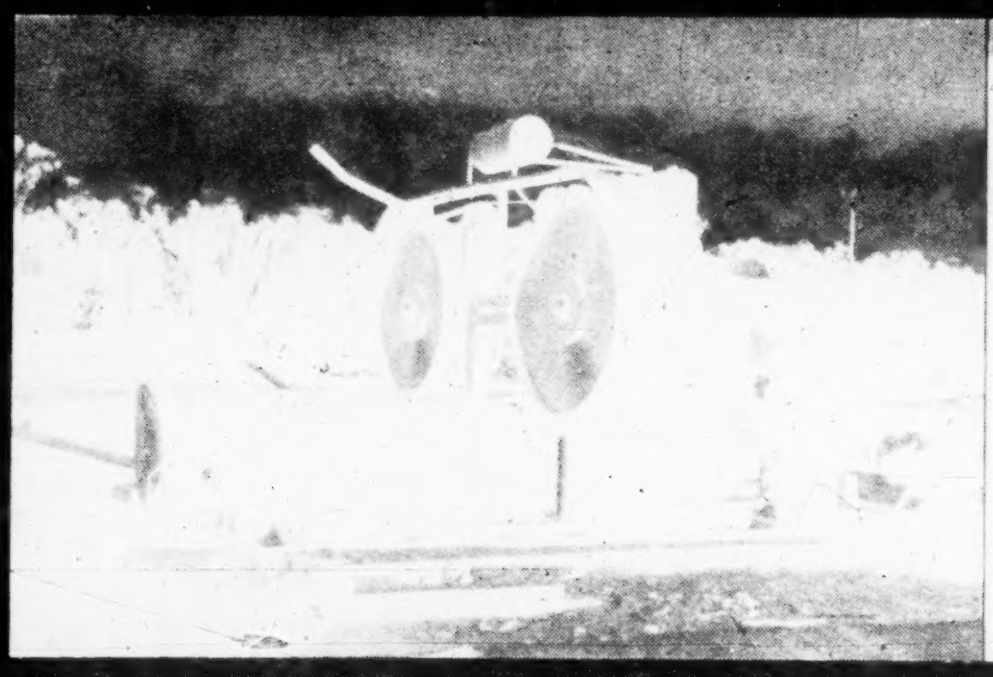
### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 11,06 | 34,03 | 34,03 | 31.344.407 |

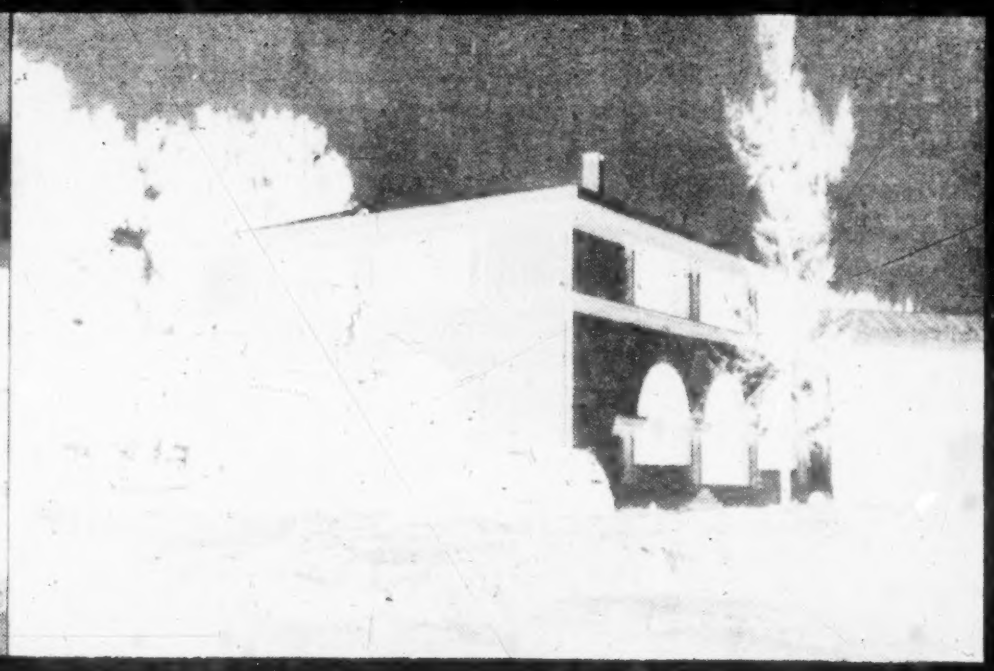
1° *Recherches.*

Dans les stations de recherches, les travaux de la campagne de plantation et ceux relatifs aux aménagements divers se sont poursuivis.

a. *Analamazaotra :* dans cette station, les travaux pépinière et ceux de trouaison ont permis le reboisement de 20 hectares en eucalyptus et résineux.



SCIE LA FORESTIÈRE C. D. — T. C. E. PÉRINET.



MAJUNGA. — SERVICE DES EAUX ET FORÊTS.
(*Entreprise Labat.*)

Une maison en dur destinée au chef de la station a été achevée. Elle remplace une case en bois vétuste qui menaçait ruine.

Six kilomètres de routes ont été ouverts et des parcellaires ont été levés en vue des plantations futures.

b. *Manjakatompo :* 250.000 trous ont été ouverts, 100 hectares ont été reboisés en résineux à raison de 2.500 par hectare.

Dix parcelles ont été défrichées et dix autres ont été trouées dans les arboretum; certaines ont reçu des plants de collection.

Environ 10 kilomètres de routes ont été ouverts grâce au tracteur D. 6 en direction du Lac Froid et des crêtes de Nosiarivo.

Une maison de passage a été achevée ainsi qu'un magasin à carburant.

Une adduction d'eau est en cours d'aménagement pour la maison du chef de station et la maison de passage où l'électricité est en cours d'installation.

Trois maisons ouvrières ont été mises en chantier. Elles sont en voie d'achèvement.

### 2° *Equipement.*

Au titre de l'équipement du service, les travaux commencés à Majunga le 6 juin pour la construction de l'immeuble à usage de bureaux et de locaux d'habitation se sont poursuivis, le gros œuvre est achevé.

### 3° *Reforestation.*

A la station du lac Alaotra, les travaux de reforestation se sont poursuivis sur les chantiers de la Menaloha et de la Sahabe.

*a.* Les travaux entrepris dans le périmètre de la Menaloha ont pour but de régulariser le cours inférieur de cette rivière qui, par ses apports de matériaux dus à son régime torrentiel, menaçait dangereusement les rizières de la station agricole, le périmètre s'étend sur 2.500 hectares. Les travaux préliminaires aux plantations ont été les suivants :

Trous : 139.400;
Création de sept pépinières;
Repiquage : 191.400 plants repiqués en mottes d'argile,
10.750 plants repiqués en pots.

Les plantations ont porté sur :
189.160 plants en pots et
23.118 plants à racines nues.

Depuis 1950, 300.000 plants environ ont été mis en place, représentant une superficie de 120 hectares (taux de reboisement 7,2 p. 100).

L'aménagement d'un pâturage a été tenté sur 1 ha. 35 a. Des mises a feu précoces ont été pratiquées ainsi que le fauchage de certaines parcelles.

Sur le chantier annexe d'Ambohikely, des essais d'introduction d'espèces exotiques ont été entrepris. En janvier 1952 des semis de résineux eucalyptus, feuillus divers ont été effectués — 4.576 plants en provenant ont été mis en place.

*b.* Dans le périmètre de Sahabe, les travaux effectués en 1951-1952 sont les suivants :

270.000 trous ont été ouverts sur 70 kilomètres de bandes environ, suivant les courbes de niveau;
53 kilomètres de bandes ont été sous-solés;
360.000 plants ont été mis en place.

Les bandes sous-solées ont été faites grâce à un tracteur John Deere équipé d'une sous-soleuse.

*c.* Dans le périmètre de Sakaramy, les travaux de reforestation ont été poursuivis grâce au tracteur John Deere équipé d'une charrue «Hussar».

12 hectares ont été défrichés;
5 hectares de plantations ont été effectués avec des eucalyptus.

### 4° *Quinquinas.*

Il faut signaler au titre de cette rubrique la délégation en France d'une somme de 550.000 francs destinée à acheter du matériel d'extraction commandé pour l'usine.

A l'usine les travaux d'installation de fosses et d'un hangar ont été poursuivis.

En ce qui concerne les plantations de quinquinas 6 hectares ont été défrichés et plantés. Une route de 1 km. 200 destinée à desservir les plantations a été ouverte. Les travaux d'entretien des anciennes plantations se sont poursuivis.

Un bâtiment devant servir de magasin et de bureau a été mis en chantier.

• • •

La limitation des crédits n'a malheureusement pas permis d'entreprendre de semblables travaux dans les stations d'Ambila-Lemaitso, Tsaramandroso, Ampamaherana.

Pour Ampamaherana, les crédits étaient insignifiants.

A Ambila-Lemaitso, un tracteur D. 6 a pu effectuer quelques travaux de route et de terrassement. Une case à usage de bureaux et de logement a été mise en chantier et a été en partie achevée.

Les travaux de reboisement se sont poursuivis et ont consisté en production de plants d'eucalyptus.

A Tsaramandroso, les plantations en essences diverses portant sur 20 hectares ont été effectuées.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES : | | | | | | |
| | 1 | | Analamazaotra ..... | 3.40 | 0.80 | 4.20 | 3.40 | 0.80 | 4.20 |
| | 2 | | Manjakatompe ..... | 4.20 | 0.80 | 5.00 | 4.19 | 0.80 | 4.99 |
| | 3 | | Tsaramandroso ..... | 1.40 | 0.60 | 2.00 | 1.40 | 0.60 | 2.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 9.00 | 2.20 | 11.20 | 8.99 | 2.20 | 11.19 |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT : | | | | | | |
| | 1 | | Ecole primaire ..... | 5.00 | — 2.77 | 2.23 | 5.00 | — 2.77 | 2.23 |
| 3 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE | | | | | | |
| | 1 | | Majunga ..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 10.00 | 0 | 10.00 |
| 4 | | | REFORESTATION : | | | | | | |
| | 1 | | Travaux : | | | | | | |
| | | 2 | Lac Alaotra ..... | 29.50 | — 3.03 | 26.47 | 29.50 | — 3.03 | 26.47 |
| | | 4 | Sambirano-Sakaramy ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| | | | TOTAL DU PARAGRAPHE Ier..... | 32.50 | — 3.03 | 29.47 | 32.50 | — 3.03 | 29.47 |
| | 2 | | PERSONNEL ..... | 0.50 | 0 | 0.50 | 0.50 | 0 | 0.50 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 33.00 | — 3.03 | 29.97 | 33.00 | — 3.03 | 29.97 |
| 5 | | | QUINQUINAS : | | | | | | |
| | 1 | | Mission d'études ..... | 0.60 | 0 | 0.60 | 0.60 | 0 | 0.60 |
| | 3 | | Achat de matériel..... | 2.50 | 1.00 | 3.50 | 1.70 | 1.80 | 3.50 |
| | 4 | | Développement des plantations. | 5.40 | 2.00 | 7.40 | 4.60 | 1.67 | 6.27 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 5..... | 8.50 | 3.00 | 11.50 | 6.90 | 3.47 | 10.37 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE IV..... | 65.50 | — 0.60 | 64.90 | 63.89 | — 0.13 | 63.76 |

FORÊTS.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.40 | 0.40 | 0.40 | 0 | 4.20 | 3.188.672 7 | 955.577 | 4.144.249 7 |
| 4.20 | 0.40 | 0.40 | 0 | 5.00 | 3.348.192 5 | 1.121.695 | 4.469.887 5 |
| 1.40 | 0.30 | 0.30 | 0 | 2.00 | 1.783.329 0 | 566.170 | 2.349.499 0 |
| 9.00 | 1.10 | 1.10 | 0 | 11.20 | 8.320.194 2 | 2.643.442 | 10.963.636 2 |
| 2.23 | 0 | 0 | 0 | 2.23 | 2.191.331 3 | 39.987 | 2.231.318 3 |
| 1.20 | 5.00 | 2.00 | 0 | 8.20 | 752.227 4 | 6.552.008 | 7.304.235 4 |
| 19.57 | 3.00 | 1.00 | 2.93 | 26.50 | 15.544.642 0 | 10.207.745 | 25.752.387 0 |
| 3.00 | 0 | 0 | 0 | 3.00 | 2.649.959 2 | 299.571 | 2.949.530 2 |
| 22.57 | 3.00 | 1.00 | 2.93 | 29.50 | 18.194.601 2 | 10.507.316 | 28.701.917 2 |
| 0.50 | 0 | 0 | 0 | 0.50 | 490.586 0 | 0 | 490.586 0 |
| 23.07 | 3.00 | 1.00 | 2.93 | 30.00 | 18.685.187 2 | 10.507.316 | 29.192.503 2 |
| 0.50 | 0.10 | 0 | 0 | 0.60 | 468.500 0 | 70.094 | 538.594 |
| 2.24 | 0.70 | 0.56 | 0 | 3.50 | 1.226.716 5 | 2.244.940 | 3.471.656 5 |
| 4.26 | 1.50 | 0.89 | — 0.38 | 6.27 | 3.383.456 3 | 2.293.688 | 5.677.144 3 |
| 7.00 | 2.30 | 1.45 | — 0.38 | 10.37 | 5.078.672 8 | 4.608.722 | 9.687.394 8 |
| 42.50 | 11.40 | 5.55 | 2.55 | 62.00 | 35.027.612 9 | 24.351.475 | 59.379.087 9 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT : | | | | | | |
| | 2 | | Ecole secondaire ..... | 30.00 | — 30.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4 | | | REFORESTATIONS : | | | | | | |
| | 1 | | Travaux : | | | | | | |
| | | 4 | Sambirano-Sakaramy ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 1.65 | 1.34 | 2.99 |
| | | 7 | Fixation dûnes Androy..... | 1.50 | 0 | 1.50 | 0.75 | 0.75 | 1.50 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 4.50 | 0 | 4.50 | 2.40 | 2.09 | 4.49 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 104..... | 34.50 | — 30.00 | 4.50 | 2.40 | 2.09 | 4.49 |



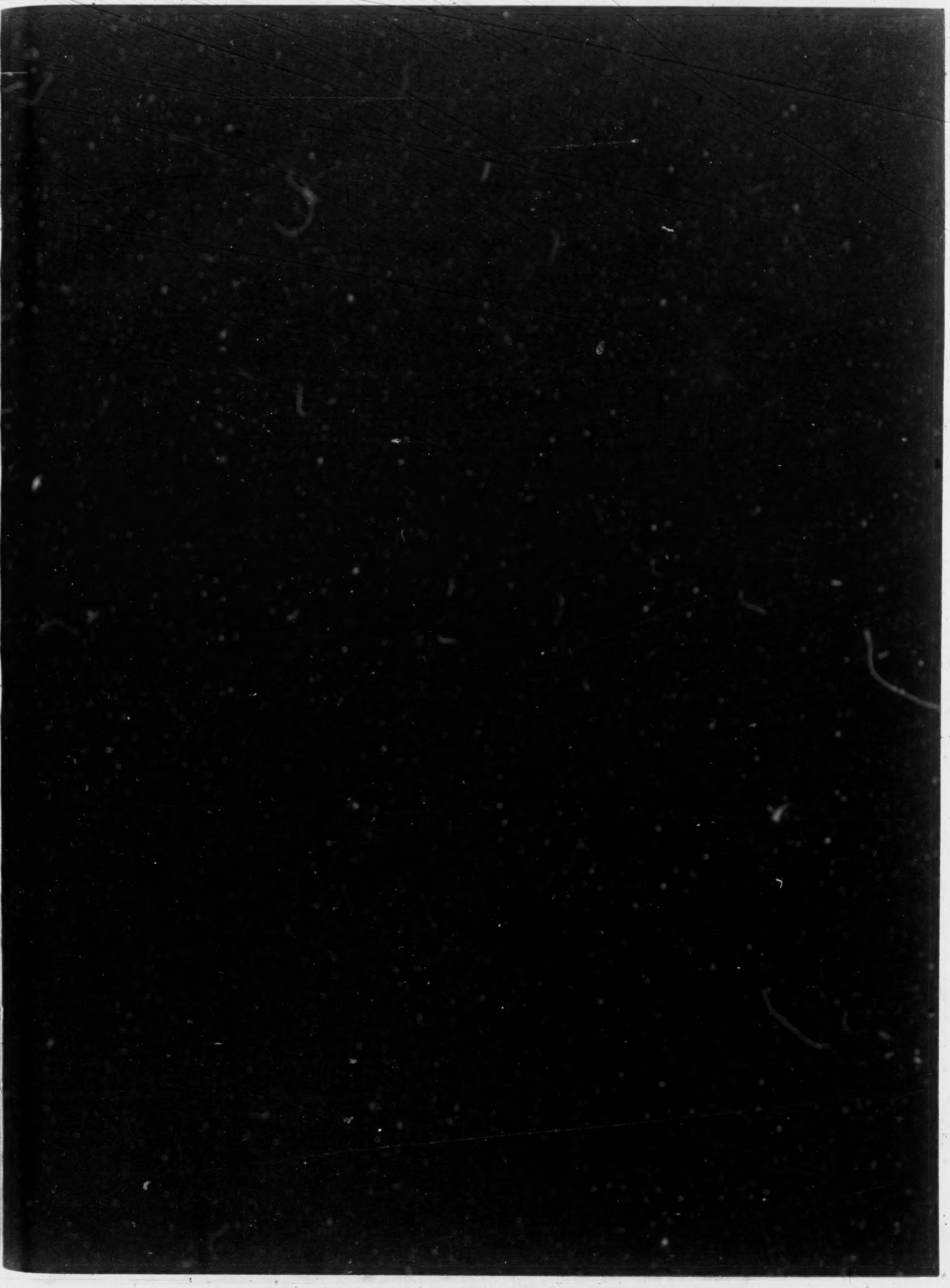
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES : | | | | | | |
| | 3 | | Ambila-Lemaitso ..... | 1.00 | 0.80 | 1.80 | 1.00 | 0.80 | 1.80 |
| | 5 | | Tsaramandroso ..... | 0.50 | 0 | 0.50 | 0.50 | 0 | 0.50 |
| | 6 | | Ampamaherana ..... | 0.50 | 0 | 0.50 | 0.50 | 0 | 0.50 |
| | 7 | | Behara ..... | 1.00 | 0 | 1.00 | 0 | 1.00 | 1.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 3.00 | 0.80 | 3.80 | 2.00 | 1.80 | 3.80 |
| 4 | | | REFORESTATIONS : | | | | | | |
| | 1 | | Travaux : | | | | | | |
| | | 3 | Betsiboka ..... | 1.60 | 0 | 1.60 | 1.23 | 0.37 | 1.60 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 204..... | 4.60 | 0.80 | 5.40 | 3.23 | 2.17 | 5.40 |

FORÊTS.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 5.00 | — 5.00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3.00 | 0 | 0 | 0 | 3.00 | 267.419 0 | 2.724.440 | 2.991.859 |
| 1.50 | 0 | 0 | 0 | 1.50 | 283.034 0 | 1.208.500 | 1.491.534 |
| 4.50 | 0 | 0 | 0 | 4.50 | 550.453 0 | 3.932.940 | 4.483.393 |
| 9.50 | — 5.00 | 0 | 0 | 4.50 | 550.453 0 | 3.932.940 | 4.483.393 |

FORÊTS.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1.00 | 0.40 | 0.40 | 0 | 1.80 | 791.645 | 846.417 | 1.638.062 |
| 0.50 | 0 | 0 | 0 | 0.50 | 258.502 | 239.914 | 498.416 |
| 0.50 | 0 | 0 | 0 | 0.50 | 471.548 | 28.145 | 499.693 |
| 1.00 | 0 | 0 | 0 | 1.00 | 0 | 999.391 | 999.891 |
| 3.00 | 0.40 | 0.40 | 0 | 3.80 | 1.521.695 | 2.114.367 | 3.636.062 |
| 1.60 | 0 | 0 | 0 | 1.60 | 628.574 | 945.625 | 1.574.199 |
| 4.60 | 0.40 | 0.40 | 0 | 5.40 | 2.150.269 | 3.059.992 | 5.210.261 |



# CHAPITRE V

## ÉLEVAGE.

### CREDITS DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0 et 1..... | 0 | 22,88 | 20,22 | 13.670.076 |

Ces 22,88 millions en crédits de paiement se répartissent suivant les divers paragraphes du chapitre de l'élevage en :

| | |
|---|---|
| Recherches ..... | 1, 94 |
| Equipement ..... | 2, 82 |
| Protection sanitaire du bétail..... | 8, 77 |
| Etablissements d'élevage ..... | 6, 80 |
| Hydraulique pastorale ..... | 0 |
| Amélioration des pâturages..... | 2, 56 |
| | 22, 88 |

Si l'on ajoute à cette contribution du Plan les 0,30 p. 100 du Budget général de Madagascar et le 1,6 p. 100 de moyenne des Budgets provinciaux, on se rend compte immédiatement de la nécessité de faire à l'élevage une place plus importante dans un futur plan quadriennal.

La cause merite d'être entendue, elle est capitale pour l'avenir du Territoire.

Madagascar, dont la qualité des pâturages est moins mauvaise que l'on ne pense en général, pourrait nourrir 12 millions de bœufs, c'est-à-dire deux à trois fois plus qu'actuellement. Or, depuis 1924, année-sommet, le troupeau est en régression, risquant de s'amenuiser sans cesse. L'avenir est sombre. Les causes du mal et les remèdes sont pourtant connus, mais il faudrait pour remonter le courant une politique de grande envergure nécessitant de gros crédits.

*Les maux sont connus :* ils sont d'ordre très divers, débordant parfois le cadre de l'élevage :

Développement agricole de certaines régions au détriment de l'élevage; absence de pâturages aménagés et organisés;

Maladies par manque de soins;

Augmentation de la consommation locale;

Vols de bœufs;

Mauvais abreuvement.

*Les remèdes eux aussi sont connus :* extension des pâturages, autour de points d'eau naturels ou artificiels;

Hygiène préventive et constitution de stocks de fourrage;

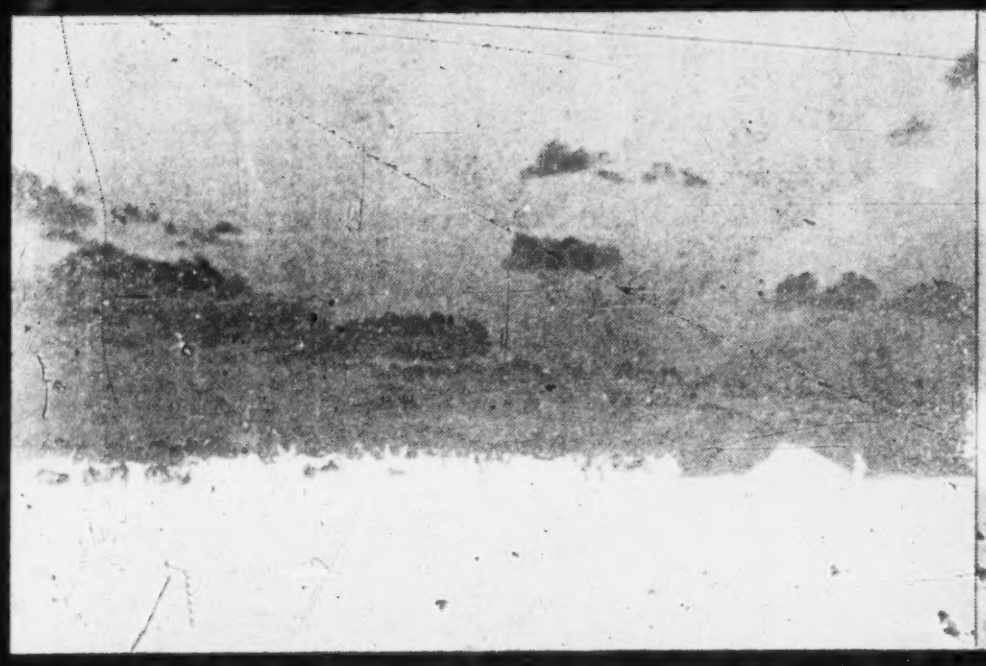
Développement en qualité pour suppléer à la quantité;

Patrouilles de surveillance contre les vols; répression instantanée.

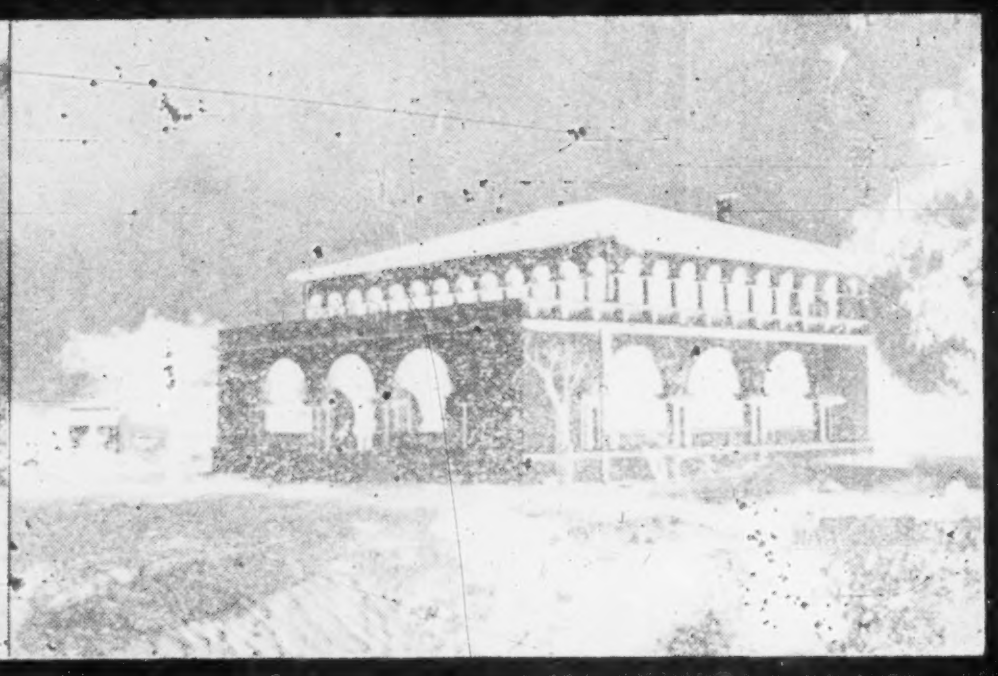
Le développement de l'élevage extensif peut être fait d'une manière plus rationnelle qui permettrait des rendements inconnus jusqu'ici :

Aucune perte de poids durant la saison sèche grâce à la multiplication des points d'abreuvement avec des parcours maxima de 5 kilomètres;
Exploitation du bœuf après 3 ans et demi à 4 ans au lieu des 6, 8 ans actuels;
Pourcentage de veaux passant des 25 p. 100 actuels aux 70 p. 100 réalisables.

Sans attendre le financement souhaitable, le Service de l'Elevage, avec ses 30 vétérinaires et ses auxiliaires qui sont loin de représenter l'idéal d'un spécialiste par 30.000 bœufs, s'efforce avec de faibles crédits de montrer la voie à suivre qui, à l'heure actuelle, se résume dans les termes «Zones d'élevage».
Il a déjà été fait allusion à cette politique dans le dernier compte rendu du Plan : il s'agit d'organiser des aires de pâturages de 50.000 hectares, clôturées (coût 40 millions), possédant un petit centre de



FERME DE KIANJASOA.



MAJUNGA. — CENTRE VÉTÉRINAIRE.
*(Entreprise COFICO.)*

traitement, un bain détiqueur, du matériel de fauchage et de ramassage et disposant d'un personnel de 2 spécialistes et de 4 à 6 ouvriers. Dans ces aires closes, la surveillance et l'hygiène des bêtes amenées par les éleveurs autochtones offriraient toutes garanties. A l'heure actuelle, les bains détiqueurs établis sont peu fréquentés (d'où l'arrêt provisoire de ces installations d'ailleurs coûteuses, plus d'un million C.F.A. chacune).

Les derniers progrès de la technique et qui font l'objet de recherches suivies et centralisées (la dispersion dans ce domaine étant nuisible) pourraient être appliqués à coup sûr.

Ainsi nous pouvons constater, en ce qui concerne les faibles crédits du Plan à leur utilisation la plus judicieuse, qui permet de faire confiance au Service pour l'emploi de sommes beaucoup plus importantes (Plan quadriennal) :

## RECHERCHES.

Les 1,94 millions ont permis le règlement de matériel divers de laboratoire (factures en instance), l'achat de reproducteurs porcins en provenance de la Métropole, la poursuite de l'équipement de la ferme de l'Iboaka sur les Hauts-Plateaux (à proximité de Fianarantsoa).

## APPLICATIONS.

Les 20,95 millions alloués ont permis au cœur de ce que l'on considère comme la première «zone d'élevage» l'achèvement du centre-pilote (Ambato-Boéni), bâtiment qui comprend des logements, des bureaux, un laboratoire, une pharmacie, une bibliothèque; à remarquer que la «zone» déborde le cadre administratif actuel du district-pilote. Le centre a été également équipé par l'achat d'une motopompe Dornan Simplex, et en matériel agricole : charrue à disque, pulvériseur... L'opération «Raquettes» a pu

être poursuivie dans le sud de l'Ile malgré les difficultés mécaniques dues au manque de techniciens. Un second chantier a été ouvert au kilomètre 21 de la route Ambovombe à Tsihombe sur 15 hectares et un troisième sur la route d'Ambovombe à Antanimora de 110 hectares.

L'amélioration des pâturages (tentée à Fianarantsoa) restera un procédé exceptionnel, le coût est en effet relativement élevé et les crédits disponibles insuffisants pour envisager un vaste programme. Les résultats, et c'est ce qui importe actuellement, ont été très satisfaisants. L'exercice se solde, outre les travaux, par un complément d'équipement (charrue, tracteur).

La conclusion qui se dégage de l'exécution de ce chapitre est qu'il a été tiré le meilleur parti possible de crédits très limités, dans le cadre d'une politique judicieuse dont on ne peut que souhaiter le développement sur une grande échelle, la seule capable de remédier à la différence qui va s'augmentant entre le croît du troupeau bovin et son exploitation.

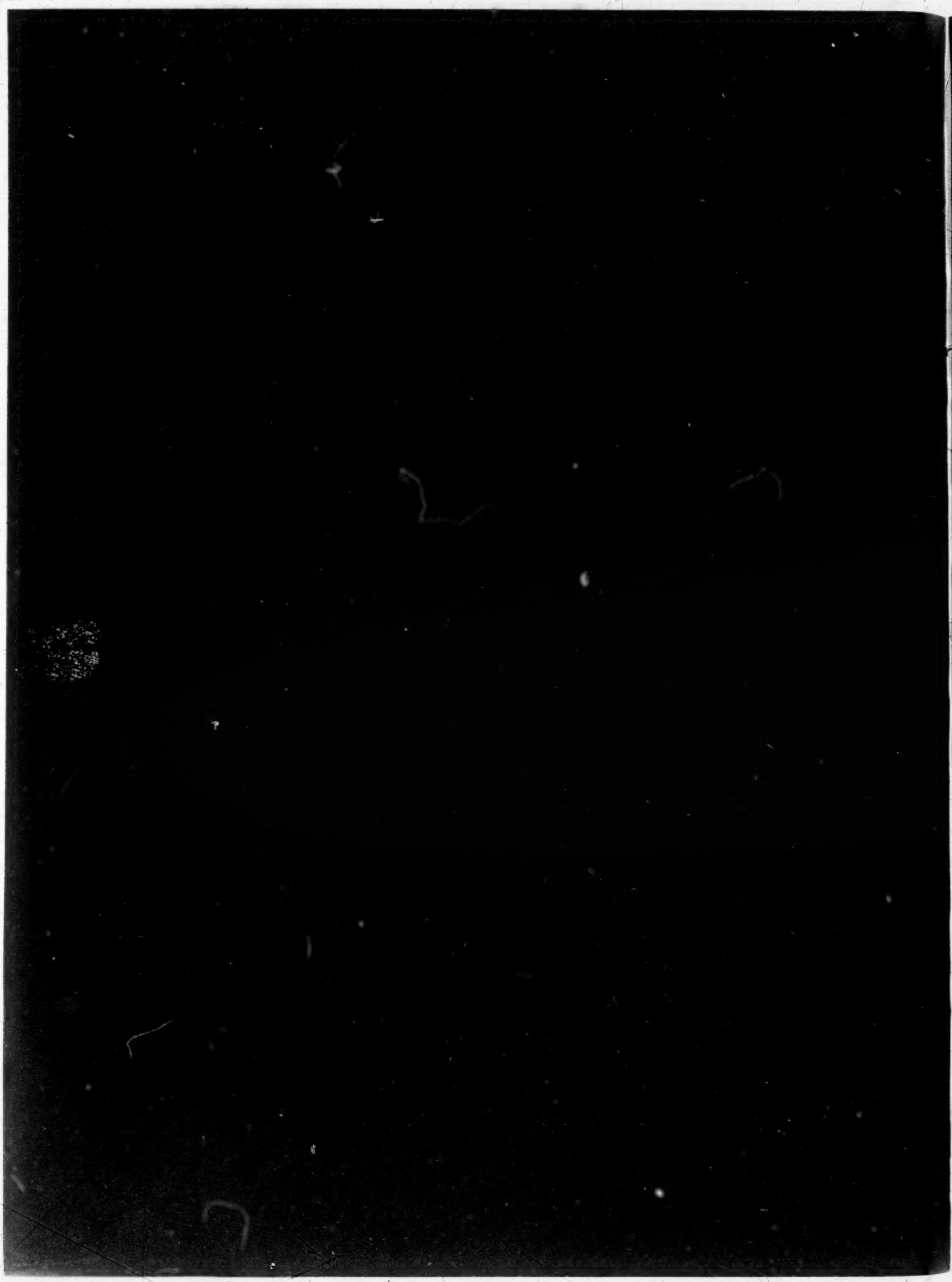
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES : | | | | | | |
| | 1 | | Laboratoire central Antsirabe.. | 14.50 | — 12.30 | 2.20 | 4.62 | — 2.42 | 2.20 |
| 2 | 1 | | ENSEIGNEMENT : | | | | | | |
| | | | Ecole vétérinaire d'Antsirabe... | 37.00 | — 36.83 | 0.17 | 7.50 | — 7.33 | 0.17 |
| 3 | 1 | | EQUIPEMENT DU SERVICE..... | 16.00 | 0 | 16.00 | 16.00 | 0 | 16.00 |
| 4 | | | PROTECTION SANITAIRE DU BÉTAIL : | | | | | | |
| | 1 | | Construction de bains détiqueurs ..... | 5.90 | — 1.40 | 4.50 | 5.89 | — 1.40 | 4.49 |
| | 4 | | Fonctionnement du district pilote d'Ambato-Boéni ..... | 1.10 | 0 | 1.10 | 1.10 | 0 | 1.10 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 7.00 | — 1.40 | 5.60 | 6.99 | — 1.40 | 5.59 |
| 6 | | | HYDRAULIQUE PASTORALE : | | | | | | |
| | 1 | | Tuléar (puits dans l'Androy).... | 2.00 | — 1.00 | 1.00 | 1.00 | 0 | 1.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE V..... | 76.50 | — 51.53 | 24.97 | 36.11 | — 11.15 | 24.96 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.50 | — 1.31 | 0 | 0 | 2.19 | 2.182.965 9 | 0 | 2.182.965 9 |
| 0.20 | — 0.02 | — 0.01 | 0 | 0.17 | 170.015 | 0 | 170.015 |
| 16.00 | 0 | 0 | 0 | 16.00 | 13.178.480 | 2.699.144 | 15.877.624 |
| 4.46 | 0 | 0 | 0 | 4.46 | 3.868.545 | 0 | 3.868.545 |
| 1.10 | 0 | 0 | 0 | 1.10 | 1.054.452 4 | 0 | 1.054.452 4 |
| 5.56 | 0 | 0 | 0 | 5.56 | 4.922.997 4 | 0 | 4.922.997 4 |
| 1.00 | 0 | 0 | 0 | 1.00 | 982.699 | 0 | 982.699 |
| 26.26 | — 1.33 | — 0.01 | 0 | 24.92 | 21.437.157 3 | 2.699.144 | 24.136.301 3 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | RECHERCHES : | | | | | | |
| | 4 | | Achat d'animaux reproducteurs. | 4.00 | 0 | 4.00 | 3.99 | 0 | 3.99 |
| | 12 | | Equipement de la ferme d'Iboaka ..... | 2.30 | 0 | 2.30 | 2.29 | 0 | 2.29 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 6.30 | 0 | 6.30 | 6.28 | 0 | 6.28 |
| 4 | | | PROTECTION SANITAIRE DU BÉTAIL : | | | | | | |
| | 1 | | Construction de bains détiqueurs ..... | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |
| | 2 | | Centre immunisation de traitement (Majunga) ..... | 9.00 | 0 | 9.00 | 9.00 | 0 | 9.00 |
| | 3 | | Lazaret à Tamatave..... | 3.90 | — 3.90 | 0 | 3.90 | — 3.90 | 0 |
| | 4 | | District pilote d'Ambato-Boéni.. | 2.50 | 0 | 2.50 | 2.50 | 0 | 2.50 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 19.40 | — 3.90 | 15.50 | 19.40 | — 3.90 | 15.50 |
| 5 | | | ETABLISSEMENT D'ÉLEVAGE : | | | | | | |
| | 3 | | Centre d'immunisation de l'Alaotra ..... | 6.80 | 0 | 6.80 | 6.80 | 0 | 6.80 |
| | 4 | | Ferme vétérinaire de Majunga.. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 5..... | 6.80 | 0 | 6.80 | 6.80 | 0 | 6.80 |
| 6 | | | HYDRAULIQUE PASTORALE : | | | | | | |
| | 1 | | Tuléar (puits dans l'Androy)... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | | | AMÉLIORATION PATURAGES : | | | | | | |
| | 1 | | Sud : plantations de raquettes. | 7.00 | 0 | 7.00 | 7.00 | 0 | 7.00 |
| | 2 | | Améliorations des pâturages de Fianarantsoa ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 7..... | 9.00 | 0 | 9.00 | 9.00 | 0 | 9.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 105..... | 41.50 | — 3.90 | 37.60 | 41.48 | — 3.90 | 37.58 |

ELEVAGE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4.00 | 0 | 0 | 0 | 4.00 | 2.751.879 | 750.000 | 3.501.879 |
| 2.30 | 0 | 0 | 0 | 2.30 | 1.599.208 | 700.000 | 2.299.208 |
| 6.30 | 0 | 0 | 0 | 6.30 | 4.351.087 | 1.450.000 | 5.801.087 |
| 2.00 | 1.00 | 1.00 | 0 | 4.00 | 730.273 | 1.247.760 | 1.978.033 |
| 6.00 | 1.00 | 0 | 2.00 | 9.00 | 4.659.213 | 4.319.600 | 8.978.813 |
| 2.00 | — 2.00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.50 | 0 | 0 | 0 | 2.50 | 1.339.406 | 489.934 | 1.829.340 |
| 12.50 | 0 | 1.00 | 2.00 | 15.50 | 6.728.892 | 6.057.294 | 12.786.186 |
| 2.00 | 2.42 | 4.38 | — 2.00 | 6.80 | 0 | 969.337 | 969.337 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.00 | 2.42 | 4.38 | — 2.00 | 6.80 | 0 | 969.337 | 969.337 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7.00 | 0 | 0 | 0 | 7.00 | 5.403.093 5 | 1.537.313 | 6.940.406 5 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 1.022.066 | 956.988 | 1.979.054 |
| 9.00 | 0 | 0 | 0 | 9.00 | 6.425.159 5 | 2.494.301 | 8.919.460 5 |
| 29.80 | 2.42 | 5.38 | 0 | 37.60 | 17.505.138 5 | 10.970.932 | 28.476.070 5 |



# CHAPITRE VII.

## MINES.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 1 et 2..... | 7,60 | 6,57 | 4,58 | 1.965.563 |

Le chapitre 7 n'est qu'un adjuvant à l'activité du Service des Mines dont la confection de la carte géologique au chapitre 55 représente un des buts principaux dans le cadre du Plan.

En ce qui concerne l'exploitation proprement dite, elle relève entièrement de l'initiative privée pour le contrôle du service.

Ne figure donc au chapitre 7 que du matériel d'équipement que l'on peut répartir en :

a. *Matériel roulant :* achat de matériels divers;

b. *Matériel de bureau :* achat de classeurs métalliques, de tables et étagères, abonnements à des journaux techniques;

c. *Matériel de laboratoire :* générateurs, creusets, mortiers, visicomètres, photocolémètres, pantographe...

## CHAPITRE VII. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE : | | | | | | |
| | 1 | | Service géologique..... | 21.80 | 0 | 21.80 | 21.80 | 0 | 21.80 |
| | 2 | | Service des Mines (matériel) . | 8.90 | 0 | 8.90 | 8.90 | 0 | 8.90 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VII..... | 30.70 | 0 | 30.70 | 30.70 | 0 | 30.70 |

## CHAPITRE 107. —

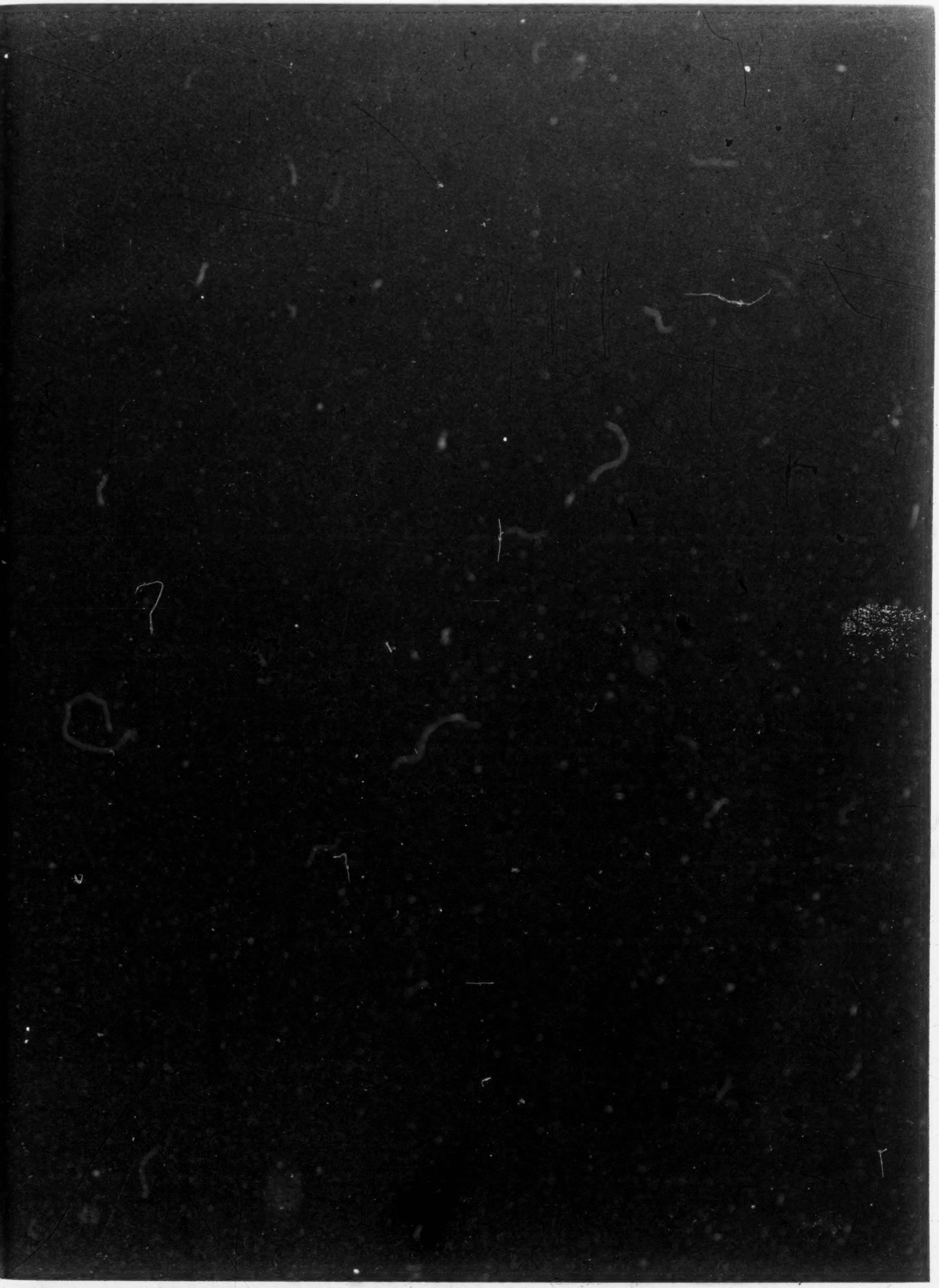
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | EQUIPEMENT DU SERVICE : | | | | | | |
| | 1 | | Service Géologique ..... | 4.00 | 0 | 4.00 | 1.50 | 0 | 1.50 |
| | 2 | | SERVICE DES MINES : | | | | | | |
| | | 1 | Matériel ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 0.90 | 1.10 | 2.00 |
| | | 2 | Bâtiments ..... | 57.00 | — 57.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 4 | Laboratoires d'analyses ..... | 4.50 | 0 | 4.50 | 0.50 | 2.00 | 2.50 |
| | | | TOTAL DU § 2..... | 63.50 | — 57.00 | 6.50 | 1.40 | 3.10 | 4.50 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 107..... | 67.50 | — 57.00 | 10.50 | 2.90 | 3.10 | 6.00 |

MINES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 5.87 | 0 | 3.61 | — 3.00 | 6.48 | 5.762.510 7 | 89.810 | 5.852.320 7 |
| 7 41 | 0 | 1.49 | 0 | 8.90 | 7.392.003 5 | 0 | 7.392.003 5 |
| 13.28 | 0 | 5.10 | — 3.00 | 15.38 | 13.154.514 2 | 89.810 | 13.244.324 2 |

MINES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1.00 | 0 | 3.00 | — 3.00 | 1.00 | 999.998 | 225.620 | 1.225.618 |
| 1.00 | 0 | 1.00 | 0 | 2.00 | 861.634 | 0 | 861.634 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3.50 | 0 | 0 | 0 | 3.50 | 248.945 | 1.650.139 | 1.899.084 |
| 4.50 | 0 | 1.00 | 0 | 5.50 | 1.110.579 | 1.650.139 | 2.760.718 |
| 5.50 | 0 | 4.00 | — 3.00 | 6.50 | 2.110.577 | 1.875.759 | 3.986.336 |



# CHAPITRE VIII.

## INDUSTRIALISATION.

(Pour mémoire) les crédits de report s'élevant à 100.000 en A.E. et 100.000 en C.P.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 12 | | | EQUIPEMENT : | | | | | | |
| | 12 | | Cimenterie ..... | 5.00 | — 0.71 | 4.29 | 4.19 | 0 | 4.19 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VIII..... | 5.00 | — 0.71 | 4.29 | 4.19 | 0 | 4.19 |

INDUSTRIALISATION.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4.20 | 0 | 0.09 | — 0.10 | 4.19 | 4.189.969 | 0 | 4.189.969 |
| 4.20 | 0 | 0.09 | — 0.10 | 4.19 | 4.189.969 | 0 | 4.189.969 |

# CHAPITRE IX.

## FORCES HYDRAULIQUES ET ÉLECTRICITE.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0 et 1..... | 12,00 | 7,43 | 5,17 | 4.225.578 |

Ces crédits ne concernent que des études pratiques d'installation pour les 2 barrages projetés retenus actuellement au vu des conclusions de l'étude générale entreprise en 1950 par l'Electricité de France à l'échelle du Territoire.

Un marché a été passé en mars 1952 avec cette même Société pour les études pratiques des barrages des environs de Tananarive, celui de Tsiazompaniry et celui de la Mandraka; le premier ayant pour but, si le barrage de Mantasoa reçoit une nouvelle orientation, d'irriguer la plaine de Tananarive et d'alimenter les turbines de l'actuelle usine d'Antelomita pour lesquelles le débit est insuffisant, le second devra donner lieu à l'installation d'une nouvelle usine. Dans l'un et l'autre cas les sites ont dû être aménagés, principalement celui de Tsiazompaniry que l'on peut actuellement atteindre en camion lourd par une route carrossable réalisée par le Service des Travaux publics.

Le marché du 31 mars 1952 prévoit un délai de cinq mois, après quoi il sera possible de passer au stade des travaux, avec d'importants crédits rentrant dans le cadre du futur plan quadriennal mais au titre de la section générale.

Ces travaux pourront d'ailleurs recevoir un essor assez rapide grâce à la création de la Société d'économie mixte «Electricité de Madagascar». D'après les études de la Caisse Centrale, il apparaît nettement que le secteur privé ne pourrait assurer, sans un large appel au crédit public, les investissements importants que nécessite la création de nouveaux aménagements hydro-électriques, indispensables au développement économique de l'Ile. Le projet, qui a reçu l'approbation des Assemblées et des autorités locales, du Ministère de la France d'Outre-mer et du Comité Directeur du F.I.D.E.S., dans sa séance du 29 janvier 1952, ne diffère guère de l'organisation adoptée pour les autres Sociétés d'équipement électrique, créées dans le cadre de la loi du 30 avril 1946.

Pour le présent, le rôle de cette Société se bornerait à étudier les moyens susceptibles de développer l'électrification à Madagascar, l'organisme chargé des réalisations n'étant pas encore définitivement retenu, Société d'économie mixte ou secteur privé. Le capital souscrit à l'origine est fixé en principe à 200 millions de francs C. F. A.

## CHAPITRE IX. — FORCES

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES ..... | 1.00 | 0 | 1.00 | 0.99 | 0 | 0.99 |
| 2 | | | EQUIPEMENT ÉLECTRIQUE DU TERRITOIRE : | | | | | | |
| | 1 | | Région de Diégo-Suarez..... | 22.50 | — 0.70 | 21.80 | 22.50 | — 0.70 | 21.80 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE IX..... | 23.50 | — 0.70 | 22.80 | 23.49 | — 0.70 | 22.79 |

## CHAPITRE 109. — FORCES

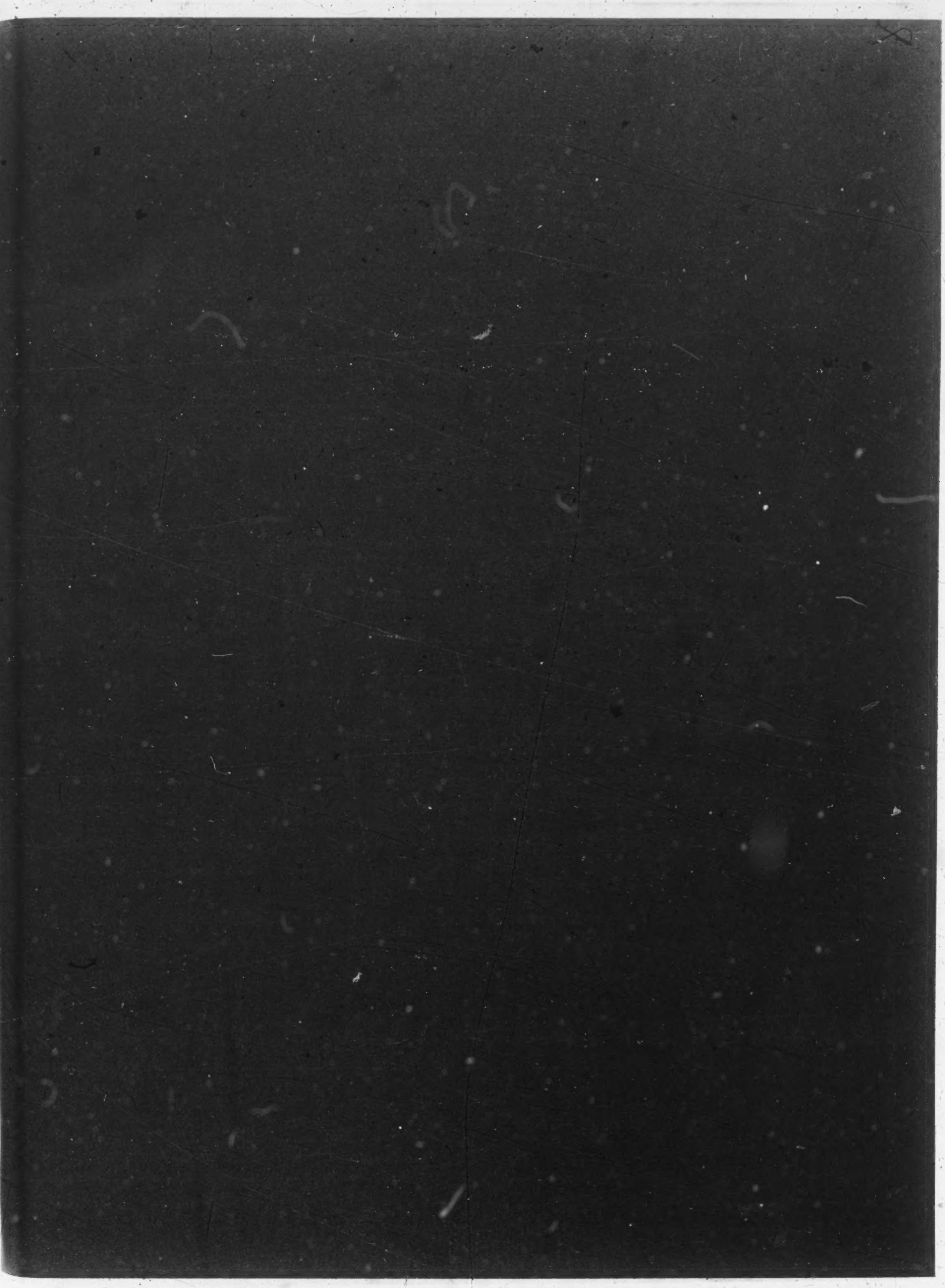
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES ..... | 10.00 | 12.00 | 22.00 | 10.00 | 6.00 | 16.00 |
| 2 | | | EQUIPEMENT ÉLECTRIQUE DU TERRITOIRE : | | | | | | |
| | 1 | | Région de Tananarive-Alaotra.. | 50.00 | — 44.00 | 6.00 | 46.00 | — 40.00 | 6.00 |
| | 4 | | Région de Diégo-Suarez..... | 22.50 | — 7.50 | 15.00 | 22.50 | — 7.50 | 15.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 72.50 | — 51.50 | 21.00 | 68.50 | — 47.50 | 21.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 109..... | 82.50 | — 39.50 | 43.00 | 78.50 | — 41.50 | 37.00 |

HYDRAULIQUES ET ÉLECTRICITÉ.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1.00 | 0 | 0 | 0 | 1.00 | 548.045 4 | 404.491 | 952.536 4 |
| 21.80 | 0 | 0 | 0 | 21.80 | 21.793.381 | 0 | 21.793.381 |
| 22.80 | 0 | 0 | 0 | 22.80 | 22.341.426 4 | 404.491 | 22.745.917 4 |

HYDRAULIQUES ET ÉLECTRICITÉ.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2.00 | 0 | 4.00 | — 0.50 | 5.50 | 1.023.154 | 3.821.087 | 4.844.241 |
| 9.00 | 0 | — 3.00 | 0 | 6.00 | 5.990.440 | 0 | 5.990.440 |
| 15.00 | 0 | 0 | 0 | 15.00 | 15.000.000 | 0 | 15.000.000 |
| 24.00 | 0 | — 3.00 | 0 | 21.00 | 20.990.440 | 0 | 20.990.440 |
| 26.00 | 0 | 1.00 | — 0.50 | 26.50 | 22.013.594 | 3.821.087 | 25.834.681 |



# CHAPITRE X.

## CHEMINS DE FER.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 43,00 | 453,79 | 453,73 | 405.252.533 |

Cette modicité d'A.E. par rapport aux C.P. est significative d'une fin de programme; celle-ci s'avère parfaitement normale en ce qui concerne l'équipement en matériel roulant et en bâtiments, mais elle peut paraître surprenante à première vue en ce qui concerne les études et les travaux relatifs aux projets d'électrification de la ligne principale Tananarive-Tamatave pour laquelle s'exécutent les plans de transports les plus importants et dont les caractéristiques figurent parmi les plus difficiles. Des éclaircissements à ce titre seront donnés plus loin. Il y a lieu d'indiquer d'abord comment se décomposent les crédits pour l'exercice 1951-1952 :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Matériel ..... | 38,00 | 375,75 |
| Bâtiments ..... | » | 18,34 |
| Etudes ..... | 0 | » |
| Travaux ..... | 5 | 59,70 |
| | 43,00 | 453,79 |

La ventilation de ces crédits vient renforcer la remarque précédente : les 43 millions en crédits nouveaux (les reports de 1950-1951 étaient nuls) ne représentent en effet que des réévaluations dues à une élévation du coût du matériel (38 millions), des matières (5 millions), (travées métalliques pont Mahatsara).

Par ailleurs, les 342,02 millions C.P. disponibles au titre du matériel et des bâtiments durant l'exercice 1951-1952 ne figurent de leur côté qu'une possibilité de liquidation de factures dont le montant en instance s'élevait, en novembre 1951, à 186 millions.

Les 18,34 millions au titre des bâtiments ont permis de leur côté l'achèvement des cités ouvrières de Moramanga et de Tananarive.

Cette fin de programme en ce qui concerne le matériel de voie a une répercussion directe sur les travaux, qui dotés de 59,7 millions ont pu se poursuivre mais sans possibilité d'extension. En effet, les commandes passées, et dont la réalisation se trouvait incomber à l'exercice 1951-1952, faisaient la part plus large au matériel roulant et de traction, mais s'étaient limitées au matériel de voie nécessaire aux premiers travaux.

L'arrêt de toutes commandes nouvelles à ce titre tient davantage aux incertitudes financières de l'époque qu'à la non continuité de vue des services intéressés (les crédits A.E. ne représentant que des réévaluations) et compromet, si la poursuite des programmes ne faisait pas l'objet d'inscriptions correspondantes dans les futurs programmes notamment au plan quadriennal, l'avenir même du Chemin de fer.

TANANARIVE : VUE PANORAMIQUE DES ATELIERS CENTRAUX

Pourtant, mais ceci ne doit pas induire en erreur, les crédits disponibles au titre des deux catégories de matériel s'équilibrent ainsi :

| | C. P. |
|---|---|
| Matériel roulant ..... | 203,21 |
| Matériel de voie ..... | 172,54 |
| | 375,75 |

## TRAVAUX.

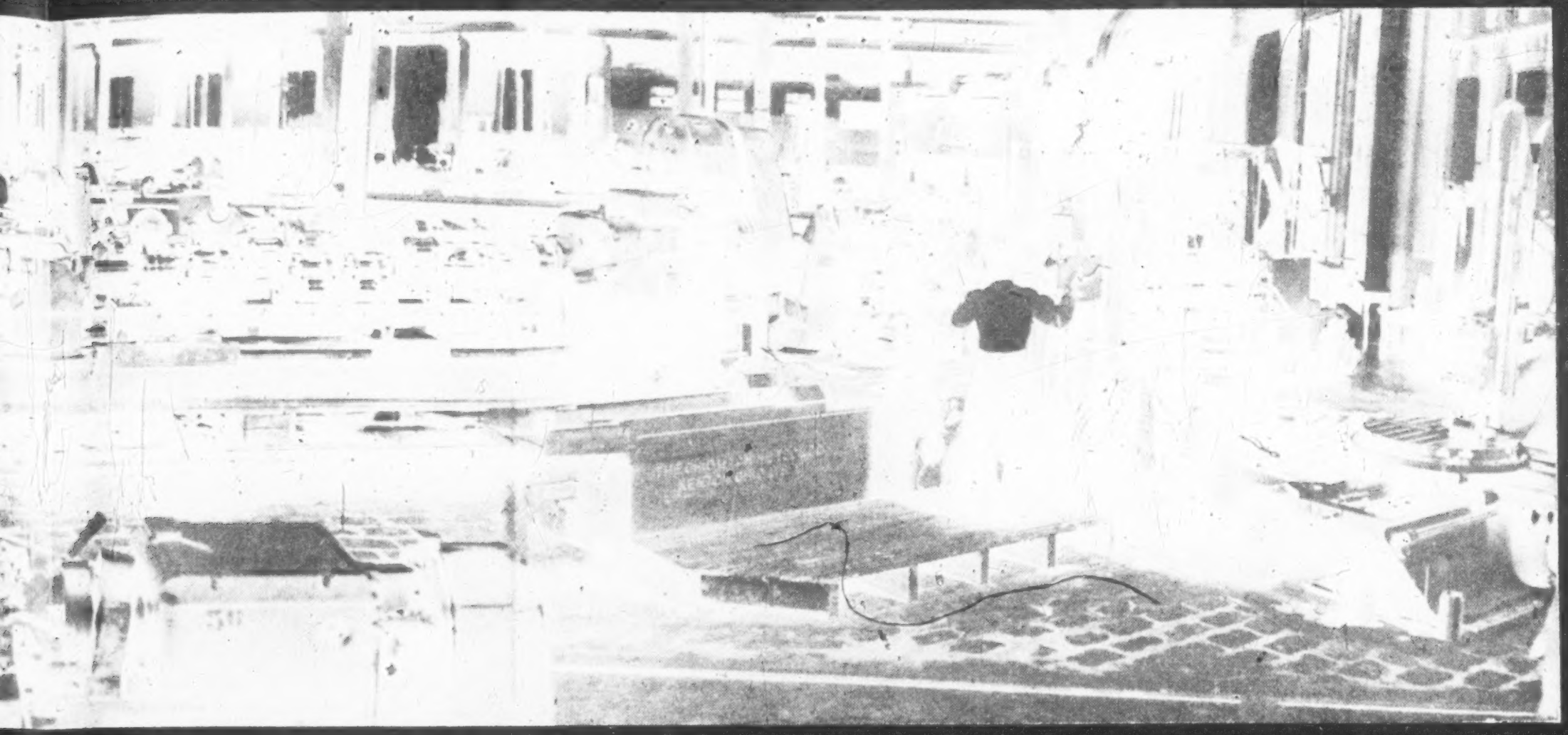
Mais la situation dont nous venons de faire mention ne grève que l'avenir; il n'a pas été question d'interrompre les travaux en cours qui s'effectuent sur les trois tronçons de la ligne Tananarive-Tamatave. La présence au Programme 2 (inexistant pour les autres articles du chapitre) de 47,92 millions (sur lesquels 20 millions seulement proviennent des reports de l'exercice antérieur) est significative à cet égard. Il reste cependant à justifier pourquoi ont été différés les importants projets établis à l'origine et à situer par rapport aux réalisations antérieures les travaux exécutés durant cet exercice.

Le Plan décennal tout en n'ayant pas pu prévoir à l'époque le développement pris par le Chemin de fer ces dernières années, (son trafic a atteint, en 1952, 567.000 tonnes manipulées, soit le double du trafic d'avant-guerre, pour 122.000.000 de tonnes kilomètriques, soit deux fois et demie celui d'avant-guerre, la ligne F. C. E. notamment doublant en 1952 son trafic de 1950), avait néanmoins inscrit dans ses programmes :

1° Ligne T.C.E., Tananarive-Tamatave, (369 kilomètres dont 16 p. 100 en courbes de rayon inférieur à 100 mètres) :

*a.* Amélioration du tracé par la suppression de courbes inférieures à 80 mètres de rayon et par l'adoucissement de certaines rampes;

*b.* Renouvellement de la voie avec équipement du rail plus lourd (30 kilogrammes au mètre linéaire) en remplacement du rail actuel, (25 kilogrammes) avec pose sur traverses en bois d'Ambila à Tamatave et sur traverses métalliques de Tananarive-Ambila (284 kilomètres);



OU CHEMIN DE FER, ÉQUIPÉS AVEC LES NOUVELLES MACHINES-OUTILS.

*c*. Electrification de la voie ferrée subordonnée à la construction d'installations hydro-électriques dans la région de Tananarive.

2° Ligne M.L.A., Moramanga-Lac Alaotra, (168 kilomètres en terrain relativement plat) :

Prolongation de la ligne sur une centaine de kilomètres pour desservir la partie ouest du Lac (l'idée d'une desserte routière n'étant cependant pas exclue).

Le poste : *a*. A fait l'objet d'études longues et difficiles dont plusieurs sont actuellement au point;

*b*. Le renouvellement de voie en rail de 30 kilogrammes pour se substituer à la voie de 25 kilogrammes, en service depuis plus de quarante ans et arrivée à limite d'usure, va permettre le passage de l'essieu de 17 tonnes et d'augmenter très sensiblement le tonnage des trains et de réduire proportionnellement les frais de traction.

140 kilomètres de voie ont été livrés et mis en œuvre, le reste des livraisons, soit 220 kilomètres de voie qui devrait s'échelonner sur 8 ans, a été suspendu en raison de la suppression du programme 3 et sera reporté sur le programme quadriennal;

*c* et *d*. L'étude des projets d'électrification du T. C. E. et du prolongement du Chemin de fer de Moramanga au lac Alaotra (M. L. A.) était liée à la solution des problèmes d'ensemble intéressant l'économie générale du Territoire encore en suspens.

On sait, en effet, que l'électrification d'un chemin de fer, si elle n'est pas intégrée dans un système d'équipement général en énergie électrique des territoires desservis, n'est rentable que pour une densité de trafic que le réseau malgache est loin d'atteindre. Cette condition d'équipement électrique du Territoire n'étant pas remplie, grâce à laquelle l'électrification du réseau ferroviaire aurait pu se réaliser économiquement par prélèvement sur les réseaux triphasés de courant industriel distribué pour les besoins généraux du pays, la politique du Chemin de fer s'est orientée vers la diésélisation complète du Réseau, qui constitue un mode de traction, qui s'il n'engendre pas les mêmes économies que la traction électrique en courants industriels, coûte déjà moitié moins cher que la traction vapeur, ce qui représente une économie d'environ 20 p. 100 sur les dépenses d'ensemble du réseau.

En ce qui concerne le prolongement du Chemin de fer sur la rive ouest du lac Alaotra, la question de la desserte par voie routière ou ferroviaire est toujours à l'étude; elle a pour but de déterminer en fonction des tonnages envisagés au fur et à mesure du développement de cette région quel mode de desserte sera le mieux adapté ou si les deux moyens de transport ne seront pas, par la suite, simultanément indispensables.

Tous ces travaux (y compris les projets d'électrification du T. C. E. et de desserte de l'Alaotra) étaient chiffrés en 1948 à 4.580.000.000 à raison de :

1.452 M pour le matériel de voie et de génie civil;
1.328 M pour les travaux de modernisation;
1.800 M pour l'électrification du T C. E. et la desserte de l'Alaotra.

Les dotations attribuées depuis l'origine jusqu'au 30 juin 1952 confirment les indications qui précèdent en ce qui concerne l'électrification et le prolongement du M. L. A.

| RUBRIQUES. | SOMMES PRÉVUES à l'origine du Plan décennal. | SOMMES ALLOUEES DEPUIS L'ORIGINE jusqu'au 30 juin 1952. | |
|---|---|---|---|
| | A. E. | A. E. | C. P. |
| | M. | M. | M. |
| Matériel de voie et travaux de modernisation..... | 2.780 | 805 | 588 4 |
| Electrification du T. C. E..... | 800 | — | — |
| Desserte de l'Alaotra..... | 1.000 | — | — |
| | 4.580 | 805 | 588 4 |

La comparaison des sommes consacrées à la modernisation du matériel à celles attribuées pour les travaux, depuis l'origine du Plan, fait apparaître une dotation de crédits relativement faible pour les travaux :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| | M. | M. |
| Matériel roulant et traction..... | 1.097 | 588.92 |
| Matériel de voie et de génie civil..... | 485 | 354.48 |
| Travaux de modernisation de la voie ..... | 320 | 233.92 |
| | 1.902 | 1.177.32 |

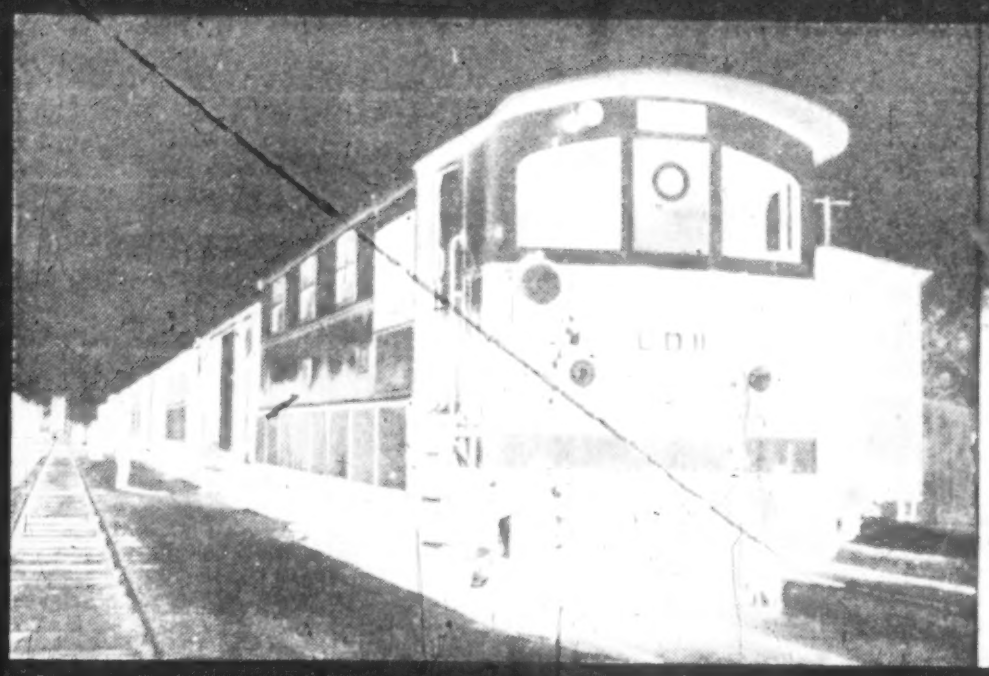
La politique du Plan, au regard des autorisations d'engagement, s'est orientée sur les besoins les plus urgents, notamment ceux concernant l'équipement en matériel roulant et tracteur dont la nécessité s'accentuait au fur et à mesure de l'accroissement du trafic et dont la mise en œuvre avait un effet directement rentable sur les dépenses d'exploitation en vertu de la conversion qui s'effectuait parallèlement de la traction vapeur en traction diesel.

Les grandes réfections d'ouvrages d'art ou les reconstructions qui ne pouvaient être entamées de front faute de crédits ont été naturellement placées en deuxième urgence et seront exécutées sur le programme quadriennal.

Les travaux en cours au début de l'exercice 1951-1952 se présentent, comme la plupart des travaux du Plan durant cet exercice, comme une queue de programme ainsi qu'il résulte de la comparaison ci-dessous entre les crédits attribués antérieurement et ceux ouverts en 1951-1952 :

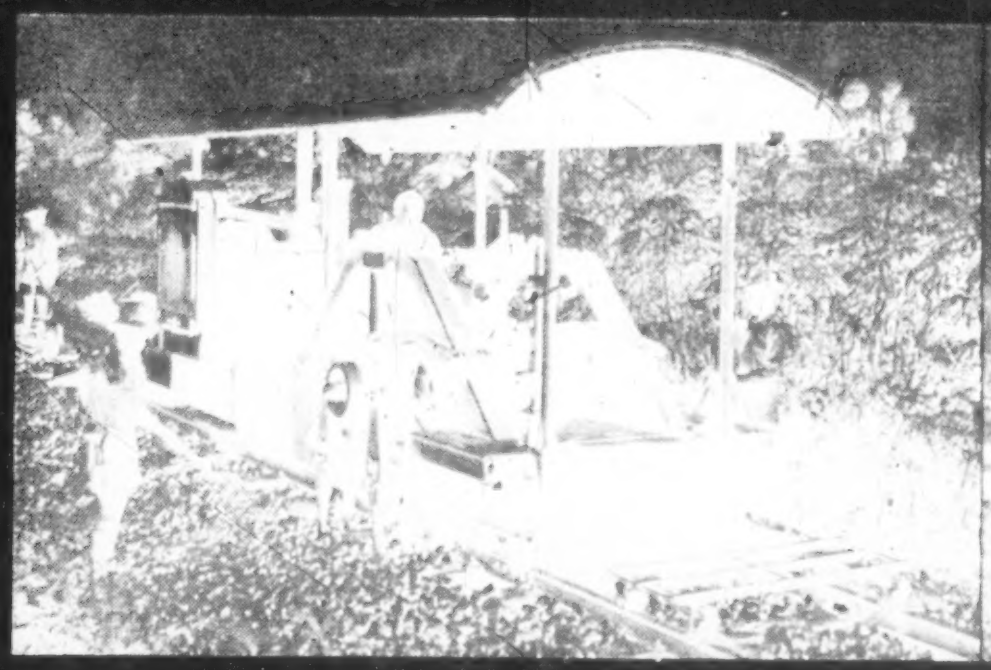
| | A. E. ENGAGES avant LE 1er JUILLET 1951. | C. P. OUVERTS avant LE 1er JUILLET 1951. | A. E. ACCORDES EN 1951-1952. | C. P. OUVERTS POUR 1951-1952. |
|---|---|---|---|---|
| | M. | M. | M. | M. |
| Travaux de modernisation..... | 315 | 155.88 | 5 | 78.04 |

Ces travaux concernent la poursuite ou l'achèvement des améliorations entreprises sur la ligne Tananarive-Tamatave qui représente la liaison où l'effort à faire était le plus urgent.



LOCOMOTIVE DIESEL BBB. — 2e SÉRIE.

DRAISINE D'INSPECTION.



BOURREUSE «MATISA» AU TRAVAIL.

CHANTIER DE BALLASTAGE.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | MATÉRIEL ROULANT ET TRACTION : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel tracteur..... | 453.00 | 38.00 | 491.00 | 453.00 | 38.00 | 491.00 |
| | 2 | | Autorails ..... | 9.00 | 0 | 9.00 | 9.00 | 0 | 9.00 |
| | 3 | | Voitures et wagons..... | 364.00 | 0 | 364.00 | 364.00 | 0 | 364.00 |
| | | | Matériel fixe..... | 33.00 | 0 | 33.00 | 33.00 | 0 | 33.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 859.00 | 38.00 | 897.00 | 859.00 | 38.00 | 897.00 |
| 3 | 1 | | MATÉRIEL DE VOIE..... | 381.00 | 0 | 381.00 | 381.00 | 0 | 381.00 |
| 4 | | | TRAVAUX DE MODERNISATION : | | | | | | |
| | 1 | | Infrastructure ..... | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | 2 | | Ouvrages d'art..... | 8.00 | 0 | 8.00 | 8.00 | 0 | 8.00 |
| | 3 | | Bâtiments ..... | 112.00 | 0 | 112.00 | 112.00 | 0 | 112.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 140.00 | 0 | 140.00 | 140.00 | 0 | 140.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE X..... | 1380.00 | 38.00 | 1418.00 | 1380.00 | 38.00 | 1418.00 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 262.00 | 6.10 | 30.50 | 31.00 | 329.60 | 228.143.445 9 | 87.261.922 | 315.405.367 9 |
| 9.00 | 0 | 0 | 0 | 9.00 | 8.175.550 0 | 820.000 | 8.993.550 0 |
| 122.00 | 50.00 | 0 | 25.32 | 197.32 | 121.971.296 5 | 92.746.030 | 214.717.326 5 |
| 33.00 | 4.61 | — 4.61 | 0 | 33.00 | 27.412.349 0 | 5.928.508 | 33.340.857 0 |
| 426.00 | 60.71 | 25.89 | 56.32 | 568.92 | 385.700.641 4 | 186.756.460 | 572.457.101 4 |
| 217.30 | 69.10 | 0 | 3.35 | 289.75 | 181.939.839 5 | 87.921.067 | 269.860.906 5 |
| 20.00 | 0 | 0 | 0 | 20.00 | 19.999.565 9 | 0 | 19.999.565 9 |
| 8.00 | 0 | 0 | 6 | 8.00 | 8.000.000 0 | 0 | 8.000.000 0 |
| 109.70 | 0 | 0 | — 0.62 | 109.08 | 105.002.272 5 | 1.663.421 | 106.665.693 5 |
| 137.70 | 0 | 0 | — 0.62 | 137.08 | 133.001.838 4 | 1.663.421 | 134.665.259 4 |
| 781.00 | 129.81 | 25.89 | 59.05 | 995.75 | 700.642.319 3 | 276.340.948 | 976.983.267 3 |

## CHAPITRE 110. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | MATÉRIEL ROULANT ET TRACTION : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel tracteur | 100.00 | 0 | 100.00 | 100.00 | 0 | 100.00 |
| | 2 | | Autorails | 80.00 | 0 | 80.00 | 80.00 | 0 | 80.00 |
| | 3 | | Matériel fixe | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2 | 200.00 | 0 | 200.00 | 200.00 | 0 | 200.00 |
| 3 | 1 | | MATÉRIEL DE VOIE | 104.00 | 0 | 104.00 | 104.00 | 0 | 104.00 |
| 4 | | | TRAVAUX DE MODERNISATION : | | | | | | |
| | 1 | | Infrastructure | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | 2 | | Ouvrages d'art | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | 3 | | Bâtiments | 50.00 | — 15.00 | 35.00 | 50.00 | — 15.00 | 35.00 |
| | 4 | | Améliorations diverses | 10.00 | 0 | 10.00 | 10.00 | 0 | 10.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4 | 100.00 | — 15.00 | 85.00 | 100.00 | — 15.00 | 85.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 110 | 404.00 | — 15.00 | 389.00 | 404.00 | — 15.00 | 389.00 |

## CHAPITRE 210. —

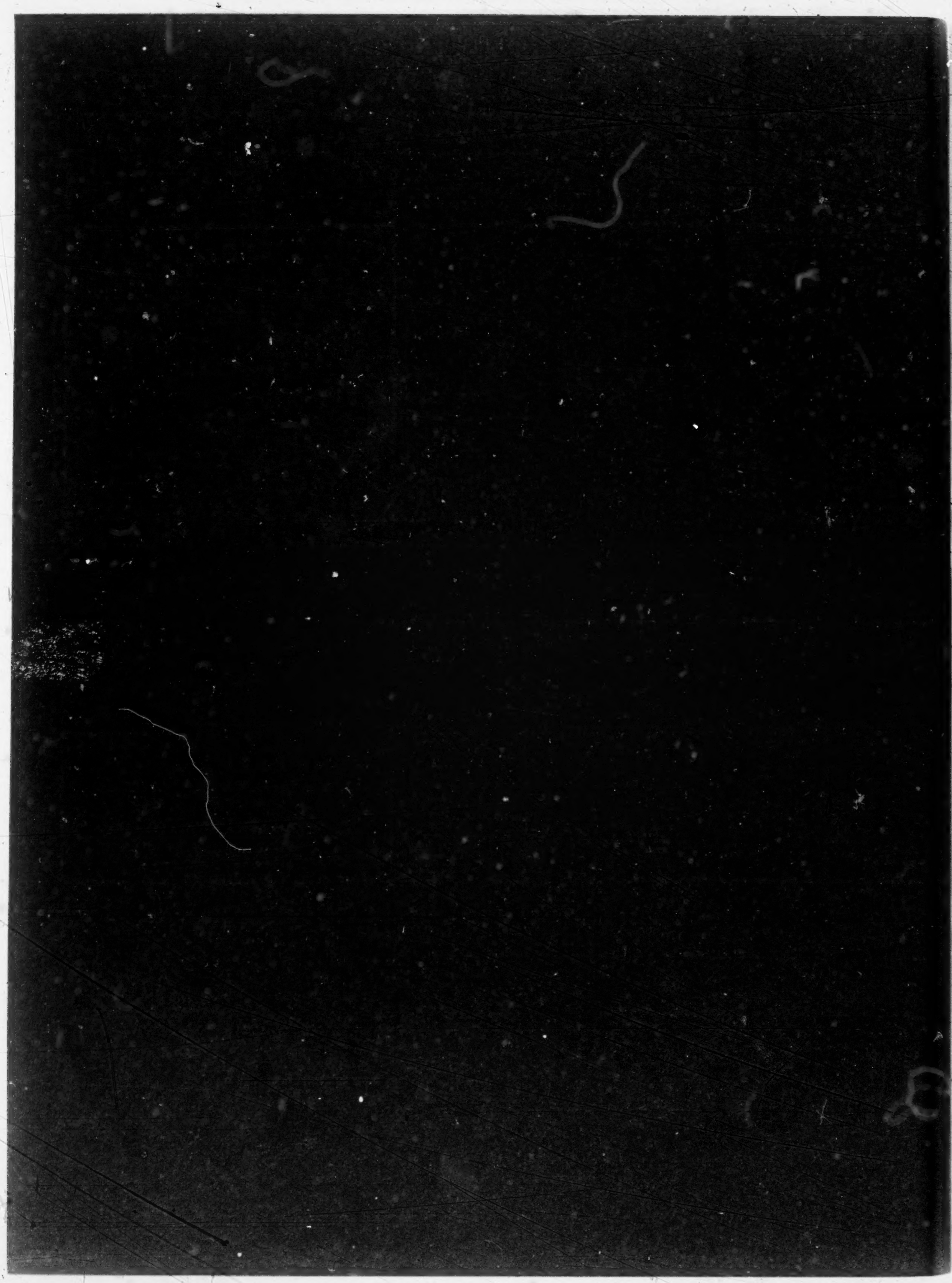
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4 | | | TRAVAUX DE MODERNISATION : | | | | | | |
| | 1 | | Infrastructure | 30.00 | 0 | 30.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | 2 | | Ouvrages d'art | 60.00 | 5.00 | 65.00 | 60.00 | 5.00 | 65.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4 | 90.00 | 5.00 | 95.00 | 90.00 | 5.00 | 95.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 210 | 90.00 | 5.00 | 95.00 | 90.00 | 5.00 | 95.00 |

CHEMINS DE FER.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 20.00 | — 20.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6.00 | 0 | 14.00 | 0 | 20.00 | 0 | 4.898.872 | 4.898.872 |
| 6.00 | 0 | 34.00 | — 20.00 | 20.00 | 0 | 4.898.872 | 4.898.872 |
| 53.00 | 0 | 0 | 11.73 | 64.73 | 0 | 57.311.624 | 57.311.624 |
| 4.70 | 4.20 | 1.80 | 2.44 | 13.14 | 4.430.760 0 | 7.387.830 | 11.818.590 |
| 8.00 | 0 | 6.00 | — 6.82 | 7.18 | 4.109.358 0 | 2.728.668 | 6.838.026 |
| 7.30 | 9.10 | 5.90 | 1.29 | 23.59 | 7.299.994 0 | 16.172.915 | 23.472.909 |
| 3.00 | 0 | 0 | — 2.99 | 0.01 | 0 | 6.268 | 6.268 |
| 23.00 | 13.30 | 13.70 | — 5.91 | 43.92 | 15.840.112 0 | 26.295.681 | 42.135.793 |
| 82.00 | 13.30 | 47.70 | — 14.35 | 128.65 | 15.840.112 0 | 88.506.177 | 104.346.289 |

CHEMINS DE FER.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 5.00 | 4.30 | 0 | 3.62 | 12.92 | 4.999.612 0 | 7.890.099 | 12.889.711 |
| 20.00 | 15.00 | 5.00 | 0 | 40.00 | 0 | 32.515.309 | 32.515.309 |
| 25.00 | 19.30 | 5.00 | 3.62 | 52.92 | 4.999.612 0 | 40.405.408 | 45.405.020 |
| 25.00 | 19.30 | 5.00 | 3.62 | 52.92 | 4.999.612 0 | 40.405.408 | 45.405.020 |



# CHAPITRE XI.

## ROUTES ET PONTS.

### CREDITS DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 994,65 | 798,19 | 786,12 | 672.774.013 |

se décomposant en :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Etudes ..... | 63 | 9,60 |
| Matériel ..... | 130,15 | 421,26 |
| Travaux ..... | 801,50 (1) | 367,33 (1) |
| TOTAL ..... | 994,65 | 798,19 |

Cette ventilation des crédits révèle d'emblée les caractéristiques de l'exercice au point de vue routier :

L'équilibre, toute proportion gardée, entre les 3 articles : études, matériel, travaux. Ce qui prouve l'intérêt vital que le Plan attache à l'activité du Service;

La prédominance des A.E. sur les C.P. aux postes Etudes et Travaux, ce qui signifie une possibilité d'aller de l'avant, ici encore exceptionnelle dans l'ensemble du Plan et indique un démarrage lent, compte tenu des études, du matériel et des entreprises mises en place avec retard, du manque d'ateliers et de pièces de rechange, ainsi que des longs délais de livraisons pour le matériel en provenance des Etats-Unis.

La position inverse pour le poste matériel est elle aussi significative en ce que le Plan considère le stade matériel comme dépassé, si le chiffre A.E. 130 est encore important c'est qu'il s'agit maintenant d'entretenir le matériel existant et de lui garantir les rechanges nécessaires. Les 421 millions CP ne doivent pas faire illusion; il s'agit presque uniquement de règlement de factures anciennes en attente depuis plus de six mois au moment de l'allocation de crédits nouveaux en fin de premier semestre. Seule, une importante commande ponts Paindavoine représente un élément neuf de l'exercice 1951-1952.

Dotée d'un important matériel, épaulée par des entreprises toujours plus nombreuses, la direction des T.P. devrait pouvoir regarder l'avenir avec optimisme, ne serait-ce la pénurie de personnel spécialisé.

## LES TRAVAUX.

L'erreur serait à Madagascar de ne juger l'activité des services des T.P. que sur le kilométrage de routes nouvelles. Nul ne doit ignorer que ce pays, qualifié à tort de hauts-plateaux, à ceinture côtière, se présente dans son ensemble comme un terrain des plus chaotique, compartimenté en d'innombrables sections par des rivières souvent torrentueuses, dont le débit hivernal et estival offre de grandes différences. Dans ces conditions, les «ouvrages d'art» deviennent primordiaux, leur importance pour l'avenir du trafic routier est considérable puisque le tonnage par unité de véhicule dont sera affectée la route dépend de la conception même de ces ouvrages.

Nous distinguerons donc :

*a*. Les travaux relatifs aux ouvrages d'art;

*b*. Les travaux routiers proprement dits.

Rappelons toutefois avant de résumer ces réalisations à quelle doctrine (élaborée au cours des premiers exercices du Plan) se rattachent ces travaux; elle se schématise de la façon suivante :

1° Un grand axe longitudinal Nord-Sud, à demi côtier dans sa partie Nord : Diégo-Suarez-Majunga (par

(1) Dont route Majunga-Tananarive AE = 400; CP = 109.

Ambanja, Ambilobe côte ouest), Tananarive-intérieur, dans sa partie Sud : Tananarive-Fianarantsoa avec un embranchement : Tuléar d'une part, Fort-Dauphin de l'autre;

2° Un grand axe transversal Ouest-Est, la route Majunga-Tananarive (à reprendre en totalité), prolongé par la route Tananarive-Tamatave qui est doublée par le Chemin de fer;

3° Une rocade Centre-Ouest, Tananarive-Tsiroanomandidy-Maintirano, correspondant à la mise en valeur d'une partie de la région Ouest qui apparaît comme devant être une région d'avenir de Madagascar tant à cause de ses terres (prédominance calcaire), de ses étendues propres au pâturage, malgré sa faiblesse de densité de population qui en fait à proprement parler un pays neuf, un Far West malgache.

Cette route, dans sa partie Ouest, devait drainer les produits du grand sillon de Miandrivazo (tabac) relié au nord à Maevatanàna (élevage), au Sud à la *Sakoa* (charbon) et plus loin, par un mouvement en faucille vers l'Est, à Fort-Dauphin, Fort-Dauphin apparaissant ainsi comme le Finistère de l'Ile en liaison à la fois avec la côte Est par le cabotage, avec le Centre par l'axe longitudinal, avec tout l'Ouest par la rocade

Disons tout de suite que ce projet, né de l'expérience et de l'abandon d'un «quadrillage» trop ambitieux de l'Ile, n'est lui-même réalisable que par tronçons; le coût total des travaux à entreprendre se chiffrant en 1951 aux environs de 25 milliards de francs C.F.A., somme sans proportion avec les possibilités actuelles de financement du F.I.D.E.S. comme avec le développement économique envisagé du Territoire dans les cinquante ans à venir. Tous les efforts se sont donc portés d'abord sur la liaison Majunga (le premier port touché par les navires venant d'Europe)-Tananarive.

La transformation de cette piste en route convenable présentera un avantage considérable pour le Territoire; encore faut-il noter que les crédits accordés par le Département ne concernent pour le moment que les tronçons terminaux de cette voie et que la moitié de ceux-ci, soit 400 sur 800 millions, est toujours bloquée. Ces réductions successives peuvent paraître aux esprits chagrins comme une sorte de démission. Ce jugement pessimiste ne tient pas devant les faits, n'oublions pas que les routes et ponts ont bénéficié depuis l'origine du Plan, au titre des 3 programmes 0, 1 et 2, de 2.272 millions en A.E. C'est assez dire que la nécessité de la réfection des axes routiers apparaît aux yeux du Territoire comme la condition essentielle de tout le développement économique.

Le tableau suivant résumera les travaux entrepris antérieurement à l'exercice 1951-1952 et durant cet exercice :

| AXE LONGITUDINAL. R.I.G. 11 + R.I.G. 7. DIÉGO-SUAREZ-FORT-DAUPHIN. | |
|---|---|
| **Antérieur à l'exercice 1951-1952.** | **Exercice 1951-1952.** |
| OUVRAGES D'ART. | |
| *Secteur Diégo-Ambazoana R.I.G. 11.* | |
| Pont sur la Mahavavy | Renforcement des piles 4, 5 et 6 |
| Pont sur l'Ifasy | Renforcement des 2 piles centrales, tablier de liaison et achèvement de l'ouvrage de décharge. |
| 13 ponts B.A. entre P.K. 208 + 228 | Achevés. |
| Pont sur la Besokatra | En cours. |
| Pont sur la Mananjeba | Marché en cours sur réévaluations pour exhaussement de 1,50 et dépenses R.D. |
| Pont digue sur le Seranana | |
| *Secteur Tananarive-Antsirabe R.I.G. 7.* | |
| P.K. 56. | |
| P.K. 109 et 111. | |
| P.K. 63. | |
| *Secteur Antsirabe-Fianarantsoa R.I.G. 7.* | |
| P.K. 344 | Amélioration du tracé P.K. 221 à P.K. 224. |
| P.K. 207 + 500 | Continuation travaux. |
| P.K. 228 et 237 | Pont P.K. 237. |
| P.K. 271, 279, 335, 337, 364, 397 | Amélioration de plate-forme de chaussée P.K. 217 à P.K. 238. |
| SECTIONS ROUTIERES. | |
| *Secteur Ambanja-Ambazoana R.I.G. 11.* | |
| Déviation de 28 kilomètres | Travaux en cours sur 16 kilomètres seulement en voie d'achèvement dernière section sur crédits réévaluations P.K. 198 à 211. |

| AXE TRANSVERSAL.<br>Majunga (R.I.G. 4). — Tananarive-Tamatave (R.I.G. 2). | |
|---|---|
| **Antérieur à l'exercice 1951-1952.** | **Exercice 1951-1952.** |
| *Secteur Majunga-Tananarive.*<br>P.K. 51 .....<br>P.K. 101 + 960.<br>P.K. 213, 231, 244, 290.<br><br>*Secteur Tananarive-Tamatave.*<br>P.K. 155 + 400 .....<br>P.K. 170 + 800.<br>P.K. 188 + 900.<br>P.K. 186 + 900. | En cours.<br>Amélioration de tracé construction de chaussée — Marché travaux Inter. P.K. 10 + 300 à P.K. 30....70 M.<br>Marché S.M.G.T.E.<br>P.K. 417 à P.K. 442.... 80 + 80 travaux en cours.<br>Marché S.N.T.P.<br>P.K. 545 à P.K. 580..... 90 M.<br><br>4 ponts achevés, travaux terminés en 1952. |

| ROCADE DE L'OUEST. | |
|---|---|
| **Antérieur à l'exercice 1951-1952.** | **Exercice 1951-1952.** |
| *Secteur Sakoa-Bekily.*<br>Tronçon de 26 kilomètres..... ..... | Travaux préparatoires, acheminement de gros matériel de terrassement — Tranche réévaluée. |

Ces réalisations dans le cadre du schéma général, axes en croix plus rocade de l'Ouest, ne doivent pas faire oublier les travaux entrepris sur quelques autres axes dont l'intérêt économique n'est pas discutable :
Tels sont ceux :

1° *De la route de Fianarantsoa-Mananjary R. I. G. 8 :*

Antérieur à l'exercice 1951-1952 :
Amélioration de la route par :
Construction de déviations P.K. 441 à 442 + 820;
Construction de déviations P.K. 483 à 488 + 900;
Aménagement de tronçons difficiles de région montagneuse P.K. 489 à 489 + 800.
Exercice 1951-1952 : néant;

2° *De la route Tananarive-Arivonimamo R. I. G. n° 1 :*

Servant à la desserte de l'aérodrome impérial d'Arivonimamo.
Antérieur à l'exercice 1951-1952 :.
Doublement du pont de la Sisaony;
Elargissement de la digue;
Remplacement du vieux pont suspendu de Nosizato sur l'Ikopa;
Route d'accès au terrain d'aviation d'Arivonimamo (en régie);
Deux grandes déviations de 5 kilomètres.
Exercice 1951-1952 :
Continuation des travaux;
Pont sur la Katsaoka (P.K. 24);

3° *De la route Ambilobe-Société Sucrière* se rattachant à l'axe Diégo-Suarez-Ambanja et devant drainer vers la mer la production agricole et sucrière de la région de la Mahavavy.

Antérieur à l'exercice 1951-1952 : Aucun travail effectif n'a été exécuté par suite de la nécessité de modifier la consistance des travaux prévus au marché primitif. Il a été procédé à l'achat du matériel nécessaire qui a donné lieu à la participation financière de l'administration conformément au marché (art. 12).

Exercice 1951-1952 : Etablissement de l'avenant n° 5, actuellement en cours d'approbation (route empierrée et bitumée avec ouvrages d'art définitifs, d'une longueur de 34 km. 120);

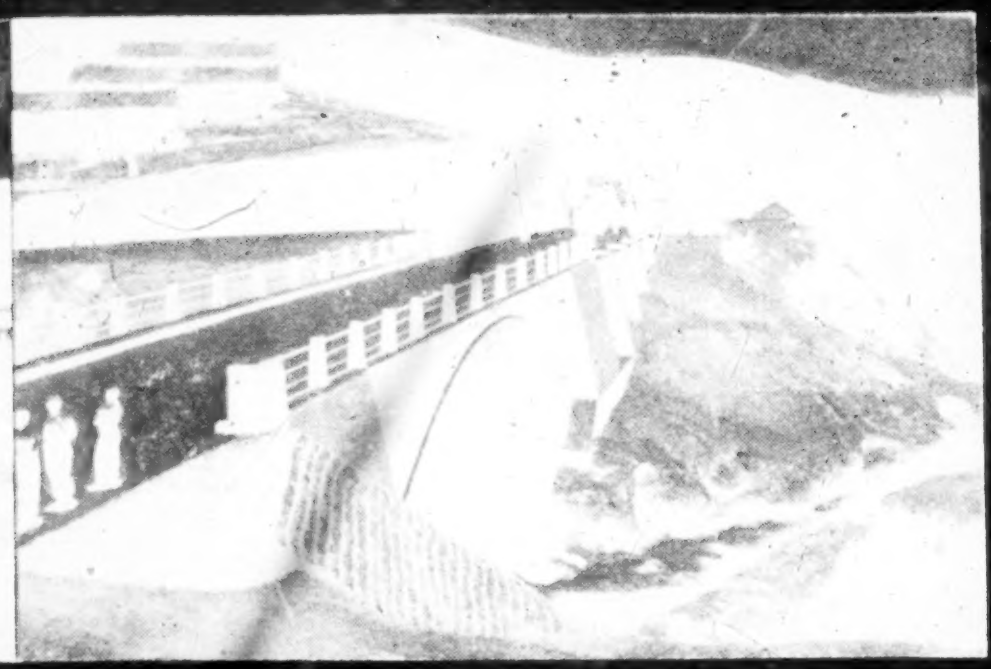
4° *De la route Morondava-Ankilizato-Malaimbandy*, amorce d'un second axe transversal au sud de l'axe Majunga-Tamatave, se bornant pour l'instant à l'évacuation des produits de l'arrière-pays (maïs).

Antérieur à l'exercice 1951-1952 ..... } Etudes.
Exercice 1951-1952 ..... }

Enfin l'intérêt que le Territoire porte à son équipement routier se révèle par les propositions faites au titre du futur plan quadriennal, où les routes tiennent la première place.

Aussi fragmentaires qu'apparaissent les réalisations actuelles, il convient donc de ne pas perdre de vue qu'elles s'intègrent dans un plan d'ensemble, que le Territoire compte poursuivre sans désemparer.

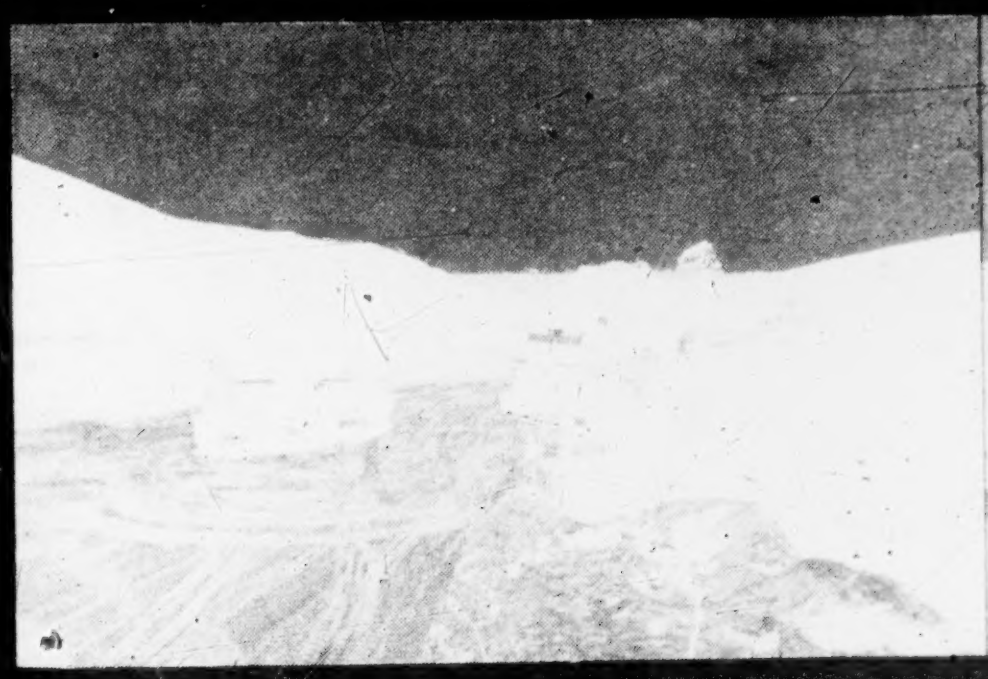
ALAROBIA. — LOGEMENTS DE L'ATELIER CENTRAL DES TRAVAUX PUBLICS.



PONT D'ILAKA (13-11-52). P. K. 237 ROUTE TANANARIVE-FIANARANTSOA. (*Bataillon du Génie.*)

FORT-CARNOT. — PONT SUR L'IONILAHY.

ROUTE IFANADIANA-AMBOHIMANGA. — PONT DE SANDRAKELY.



TRAVAUX DE LA ROUTE TANANARIVE-ARIVONIMAMO. (*Entreprise Rodier.*)

TRAVAUX DE LA ROUTE TANANARIVE-ARIVONIMAMO. (*Entreprise Rodier.*)

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES ..... | 25.00 | 0 | 25.00 | 24.99 | 0 | 24.99 |
| 2 | | | MATÉRIEL DU GÉNIE CIVIL : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel du Gouvernement Général ..... | 529.64 | 69.36 | 599.00 | 529.63 | 69.36 | 598.99 |
| | 2 | | Matériel des Provinces..... | 150.00 | 0 | 150.00 | 150.00 | 0 | 150.00 |
| | 3 | | Matériel d'exploitation..... | 40.00 | 0 | 40.00 | 40.00 | 0 | 40.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 719.64 | 69.36 | 789.00 | 719.63 | 69.36 | 788.99 |
| 3 | | | ATELIERS : | | | | | | |
| | 1 | | Atelier central..... | 210.00 | 35.00 | 245.00 | 210.00 | 35.00 | 245.00 |
| 4 | | | TRAVAUX (route de) : | | | | | | |
| | 11 | | Mandrare-Fort-Dauphin ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 14 | | Majunga-Tananarive ..... | 58.00 | — 24.00 | 34.00 | 58.00 | — 24.00 | 34.00 |
| | 15 | | Tananarive-Antsirabe ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 16 | | Antsirabe-Fianarantsoa ..... | 37.30 | 0 | 37.30 | 37.30 | 0 | 37.30 |
| | 17 | | Tananarive-Tamatave ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | 19 | | Fianarantsoa-Ihosy ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 20 | | Ihosy-Tuléar ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 21 | | Ihosy-Mandrare ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 22 | | Diégo-Suarez-Ambazoana ..... | 174.40 | 39.60 | 214.00 | 159.49 | 54.50 | 213.99 |
| | 23 | | Bataillon du Génie..... | 145.00 | 0 | 145.00 | 145.00 | 0 | 145.00 |
| | 24 | | Tananarive-Tsiroanomandidy... | 63.46 | 5.00 | 68.46 | 63.46 | 0 | 63.46 |
| | 25 | | Modernisation des chaussées.... | 4.50 | — 2.09 | 2.41 | 4.47 | — 2.07 | 2.40 |
| | 26 | | Villages des cantonniers..... | 0.80 | — 0.20 | 0.60 | 0.80 | — 0.20 | 0.60 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 485.46 | 18.31 | 503.77 | 470.52 | 28.27 | 498.75 |
| 5 | | | PONTS ET BACS : | | | | | | |
| | 1 | | Ponts divers..... | 45.00 | 2.00 | 47.00 | 45.00 | 0 | 45.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XI..... | 1485.10 | 124.67 | 1609.77 | 1470.14 | 132.59 | 1602.73 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 11.00 | 0 | 0 | 0 | 11.00 | 10.245.499 9 | 773.398 | 11.018.897 9 |
| 443.35 | 9.00 | 80.00 | + 39.00 | 571.35 | 134.248.272 0 | 127.284.520 | 561.532.792 0 |
| 144.00 | 0 | 6.51 | — 0.51 | 150.00 | 127.690.176 0 | 13.474.939 | 141.165.115 0 |
| 33.30 | 6.80 | 3.30 | — 5.90 | 37.50 | 29.704.963 0 | 6.833.712 | 36.538.675 0 |
| 620.65 | 15.80 | 89.81 | + 32.59 | 758.85 | 591.643.411 0 | 147.593.171 | 739.236.582 0 |
| 160.70 | 15.00 | 34.60 | + 12.40 | 222.70 | 142.047.614 9 | 68.320.939 | 210.368.553 9 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12.28 | 0 | 11.00 | — 5.54 | 17.74 | 9.737.262 3 | 6.829.625 | 16.566.887 3 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 34.31 | 0 | 1.39 | + 1.524 | 37.224 | 27.442.844 7 | 8.846.082 | 36.288.926 7 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 1.261.870 3 | 670.767 | 1.932.637 3 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 138.90 | 15.50 | 44.00 | + 6.50 | 204.90 | 134.863.474 1 | 61.078.489 | 195.941.963 1 |
| 145.00 | 0 | 0 | 0 | 145.00 | 144.543.000 0 | 459.932 | 145.002.932 0 |
| 51.00 | 0 | 10.26 | — 2.80 | 58.46 | 47.786.438 8 | 10.207.424 | 57.993.862 8 |
| 8.61 | 0 | 0 | — 6.378 | 2.232 | 2.107.966 0 | 183.697 | 2.291.663 0 |
| 0.60 | 0 | 0 | 0 | 0.60 | 599.128 0 | 0 | 599.128 0 |
| 392.70 | 15.50 | 66.75 | — 6.694 | 468.156 | 368.341.984 2 | 88.276.016 | 456.618.000 2 |
| 18.30 | 2.80 | 5.90 | — 5.796 | 21.204 | 17.825.000 0 | 727.312 | 18.552.312 0 |
| 1203.35 | 49.10 | 196.96 | + 32.50 | 1481.910 | 1.130.103.510 0 | 305.690.836 | 1.435.794.346 |

## CHAPITRE 111. —

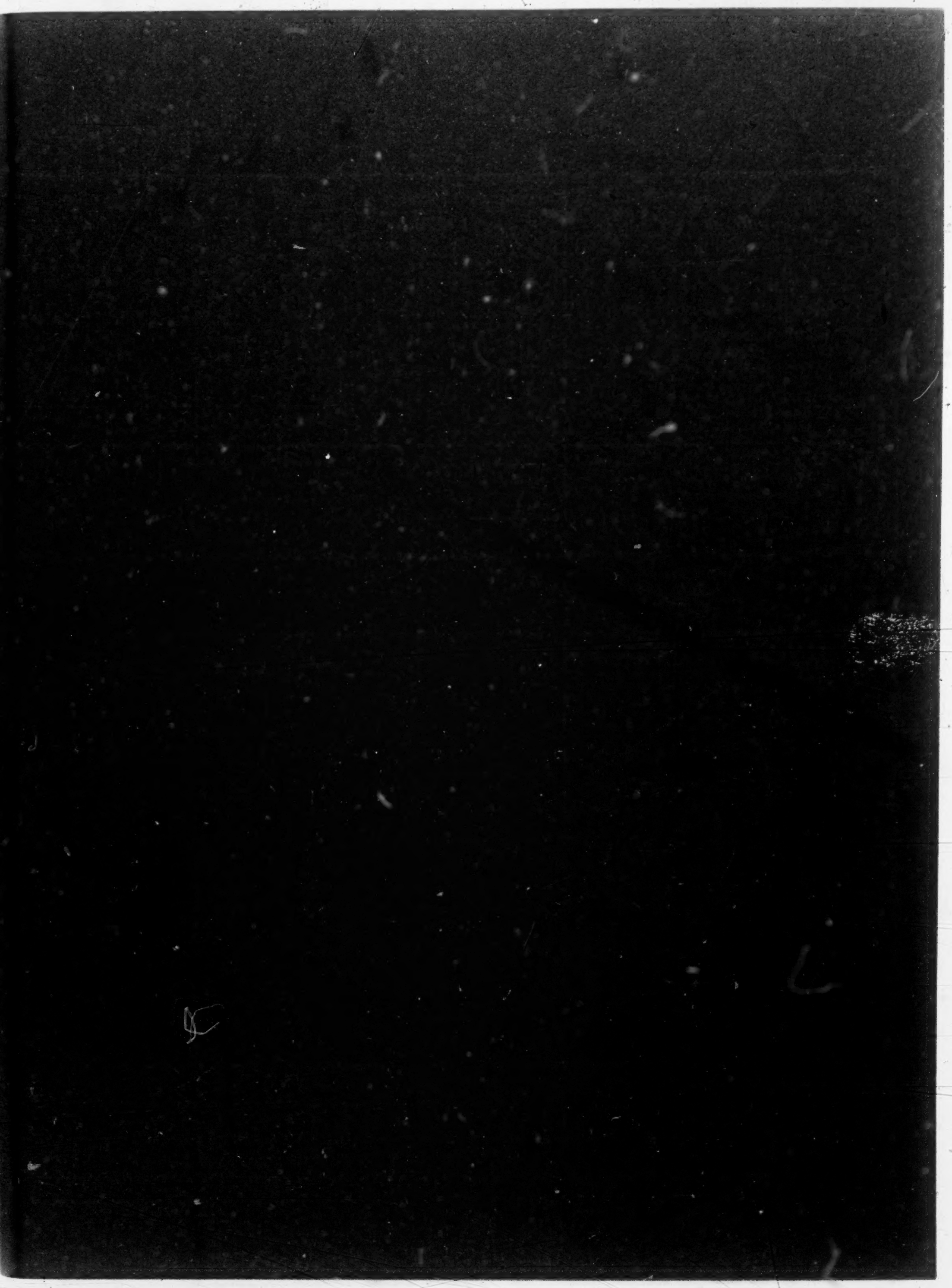
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | MATÉRIEL DU GÉNIE CIVIL : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel du Gouvernement Général ..... | 200.00 | 16.00 | 216.00 | 199.59 | 16.40 | 215.99 |
| | | | ATELIERS : | | | | | | |
| 3 | 2 | | *Ateliers provinciaux*..... | 25.00 | — 9.99 | 15.01 | 5.61 | 9.39 | 15.00 |
| 4 | | | TRAVAUX (ROUTE DE) : | | | | | | |
| | 2 | | Ambilobe-Société Sucrière..... | 30.00 | 0 | 30.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | 3 | | Ambanja-Ambazoana ..... | 55.00 | — 14.01 | 40.99 | 55.00 | — 14 01 | 40.99 |
| | 8 | | Morondava - Ankilizato - Malaimbandy ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 10 | | Sakoa-Bekily ..... | 22.00 | 0 | 22.00 | 22.00 | 0 | 22.00 |
| | 17 | | Tananarive-Tamatave ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 18 | | Fianarantsoa-Mananjary ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | 23 | | Bataillon du Génie..... | 100.00 | 0 | 100.00 | 100.00 | 0 | 100.00 |
| | 25 | | Modernisation des chaussées.... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 209.00 | — 14.01 | 194.99 | 209.00 | — 14.01 | 194.99 |
| 5 | | | PONTS ET BACS : | | | | | | |
| | 1 | | Ponts divers..... | 41.50 | 30.00 | 71.50 | 41.50 | 30.00 | 71.50 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 111..... | 475.50 | 22.00 | 497.50 | 455.70 | 41.78 | 497.48 |

## CHAPITRE 211. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES ..... | 65.00 | 0 | 65.00 | 2.00 | 31.56 | 33.56 |
| 4 | | | TRAVAUX (route de) : | | | | | | |
| | 14 | | Majunga-Tananarive ..... | 800.00 | 0 | 800.00 | 400.00 | 0 | 400.00 |
| | 23 | | Bataillon du Génie..... | 160.00 | — 5.00 | 155.00 | 160.00 | — 5.00 | 155.00 |
| | 24 | | Tananarive-Arivonimamo ..... | 100.00 | 0 | 100.00 | 100.00 | 0 | 100.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 1060.00 | — 5.00 | 1055.00 | 660.00 | — 5.00 | 655.00 |
| 5 | | | PONTS ET BACS : | | | | | | |
| | 2 | | Pont de Manakara..... | 60.00 | 0 | 60.00 | 0 | 0 | 0 |
| | 3 | | Pont sur le Mandrare..... | 120.00 | 130.00 | 250.00 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 5..... | 180.00 | 130.00 | 310.00 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 211..... | 1305.00 | 125.00 | 1430.00 | 662.00 | 26.56 | 588.56 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 50.00 | 28.49 | 32.04 | 91.47 | 202.00 | 39.525.525 0 | 133.421.720 | 172.947.245 0 |
| 11.50 | 4.10 | 7.41 | — 8.00 | 15.01 | 2.766.083 0 | 3.279.106 | 6.045.189 0 |
| 10.00 | 0 | 10.00 | — 15.00 | 5.00 | 4.512.800 0 | 363.599 | 4.876.399 0 |
| 25.00 | 0 | 14.49 | — 20.90 | 18.59 | 9.833.116 0 | 8.414.219 | 18.247.335 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7.10 | 0 | 0 | 0 | 7.10 | 6.273.522 0 | 825.572 | 7.099.094 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 1.938.905 0 | 61.065 | 1.999.970 0 |
| 100.00 | 0 | 0 | 0 | 100.00 | 99.832.575 6 | 123.852 | 99.956.427 6 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 144.10 | 0 | 24.49 | — 35.90 | 132.69 | 122.390.918 6 | 9.788.307 | 132.179.225 6 |
| 0 | 5.00 | 8.00 | 26.20 | 39.20 | 0 | 21.925.485 | 21.925.485 0 |
| 205.60 | 37.59 | 71.94 | 73.77 | 388.90 | 164.682.526 6 | 168.414.618 | 333.097.144 6 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 30.00 | 0 | 0 | — 21.00 | 9.00 | 145.984 0 | 7.181.944 | 7.327.938 0 |
| 80.00 | 0 | 81.00 | — 118.00 | 43.00 | 0 | 39.015.707 | 39.015.707 0 |
| 147.00 | 0 | 8.00 | 0 | 155.00 | 39.279.176 8 | 108.865.545 | 148.144.721 8 |
| 40.00 | 0 | 24.00 | — 8.00 | 56.00 | 0 | 43.605.369 | 43.605.369 0 |
| 267.00 | 0 | 113.00 | — 126.00 | 254.00 | 39.279.176 8 | 191.486.621 | 230.765.797 8 |
| 4.00 | 0 | 0 | — 4.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16.00 | — 1.00 | 0 | — 15.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20.00 | — 1.00 | 0 | — 19.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 317.00 | — 1.00 | 113.00 | — 166.00 | 263.00 | 39.425.160 8 | 198.668.565 | 238.093.725 8 |



# CHAPITRE XII.

## PORTS.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 102,18 | 675,01 | 667,45 | 574.215.737 |

Cette disproportion frappante entre les crédits A.E. et C.P. est le symptôme, si souvent remarqué, d'un achèvement de programme avant la «renaissance» prévue du futur plan quadriennal. La comparaison des crédits A.E. et C.P. alloués depuis l'origine du Plan soit :

| | A. E. | | C. P. |
|---|---|---|---|
| Exercice 1951-1952..... | 1.748,65 | — | 1.095,15 |
| | = 653,50 | | |

montre pourtant que la porte reste ouverte (653 M.) à une poursuite des travaux dont le principe, pas plus pour les routes que pour le chemin de fer, n'est abandonné. Examinons de plus près comment se décomposent les crédits disponibles au titre de l'exercice 1951-1952 :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| 1° Etudes ..... | 36,50 | 10,59 |
| 2° Matériel ..... | 65,68 | 224,84 |
| 3° Travaux ..... | 0 | 439,58 |
| TOTAL ..... | 102,18 | 675,01 |

Cette répartition confirme nos remarques antérieures à savoir :

1° La tendance à une liquidation du programme actuel.
En effet :

Les travaux ne comportant aucune possibilité d'engagement A.E. nouveaux;
Les 65, 68 A.E. (de l'art. 2) ne représentant qu'une réévaluation d'un matériel dont les factures en instance s'élevaient en novembre 1951 à plus de 71 millions, pour un disponible C.P. de 92 millions;

2° La perspective d'une reprise des travaux, en effet :

Les 36,50 d'A.E. (excédant les C.P. disponibles) affectés aux études de l'exercice 1951-1952 sont garants d'activités futures.
Mais il convient de quitter ce plan purement financier, pour considérer les travaux entrepris sous les angles géographique et économique.
Que représentent les travaux entrepris en 1951-1952 au regard de la politique portuaire suivie par le Plan ?

Madagascar, rappelons-le, offre 21 ports au commerce extérieur, dont un bon nombre, il est vrai, faute de trafic important, ne méritent qu'une amélioration du balisage et des surfaces couvertes, l'objectif primordial restant l'équipement des ports principaux; ceux-ci du point de vue tonnage annuel se classent comme suit :

| PORTS. | COTE OUEST. | COTE EST. | TONNAGE ANNUEL REMANUTENTIONNÉ. Moyenne 1938-1951 (en tonnes). | |
|---|---|---|---|---|
| 1° Tamatave | » | 1 | » | 246.000 |
| 2° Majunga | 1 | » | 114.000 | » |
| 3° Diégo-Suarez | (Nord.) | | 82.000 | |
| 4° Nossi-Bé | 1 | » | 36.000 | » |
| 5° Tuléar | 1 | » | 26.000 | » |
| 6° Manakara | » | 1 | » | 25.000 |
| 7° Morondava | 1 | » | 23.000 | » |
| 8° Fort-Dauphin | » | 1 | » | 18.000 |
| 9° Analalava | 1 | » | 11.000 | » |
| 10° Farafangana | » | 1 | » | 7.000 |
| | | | 210.000 C.O. | 296.000 C.E. |

Les tonnages rendent compte de l'importance actuelle de fait des principaux ports, trois ports l'emportant de loin sur tous les autres.

*Tamatave :* le grand port de la côte Est sans grande indentation, abrité derrière deux bancs de coraux, mais voie d'accès et port de sortie des Hauts-Plateaux reliés par la voie ferrée du T.C.E.

*Majunga :* le grand port de la côte Ouest, en bordure de la baie de Bombetoka, l'escale malgache à l'arrivée de France et qu'à défaut de voie ferrée une route relie à la capitale (route en cours de réaménagement).

*Diégo-Suarez :* le seul grand port naturel de l'Ile, au fond d'une rade merveilleusement indentée et l'une des plus spacieuse du monde; situé «en Finistère» il se présente comme un port de transit, tête de ligne du cabotage vers le Sud-Ouest et vers le Sud-Est.

Madagascar se présente au reste du point de vue portuaire :

Avec 5.000 kilomètre de côte; la côte Ouest l'emportant d'un tiers sur la côte Est;

Avec une forme allongée Nord-Sud, cloisonnée en deux compartiments Ouest et Est, faisant de la mer la meilleure voie d'échanges interrégionaux.

Cette structure, qui conditionne le développement du port entrepôt Diégo-Suarez, a donné aux ports de la côte Ouest et de la côte Est l'allure d'«échelles». Mais alors que les échelles de l'Est se succèdent sur une côte rectiligne parcourue sur deux tiers de sa longueur par le grand canal naturel de collectage : les Pangalanes, la côte Ouest, plus développée kilométriquement d'un tiers, offre une succession de petits ports chef-lieux de bassins agricoles isolés les uns des autres.

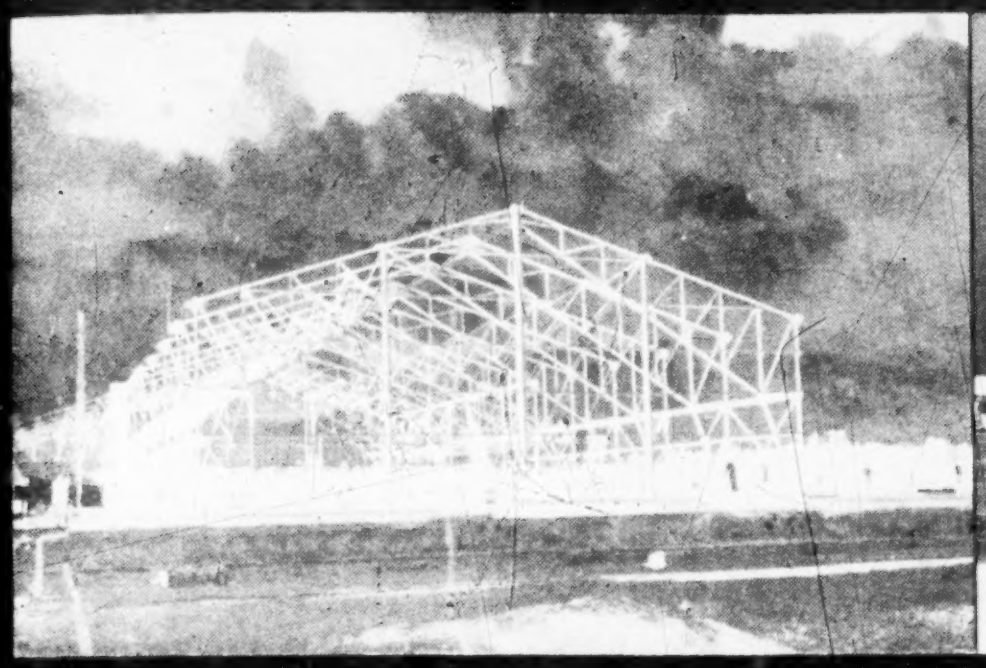
De ces considérations géographiques, a résulté une doctrine (exposée dans le Plan décennal du Territoire) et qu'on peut résumer de la sorte :

1° Nécessité de développer, en premier lieu, les deux grands ports médians des côtes Est (Tamatave) et Ouest (Majunga) en différant l'aménagement de Diégo-Suarez, sans hinterland et dont l'équipement actuel peut, à la rigueur, être considéré comme suffisant;

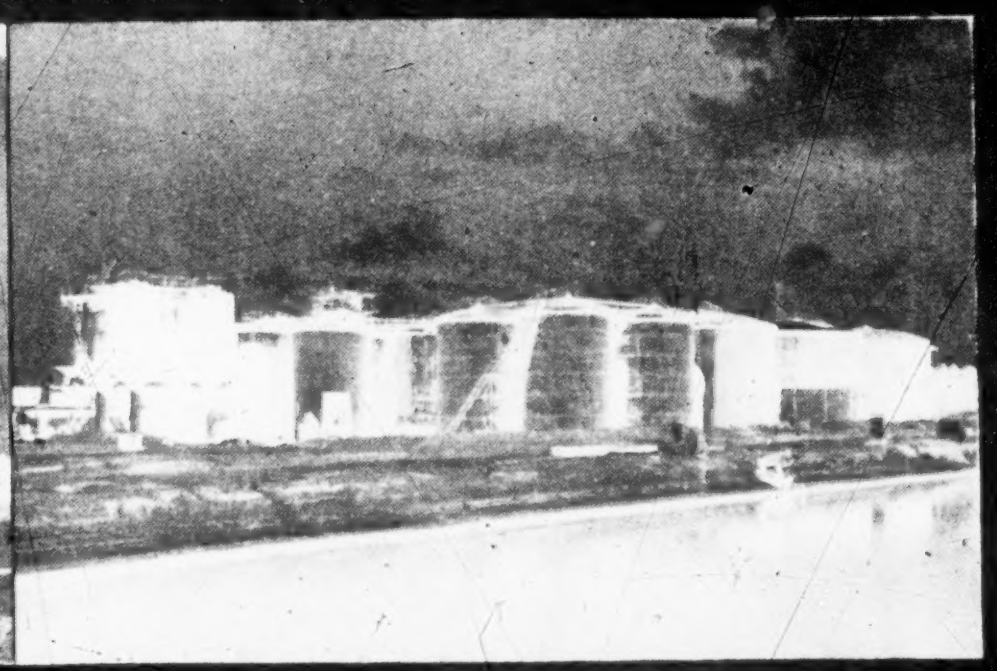
2° Amélioration du batelage et dans certains cas de l'infrastructure des ports de la côte Est se présentant comme futurs centres d'attraction et de collectage régionaux : Vohémar, Manakara, Fort-Dauphin;

3° Mêmes perspectives pour les ports de la côte Ouest dont l'hinterland se présente, lui, avec des solutions de continuité importantes, et qui font de ceux-ci beaucoup plus de petits chefs-lieux exutoires de «poches agricoles» que des centres de drainage côtier : Maintirano, Morondava, Morombe, Tuléar;

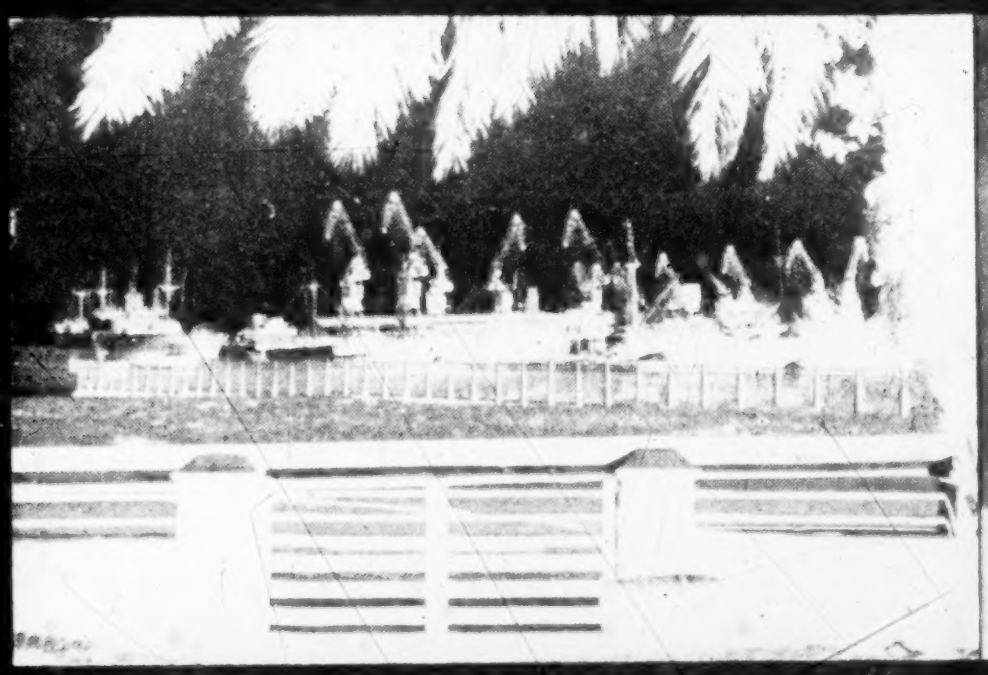
4° Développement de certains petits ports dont l'importance est actuellement négligeable, mais qui, par suite de l'incidence des autres travaux du Plan, sont appelés à un avenir économique considérable, tel est le cas d'Ambilobe, porte de sortie du bassin sucrier de la Mahavavy, en cours d'installation.



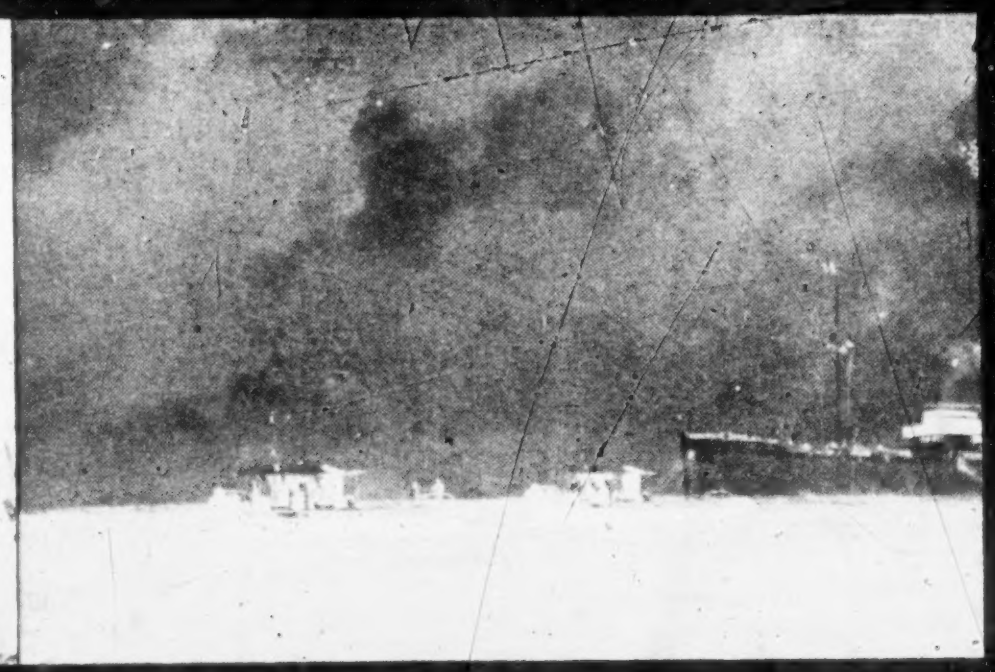
TAMATAVE. — PARC DES HYDROCARBURES.
*(Entreprises Desmarais et S. N. T. P.)*



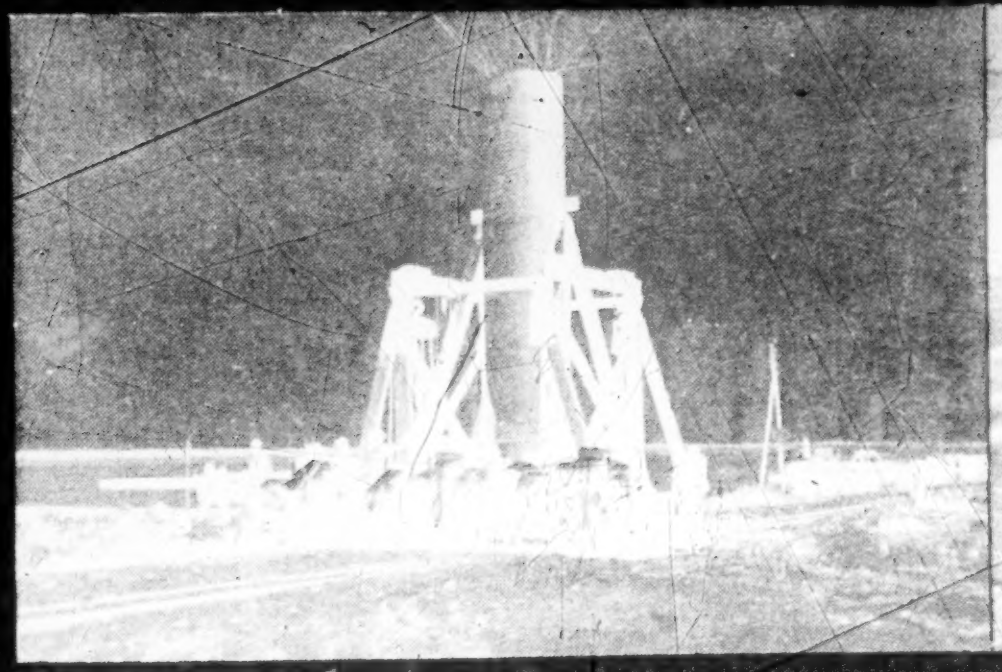
TAMATAVE. — DÉPÔT DES HYDROCARBURES.
*(Entreprises Desmarais et S. N. T. P.)*



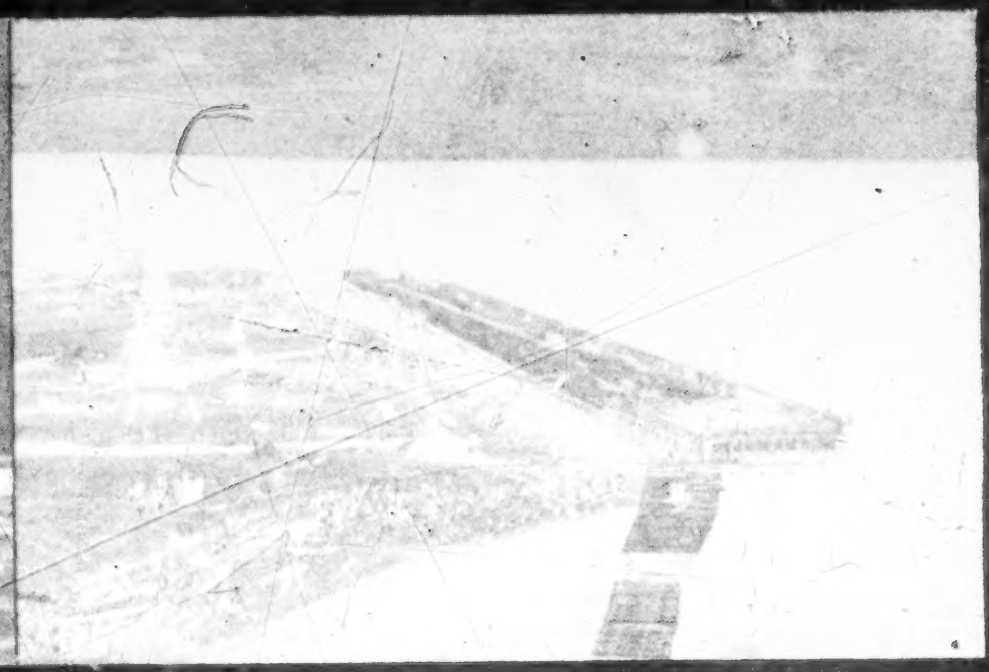
TAMATAVE. — LE PORT AVEC LES GRUES APPLEVAGE.



TAMATAVE. — REMORQUEURS «IVONDRO» ET «RIANILA».



MAJUNGA. — TRAVAUX DU QUAI DE BATELAGE.
*(Entreprises Métropolitaines et Coloniales.)*



MAJUNGA. — QUAI DE BATELAGE.
*(Entreprises Métropolitaines et Coloniales.)*

Reste à voir, au regard de ce programme primitif, les travaux effectivement réalisés.

Devant la tâche immense qui s'offrait, le Plan, comme pour les chemins de fer ou les routes, fut en effet contraint de faire un choix qui se porta exclusivement sur l'aménagement de Tamatave centralisateur des échelles de la côte Est, débouché des Hauts-Plateaux et sur Majunga qui, jusqu'à réfection de la route Majunga-Tananarive, fera, il est vrai, plutôt figure de grand port régional que de port à l'échelle du Territoire.

*Ports secondaires :* Soumis à de dures contingences financières, le Plan, davantage guidé par l'intérêt économique prochain que par la doctrine d'une hiérarchisation des échelles des deux côtes, décida en fin de compte de consacrer la majeure partie des crédits alloués au titre des ports secondaires; à la création du port d'Ambilobe exutoire du delta de la Mahavavy : 18 millions sur 67,99; le reste des crédits étant réparti entre un port de la côte Ouest : Morondava, chef-lieu d'une région riche mais isolée, où était prévue par ailleurs une route de pénétration et un port de la côte Est, centre d'attraction régionale et ville en croissance tant du point touristique qu'économique : Fort-Dauphin. Mais n'oublions pas, à côté de l'infrastructure, le gros effort fait au point de vue de l'équipement en matériel de nombreux ports secondaires, ce qui représente un premier stade (et le plus logique) du développement portuaire.

En bref, au point de vue travaux, cinq ports, sur les dix principaux (+ Ambilobe) méritant intérêt, sont à l'heure actuelle en voie d'extension.

Voyons quelle part revient à l'exercice 1951-1952 dans ces travaux d'équipement. Le tableau suivant fixera les idées sur ce point :

| | ANTERIEUREMENT. | EXERCICE 1951-1952. |
|---|---|---|
| Tamatave ..... | Crédits : 135 M. C. P..... | 324 M. C. P. |
| | Utilisés : 104..... | Utilisés : 305. |
| | Construction d'un dépôt d'hydrocarbures en vrac (marché Desmarais du 28 mars 1950). | (Poursuivie.) |
| | Sur une vaste plate-forme créée avec les déblais des Pangalanes (Marché S.N.T.P. du 27 juillet 1950). Construction d'un quai de batelage et de hangars en B. A. | (Poursuivie.) |
| Majunga ..... | Crédits : 55 M. C.P..... | Crédit : 70 M. C. P. |
| | Utilisés : 44 M. pour : | Utilisés : 70 M. |
| | Construction d'un appontement adossé à un terre-plein (Marché E. M. C. du 30 octobre 1950). | |
| Port d'Ambilobe..... | Crédit : 19. | |
| | Utilisés : 12. | |
| | Construction d'un quai de 100 mètres avec terre-pleins (marché Société Sucrière du 3 octobre 1950). | (Poursuivie.) |
| Morondava ..... | Crédits : 1 M. ..... | Crédits : 11 M. C. P. |
| | Utilisés : 0,34..... | Utilisés : 11 M. |
| | Construction d'un wharf (marché local du 29 septembre 1950). | |
| Fort-Dauphin ..... | Crédits : 6,60..... | Crédits : 5 M. C. P. |
| | Utilisés : 2,84..... | Utilisés : 1 m. |
| | Extensions des terre-pleins et amélioration des accès du port (darse). | (Poursuivie.) |

A noter toutefois que la marge des crédits A.E. pour ces différents travaux permettent d'envisager d'autres aménagements.

En conclusion, le chapitre Ports est fort comparable à celui des Chemins de fer : gros effort au point de vue modernisation du matériel, réduction des objectifs primitifs au point de vue travaux, mais poursuite des études dans l'attente de temps meilleurs. L'ensemble révélant une doctrine cohérente dont la réalisation s'opère à un rythme satisfaisant dans le cadre d'importants marchés avec des entreprises qualifiées.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave | 4.25 | 0 | 4.25 | 4.25 | 0 | 4.25 |
| | 2 | | Ports secondaires | 1.21 | 0 | 1.21 | 1.21 | 0 | 1.21 |
| | 4 | | Matériel d'exploitation | 2.29 | 0 | 2.29 | 2.29 | 0 | 2.29 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er | 7.75 | 0 | 7.75 | 7.75 | 0 | 7.75 |
| 2 | | | MATÉRIEL TERRESTRE : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave | 100.00 | 0 | 100.00 | 100.00 | 0 | 100.00 |
| | 2 | | Ports secondaires | 25.00 | 3.00 | 28.00 | 24.00 | 4.00 | 28.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2. | 125.00 | 3.00 | 128.00 | 124.00 | 4.00 | 128.00 |
| 3 | | | MATÉRIEL FLOTTANT : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave | 100.00 | 47.00 | 147.00 | 100.00 | 47.00 | 147.00 |
| | 2 | | Ports secondaires | 260.00 | 7.00 | 267.00 | 256.00 | 11.00 | 267.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3 | 360.00 | 54.00 | 414.00 | 356.00 | 58.00 | 414.00 |
| 4 | | | MODERNISATION ET EXTENSION DES PORTS : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave | 310.00 | — 8.60 | 301.40 | 310.00 | — 8.60 | 301.40 |
| | 2 | | Autres ports : | | | | | | |
| | | 6 | Majunga | 52.00 | 0 | 52.00 | 52.00 | 0 | 52.00 |
| | | 7 | Morondava | 50.00 | — 15.00 | 35.00 | 50.00 | — 15.00 | 35.00 |
| | | 9 | Fort-Dauphin | 5.00 | 0 | 5.00 | 5.00 | 0 | 5.00 |
| | | 10 | Surfaces couvertes | 10.00 | — 2.00 | 8.00 | 10.00 | — 2.00 | 8.00 |
| | | 11 | Divers ports | 25.00 | 0 | 25.00 | 25.00 | 0 | 25.00 |
| | | | TOTAL DU § 2 | 142.00 | — 17.00 | 125.00 | 142.00 | — 17.00 | 125.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4 | 452.00 | — 15.60 | 426.40 | 452.00 | — 25.60 | 426.40 |
| 6 | | | ECLAIRAGE ET BALISAGE DES CÔTES : | | | | | | |
| | 4 | | Travaux et amélioration | 15.00 | — 5.00 | 10.00 | 15.00 | — 5.00 | 10.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XII | 959.75 | 26.40 | 986.15 | 954.75 | 31.40 | 986.15 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2.25 | 1.00 | 1.00 | 0 | 4.25 | 625.262 5 | 1.862.429 | 2.487.691 5 |
| 1.21 | 0 | 0 | 0 | 1.21 | 1.224.880 8 | 0 | 1.224.880 8 |
| 2.29 | 0 | 0 | 0 | 2.29 | 1.525.729 4 | 603.945 | 2.129.674 4 |
| 5.75 | 1.00 | 1.00 | 0 | 7.75 | 3.375.872 7 | 2.466.374 | 5.842.246 7 |
| 70.00 | 5.60 | 0 | 15.61 | 91.21 | 47.451.262 9 | 41.463.631 | 88.914.893 9 |
| 24.00 | 0.40 | 3.60 | — 1.72 | 26.27 | 19.040.609 0 | 5.438.234 | 24.478.843 0 |
| 94.00 | 6.00 | 3.60 | 13.88 | 117.48 | 66.491.871 9 | 46.901.865 | 113.393.736 9 |
| 85.00 | 15.00 | 11.40 | 35.60 | 147.00 | 72.666.886 1 | 73.307.151 | 145.974.037 1 |
| 158.00 | 22.40 | 68.60 | — 50.89 | 198.10 | 111.619.832 2 | 40.044.953 | 151.664.785 2 |
| 243.00 | 37.40 | 80.00 | — 15.29 | 345.10 | 184.286.718 3 | 113.353.104 | 297.638.822 3 |
| 105.40 | 30.00 | 81.90 | 41.09 | 258.39 | 99.148.835 5 | 133.068.470 | 232.217.305 5 |
| 24.00 | 3.00 | 15.00 | 8.00 | 50.00 | 23.726.679 0 | 25.953.509 | 49.680.188 0 |
| 1.00 | 0.50 | 3.50 | 0.20 | 5.20 | 342.954 5 | 4.406.573 | 4.749.527 5 |
| 3.60 | 0 | 1.40 | 0 | 5.00 | 2.843.785 0 | 1.235.903 | 4.079.688 0 |
| 7.20 | 0 | 0 | — 0.09 | 7.11 | 7.115.190 4 | 0 | 7.115.190 4 |
| 14.50 | 3.30 | 7.20 | — 3.50 | 21.50 | 12.525.448 3 | 6.962.210 | 19.587.658 3 |
| 50.30 | 6.80 | 27.10 | 4.61 | 88.81 | 46.654.057 2 | 38.558.195 | 85.212.252 2 |
| 155.70 | 36.80 | 109.00 | 45.70 | 347.20 | 145.802.892 7 | 171.626.665 | 317.429.557 7 |
| 3.50 | 1.60 | 4.90 | — 4.69 | 5.30 | 2.777.528 5 | 1.609.844 | 4.387.372 5 |
| 501.95 | 82.80 | 198.50 | 39.60 | 822.85 | 402.734.884 1 | 335.956.852 | 738.691.736 1 |

## CHAPITRE 112. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave ..... | 4.00 | 5.00 | 9.00 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 | | Ports secondaires..... | 5.50 | 3.00 | 8.50 | 5.50 | 0 | 5.50 |
| | 3 | | Matériel de construction..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 5 | | Balisage et hydrographie..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 7.50 | 3.26 | 10.76 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 24.50 | 8.00 | 32.50 | 13.00 | 3.26 | 16.26 |
| 2 | | | MATÉRIEL TERRESTRE : | | | | | | |
| | 2 | | Ports secondaires..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 7.31 | 2.68 | 9.99 |
| 3 | | | MATÉRIEL FLOTTANT : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave ..... | 10.00 | 1.00 | 11.00 | 10.00 | 1.00 | 11.00 |
| 4 | | | MODERNISATION ET EXTENSION DES PORTS : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave ..... | 250.00 | 0 | 250.00 | 250.00 | 0 | 250.00 |
| | 2 | | Autres ports : | | | | | | |
| | | 2 | Diégo-Suarez ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 3 | Ambilobe ..... | 30.00 | 0 | 30.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | | 6 | Majunga ..... | 90.00 | 0 | 90.00 | 90.00 | 0 | 90.00 |
| | | 7 | Morondava ..... | 300.00 | 0 | 300.00 | 300.00 | 0 | 300.00 |
| | | 9 | Fort-Dauphin ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| | | 10 | Surfaces couvertes..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 11 | Divers ports..... | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |
| | | | TOTAL DU § 2..... | 427.00 | 0 | 427.00 | 427.00 | 0 | 427.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 677.00 | 0 | 677.00 | 677.00 | 0 | 677.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 112..... | 721.50 | 9.00 | 730.50 | 707.31 | 6.94 | 714.25 |

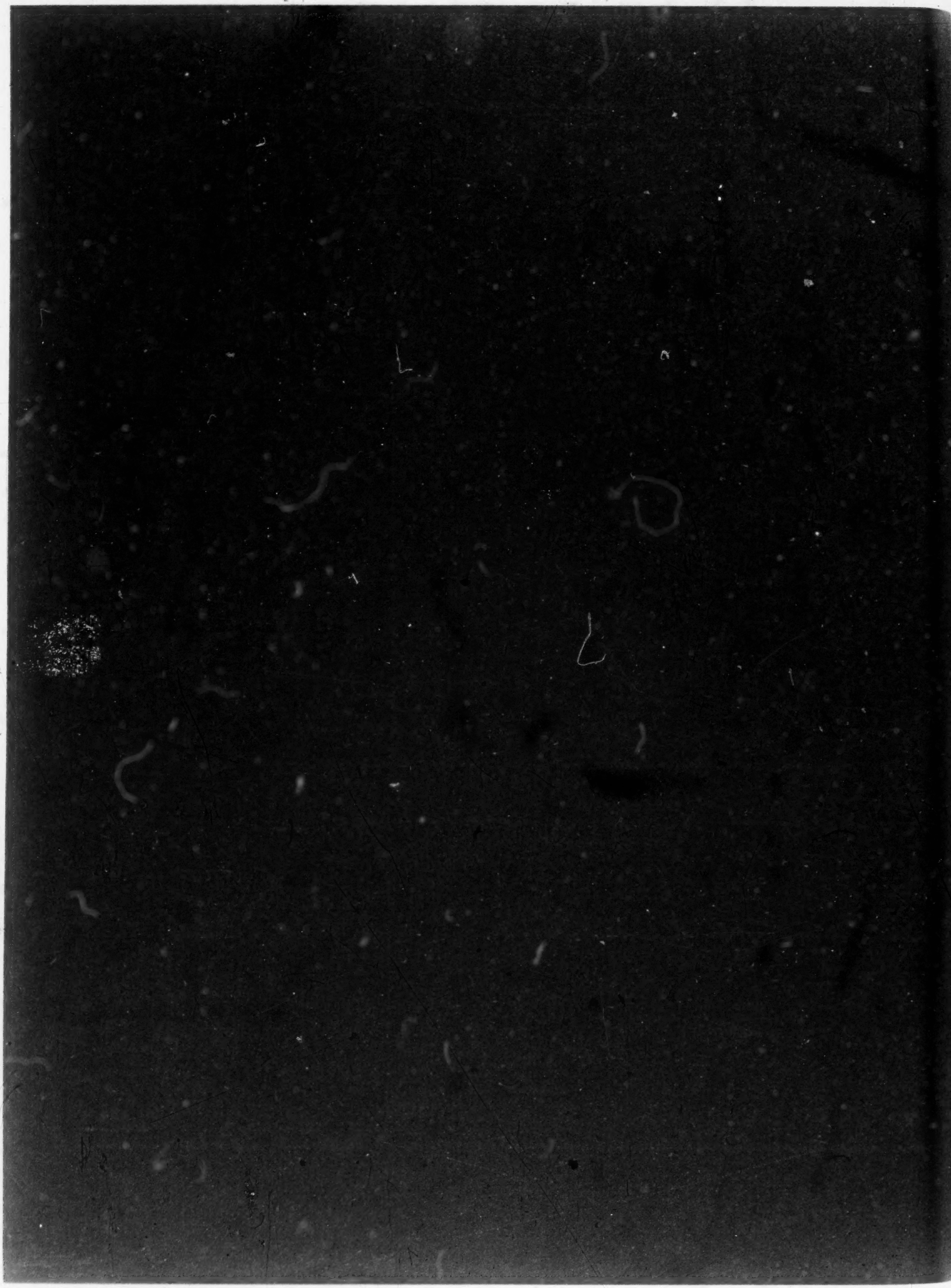
## CHAPITRE 212. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave ..... | 12.00 | 0 | 12.00 | 0 | 2.00 | 2.00 |
| | 3 | | Balisage et hydrographie..... | 20.00 | 0 | 20.00 | 15.00 | 0 | 15.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 32.00 | 0 | 32.00 | 15.00 | 2.00 | 17.00 |
| 6 | | | ECLAIRAGE ET BALISAGE DES CÔTES : | | | | | | |
| | 1 | | Aménagement baliseur..... | 10.00 | — 10.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 212..... | 42.00 | — 10.00 | 32.00 | 15.00 | 2.00 | 17.00 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0 | 0 | 2.50 | — 2.50 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3.00 | 0 | 5.50 | — 5.00 | 3,50 | 769.988 | 584.145 | 1.354.133 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7.50 | 0 | 0 | 0 | 7.50 | 7.500.000 | 0 | 7.500.000 |
| 10.50 | 0 | 8.00 | — 7.50 | 11.00 | 8.269.988 | 584.145 | 8.854.133 |
| 3.50 | 0 | 3.00 | 1.33 | 7.83 | 1.685.698 | 6.122.336 | 7.808.034 |
| 9.00 | 0 | 0 | 0.47 | 9.47 | 2.000.000 | 4.222.162 | 6.222.162 |
| 30.00 | 45.00 | 95.00 | 10.00 | 180.00 | 4.965.137 | 172.804.079 | 177.769.216 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 19.00 | 0 | 5.00 | — 6.00 | 18.00 | 12.444.235 | 1.455.590 | 13.895.825 |
| 31.00 | 0 | 32.00 | 0 | 63.00 | 18.923.184 | 44.071.898 | 62.995.082 |
| 0 | 0 | 7.00 | 0 | 7.00 | 0 | 7.000.000 | 7.000.000 |
| 3.00 | 0 | 1.50 | — 1.50 | 3.00 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 4.00 | — 3.00 | 1.00 | 0 | 0 | 0 |
| 53.00 | 0 | 49.50 | — 10.50 | 92.00 | 31.367.419 | 52.527.488 | 83.894.907 |
| 83.00 | 45.00 | 144.50 | — 0.50 | 272.00 | 36.332.556 | 225.331.567 | 261.664.123 |
| 106.00 | 45.00 | 155.50 | — 6,20 | 300.30 | 48.288.242 | 236.260.210 | 284.548.452 |



| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2.00 | 1.00 | 2.00 | — 1.50 | 3.50 | 0 | 1.998.675 | 1.998.675 |
| 20.00 | — 5.00 | 0 | 0 | 15.00 | 15.000.000 | 0 | 15.000.000 |
| 22.00 | — 4.00 | 2.00 | — 1.50 | 18.50 | 15.000.000 | 1.998.675 | 16.998.675 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22.00 | — 4.00 | 2.00 | — 1.50 | 18.50 | 15.000.000 | 1.998.675 | 16.998.675 |



# CHAPITRE XIV.

## VOIES NAVIGABLES.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 7,95 | 157,65 | 153,29 | 113.975.987 |

Comme le programme routes, les projets concernant l'ouverture des Pangalanes de Tamatave à Farafangana se présentent dans l'ensemble du Plan comme des travaux de «grande haleine» témoins de conceptions qui, en d'autres domaines, ont dû trop souvent se ramener aux proportions plus réduites des crédits mis à leur disposition. Comme celui des routes, le chapitre des voies navigables poursuit son destin, profitant de l'avantage des œuvres commencées. Sans doute ne s'agit-il encore que d'une modeste mise en route d'un projet envisageant l'œuvre des Pangalanes sous l'aspect d'un chantier unique.

Les 7,95 millions d'A.E. peuvent paraître dérisoires, leur modicité ne prouve rien; ils sont uniquement consacrés à la poursuite des études. Ce qui importe ce sont les 116 millions de crédits de paiement, bien entendu couverts par des engagements d'A.E. antérieurs.

Sur la charnière de Tamatave, avec son port fluvial et sa gare maritime, les Pangalanes doivent être aménagées (élargissement, approfondissement, déroctage) plus tard jusqu'à Foulpointe au Nord et surtout jusqu'à Farafangana au Sud. Quelles sont les réalisations actuelles de ce grand œuvre ? Fort peu de chose apparemment, mais, et ceci est capital, le matériel est sur place, mieux, il est déjà en action avec une efficacité qui fait bien augurer de la poursuite des travaux.

Par matériel nous entendons surtout la drague suceuse, déplaçant 300 tonnes, longue de 30 mètres et large de 7,25 avec 1,50 de tirant d'eau et une puissance de 1.000 C.V. Cet engin, dont l'appareillage a été à lui seul un véritable travail, est escorté de 22 grosses pièces terrestres : Bulldozers, scrapers, rootrake, etc.

La première section attaquée fut celle de Tamatave-Ivondro (9 kilomètres) représentant un seuil terrestre créant une solution de continuité dans l'immense voie des Pangalanes qui, sur 500 kilomètres, longe les trois quarts de la côte Est, entre la terre ferme et des bancs sablonneux, couverts de filaos et d'une flore arbustive, toujours agités par les vents d'Est.

Après cette attaque de la terre (la plus ingrate) viendra celle des fonds et la mise au gabarit du chenal actuel.

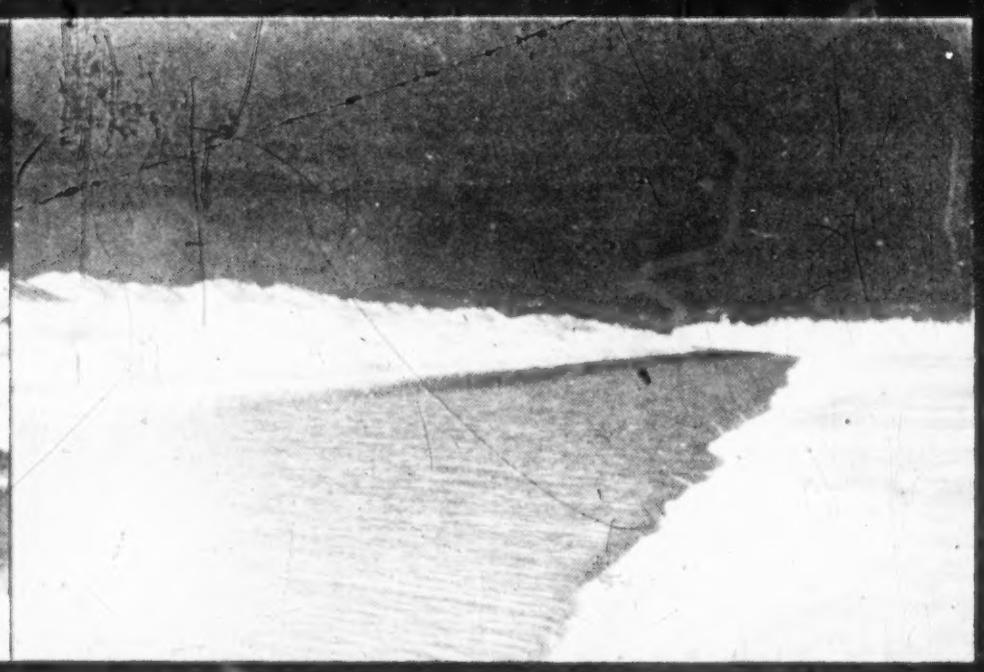
Pour l'instant le cube à draguer représente 1.400.000 mètres cubes, c'est-à-dire un tiers de plus que le total des terrassements de tous les aérodromes mis en chantier sur les crédits du Plan depuis l'ouverture de celui-ci.

La gare fluviale réclame à elle seule un débroussaillement de 51 hectares et un déplacement de 150.000 mètres cubes.

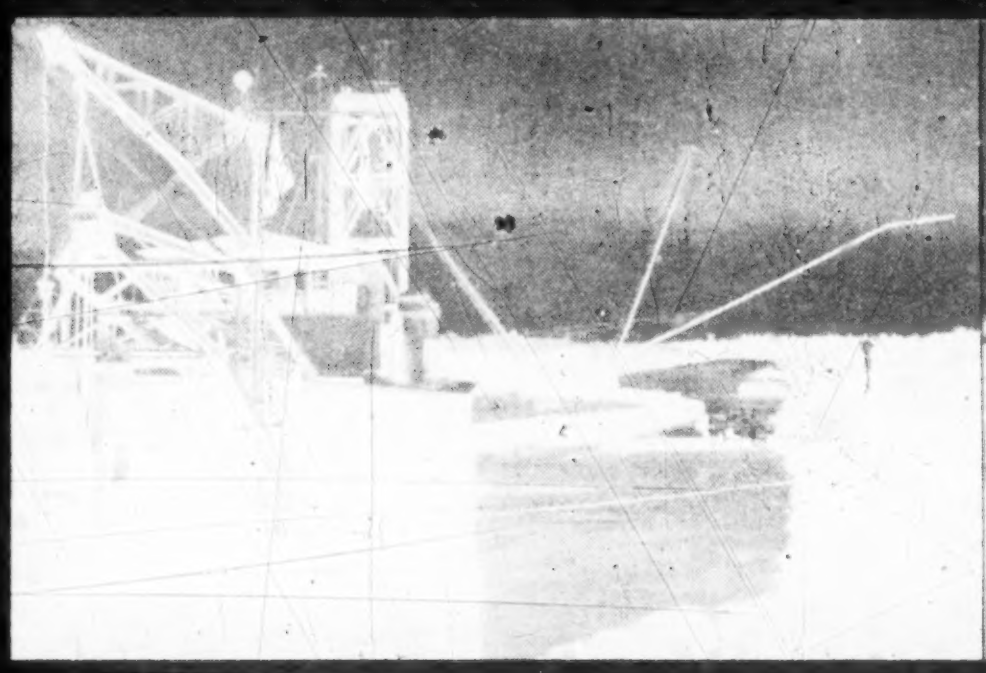
Le travail a été commencé logiquement sur cette charnière de Tamatave qui conditionne tout l'avenir des Pangalanes, il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que certains esprits appelleraient «la lenteur des opérations».

Parallèlement à cet effort, la Société Nationale des Travaux Publics poursuit l'étude de la section Ivondro-Vatomandry-Farafangana avec, accessoirement, la liaison de la gare fluviale du Manangareza et du port même de Tamatave. On prépare une deuxième tranche de travaux qui permettra l'utilisation continue de la drague.

1952. — CANAL DES PANGALANES.
ÉTAT ACTUEL ENTRE ANDEVORANTO ET VATOMANDRY.

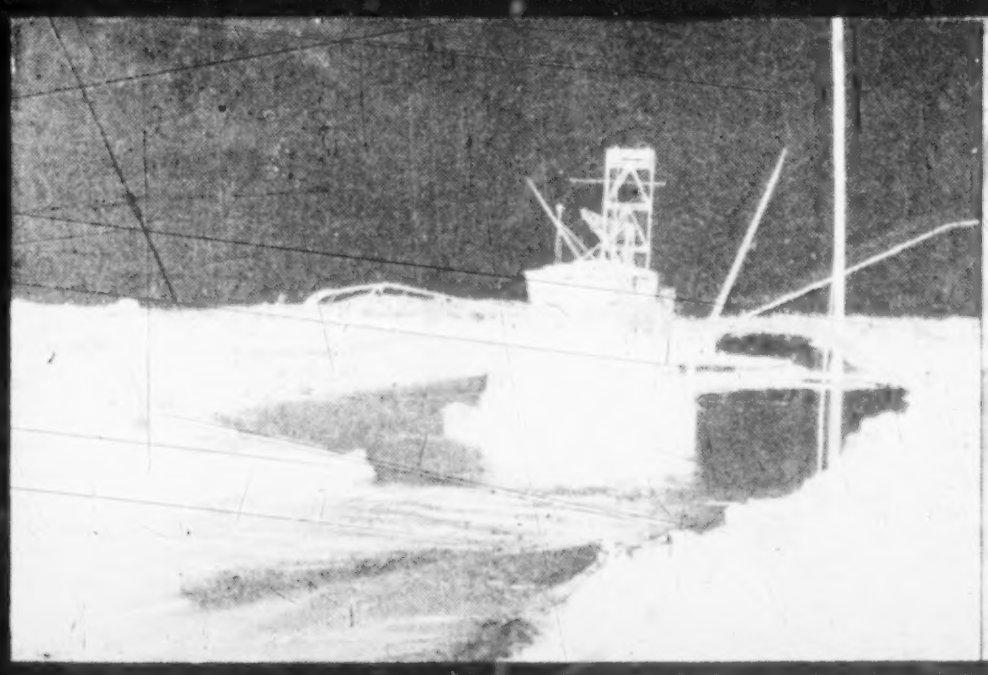


CANAL DES PANGALANES. — TRONÇON TAMATAVE-IVONDRO.
*(Entreprise Société Nationale de Travaux Publics.)*



TRAVAUX DU CANAL DES PANGALANES.
TRONÇON TAMATAVE-IVONDRO.
*(Entreprise Société Nationale de Travaux Publics.)*

TRAVAUX DU CANAL DES PANGALANES.
TRONÇON TAMATAVE-IVONDRO.
*(Entreprise Société Nationale de Travaux Publics.)*



TRAVAUX DU CANAL DES PANGALANES.
TRONÇON TAMATAVE-IVONDRO.
*(Entreprise Société Nationale de Travaux Publics.)*

TRAVAUX DU CANAL DES PANGALANES.
TRONÇON TAMATAVE-IVONDRO.
*(Entreprise Société Nationale de Travaux Publics.)*

## CHAPITRE XIV. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Pangalanes ..... | 6.00 | 0 | 6.00 | 6.00 | 0 | 6.00 |
| 2 | | | VOIES NAVIGABLES NATURELLES (CANAL DES PANGALANES) : | | | | | | |
| | 1 | | Tamatave-Ivondro ..... | 400.00 | 0 | 400.00 | 400.00 | 0 | 400.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XIV..... | 406.00 | 0 | 406.00 | 406.00 | 0 | 406.00 |

## CHAPITRE 114. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Pangalanes ..... | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 114..... | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |

## CHAPITRE 214. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Pangalanes ..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 7.05 | 0 | 7.05 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 214..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 7.05 | 0 | 7.05 |

VOIES NAVIGABLES.

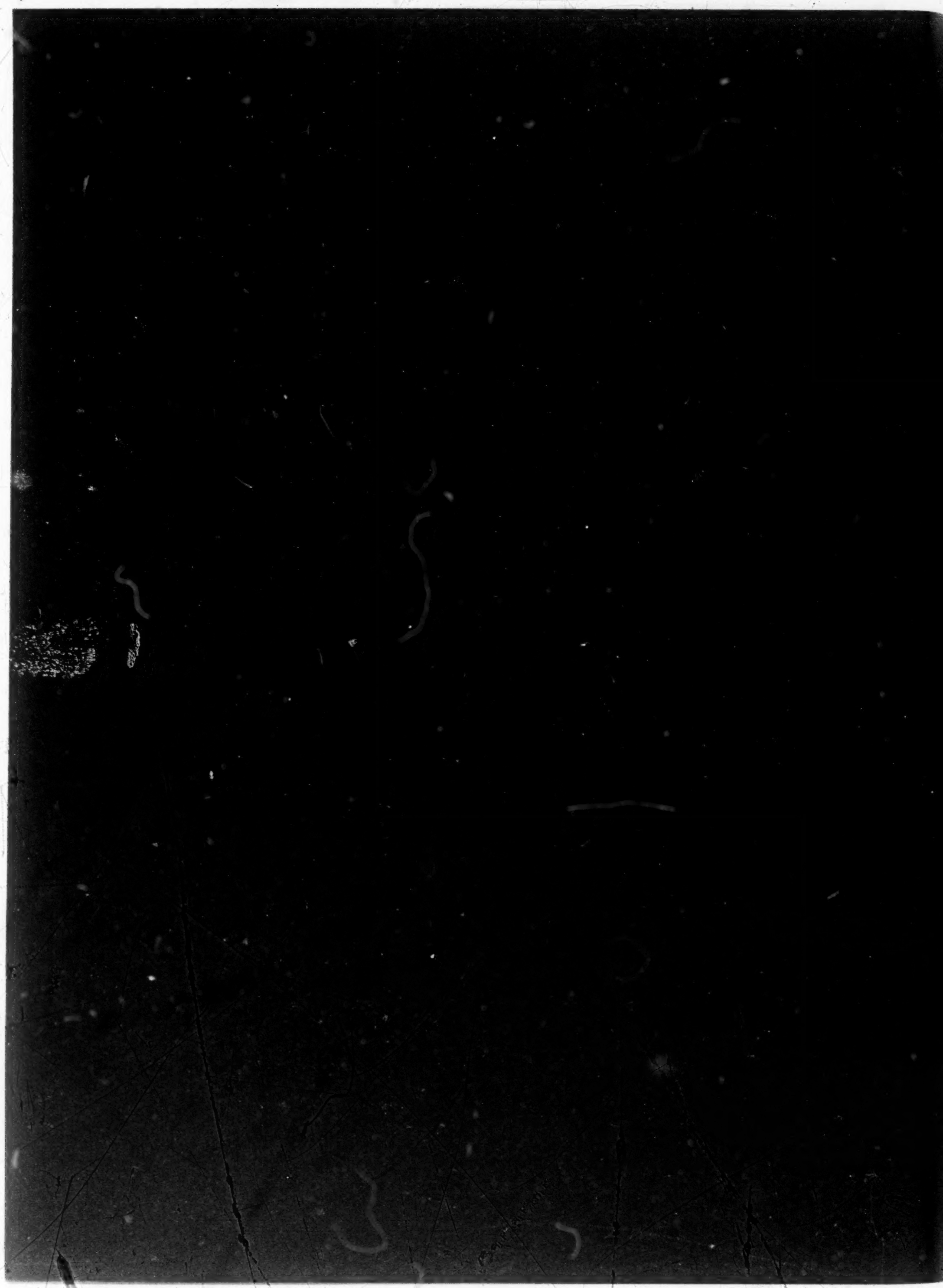
| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 6.00 | 0 | 0 | 0 | 6.00 | 3.324.233 7 | 2.669.621 | 5.993.854 7 |
| 128.10 | 10.00 | 53.84 | 54.30 | 246.24 | 104.237.100 5 | 103.821.432 | 208.058.532 5 |
| 134.10 | 10.00 | 53.84 | 54.30 | 252.24 | 107.561.334 2 | 106.491.053 | 214.052.387 2 |

VOIES NAVIGABLES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4.00 | 0 | 0 | 0 | 4.00 | 5.352 | 3.412.840 | 3.418.192 |
| 4.00 | 0 | 0 | 0 | 4.00 | 5.352 | 3.412.840 | 3.418.192 |

VOIES NAVIGABLES.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 15.00 | 0 | 0 | — 6.00 | 9.00 | 0 | 4.072.094 | 4.072.094 |
| 15.00 | 0 | 0 | — 6.00 | 9.00 | 0 | 4.072.094 | 4.072.094 |



# CHAPITRE XV.

## AÉRONAUTIQUE.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 9, 1 et 2..... | 85,47 | 137,77 | 134,32 | 112.269.568 |

Les crédits se décomposent en :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Etudes..... | 14 | 8,33 |
| Travaux d'infrastructure..... | 60,67 | 106,15 |
| Travaux de superstructure..... | 10,80 | 15,85 |
| Achat de matériel..... | 0 | 7,45 |
| TOTAL..... | 85,47 | 137,77 |

Les travaux représentent donc dans l'ensemble : A.E. 71 millions; C.P. 122 millions, soit la quasi-totalité des crédits disponibles, ce qui, en comparaison de la plupart des chapitres du Plan lourdement grevés par les frais d'études ou d'équipement, représente un stade ultime, d'autant plus intéressant qu'il permet de mesurer la possibilité d'absorption de crédits du Territoire au point de vue chantiers.

#### I. — ÉTUDES.

Des relevés topographiques ont été exécutés par les Entreprises Métropolitaines et Coloniales sur un certain nombre d'aérodromes qui nécessitent leur allongement ou leur consolidation afin de pouvoir être utilisés par les avions du type «D.C. 3» avec le maximum de sécurité.

#### II. — INFRASTRUCTURE.

*Fianarantsoa.*

Les travaux ont consisté en terrassements de l'aire de stationnement, engazonnement des remblais ainsi qu'en l'amélioration du drainage de la bande d'envol afin de stabiliser les remblais exécutés antérieurement.

*Ivato.*

La construction de la piste empierrée et bitumée étant financée par le Budget général du Territoire, les travaux à la charge du Budget du Plan concernent les travaux de terrassements (plus de 500.000 mètres cubes) et la construction d'un aqueduc de 236 mètres de longueur construit suivant les procédés Satujo.

Les travaux ont été confiés après appel d'offres à la Société «Les Travaux Souterrains». Ils ont commencé dans le courant du mois d'août 1951.

Jusqu'au 30 juin 1952 : 277.000 mètres cubes de terrassements ont été exécutés et l'aqueduc a été achevé.

*Miandrivazo.*

La piste empierrée et bitumée de 1.100 × 45 mètres exécutée en régie a été homologuée en fin 1951. Les travaux actuellement en cours comprennent l'achèvement des terrassements en bordure de la bande d'envol de 1.300 × 150 mètres et l'établissement d'épis en gabions pour protéger la bande d'envol contre les crues du Mahajilo.

*Tamatave.*

Les terrassements étant terminés, la construction en régie de la piste empierrée et bitumée de 1.700 × 40 mètres a commencé au début de l'année 1952. Son achèvement est prévu pour le milieu de l'année 1953.

*Morondava.*

La construction en régie de la piste empierrée et bitumée de 1.350 × 35 mètres dans une bande d'envol de 1.450 × 150 mètres se poursuit. Au 30 juin 1952, 70 p. 100 des travaux étaient exécutés. L'homologation d'une première tranche de 1.200 millions va être effectuée et les travaux pourront s'achever au début de 1953.

*Fort-Dauphin.*

Les travaux confiés après appel d'offres à l'Entreprise Ruault ont commencé en mars 1952.

Ils consistent en l'aménagement d'une piste de 1.500 × 36 mètres en gravier latéritique compacté dans une bande de 1.600 × 150 mètres. Au 30 juin 1952, l'avancement des travaux était de 20 p. 100. Les travaux devraient être achevés en mars 1953.

*Nossi-Bé.*

Les travaux sont exécutés par la Société des Chantiers et Ateliers du Bassin de Diégo-Suarez.

Au 30 juin 1952, l'avancement des travaux était de 40 p. 100.

Les travaux pourraient être achevés dans le deuxième semestre de l'année 1953.

*Sainte-Marie.*

Les travaux sont exécutés en régie.

La première tranche comprenant une piste de 1.000 × 40 mètres est presque achevée.

Cette piste sera prochainement homologuée.

*Ambilobe.*

L'appel d'offres ayant été infructueux, il a été pris contact avec la Société «Les Terrassements Mécaniques» qui commencerait les travaux vers avril 1953 (après la saison des pluies) et dont l'offre est conforme aux crédits disponibles.

*Mananjary.*

Les travaux sont exécutés en régie et comprennent l'allongement de la piste vers le Nord avec empierrement. Ces travaux sont très avancés.

III. — SUPERSTRUCTURE.

*Fianarantsoa.*

*Bloc radio-météo.* — Un appel d'offres pour la construction du bloc radio-météo a eu lieu dans le courant de l'année 1951; les travaux n'ont pu commencer immédiatement, les travaux de terrassements de l'aire où devait être construit le bloc radio-météo n'étant pas encore achevés.

Les travaux vont commencer incessamment.

*Ivato.*

*Construction d'un hangar.* — Travaux exécutés sur le chapitre 115 (12 millions) et 215 (8 millions). Ils ont été confiés après appel d'offres à la Société Cimelta. Ils sont commencés en atelier depuis le mois de mars 1951.

Le hangar doit être monté pour le mois de mars 1953. Les travaux comprennent la fourniture, le montage, le bardage et le dallage du hangar.

*Bâtiments du personnel d'exploitation de l'aérodrome* (chapitre 115).

Les travaux de bâtiment proprement dits ont été achevés en juin 1951.
Après cette date ont été exécutées les adductions d'eau et d'électricité.

*Tamatave.*

*Ligne haute-tension* (chapitre 215).

La construction de cette ligne et d'un poste de transformation destinés à alimenter l'aérodrome ont été exécutés dans le courant de l'exercice 1951-1952.

*Bloc technique* (chapitre 115).

Les travaux confiés après adjudication à l'Entreprise Hourmant et Cadaux vont commencer.

## CHAPITRE XV. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | INFRASTRUCTURE : | | | | | | |
| | 1 | | Fianarantsoa ..... | 50.23 | — 22.23 | 28.00 | 20.23 | 0 | 20.23 |
| | 3 | | Miandrivazo ..... | 20.00 | 12.00 | 32.00 | 20.00 | 12.00 | 32.00 |
| | 4 | | Tamatave ..... | 69.10 | 36.90 | 106.00 | 69.10 | 36.90 | 106.00 |
| | 6 | | Morondava ..... | 40.00 | 0 | 40.00 | 40.00 | 0 | 40.00 |
| | 7 | | Antsirabe ..... | 8.56 | — 0.72 | 7.84 | 8.55 | — 0.72 | 7.83 |
| | 9 | | Nossi-Bé ..... | 60.00 | 0 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | 10 | | Divers : | | | | | | |
| | | 1 | Sainte-Marie ..... | 10.34 | 2.00 | 12.34 | 10.34 | 0 | 10.34 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2 ..... | 258.23 | 27.95 | 286.18 | 228.22 | 48.18 | 276.40 |
| 4 | 1 | | Achat de matériel de travaux.. | 51.00 | 0 | 51.00 | 50.99 | 0 | 50.99 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XV..... | 309.23 | 27.95 | 337.18 | 279.21 | 48.18 | 327.39 |

## CHAPITRE 115. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES : | 4.54 | — 0.04 | 4.50 | 4.50 | 0 | 4.50 |
| 2 | | | INFRASTRUCTURE : | | | | | | |
| | 2 | | Ivato ..... | 2.00 | — 2.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 6 | | Morondava ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 1.00 | 0 | 1.00 |
| | 10 | | Divers : | | | | | | |
| | | 1 | Sainte-Marie ..... | 0.66 | 0 | 0.66 | 0.65 | 0 | 0.65 |
| | | 2 | Ambiloba ..... | 12.34 | 0 | 12.34 | 12.34 | 0 | 12.34 |
| | | 3 | Mananjary ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 20.00 | — 2.00 | 18.00 | 15.99 | 0 | 15.99 |
| 3 | | | SUPERSTRUCTURE : | | | | | | |
| | 1 | | Fianarantsoa ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 | | Ivato ..... | 19.30 | — 1.30 | 18.00 | 19.30 | — 1.30 | 18.00 |
| | 4 | | Tamatave ..... | 7.70 | 2.30 | 10.00 | 7.70 | 0 | 7.70 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3..... | 27.00 | 1.00 | 28.00 | 27.00 | — 1.30 | 25.70 |
| 4 | 1 | | Achat de matériel..... | 9.46 | 0 | 9.46 | 9.46 | 0 | 9.46 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 115..... | 61.00 | — 1.04 | 59.96 | 56.95 | — 1.30 | 55.65 |

AÉRONAUTIQUE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 15.24 | 0 | 1.00 | + 1.70 | 17.94 | 12.368.224 4 | 5.479.359 | 17.847.583 4 |
| 19.98 | 0 | 12.02 | — 10.00 | 22.00 | 18.219.700 4 | 2.956.118 | 21.175.818 4 |
| 59.16 | 0 | 20.31 | 3.94 | 83.41 | 55.399.932 8 | 20.364.253 | 75.764.185 8 |
| 14.68 | 8.00 | 12.32 | — 14.32 | 20.68 | 13.508.795 7 | 5.898.138 | 19.406.933 7 |
| 7.83 | 0 | 0 | 0 | 7.83 | 7.831.975 0 | 0 | 7.831.975 0 |
| 8.00 | 0 | 8.00 | 2.00 | 18.00 | 7.155.752 2 | 7.915.790 | 15.071.542 2 |
| 6.60 | 3.00 | 2.74 | — 2.50 | 9.84 | 4.544.002 1 | 5.029.955 | 9.573.957 1 |
| 131.49 | 11.00 | 56.39 | — 19.18 | 179.70 | 119.028.382 6 | 47.643.613 | 166.671.995 6 |
| 38.50 | 1.70 | 5.80 | — 6.00 | 40.00 | 38.222.776 0 | 1.686.642 | 39.909.418 0 |
| 169.99 | 12.70 | 62.19 | — 25.18 | 219.70 | 157.251.158 6 | 49.330.255 | 206.581.413 6 |

AÉRONAUTIQUE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4.50 | 0 | 0 | 0 | 4.50 | 169.306 | 4.301.898 | 4.471.204 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.00 | 0 | 2.00 | — 2.00 | 1.00 | 0 | 1.000.000 | 1.000.000 |
| 0 | 0 | 0.66 | — 0.66 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.00 | 0 | 4.34 | — 5.34 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 0 | 1.991.750 | 1.991.750 |
| 4.00 | 0 | 7.00 | — 8.00 | 3.00 | 0 | 2.991.750 | 2.991.750 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1.648.732 | 0 | 1.648.732 |
| 10.00 | 0 | 7.00 | — 8.00 | 9.00 | 0 | 4.293.045 | 4.293.045 |
| 1.00 | 0 | 5.00 | — 6.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 11.00 | 0 | 12.00 | — 14.00 | 9.00 | 1.648.732 | 4.293.045 | 5.941.777 |
| 7.00 | 0.90 | 1.56 | — 2.18 | 7.28 | 1.597.644 | 5.684.049 | 7.281.693 |
| 26.50 | 0.90 | 20.56 | — 24.18 | 23.78 | 3.415.898 | 17.270.742 | 20.686.424 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | ETUDES : | 20.00 | 0 | 20.00 | 6.00 | 0 | 6.00 |
| 2 | | | INFRASTRUCTURE : | | | | | | |
| | 1 2 | | Ivato ..... | 60.00 | 0 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | 3 | | Fort-Dauphin ..... | 40.00 | — 15.00 | 25.00 | 40.00 | — 15.00 | 25.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 100.00 | — 15.00 | 85.00 | 100.00 | — 15.00 | 85.00 |
| 3 | | | SUPERSTRUCTURE : | | | | | | |
| | 1 | | Fianarantsoa ..... | 5.00 | — 1.00 | 4.00 | 3.50 | 0 | 3.50 |
| | 1 2 | | Ivato ..... | 0 | 6.00 | 8.00 | 0 | 8.00 | 8.00 |
| | 4 | | Tamatave ..... | 12.00 | 0 | 12.00 | 12.00 | 0 | 12.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3..... | 17.00 | 7.00 | 24.00 | 15.50 | 8.00 | 23.50 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 215..... | 137.00 | — 8.00 | 119.00 | 121.50 | — 7.00 | 114.50 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952 | Total. |
| 5.00 | 0 | 0 | — 1.00 | 4.00 | 0 | 1.571.945 | 1.571.945 |
| 15.00 | 0 | 20.00 | 0 | 35.00 | 0 | 34.555.994 | 34.555.994 |
| 7.50 | 0 | 0 | 0 | 7.50 | 0 | 5.567.110 | 5.567.110 |
| 22.50 | 0 | 20.00 | 0 | 42.50 | 0 | 40.123.104 | 40.123.104 |
| 1.00 | 1.00 | 2.00 | — 4.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 3.00 | — 3.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4.00 | 0 | 6.00 | — 1.50 | 8.50 | 0 | 3.973.522 | 3.973.522 |
| 5.00 | 1.00 | 11.00 | — 8.50 | 8.50 | 0 | 3.973.522 | 3.973.522 |
| 32.50 | 1.00 | 31.00 | — 9.50 | 55.00 | 0 | 45.668.571 | 45.668.571 |

# CHAPITRE XVI.

## TRANSMISSIONS.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0 et 1..... | 48,97 | 166,32 | 157,30 | 115.238.369 |

se répartissant comme suit :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Bâtiments ..... | 27,43 | 49,44 |
| Matériel et travaux..... | 21,54 | 116,32 |
| | 48,97 | 166,32 |

Ces chiffres méritent quelques remarques : on ne peut en effet traiter du chapitre 16 comme des autres chapitres du Plan pour lesquels la distinction des trois stades d'activités : Etudes, Equipement, Travaux est parfaitement logique.

La rubrique «Matériel» n'a donc pas été séparée de la rubrique «Travaux», ceux-ci ne représentant, en effet, qu'une part infime des crédits consommés au cours de l'exercice 1951-1952.

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Le matériel inscrit pour..... | 18,09 | 120,7 |
| Les travaux pour..... | 3,45 | 0 |

Seule importe donc, dans l'ensemble, la masse totale des crédits disponibles des 48 millions en A.E. et 166 millions en C.P.

La liste du matériel acheté en France et se traduisant au point de vue compte par une série impressionnante d'ordres de paiements et de délégations, vis-à-vis de la Métropole, serait fastidieuse pour des non techniciens. Elle s'échelonne des poutrelles en fer et des haubans jusqu'aux appareillages complexes : autocommutateur, potentiomètre quart thermostates, etc.

*Bâtiments.*

Sont en cours de construction à Tananarive :

Le Centre de téléphonie, réceptionné en février 1951, et qui comporte cinq étages ainsi répartis :

Deux sous-sols pour machines;
Un rez-de-chaussée pour répartiteurs;
Premier étage pour l'automatique;
Deuxième étage pour l'interurbain;
Troisième étage pour la télégraphie;
Quatrième étage pour le B.C.R.;
Cinquième étage pour le B.C.R. intercolonial;

Le bureau de poste de Tananarive-Analakely, à côté du Centre de téléphonie automatique, et dont le gros œuvre est pratiquement terminé;

Le Centre de colis postaux de Tananarive-Tsaralalàna, confié, après adjudication, à l'entreprise Ralison, est déjà édifié jusqu'au deuxième étage.

L'accroissement considérable du nombre des colis postaux, près de 20.000 livrés au cours du premier trimestre 1952, rendait indispensable la construction d'un entrepôt suffisamment vaste pour faciliter les opérations d'ouverture, de tri et de distribution.

## RESEAUX.

*Liaisons radio-électriques.* — Des liaisons radio-électriques d'essai permettant la mise au point du matériel et l'entrainement du personnel ont été ouvertes entre :

Tananarive-Diégo-Suarez;
Tananarive-Nossi-Bé;
Tananarive-Majunga;
Tananarive-Tuléar;
Majunga-Diégo-Suarez;
Majunga-Nossi-Bé;
et Nossi-Bé-Diégo-Suarez.

Elles seront prochainement ouvertes officiellement au trafic dès que les appareillages complets de liaison au réseau et des émetteurs plus puissants (1 K.W.) auront été installés.

*Liaisons aériennes.* — La pose de la nouvelle artère aérienne Tananarive-Tamatave, à 24 fils, constitue la plus importante des liaisons par fil.

Les sections de : Brickaville-Tamatave,
et Manjakandriana-Tanamarive ont déjà été mises en service.

Deux équipes sont à pied d'œuvre à Moramanga :

L'une construit la ligne vers l'Est, l'autre vers l'Ouest.

Deux équipes travaillent également à la construction du tronçon : Manjakandriana-Moramanga.

A l'heure actuelle 150 kilomètres de ligne ont été posés et 10 kilomètres implantés.

*Liaisons souterraines.* — Tananarive : Les têtes de répartiteur du Central automatique sont maintenant mises en place, le montage du Central lui-même se poursuit activement. La mise en service est prévue pour septembre 1952.

Après la mise en service d'un câble de 14 quartes sur la route d'Arivonimamo, un deuxième câble a été installé du côté nord-est de la ville. Un troisième câble a également été déroulé sur 5.000 mètres le long de la route de Majunga ce qui améliore les relations avec l'important aérodrome d'Ivato.

Avant la fin de l'année, un millier d'abonnés environ seront reliés sur le nouveau réseau automatique.

Une liaison par câble souterrain a été, après celles de Diégo-Suarez et Tamatave, réalisée à Tuléar entre le bureau de poste et la station radio-électrique.

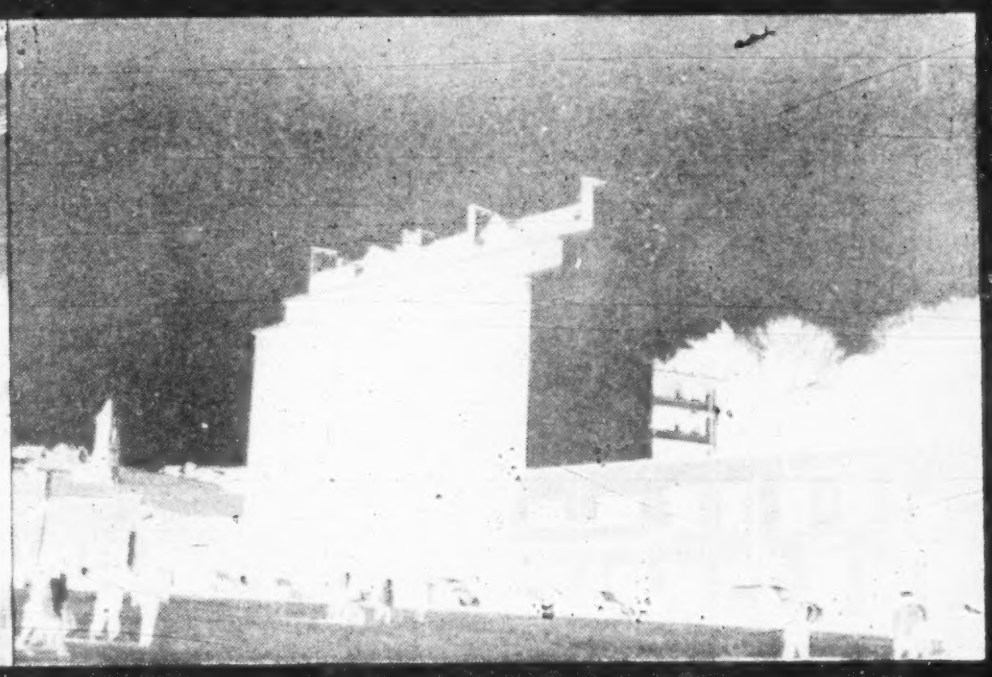
Les relations télégraphiques par appareil Creed sont maintenant ouvertes entre :

Tananarive-Antsirabe;
Tananarive-Majunga;
Tananarive-Tamatave;
Tananarive-Fianarantsoa;
Tananarive-Station de T.S.F. d'Alarobia (trafic extérieur);
Tananarive-Station radio-électrique locale (trafic intérieur).

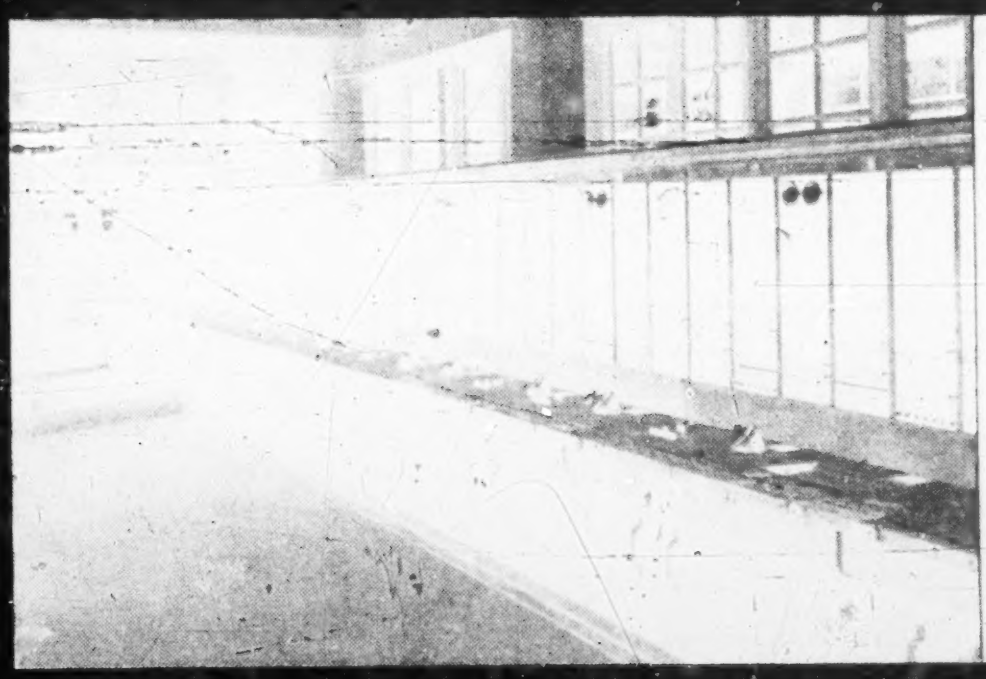
Les livraisons de matériel ont été assez régulières au cours de l'année 1952; il n'y a pas à signaler, à ce sujet, de difficultés particulières.

Toutefois, les bâtiments pour l'entrepôt du matériel sont encore insuffisants en particulier à Diégo-Suarez, Fort-Dauphin et Nossi-Bé.

TANANARIVE. — BATIMENT DES COLIS POSTAUX.
*(Entreprise Ralison.)*



TANANARIVE. — BUREAU DE POSTE D'ANALAKELY.
DERRIÈRE : LE CENTRAL AUTOMATIQUE.
*(Entreprises Métropolitaines et Coloniales.)*



TANANARIVE. — INSTALLATIONS DU CENTRAL TÉLÉPHONIQUE AUTOMATIQUE.
*(Compagnie générale de Constructions Téléphoniques.)*

TANANARIVE. — INSTALLATIONS DU CENTRAL TÉLÉPHONIQUE AUTOMATIQUE.
*(Compagnie générale de Constructions Téléphoniques.)*

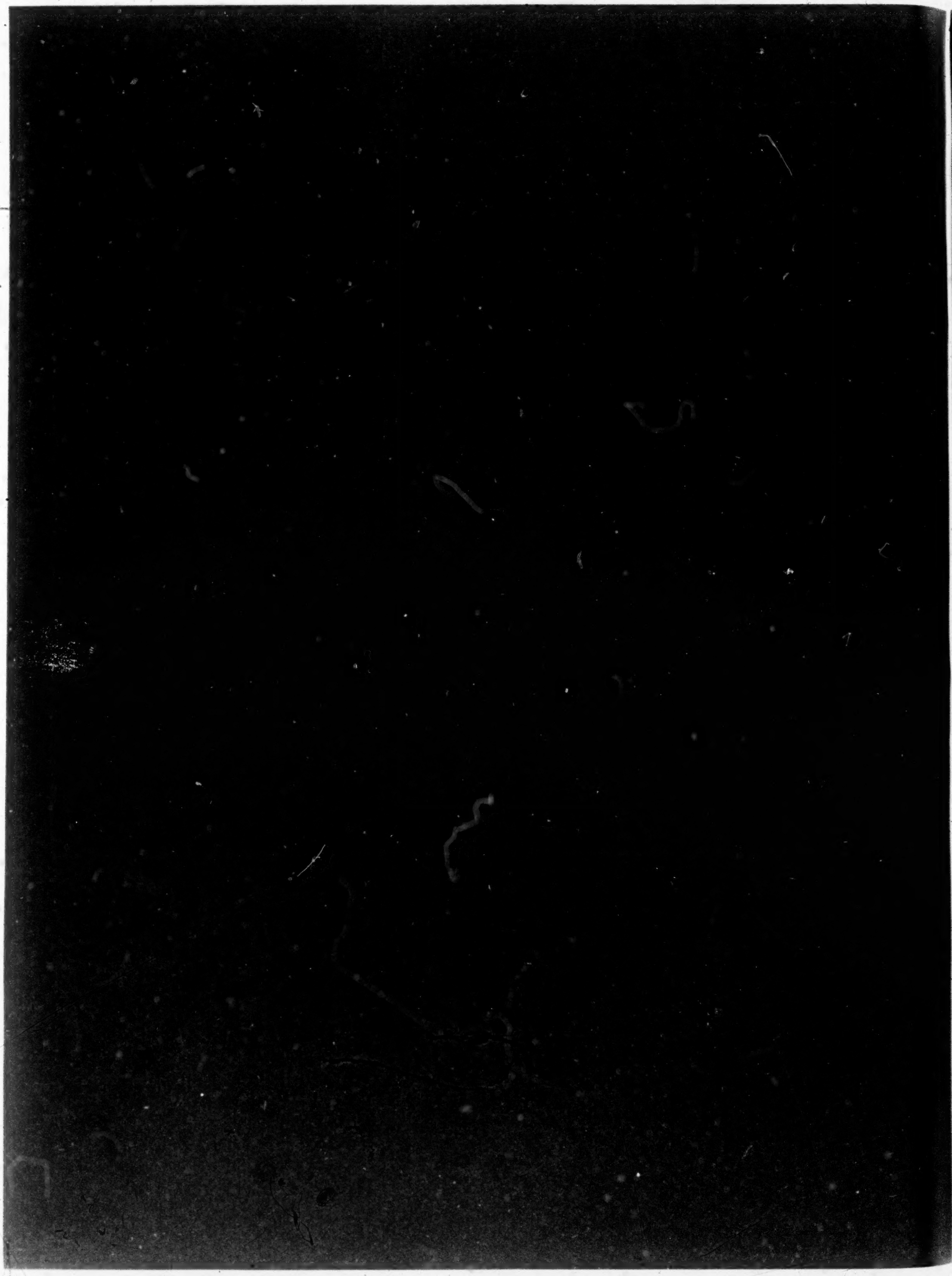
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | BATIMENTS : | | | | | | |
| | 1 | | Communs à plusieurs services.. | 30.00 | 0 | 30.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | 3 | | Télécommunications ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 33.00 | 0 | 33.00 | 32.00 | 0 | 32.00 |
| 2 | | | POSTES : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel de bureau..... | 1.23 | 0 | 1.23 | 1.23 | 0 | 1.23 |
| | | | Matériel roulant..... | 2.09 | — 0.09 | 2 | 2.09 | — 0.09 | 2.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 3.32 | — 0.09 | 3.23 | 3.32 | — 0.09 | 3.23 |
| 3 | | | FIL : | | | | | | |
| | 1 | | Lignes aériennes : | | | | | | |
| | | 1 | Matériel ..... | 77.24 | 0 | 77.24 | 77.24 | 0 | 77.24 |
| | 2 | | Lignes souterraines : | | | | | | |
| | | 1 | Matériel ..... | 16.36 | 5.65 | 22.01 | 16.36 | 5.65 | 22.01 |
| | | 2 | Travaux de pose..... | 1.57 | 0.35 | 1.92 | 1.57 | 0.35 | 1.92 |
| | | 3 | Centraux télégraphiques..... | 0.84 | 1.80 | 2.64 | 0.84 | 1.80 | 2.64 |
| | | 4 | Centraux téléphoniques..... | 0.42 | 0 | 0.42 | 0.42 | 0 | 0.42 |
| | | 5 | Matériel postes d'abonnés.... | 22.95 | 2.00 | 24.95 | 22.95 | 0 | 22.95 |
| | | 6 | Outillage ..... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | | 7 | Matériel roulant..... | 0.80 | 0 | 0.80 | 0.80 | 0 | 0.80 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3..... | 122.18 | 9.80 | 131.98 | 122.18 | 7.80 | 129.98 |
| 4 | | | SERVICE RADIO : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel d'émission..... | 65.01 | 0 | 65.01 | 65.01 | 0 | 65.01 |
| | 2 | | Matériel de réception..... | 5.59 | 0 | 5.59 | 5.59 | 0 | 5.59 |
| | 3 | | B. C. R..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| | 5 | | Travaux de montage..... | 8.38 | 0 | 8.38 | 8.38 | 0 | 8.38 |
| | 7 | | Matériel roulant..... | 1.72 | 0 | 1.72 | 1.72 | 0 | 1.72 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 83.70 | 0 | 83.70 | 83.70 | 0 | 83.70 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XVI..... | 242.20 | 9.71 | 251.91 | 241.20 | 7.71 | 248.91 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 30.00 | 0 | 0 | 0 | 30.00 | 29.865.501 9 | 0 | 29.865.501 9 |
| 1.00 | 0 | 0 | — 0.50 | 0.50 | 0 | 0 | 0 |
| 31.00 | 0 | 0 | — 0.50 | 30.50 | 29.865.501 9 | 0 | 29.865.501 9 |
| 1.17 | 0 | 0.06 | 0 | 1.23 | 629.968 0 | 546.778 | 1.176.746 0 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 1.992.738 0 | 0 | 1.992.738 0 |
| 3.17 | 0 | 0.06 | 0 | 3.23 | 2.622.706 0 | 546.778 | 3.169.484 0 |
| 74.49 | 2.00 | 3.66 | — 2.91 | 77.24 | 61.944.599 8 | 12.534.839 | 74.479.438 8 |
| 16.01 | 0 | 3.00 | — 1.00 | 18.01 | 14.022.272 4 | 2.890.171 | 16.912.443 4 |
| 1.92 | 0 | 0 | 0 | 1.92 | 1.919.394 6 | 0 | 1.919.394 6 |
| 0 | 0 | 2.64 | — 2.00 | 0.64 | 0 | 0 | 0 |
| 0.42 | 0 | 0 | 0 | 0.42 | 423.832 0 | 0 | 423.832 0 |
| 22.85 | 0 | 2.10 | — 3.83 | 21.12 | 16.346.013 3 | 5.859.200 | 22.205.213 3 |
| 1.31 | 0 | 0 | + 0.69 | 2.00 | 1.304.267 8 | 690.000 | 1.994.267 8 |
| 0.33 | 0 | 0 | + 0.47 | 0.80 | 330.879 4 | 325.111 | 655.990 4 |
| 117.33 | 2.00 | 11.40 | — 8.58 | 122.15 | 96.291.259 3 | 22.299.321 | 118.590.580 3 |
| 43.66 | 5.00 | 5.10 | + 11.10 | 64.86 | 16.493.393 5 | 27.537.344 | 44.030.737 5 |
| 5.59 | 0 | 0 | 0 | 5.59 | 5.414.642 2 | 180.000 | 5.594.642 2 |
| 3.00 | 0 | 1.00 | — 2.00 | 2.00 | 1.989.203 0 | 0 | 1.989.203 0 |
| 5.18 | 0 | 3.20 | — 2.85 | 5.53 | 3.816.779 5 | 522.756 | 4.339..535 5 |
| 1.72 | 0 | 0 | 0 | 1.72 | 1.719.000 0 | 0 | 1.719.000 0 |
| 59.15 | 5.00 | 9.30 | + 6.25 | 79.70 | 29.433.018 2 | 28.240.100 | 57.673.118 2 |
| 210.65 | 7.00 | 20.76 | — 2.83 | 235.58 | 158.212.485 4 | 51.086.199 | 209.298.684 4 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | BATIMENTS : | | | | | | |
| | 1 | | Communs à plusieurs services | 52.00 | — 16.50 | 35.50 | 30.00 | 4.44 | 34.44 |
| | 2 | | Service postal | 57.00 | 0 | 57.00 | 36.07 | 0 | 36.07 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er | 109.00 | — 16.50 | 92.50 | 66.07 | 4.44 | 70.51 |
| 2 | | | POSTES : | | | | | | |
| | 2 | | Matériel roulant | 0.90 | — 0.03 | 0.87 | 0.86 | 0 | 0.86 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2 | 0.90 | — 0.03 | 0.87 | 0.86 | 0 | 0.86 |
| 3 | | | FIL : | | | | | | |
| | 1 | | Lignes aériennes : | | | | | | |
| | | 1 | Matériel | 35.10 | 0 | 35.10 | 32.00 | 3.10 | 35.10 |
| | 5 | | Matériel postes abonnés | 11.00 | 0 | 11.00 | 6.30 | 4.70 | 11.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3 | 46.10 | 0 | 46.10 | 38.30 | 7.80 | 46.10 |
| 4 | | | SERVICE RADIO : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel d'émission | 12.01 | 1.99 | 14.00 | 12.01 | 1.99 | 14.00 |
| | 2 | | Matériel de réception | 3.00 | 0.50 | 3.50 | 3.00 | 0.50 | 3.50 |
| | 3 | | B. C. R | 1.37 | 0 | 1.37 | 1.37 | 0 | 1.37 |
| | 4 | | De liaison au réseau | 1.15 | 0.55 | 1.70 | 1.15 | 0.55 | 1.70 |
| | 5 | | Travaux de montage | 10.87 | 0.90 | 11.77 | 10.87 | 0.90 | 11.77 |
| | 6 | | Matériel de bureau | 0.10 | 0 | 0.10 | 0.10 | 0 | 0.10 |
| | 7 | | Matériel roulant | 0.60 | — 0.20 | 0.40 | 0.40 | 0 | 0.40 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4 | 29.10 | 3.74 | 32.84 | 28.90 | 3.94 | 32.84 |
| 5 | | | RADIODIFFUSION : | | | | | | |
| | 3 | | Auditorium | 1.10 | 0 | 1.10 | 1.10 | 0 | 1.10 |
| | 4 | | Sonorisation | 0.30 | 0 | 0.30 | 0.30 | 0 | 0.30 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 5 | 1.40 | 0 | 1.40 | 1.40 | 0 | 1.40 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 116 | 186.50 | — 12.79 | 173.71 | 135.53 | 16.18 | 151.71 |

TRANSMISSIONS.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 25.00 | 10.50 | 6.50 | — 14.47 | 27.53 | 8.023.115 0 | 10.628.686 | 18.651.801 0 |
| 12.23 | 0 | 18.50 | + 3.62 | 34.35 | 5.042.067 0 | 24.890.825 | 29.932.892 0 |
| 37.23 | 10.50 | 25.00 | — 10.85 | 61.88 | 13.065.182 0 | 35.519.511 | 48.584.693 0 |
| 0.87 | 0 | 0 | 0 | 0.87 | 866.000 0 | 0 | 866.000 0 |
| 0.87 | 0 | 0 | 0 | 0.87 | 866.000 0 | 0 | 866.000 0 |
| 18.00 | 2.00 | 2.00 | 2.00 | 24.00 | 6.100.288 0 | 16.534.063 | 22.634.351 0 |
| 4.00 | 2.00 | 0 | 0 | 6.00 | 2.105.555 5 | 327.112 | 2.432.667 5 |
| 22.00 | 4.00 | 2.00 | 2.00 | 30.00 | 8.205.843 5 | 16.861.175 | 25.067.018 5 |
| 12.01 | 0 | 1.99 | — 1.00 | 13.00 | 2.674.900 0 | 8.087.826 | 10.762.726 0 |
| 3.00 | 0 | 0.50 | 0 | 3.50 | 0 | 1.201.780 | 1.201.780 0 |
| 1.37 | 0 | 0 | 0 | 1.37 | 1.061.766 0 | 0 | 1.061.766 0 |
| 1.15 | 0 | 0.55 | 0 | 1.70 | 0 | 623.671 | 623.671 0 |
| 11.77 | 0 | 0 | 0 | 11.77 | 10.688.320 5 | 1.778.162 | 12.466.482 5 |
| 0.10 | 0 | 0 | 0 | 0.10 | 98.080 0 | 0 | 98.080 0 |
| 0.40 | 0 | 0 | 0 | 0.40 | 311.500 0 | 0 | 311.500 0 |
| 29.80 | 0 | 3.04 | — 1.00 | 31.84 | 14.834.566 5 | 11.691.439 | 26.526.005 5 |
| 1.10 | 0 | 0 | 0 | 1.10 | 0 | 80.045 | 80.045 0 |
| 0.30 | 0 | 0 | 0 | 0.30 | 0 | 0 | 0 |
| 1.40 | 0 | 0 | 0 | 1.40 | 0 | 80.045 | 80.045 0 |
| 91.30 | 14.50 | 30.04 | — 9.85 | 125.99 | 36.971.592 0 | 64.152.170 | 101.123.762 0 |



# CHAPITRE XIX.

## SANTÉ.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 395,90 | 271,33 | 271,31 | 206.018.222 |

D'emblée, l'importance des crédits A.E., supérieurs aux crédits C.P., ne peut manquer d'impressionner le lecteur le moins averti. La Santé est en effet le seul chapitre du Plan pour l'exercice 1951-1952 offrant une pareille prédominance des autorisations d'engagement. Le fait est significatif. Nous entrons ici dans le domaine social, et la Métropole qui, sur tous les autres postes, a réduit les crédits, n'a pas jugé cette mesure possible pour un chapitre ayant trait à la santé publique malgré les abandons provisoires de certains projets lors des remaniements. Il s'agit, en l'occurrence, outre la lutte antipalustre, de l'aménagement ou de la construction de formations sanitaires dans les grands centres de l'Ile, tous en croissance depuis la guerre. Madagascar est un pays en pleine évolution démographique tant par l'excédent des naissances que par l'arrivée d'isolés de plus en plus nombreux.

Les centres humains de la Grande Ile se présentent comme des chaînons de localités : Hauts-Plateaux, côte Ouest, côte Est. Deux bandes territoriales restent encore provisoirement à l'écart, pas toujours par manque de densité humaine mais par l'absence de centres urbains importants : les hinterlands : Ouest pauvre et pelé, Est boisé et souvent impénétrable. Nous envisagerons donc, ici, les réalisations du Service de Santé suivant leurs situations géographiques :

Villes des Hauts-Plateaux : Tananarive, Antsirabe, Fianarantsoa.

Ports : Diégo-Suarez, Nossi-Bé, Majunga, Morondava, Morombe, Fort-Dauphin, Mananjary, Tamatave, Antalaha.

Après cet aperçu général, il convient d'examiner plus en détail la répartition des crédits A.E. et C.P. disponibles durant l'exercice 1951-1952; ils se décomposent comme suit :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| 1° Batiments. | | |
| *Hauts-Plateaux :* | | |
| Tananarive ..... | 195,84 | 41,58 |
| Autres localités ..... | 36,50 | 53,03 |
| Ports ..... | 58,04 | 38,84 |
| 2° Matériel ..... | 25,52 | 29,17 |
| 3° Lutte antipalustre ..... | 80 | 108,71 |
| | 395,90 | 271,33 |

Ce tableau permet de constater que l'excédent d'A.E. par rapport aux C.P. ne concerne que les bâtiments :

*Matériel.*

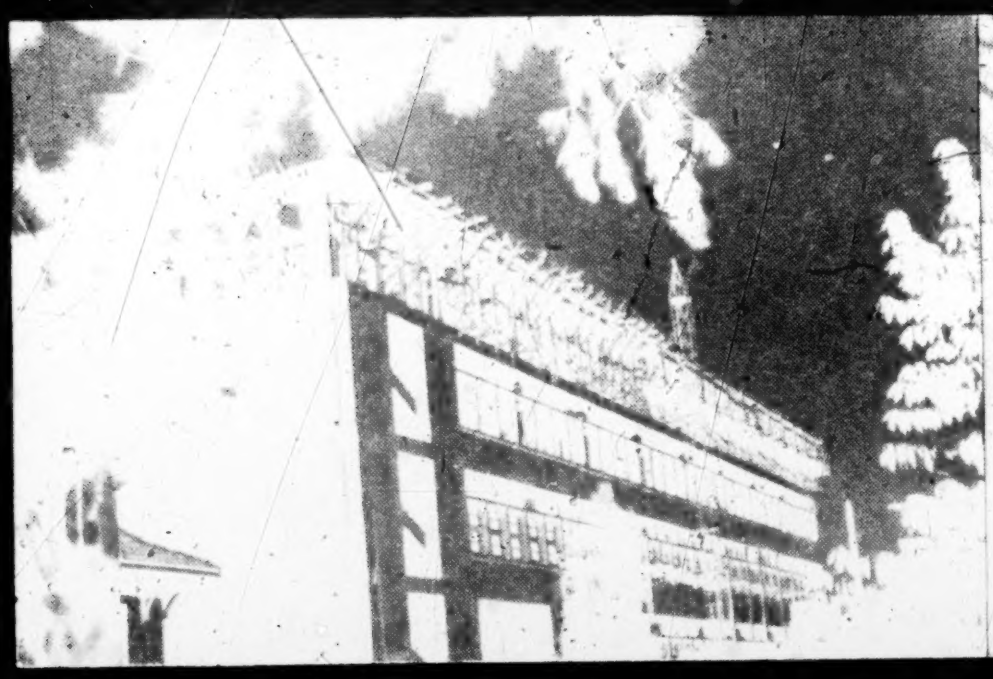
Le stade matériel comme pour beaucoup d'autres chapitres du Plan a désormais atteint son plafond, les règlements de factures continueront à l'emporter sur les commandes.

BATIMENTS.

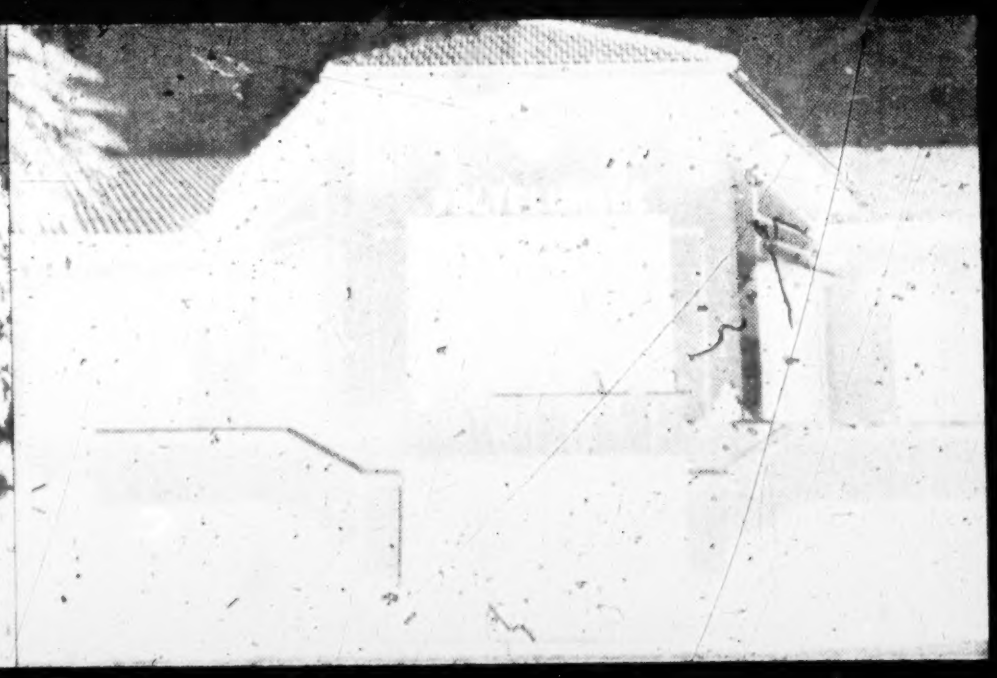
| EN MILLIONS C. F. A. | ANTERIEUREMENT A L'EXERCICE 1951-1952. | | EXERCICE 1951-1952. | |
|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES. | RÉALISATION. | DÉPENSES. | RÉALISATION. |
| **HAUTS-PLATEAUX.** | | | | |
| *Tananarive.* | | | | |
| Sanatorium | 0,62 | Projet. | 1,95 | Projet. |
| Internat Ecole de médecine | 0,49 | | 7,95 | Projet. |
| Ecole sages-femmes et maternité | 3,82 | | 24,74 | 20 % |
| Nouveaux bâtiments Befelatànana | 12,79 | | 1,43 | 90 % |
| Institut d'hygiène sociale | 18,86 | 100 % | 2,31 | 100 % |
| Hôpital colonial | 0,25 | Projet. | | |
| **AUTRES LOCALITES.** | | | | |
| *Antsirabe.* | | | | |
| Centre poliomyélite | 23,42 | — | 36,06 | 60 % |
| Pavillon d'hospitalisation | ..... | — | | Projet. |
| Nouvel hôpital | 3,17 | — | | |
| *Fianarantsoa.* | | | | |
| Bloc chir. maternité (84 lits) | — | — | 9,96 | 50 % |
| Pavillons détenus psychiques | 1,03 | 100 % | — | |
| Pavillons isolés (20 lits) | 12,70 | 100 % | 0,20 | 100 % |
| Pavillon lingerie, cuisine | 1,64 | 100 % | | |
| Réservoir d'eau | 1,09 | 100 % | | |
| Bloc consultation | 0,59 | | | |
| **PORTS.** | | | | |
| *Nossi-Bé.* | | | | |
| Route accès futur hôpital | — | | 0,15 | 20 % |
| *Diégo-Suarez.* | | | | |
| Maternité à Tanambao | — | | | |
| Pavillon contagieux | 11,31 | 100 % | | |
| *Tamatave.* | | | | |
| Bloc opératoire | 14,52 | 100 % | 4,09 | 100 % |
| *Majunga.* | | | | |
| Groupe contagieux | 3,97 | 100 % | | |
| *Tuléar.* | | | | |
| 1° Pavillon isolé (44 lits) | 8,06 | 100 % | 3,071 | 100 % |
| 2° Pavillon isolé (44 lits) | 3,33 | | | |
| Morgue | 1,05 | | 3,09 | 100 % |
| W.-C. et fosses septiques | 0,39 | | | |
| Bloc d'exploitation | — | | | |

HÔPITAL DE TAMATAVE. — SALLE DE MALADE.

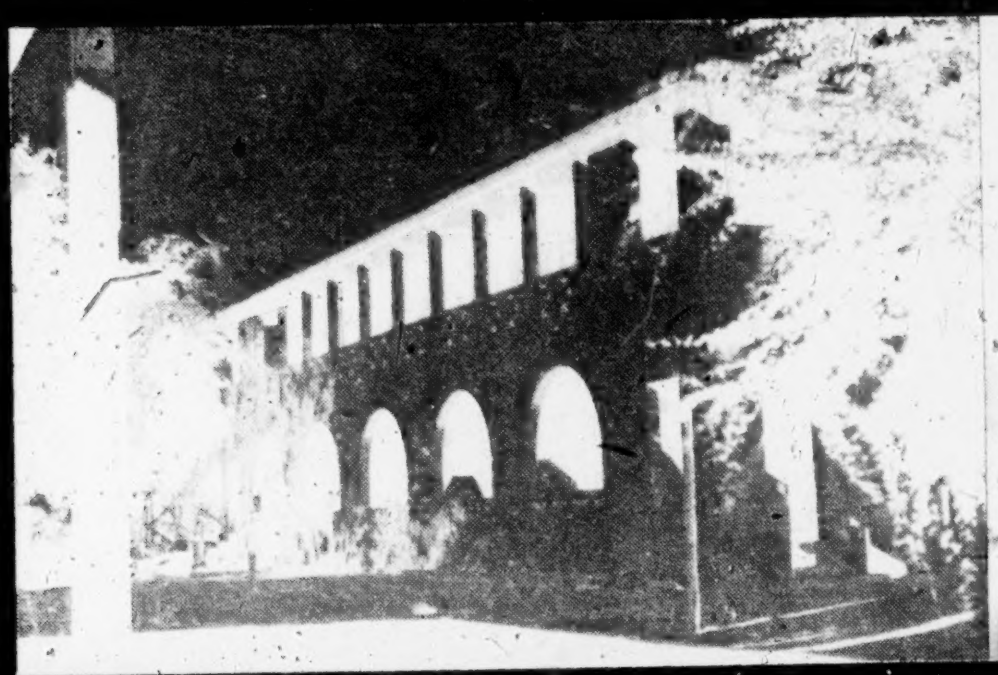
HÔPITAL MIXTE TAMATAVE.
BLOC CHIRURGICAL. BATIMENT CENTRAL.
*(Entreprise Ottino.)*



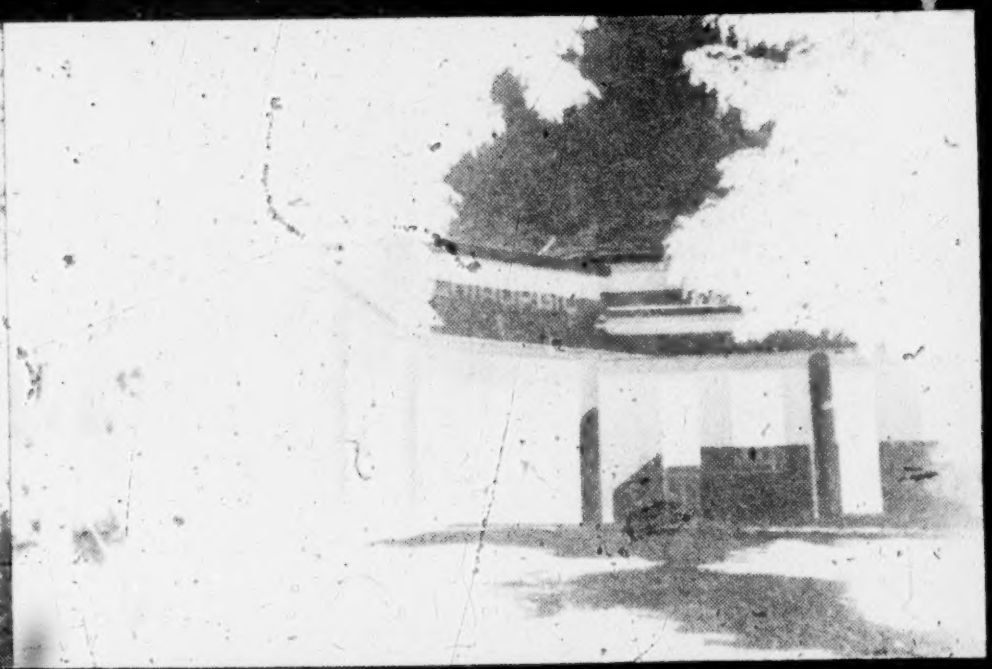
HÔPITAL D'ANTSIRABE.
*(Entreprise Ottino.)*



POLYCLINIQUE DE FIANARANTSOA.
*(Entreprise Scacco.)*



TULÉAR. — SECOND PAVILLON D'HOSPITALISATION POUR EUROPÉENS (CHIRURGIE ET OBSTÉTRIQUE).
*(Entreprise SCAMA.)*



MAJUNGA. — BLOC OPÉRATOIRE.
*(Entreprise Enfant.)*

## LUTTE ANTIPALUSTRE.

Quant à la lutte antipalustre, dont les règlements de commandes d'insecticides sont presque toujours décalés d'un exercice sur l'autre, les montants alloués de 80 M. A.E. et de 114 M. C.P. représentent la marche courante du Service pour une période de douze mois : achat de produits, paiements des équipes mobiles qui progressivement sont prises en charge par les budgets provinciaux.

## CHAPITRE XIX. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | CONSTRUCTIONS : | | | | | | |
| | 1 | | Internat de l'école de médecine. | 72.00 | — 63.55 | 8.45 | 15.15 | — 6.70 | 8.45 |
| | 2 | | Ecole de sages-femmes et maternité | 90.00 | 28.00 | 118.00 | 27.08 | 56.92 | 84.00 |
| | 3 | | Nouveaux bâtiments de Befelatànana | 24.30 | — 4.45 | 19.85 | 19.29 | 0 | 19.29 |
| | 4 | | Hôpitaux des Provinces | 105.20 | 0 | 105.20 | 95.65 | 8.13 | 103.78 |
| | 5 | | Institut d'hygiène sociale | 33.00 | — 9.00 | 24.00 | 32.86 | — 8.87 | 23.99 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er | 324.50 | — 49.00 | 275.50 | 190.03 | 49.48 | 239.51 |
| 2 | | | MATÉRIEL : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel pour établissements hospitaliers | 97.80 | 0 | 97.80 | 96.17 | 1.25 | 97.42 |
| 3 | | | LUTTE ANTIPALUSTRE : | | | | | | |
| | 1 | | Travaux d'assainissement | 150.00 | 0 | 150.00 | 149.99 | 0 | 149.99 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XIX | 572.30 | — 49.00 | 523.30 | 436.19 | 50.73 | 486.92 |

## CHAPITRE 119. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | CONSTRUCTION : | | | | | | |
| | 6 | | Sanatorium | 8.00 | — 4.00 | 4.00 | 0.62 | 1.95 | 2.57 |
| | 7 | | Pharmacie centrale | 96.00 | 0 | 96.00 | 0 | 0 | 0 |
| | 16 | | Formations sanitaires : | | | | | | |
| | | 4 | Nossi-Bé | 60.00 | — 35.00 | 25.00 | 14.50 | 0 | 14.50 |
| | | 13 | Ambovombe | 20.00 | 0 | 20.00 | 20.00 | 0 | 20.00 |
| | | 14 | Manakara | 2.00 | — 2.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 17 | | Centre de traitement de la poliomyélite | 33.00 | 32.00 | 65.00 | 28.50 | 36.50 | 65.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 119 | 219.00 | — 9.00 | 210.00 | 63.62 | 38.45 | 102.07 |

SANTÉ.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 8.45 | 0 | 0 | 0 | 8.45 | 8.437.137 7 | 0 | 8.437.137 7 |
| 10.00 | 5.00 | 6.00 | 13.30 | 34.30 | 3.866.498 0 | 24.741.600 | 28.608.098 0 |
| 12.60 | 0.22 | 2.789 | — 0.979 | 14.63 | 11.790.951 0 | 2.436.484 | 14.227.435 0 |
| 67.45 | 15.09 | 12.66 | 3.26 | 98.46 | 59.606.670 6 | 22.413.869 | 82.020.539 6 |
| 21.00 | 1.13 | 0.40 | — 0.53 | 22.00 | 18.860.868 5 | 2.303.061 | 21.163.929 5 |
| 119.50 | 21.44 | 21.849 | 15.051 | 177.84 | 102.562.125 8 | 51.895.014 | 154.457.139 8 |
| 94.80 | 3.00 | 0 | 0 | 97.80 | 86.129.092 6 | 19.856.454 | 105.985.546 6 |
| 130.00 | 18.911 | 0 | 1.089 | 150.00 | 95.204.811 7 | 43.223.374 | 138.428.185 7 |
| 344.30 | 43.351 | 21.849 | 16.14 | 425.64 | 283.896.030 1 | 114.974.842 | 398.870.872 1 |

SANTÉ.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2.00 | 0 | 0 | 0.58 | 2.58 | 625.000 0 | 1.941.725 | 2.566.725 0 |
| 1.00 | 0 | 15.00 | — 16.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 4.00 | — 2.00 | 2.00 | 0 | 153.907 | 153.907 0 |
| 0 | 5.00 | 3.00 | 0 | 8.00 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30.50 | 6.91 | 8.09 | 19.50 | 65.00 | 26.599.086 4 | 32.881.940 | 59.481.026 4 |
| 33.50 | 11.91 | 30.09 | 2.08 | 77.58 | 27.224.086 4 | 34.977.572 | 62.201.658 4 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | CONSTRUCTIONS : | | | | | | |
| | 8 | | Hôpital colonial Tananarive.... | 5.00 | 0 | 5.00 | 0 | 3.23 | 3.23 |
| | 16 | | FORMATIONS SANITAIRES : | | | | | | |
| | | 13 | Maternité Tanambao..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 0 | 0 | 0 |
| | | 9 | Ambatondrazaka ..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 0 | 10.00 | 10.00 |
| | | 16 | Antalaha ..... | 18.00 | 0 | 18.00 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 43.00 | 0 | 43.00 | 0 | 13.23 | 13.23 |
| 2 | | | MATÉRIEL : | | | | | | |
| | 1 | | Matériel pour établissements hospitaliers ..... | 25.00 | 0 | 25.00 | 1.09 | 17.50 | 18.59 |
| 3 | | | LUTTE ANTIPALUSTRE : | | | | | | |
| | 1 | | Travaux d'assainissement..... | 100.00 | 0 | 100.00 | 20.00 | 53.92 | 73.92 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 219..... | 168.00 | 0 | 168.00 | 21.09 | 84.65 | 105.74 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 5.00 | 0 | 0 | — 1.77 | 3.23 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 4.00 | — 4.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 5.00 | 0 | 5.00 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 3.00 | — 3.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5.00 | 0 | 12.00 | — 8.77 | 8.23 | 0 | 0 | 0 |
| 2.50 | 10.11 | 7.39 | — 2.50 | 17.50 | 0 | 4.719.227 | 4.719.227 |
| 20.00 | 11.981 | 20.519 | 2.06 | 54.56 | 633.507 | 51.346.581 | 51.980.088 |
| 27.50 | 22.091 | 39.909 | — 9.21 | 80.29 | 633.507 | 56.065.808 | 56.699.315 |

# CHAPITRE XX.

## ENSEIGNEMENT.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 156,98 | 222,90 | 212,56 | 150.526.492 |

Ces crédits se répartissent du point de vue catégories d'enseignement en :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Enseignement supérieur ..... | 0 | 12,51 |
| Enseignement secondaire ou du second degré..... | 113,01 | 141,18 |
| Enseignement technique ..... | 10 | 27,90 |
| Enseignement primaire ..... | 39,97 | 41,31 |
| TOTAL ..... | 156,98 | 222,90 |

Du point de vue destinations en :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Bâtiments ..... | 156,98 | 207,46 |
| Matériel ..... | 0 | 15,44 |
| | 156,98 | 222,90 |

Il apparaît donc clairement que les dépenses de matériel par l'absence de crédits en A.E. et de faibles crédits en C.P. représentent une queue de programme : règlement de matériels réceptionnés dont les factures étaient en instance.

Reste donc uniquement d'un point de vue absolu une masse imposante de crédits pour des constructions dans lesquelles :

L'enseignement supérieure émarge pour 6 0/0;
L'enseignement secondaire émarge pour 54 0/0;
L'enseignement technique émarge pour 13 0/0;
L'enseignement primaire émarge pour 27 0/0.

Il ne faudrait pas toutefois juger du plus ou moins grand intérêt porté à telle ou telle catégorie d'enseignement sur ces pourcentages :

1° Parce qu'il s'agit ici, comme dans la plupart des chapitres du Plan durant l'exercice 1951-1952, d'une politique d'achèvement des travaux ultérieurement lancés et non à proprement parler d'un programme de complément équilibré;

2° Parce qu'il n'y a aucune comparaison possible financièrement parlant entre un grand établissement scolaire du deuxième degré et une dizaine d'écoles de brousse;

3° Par ce qu'il s'agit souvent (Ecoles régionales par exemple) davantage de modernisation que de créations;

4° Parce que les écoles primaires de brousse ressortent davantage des budgets provinciaux que des crédits Plan. Mieux vaut alors replacer, dans son cadre général de doctrine, les travaux effectués durant l'exercice 1951-1952.

A côté des établissements privés subventionnés par le F.I.D.E.S., a côté des établissements d'enseignement technique représentés par les sections professionnelles spéciales S.P.S. dont 3 sont en cours de création Majunga (Côte Ouest) : Ambatondrazaka (Alaotra), Vatomandry (Est) le programme primitif de l'enseignement prévoyait l'extension équilibrée des établissements scolaires existants.

La réduction du crédit et les réévaluations successives ont contraint le Service de l'Enseignement à reviser son programme, non sans détriment pour l'ossature générale.

Le tableau suivant donnera une idée de ce programme primitif, des abandons *sine die*, des abandons temporaires, des ajustements rendus nécessaires et enfin des travaux effectués durant l'exercice 1951-1952. (*Voir grand tableau.*)

En bref, l'enseignement dispose après ces cinq exercices de Plan décennal de l'ossature suivante :

| | PROJET SUR 10 ANS. | REALISATIONS APRÈS 5 ANS. |
|---|---|---|
| Groupes scolaires (enseignement primaire)..... | 17 | 5 |
| Ecoles régionales (enseignement secondaire) ..... | 19 (à créer : 5, extension 14). | 1 achevée.<br>3 en cours. |
| Centres pédagogiques (enseignement secondaire)..... | 5 | 1 achevé.<br>1 commencé.<br>3 à terminer. |
| Lycées, écoles (enseignement secondaire)..... | 5 (à créer : 1, extension 4.) | 3 réalisés. |
| Enseignement supérieur ..... | 1 | 0 |

Une conclusion s'impose : la nécessité malgré tous les aléas de préserver l'équilibre de notre organisme d'enseignement sans quoi les réalisations faites s'avéreraient quasi inutilisables soit par pléthore, soit par insuffisance d'élèves d'un degré à un autre.

Le Service de l'Enseignement s'efforce de maintenir au mieux cet équilibre et c'est dans cette perspective que fut établi le projet du futur Plan quadriennal.

## SCHEMA DE LA REORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR EN FIN 1951.

### *Ecoles primaires.*

Les anciennes écoles malgaches sont assimilées, tout en conservant leur spécifité, aux écoles de type métropolitain et prépareront comme elles le certificat d'études ou l'entrée à la classe de 6° du secondaire. Ces écoles comprennent trois cours successifs : préparatoire (1 an, Européens; 2 ans Malgaches); élémentaire (2 ans); moyen (2 ans). Un cours supérieur pourra être ouvert. L'âge de scolarité est de 6 à 14 ans.

### *Ecoles publiques du second degré.*

Les anciennes écoles régionales sous l'appellation de «cours» prépareront désormais au brevet élémentaire, avec les collèges et les lycées elles formeront l'une des trois branches de l'enseignement secondaire.

### *Enseignement technique et professionnel.*

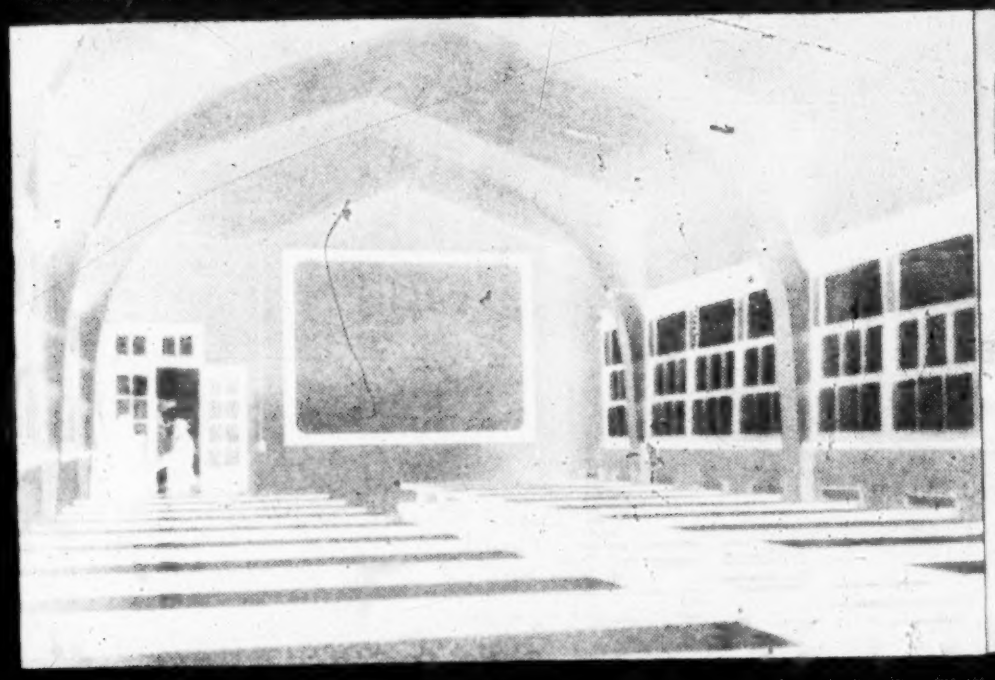
Comprenant :

Les ateliers du premier degré (anciens ateliers de district) dont le niveau d'étude sera haussé pour préparer des ouvriers qualifiés;

Les centres d'apprentissage (anciennes sections professionnelles spéciales) qui en trois ou quatre ans enseigneront un métier;

Les écoles industrielles préparant au certificat d'aptitude professionnelle (contremaîtres, personnel de maîtrise);

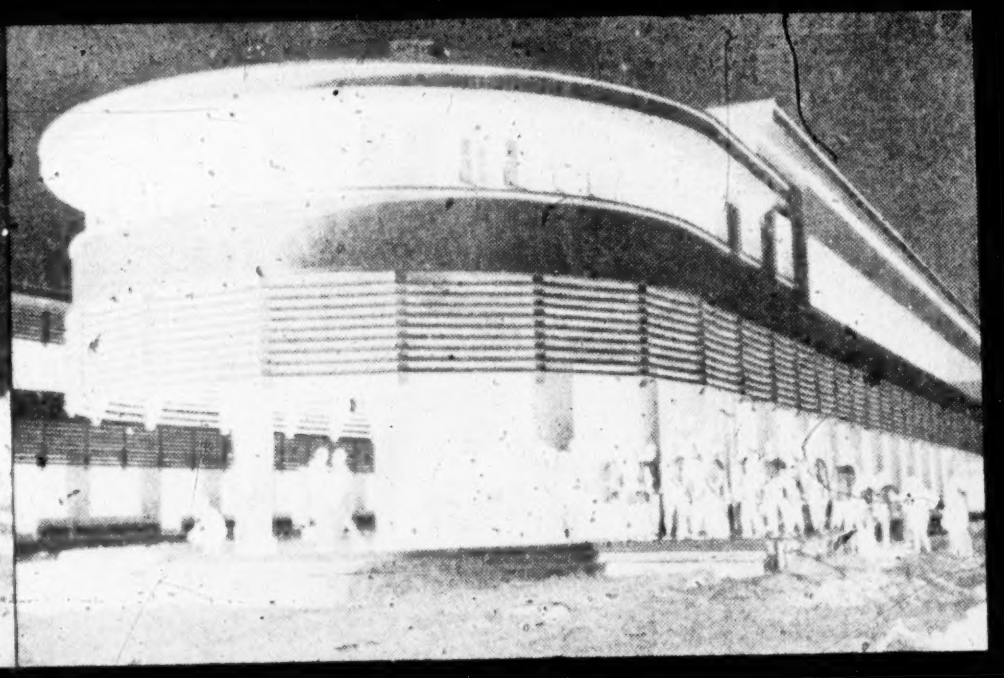
Les collèges techniques (3 sections : industrielle, commerciale, ménagère, préparant au baccalauréat technique).



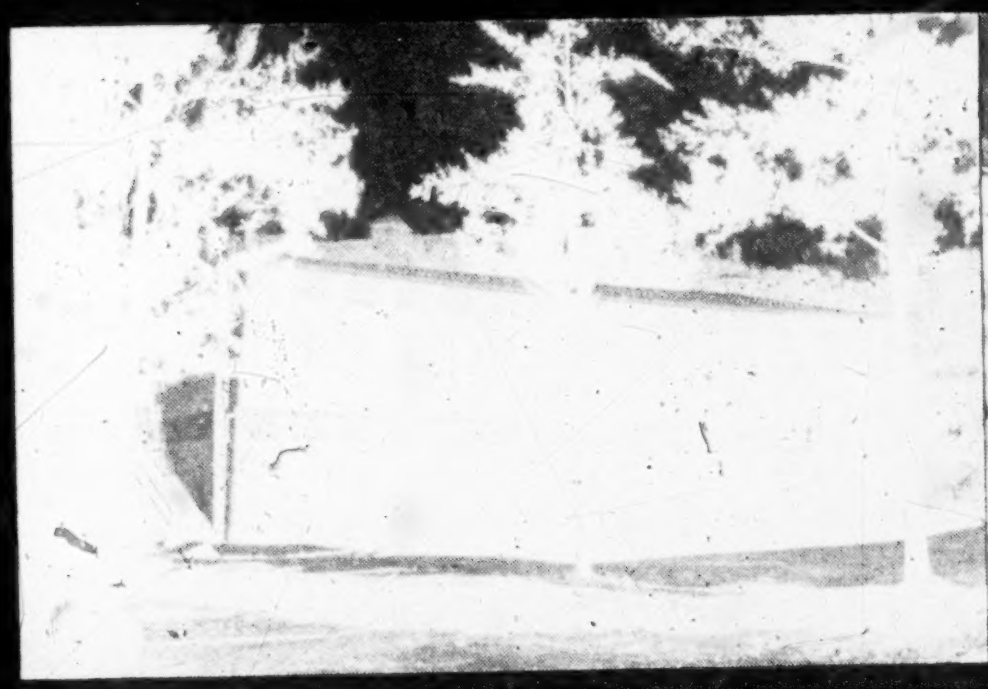
TAMATAVE. — CENTRE PÉDAGOGIQUE.
RÉFECTOIRE ET SALLE DE CINÉMA.

MORONDAVA. — ÉCOLE RÉGIONALE. DORTOIR.

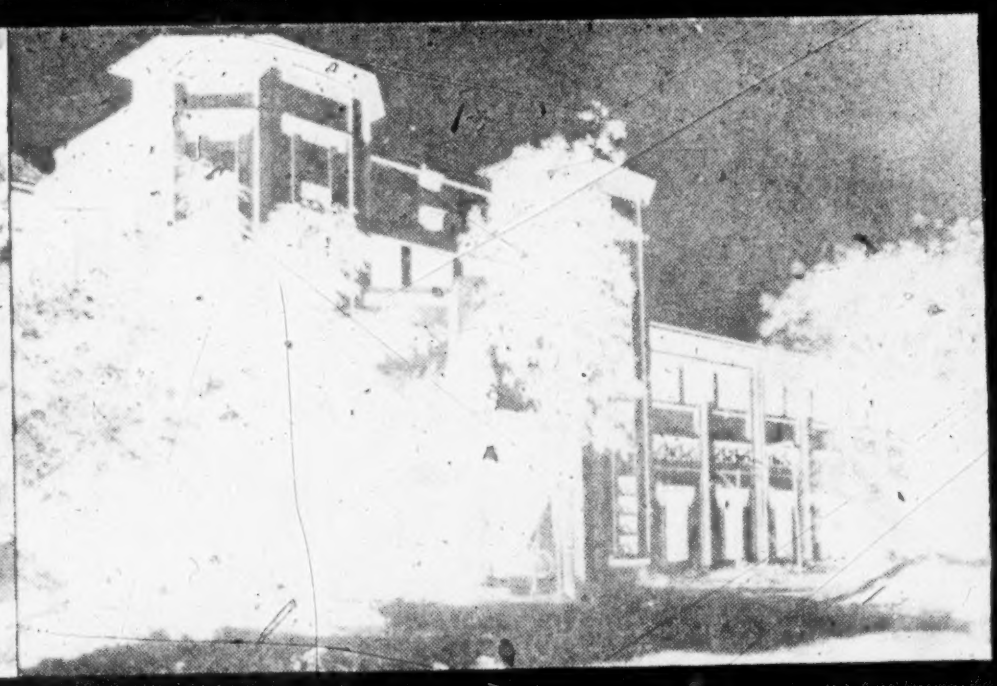
TAMATAVE. — CENTRE PÉDAGOGIQUE.
*(Entreprise Pachoud et Lemaire.)*



TAMATAVE. — CENTRE PÉDAGOGIQUE.
*(Entreprise Pachoud et Lemaire.)*

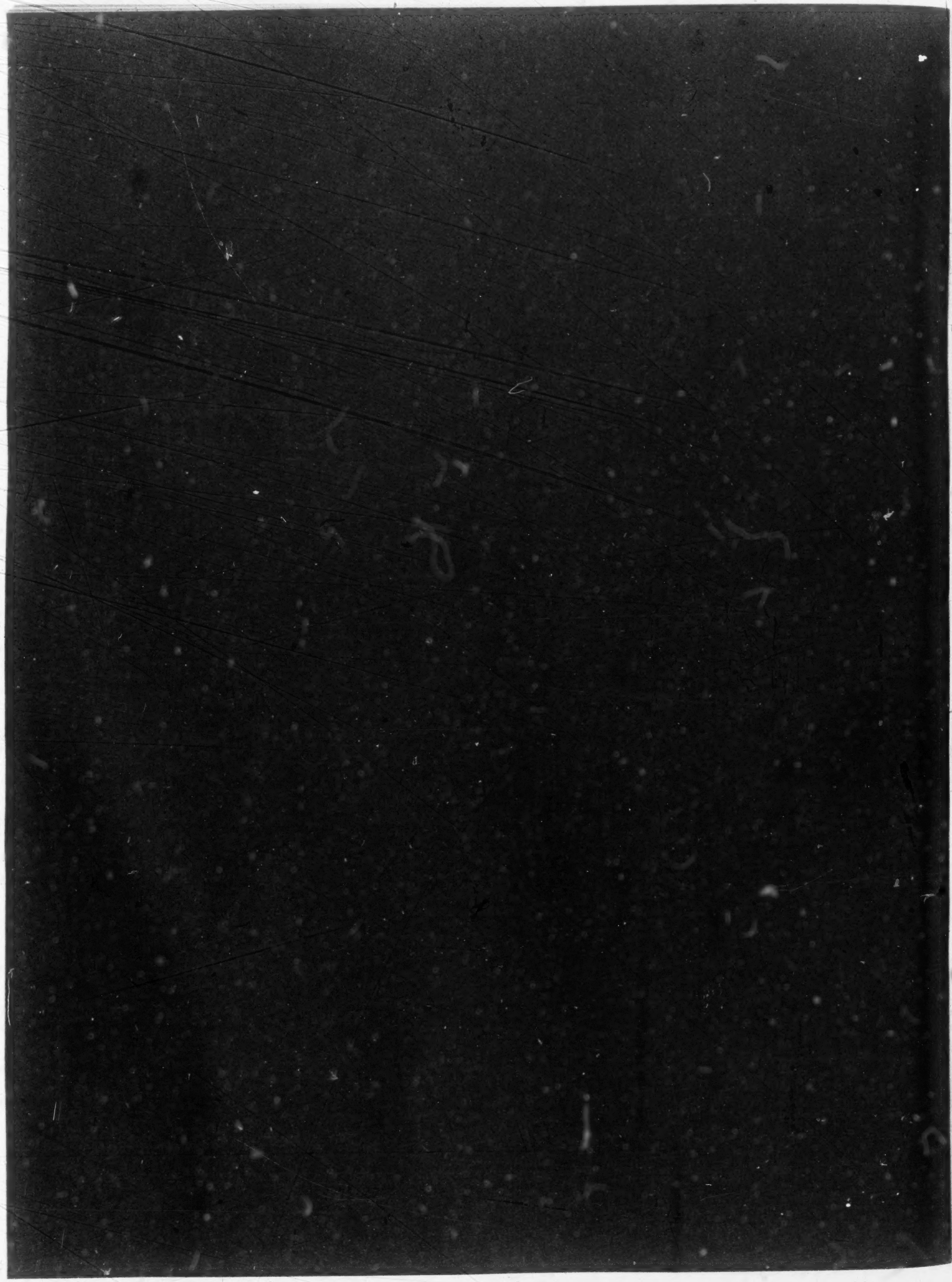


1952. — TANANARIVE. — ÉCOLE SQUARE POINCARÉ.
*(Entreprise Pachoud.)*



MAJUNGA. — GROUPE SCOLAIRE.
*(Entreprise Lesueur.)*

| P : Plateaux.<br>E : Côte Est.<br>O : Côte Ouest.<br>N : Région de Diégo-Suarez.<br>S : Sud Programme primitif. | ABANDON SUCCESSIF antérieur à l'exercice 1951-1952. | TRAVAUX PAITS ANTÉRIEURS à l'exercice 1951-1952. | ABANDON DÉFINITIF (D) ou temporaires (T) ou rajustement (R). | TRAVAUX POURSUIVIS durant l'exercice 1951-1952. | ETAT DES TRAVAUX au début DE L'EXERCICE. | ETAT DES TRAVAUX à la fin de l'exercice. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Nombreuses écoles de brousse.* | | | | | | |
| *17 groupes scolaires (enseignement primaire),* (anciennes écoles européennes). | | | | | | |
| 1 Fianarantsoa P.... | ..... | Fianarantsoa.. | ..... | Fianarantsoa.. | ..... | Achevé. |
| 2 Diégo-Suarez N | ..... | Diégo-Suarez. | | | | |
| 3 Antsalaka N.... | ..... | Antsalaka .... | ..... | Antsalaka .... | ..... | Achevé. |
| 4 Majunga O.... | ..... | ..... | ..... | Majunga ..... | ..... | Achevé aux 4/5. |
| 5 Antsirabe P.... | ..... | ..... | ..... | Antsirabe .... | ..... | Achevé. |
| 6 - 15 Tananarive P.... (10 écoles.) | ..... | ..... | ..... | Tananarive ... | ..... | Commencement deuxième tranche Square Poincaré |
| 16 Manakara E.... | Manakara. | | | | | |
| 17 Antalaha E | Antalaha. | | | | | |
| *19 écoles régionales (enseignement secondaire),* (créations et reconstruction). | | | | | | |
| 1 Morondava O.... | Morondava. | | | | | |
| 2 Fort-Dauphin S.... | ..... | ..... | Fort - Dauphin (R) . | Fort-Dauphin . | Commencé ... | 1/2 construction commencée. |
| 3 Miarinarivo P.... | ..... | ..... | ..... | Miarinarivo. | | |
| 4 Antalaha E.... | ..... | ..... | ..... | ..... | Plans dressés. | |
| 5 Farafangana E.... | ..... | Farafangana.. | | | | |
| 6 Antsirabe P.... | ..... | ..... | ..... | Antsirabe .... | Extension .... | En cours. |
| 7 Ambanja ..... | Ambanja. | | | | | |
| 8 Fianarantsoa P.... | Fianarantsoa. | | | | | |
| 9 Vangaindrano (extension) ..... | Vaingandrano. | | | | | |
| *10 - 19 écoles régionales existantes.* | | | | | | |
| *5 centres pédagogiques (enseignement secondaire).* | | | | | | |
| 1 Tuléar S.... | ..... | ..... | ..... | Tuléar (bloc).. | ..... | Achevé. |
| 2 Diégo-Suarez N.... | ..... | ..... | ..... | ..... | Plan dressé... | 2/3. |
| 3 Tamatave E.... | ..... | ..... | ..... | Tamatave .... | 1/2. | |
| 4 Majunga O. | | | | | | |
| 5 Fianarantsoa P.... | ..... | ..... | ..... | ..... | Plan dressé. Plan étudié. | |
| *5 Lycées, collèges, écoles,* (enseignement secondaire). | | | | | | |
| 1 Lycée Gallieni, Tananarive, agrandissement P.... | ..... | ..... | ..... | Tananarive (garçons) . | 1/4 ..... | 1/2. |
| 2 Lycée Jules-Ferry, Tananarive, agrandissement P.... | ..... | ..... | Tananarive (filles) (D). | | | |
| 3 Collège moderne P.... | ..... | ..... | ..... | ..... | Commencé. | |
| 4 Lycée d'Antsirabe, construction P.... | ..... | ..... | Antsirabe (D).. | Antsirabe. | | |
| 5 Ecole Le Myre-de-Vilers, (réfection) P. | | | | | | |
| 1 Etablissement d'enseignement supérieur à Tananarive. | ..... | ..... | ..... | Le Myre-de-Vilers . | ..... | Achèvement première tranche (cuisine). |



| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : | | | | | | |
| | 1 | | Achat d'un immeuble pour étudiants ..... | 12.25 | 0 | 12.25 | 12.25 | 0 | 12.25 |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : | | | | | | |
| | 1 | | Lycée Gallieni, Tananarive..... | 70.00 | 47.00 | 117.00 | 70.00 | 47.00 | 117.00 |
| | 2 | | Lycée Jules-Ferry, Tananarive. | 5.00 | — 5.00 | 0 | 5.00 | — 5.00 | 0 |
| | 3 | | Collège Moderne, Tananarive... | 2.00 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0 | 2.00 |
| | 4 | | Lycée d'Antsirabe..... | 15.00 | — 11.76 | 3.24 | 15.00 | — 11.76 | 3.24 |
| | 8 | | Centres pédagogiques : | | | | | | |
| | | 1 | Tuléar ..... | 73.00 | 6.19 | 79.19 | 73.00 | 0 | 73.00 |
| | | 2 | Diégo-Suarez ..... | 31.00 | — 19.47 | 11.53 | 30.00 | — 18.47 | 11.53 |
| | 9 | | Ecoles régionales : | | | | | | |
| | | 1 | Extension des écoles existantes.. | 10.05 | — 0.05 | 10.00 | 10.05 | — 0.05 | 10.00 |
| | | 2 | Morondava ..... | 4.66 | — 4.66 | 0 | 4.66 | — 4.66 | 0 |
| | | 3 | Fort-Dauphin ..... | 25.50 | 17.50 | 43.00 | 25.50 | 17.50 | 43.00 |
| | | 9 | Farafangana ..... | 1.00 | 0 | 1.00 | 1.00 | 0 | 1.00 |
| | 12 | | Achat de matériel..... | 12.00 | 0 | 12.00 | 12.00 | 0 | 12.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 249.21 | 29.75 | 278.96 | 248.21 | 24.56 | 272.77 |
| 3 | | | ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : | | | | | | |
| | 6 | | Création de six sections professionnelles ..... | 22.00 | 0 | 22.00 | 22.00 | 0 | 22.00 |
| 4 | | | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : | | | | | | |
| | 1 | | Groupes scolaires : | | | | | | |
| | | 1 | Fianarantsoa ..... | 12.00 | 0 | 12.00 | 12.00 | 0 | 12.00 |
| | | 2 | Diégo-Suarez ..... | 4.72 | — 1.83 | 2.89 | 4.66 | — 1.83 | 2.83 |
| | | 3 | Antsalaka ..... | 7.45 | 0 | 7.45 | 7.45 | 0 | 7.45 |
| | | 4 | Majunga ..... | 30.00 | 14.00 | 44.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | | 5 | Antsirabe ..... | 7.10 | 0.20 | 7.30 | 7.30 | 0 | 7.30 |
| | | 6 | Tananarive ..... | 55.10 | 0 | 55.10 | 35.00 | 19.97 | 54.97 |
| | | 7 | Diverses écoles..... | 0.02 | — 0.02 | 0 | 0.02 | — 0.02 | 0 |
| | 2 | | Ecoles de premier degré..... | 11.50 | 0 | 11.50 | 11.50 | 0 | 11.50 |
| | 5 | | Cantines scolaires..... | 1.50 | 0 | 1.50 | 1.50 | 0 | 1.50 |
| | 8 | | Achat de matériel..... | 2.50 | 0 | 2.50 | 2.48 | 0 | 2.48 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 4..... | 131.89 | 12.35 | 144.24 | 111.91 | 18.12 | 130.03 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 20..... | 415.35 | 42.10 | 457.45 | 394.37 | 42.68 | 437.05 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0 | 0 | 12.25 | 0 | 12.25 | 0 | 12.250.000 | 12.250.000 0 |
| 63.00 | 0 | 13.00 | 34.00 | 110.00 | 55.369.711 0 | 52.790.062 | 108.159.773 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2.00 | 0 | 0 | 0 | 2.00 | 459.061 0 | 168.627 | 627.688 0 |
| 3.24 | 0 | 0 | 0 | 3.24 | 3.241.731 0 | 0 | 3.241.731 0 |
| 79.19 | 0 | 0 | 0 | 79.19 | 66.051.463 0 | 6.635.659 | 72.687.122 0 |
| 6.53 | 0 | 0 | 0 | 6.53 | 5.025.755 0 | 0 | 5.025.755 0 |
| 10.00 | 0 | 0 | 0 | 10.00 | 4.661.581 0 | 509.609 | 5.171.190 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13.70 | 0 | 0.20 | 15.80 | 29.70 | 7.672.071 0 | 10.612.458 | 18.284.529 0 |
| 1.00 | 0 | 0 | 0 | 1.00 | 994.768 0 | 0 | 994.768 0 |
| 12.00 | 0 | 0 | 0 | 12.00 | 5.333.774 0 | 5.960.947 | 11.294.721 0 |
| 190.66 | 0 | 13.20 | 49.80 | 253.66 | 148.809.915 0 | 76.677.362 | 225.487.277 0 |
| 13.75 | 4.00 | 4.25 | 0 | 22.00 | 8.700.716 1 | 5.188.961 | 13.889.677 1 |
| 11.00 | 1.00 | 0 | 0 | 12.00 | 10.052.830 0 | 0 | 10.052.830 0 |
| 2.89 | 0 | 0 | 0 | 2.89 | 2.873.649 0 | 0 | 2.873.649 0 |
| 8.05 | 0.60 | 0 | 0 | 7.45 | 7.245.321 0 | 746.658 | 7.991.979 0 |
| 20.50 | 0 | 15.50 | 8.00 | 44.00 | 19.389.175 0 | 17.360.200 | 36.749.375 0 |
| 7.30 | 0 | 0 | 0 | 7.30 | 6.770.335 0 | 510.233 | 7.280.568 0 |
| 37.00 | 0 | 15.00 | — 10.00 | 42.00 | 34.118.364 8 | 2.533.142 | 36.651.506 8 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9.64 | 0 | 1.86 | — 1.00 | 10.50 | 8.501.381 3 | 971.587 | 9.472.968 3 |
| 1.50 | 0 | 0 | 0 | 1.50 | 1.427.349 0 | 19.995 | 1.447.344 0 |
| 1.88 | 0.62 | 0 | 0 | 2.50 | 1.869.981 0 | 103.043 | 1.973.024 0 |
| 99.76 | 1.02 | 32.36 | — 3.00 | 130.14 | 92.248.386 1 | 22.244.858 | 114.493.244 1 |
| 304.17 | 5.62 | 62.06 | 46.80 | 418.05 | 249.759.017 2 | 116.361.181 | 366.120.198 2 |

## CHAPITRE 120. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : | | | | | | |
| | 6 | | Achat matériel pour cours P.C.B. | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : | | | | | | |
| | 8 | | Centres pédagogiques : | | | | | | |
| | | 3 | Tamatave ..... | 40.00 | 27.00 | 67.00 | 39.75 | 27.25 | 67.00 |
| | 9 | | Ecoles régionales : | | | | | | |
| | | 1 | Extension des écoles existantes. | 7.00 | 0 | 7.00 | 6.92 | 0 | 6.92 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 47.00 | 27.00 | 74.00 | 46.67 | 27.25 | 73.92 |
| 4 | | | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : | | | | | | |
| | 8 | | Achat de matériel..... | 11.00 | 0 | 11.00 | 11.00 | 0 | 11.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 120..... | 62.00 | 27.00 | 89.00 | 61.67 | 27.25 | 88.92 |

## CHAPITRE 220. —

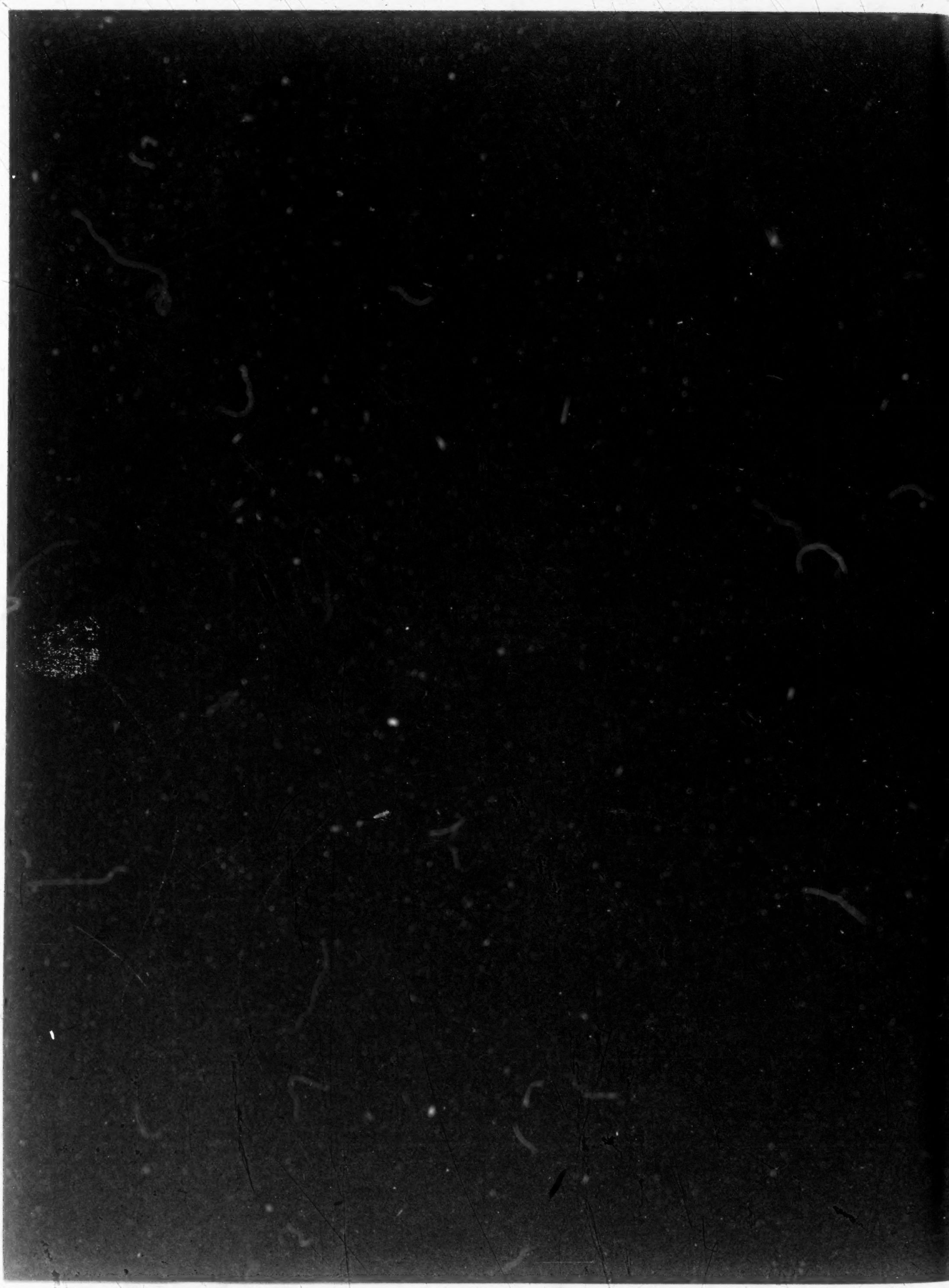
| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | | | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : | | | | | | |
| | 2 | | Lycée Jules-Ferry, Tananarive.. | 17.75 | — 17.75 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 6 | | Ecole Le Myre-de-Vilers..... | 20.00 | — 20.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 8 | | Centres pédagogiques : | | | | | | |
| | | 4 | Majunga ..... | 50.00 | — 50.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 5 | Fianarantsoa ..... | 1.00 | — 1.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 9 | | Ecoles régionales : | | | | | | |
| | | 4 | Miarinarivo ..... | 0 | 15.00 | 15.00 | 0 | 15.00 | 15.00 |
| | | 5 | Antalaha ..... | 4.00 | — 4.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 92.75 | — 77.75 | 15.00 | 0 | 15.00 | 15.00 |
| 3 | | | ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : | | | | | | |
| | 1 | 1 | Collège technique, Tananarive.. | 15.00 | — 15.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 8 | | Cinq centres d'apprentissage accéléré ..... | 10.00 | 0 | 10.00 | 0 | 10.00 | 10.00 |
| | 9 | | Achat de matériel..... | 5.00 | 0 | 5.00 | 5.00 | 0 | 5.00 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 3..... | 30.00 | — 15.00 | 15.00 | 5.00 | 10.00 | 15.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 220..... | 122.75 | — 92.75 | 30.00 | 5.00 | 25.00 | 30.00 |

ENSEIGNEMENT.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4.00 | 0 | 0 | 0 | 4.00 | 3.737.887 0 | 260.000 | 3.997.887 0 |
| 32.00 | 0 | 3.80 | 12.20 | 48.00 | 15.863.907 6 | 26.926.648 | 42.790.555 6 |
| 7.00 | 0 | 0 | 0 | 7.00 | 5.056.182 0 | 1.883.440 | 6.939.622 0 |
| 39.00 | 0 | 3.80 | 12.20 | 55.00 | 20.920.089 6 | 28.810.080 | 49.730.177 6 |
| 9.00 | 0 | 2.00 | 0 | 11.00 | 7.449.727 0 | 900.350 | 8.350.077 0 |
| 52.00 | 0 | 5.80 | 12.20 | 70.00 | 32.107.703 6 | 29.970.438 | 62.078.141 6 |

ENSEIGNEMENT.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 10.00 | 0 | 0 | — 10.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6.00 | 0 | 0 | — 6.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.00 | 0 | 0 | — 1.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.00 | 0 | 0 | — 1.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 8.00 | — 4.00 | 4.00 | 0 | 0 | 0 |
| 4.00 | 0 | 0 | — 4.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22.00 | 0 | 8.00 | — 26.00 | 4.00 | 0 | 0 | 0 |
| 5.00 | 0 | 0 | — 5.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10.00 | 0 | 10.00 | — 10.00 | 10.00 | 0 | 0 | 0 |
| 3.00 | 0 | 0 | 2.00 | 5.00 | 393.805 | 4.194.873 | 4.588.678 |
| 18.00 | 0 | 10.00 | — 13.00 | 15.00 | 393.805 | 4.194.873 | 4.588.678 |
| 40.00 | 0 | 18.00 | — 39.00 | 19.00 | 393.805 | 4.194.873 | 4.588.678 |



# CHAPITRE XXI.

## URBANISME ET HABITAT.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENT. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 6,60 | 9,97 | 9,84 | 9.510.796 |

Ce chapitre comme tel est en voie d'extinction.

Comportant primitivement cinq articles :

Bureau d'urbanisme;
Projets d'urbanisme;
Centres cantonaux ruraux;
Office de l'habitat.

Il ne fonctionne pratiquement en 1951-1952 que pour les centres cantonaux ruraux représentés par la construction d'une maternité à Ankadivoribe : A.E. : 6,40; C.P. : 9,25.

Le gros œuvre de la maternité est terminé; les travaux se poursuivent en régie, sous la direction du Service des Bâtiments civils.

Cette disparition du chapitre XXI qui ne recevra désormais aucun crédit nouveau en A.E. s'explique par son éclatement, à la fin de son rôle d'initiateur; en effet, l'urbanisme est entré dans une phase active, un arrêté du 9 février 1952 a inauguré le stade des relevés topographiques pour les villes de Tananarive et d'Antalaha, le 8 avril un second arrêté prévoyait les mêmes travaux pour la ville de Tamatave. Ces études coûteuses seront désormais prises en charge par le chapitre des études générales administré directement par le Service du Plan. Par ailleurs, l'Office de l'Habitat, qui n'avait eu à gérer qu'un modeste crédit de 60 millions, a cédé la place à une Société Immobilière locale qui a été dotée par le F.I.D.E.S. d'un fonds de roulement.

Les statuts de cette Société lui donnent les fonctions suivantes :

1° Aménager et construire des immeubles à usage principal d'habitation; éventuellement acheter en vue de la vente, de la vente à crédit ou de la location de tels immeubles;
2° Acheter, aménager et allotir des terrains;
3° Consentir des prêts ou avances destinés à faciliter l'acquisition, la construction ou l'amélioration d'immeubles à usage principal d'habitation.

Il résulte de cette rapide énumération que l'activité de la Société Immobilière sera aussi souple que possible et adoptée aux cas d'espèces.

Elle s'efforcera d'ouvrir et d'améliorer, dans le temps le plus bref, le maximum de logements aux moindres frais.

Elle pourra utiliser ses ressources pour construire et mettre elle-même des logements à la disposition du public, elle pourra également accorder des prêts à des particuliers qui veulent construire ou améliorer leur habitation, et joindre ses efforts à ceux des organismes, des sociétés, des collectivités privées et des particuliers qui ont le même but qu'elle.

Elle pourra prêter son concours technique au Territoire et aux communes, aux Chambres de commerce qui mettront au point une politique immobilière.

Le capital initial de la S.I.M. est de 200 millions de francs C. F. A. divisé en 20.000 actions de 10.000 francs chacune réparties de la manière suivante :

| | Millions de francs C.F.A. |
|---|---|
| Territoire de Madagascar | 60 |
| Communes de Madagascar | 15 |
| Caisse centrale de la France d'Outre-mer | 50 |
| Souscripteurs privés | 75 |

dont 25 millions réservés à des Autochtones.

Les souscripteurs privés recevront soit des actions en numéraire, soit des actions d'apport.

La Société, administrée par un Conseil d'administration de huit à douze membres, est ainsi composée :

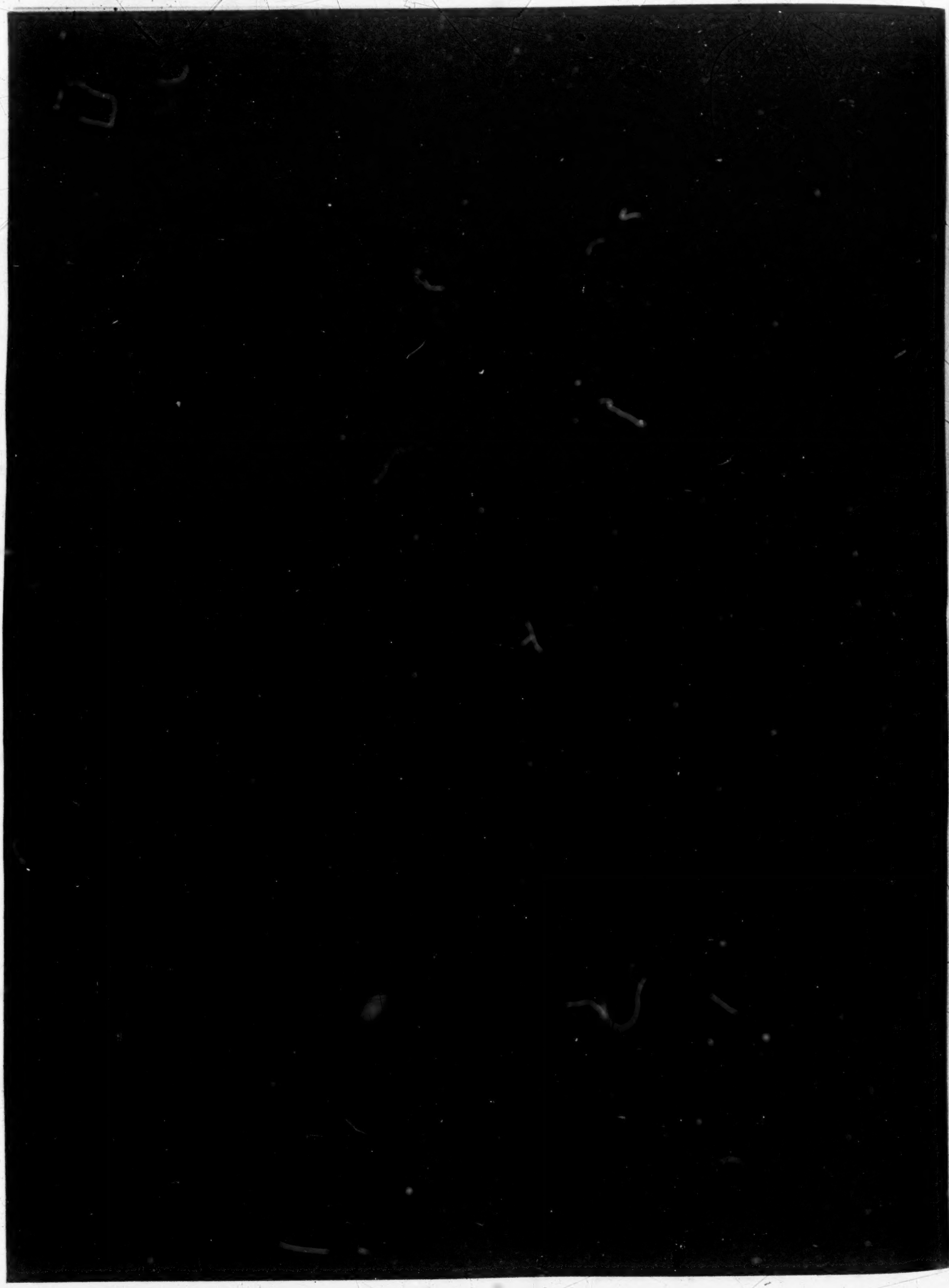
Trois Administrateurs désignés par le Ministre de la France d'Outre-mer, dont un sur proposition du Ministre des Finances et un sur proposition de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer;

Un Administrateur désigné par la Caisse centrale de la France d'Outre-mer;

Deux Administrateurs désignés par le Haut Commissaire;

Deux Administrateurs désignés par l'Assemblée Représentative de Madagascar ou sa Commission permanente, dont un citoyen à statut personnel malgache;

Quatre Administrateurs désignés par les souscripteurs privés.



## CHAPITRE XXI. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETABLISSEMENTS, PROJETS D'AMÉNAGEMENT : | | | | | | |
| | 1 | | Villes et régions économiques. | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| | 2 | | Localités secondaires..... | 1.00 | 0 | 1.00 | 1.00 | 0 | 1.00 |
| | 3 | | Travaux topographiques..... | 1.50 | 0 | 1.50 | 1.50 | 0 | 1.50 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 5.50 | 0 | 5.50 | 5.50 | 0 | 5.50 |
| 4 | 1 | | CENTRES CANTONAUX RURAUX..... | 21.00 | 0 | 21.00 | 14.60 | 5.00 | 19.60 |
| 5 | 1 | | SOCIÉTÉ NATIONALE IMMOBILIÈRE... | 60.00 | 0 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XXI..... | 86.50 | 0 | 86.50 | 80.10 | 5.00 | 86.10 |

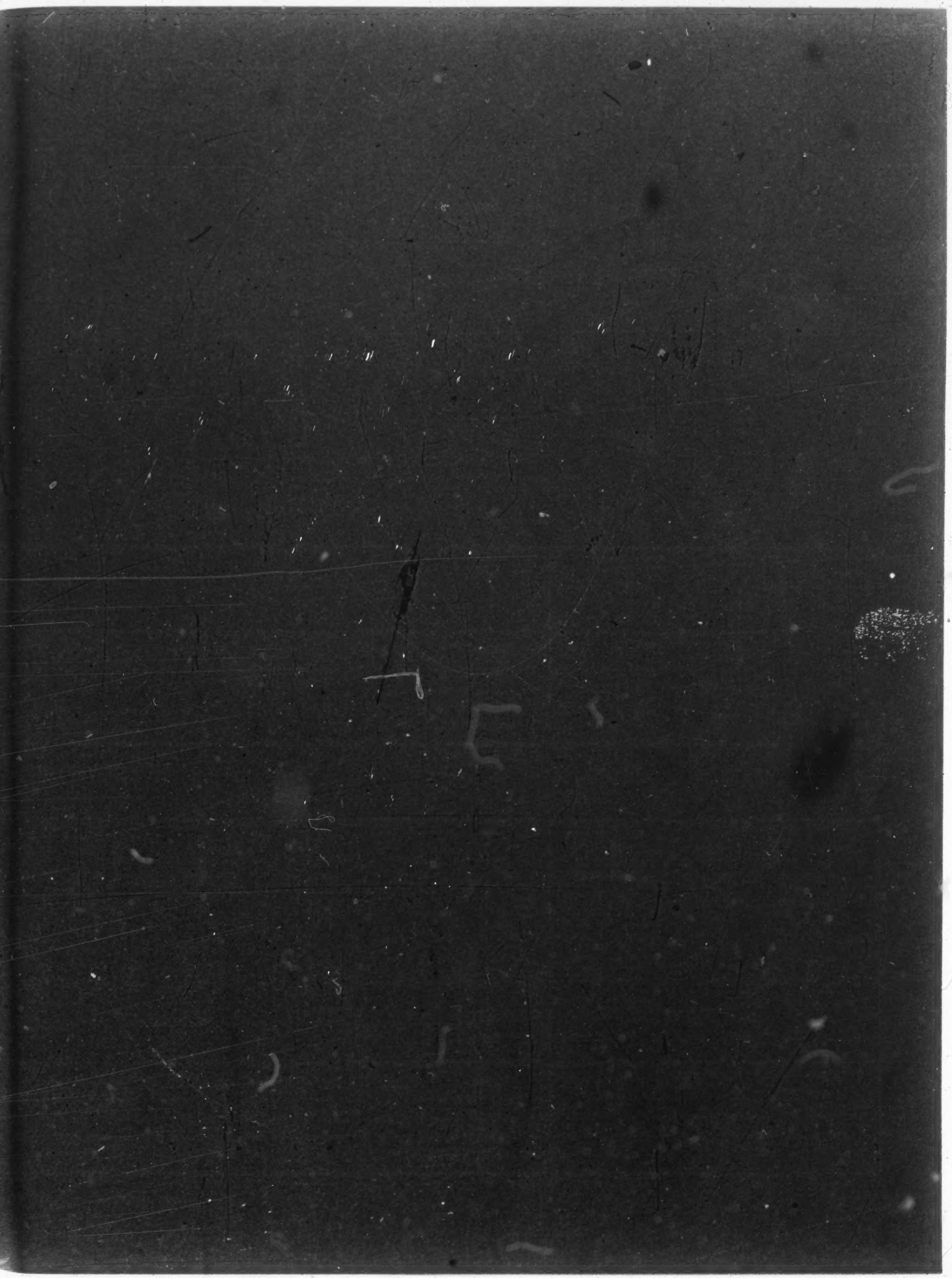
## CHAPITRE 121. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | 1 | | BUREAU D'URBANISME..... | 0.20 | 0 | 0.20 | 0 | 0.08 | 0.08 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 121..... | 0.20 | 0 | 0.20 | 0 | 0.08 | 0.08 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.00 | 0 | 0 | 0 | 3.00 | 2.992.977 1 | 0 | 2.992.977 1 |
| 1.00 | 0 | 0 | 0 | 1.00 | 970.083 | 28.587 | 998.670 |
| 1.50 | 0 | 0 | 0 | 1.50 | 1.008.295 | 525.071 | 1.533.366 |
| 5.50 | 0 | 0 | 0 | 5.50 | 4.971.355 1 | 553.658 | 5.525.013 1 |
| 10.00 | 0.40 | 4.60 | 0 | 15.00 | 5.742.599 6 | 8.891.389 | 14.633.988 6 |
| 60.00 | 0 | 0 | 0 | 60.00 | 60.000.000 | 0 | 60.000.000 |
| 75.50 | 0.40 | 4.60 | 0 | 80.50 | 70.713.954 7 | 9.445.047 | 80.159.001 7 |

URBANISME ET HABITAT.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0.20 | 0 | 0 | 0 | 0.20 | 0 | 65.749 | 65.749 |
| 0.20 | 0 | 0 | 0 | 0.20 | 0 | 65.749 | 65.749 |



# CHAPITRE XXII.

## TRAVAUX URBAINS ET RURAUX.

### CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE 1951-1952.

| | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | CREDITS DE PAIEMENTS. | ENGAGEMENTS C.P. | MANDATEMENTS. |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs C.F.A. | | | En francs C.F.A. |
| Programmes 0, 1 et 2..... | 20,70 | 27,33 | 26,07 | 20.341.822 |

Se répartissant comme suit :

| | A. E. | C. P. |
|---|---|---|
| Etudes ..... | 5,70 | 4,02 |
| Travaux (adduction d'eau) ..... | 15 | 23,31 |
| TOTAL ..... | 20,70 | 27,33 |

Les crédits alloués au titre de l'exercice 1951-1952 ont eu pour but d'assurer la terminaison des travaux en cours; les adductions d'eau devant à l'avenir être financées par emprunts des communes ou des collectivités publiques, le Plan conservant à sa charge les études (soit au titre du chapitre 22, soit au titre du chapitre 1er : études générales).

Rappelons que le problème d'adduction d'eau posé à Madagascar présente trois aspects :

1° Extension des réseaux existants, devenus insuffisants par l'expansion continue des localités;

2° Créations à partir des sources connues;

3° Forage de sources nouvelles, en particulier dans la région du sud-est de l'Ile, base d'une politique alimentaire dans le Sud. Mais, dans ce domaine, les capitaux à engager sont considérables; il est vrai qu'il ne s'agit la plupart du temps que de localités érigées en communes et qui, à ce titre, peuvent profiter du financement par emprunt.

Etudes et travaux se résument à ce jour de la façon suivante :

| ADDUCTION D'EAU. | ETUDES | | TRAVAUX | |
|---|---|---|---|---|
| | Antérieures. | EXERCICE 1951-1952. | ANTÉRIEURS. | EXERCICE 1951-1952. |
| *Extension.* | | | | |
| Tamatave ..... | ..... | ..... | Emprunt C.A.I.F.O.M. 100 % | A concessionnaire. |
| Antsirabe ..... | — | — | | |
| Fianarantsoa ..... | Avant-projet 50 %. | Projet envisagé. | | |
| Nossi-Bé ..... | ..... | ..... | | |
| Diégo-Suarez ..... | ..... | Chapitre 201. | 100 % | |
| Fort-Dauphin ..... | Avant-projet. | Projet en cours. | | |

| ADDUCTION D'EAU. | ETUDES. | | TRAVAUX. | |
|---|---|---|---|---|
| | ANTÉRIEURS. | EXERCICE 1951-1952. | ANTÉRIEURS. | EXERCICE 1951-1952. |
| *Créations.* | | | | |
| Soavinandriana ..... | 100 % | — | 100 % | |
| Ambatondrazaka ..... | 100 % | — | | 100 % |
| Ambalavao ..... | ..... | ..... | ..... | 100 % + réservoir et filtre. |
| Antalaha ..... | ..... | Terminées 100 % | — | |
| Arivonimamo ..... | 100 % | — | — | En cours. |
| Morondava ..... | — | Projet en cours. | | |
| Mananjary ..... | — | Etudes. | | |
| Puits Androy..... | (12 puits 197 m.) | 63 forages. | | |
| Assainissement ..... | Tamatave, Morondava, Antalaha, Majunga, Tuléar, Fort-Dauphin. | Schémas de principe. | | |
| Assainissement Tananarive.. | Avant-projet. | | | |

## CHAPITRE XXII. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Adduction d'eau..... | 8.09 | 0 | 8.09 | 8.09 | 0 | 8.09 |
| | 2 | | Assainissement ..... | 9.91 | 0 | 9.91 | 6.91 | 0 | 6.91 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 1er..... | 18.00 | 0 | 18.00 | 15.00 | 0 | 15.00 |
| 2 | | | ADDUCTION D'EAU : | | | | | | |
| | 1 | | Extension des réseaux existants : | | | | | | |
| | | 3 | Antsirabe ..... | 33.00 | 0 | 33.00 | 33.00 | 0 | 33.00 |
| | | 4 | Fianarantsoa ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 7 | Nossi-Bé ..... | 5.63 | 0 | 5.63 | 5.63 | 0 | 5.63 |
| | | | TOTAL DU § 1er..... | 38.63 | 0 | 38.63 | 38.63 | 0 | 38.63 |
| | 2 | | CRÉATIONS NOUVELLES : | | | | | | |
| | | 1 | Soavinandriana ..... | 6.87 | 0 | 6.87 | 6.87 | 0 | 6.87 |
| | | 2 | Ambatondrazaka ..... | 9.50 | 0 | 9.50 | 9.49 | 0 | 9.49 |
| | | | TOTAL DU § 2..... | 16.37 | 0 | 16.37 | 16.36 | 0 | 16.36 |
| | 3 | | Puits dans l'Androy..... | 10.00 | 10.00 | 20.00 | 10.00 | 10.00 | 20.00 |
| | 4 | | Matériel ..... | 11.00 | — 11.00 | 0 | 11.00 | — 11.00 | 0 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE 2..... | 76.00 | — 1.00 | 75.00 | 75.99 | — 1.00 | 74.99 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE XXII..... | 94.00 | — 1.00 | 93.00 | 90.99 | — 1.00 | 89.99 |

## CHAPITRE 122. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | ETUDES : | | | | | | |
| | 1 | | Adduction d'eau..... | 5.00 | 0 | 5.00 | 5.00 | 0 | 5.00 |
| | 2 | | Assainissement ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 0.30 | 0 | 0.30 |
| | | | | 8.00 | 0 | 8.00 | 5.30 | 0 | 5.30 |
| 2 | | | Adduction d'eau : | | | | | | |
| | 1 | | Extension des réseaux existants. | | | | | | |
| | | 1 | Tananarive ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 | | Créations nouvelles : | | | | | | |
| | | 3 | Ambalavao ..... | 30.00 | 5.00 | 35.00 | 30.00 | 0 | 30.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 122..... | 38.00 | 5.00 | 43.00 | 35.30 | 0 | 35.30 |

TRAVAUX URBAINS ET RURAUX.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 6.09 | 0 | 0 | 2.00 | 8.09 | 5.289.038 1 | 1.582.189 | 6.871.227 1 |
| 7.91 | 0 | 2.00 | — 4.50 | 5.41 | 5.304.814 0 | 2.677 | 5.307.491 |
| 14.00 | 0 | 2.00 | — 2.50 | 13.50 | 10.593.852 1 | 1.584.866 | 12.178.718 1 |
| 33.00 | 0 | 0 | 0 | 33.00 | 33.000.000 0 | 0 | 33.000.000 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5.63 | 0 | 0 | 0 | 5.63 | 5.625.000 0 | 0 | 5.625.000 0 |
| 38.63 | 0 | 0 | 0 | 38.63 | 38.625.000 0 | 0 | 38.625.000 0 |
| 6.87 | 0 | 0 | 0 | 6.87 | 6.875.000 0 | 0 | 6.875.000 0 |
| 8.50 | 0 | 1.00 | 0 | 9.50 | 5.176.474 6 | 2.998.120 | 8.174.594 6 |
| 15.37 | 0 | 1.00 | 0 | 16.37 | 12.051.474 6 | 2.998.120 | 15.049.594 6 |
| 0 | 0 | 10.00 | — 9.00 | 1.00 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 54.00 | 0 | 11.00 | — 9.00 | 56.00 | 50.676.474 6 | 2.998.120 | 53.674.594 6 |
| 68.00 | 0 | 13.00 | — 11.50 | 69.50 | 61.270.326 7 | 4.582.986 | 65.853.312 7 |

TRAVAUX URBAINS ET RURAUX.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.50 | 0 | 1.50 | — 3.50 | 1.50 | 378.229 | 867.621 | 1.245.850 |
| 1.50 | 0 | 0 | — 1.48 | 0.02 | 8.980 | 0 | 8.980 |
| 5.00 | 0 | 1.50 | — 4.98 | 1.52 | 387.209 | 867.621 | 1,254.830 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10.00 | 5.50 | 3.00 | — 5.50 | 13.00 | 0 | 9.903.915 | 9.903.915 |
| 15.00 | 5.50 | 4.50 | — 10.48 | 14.52 | 387.209 | 10.771.536 | 11.158.745 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 12 | | | ADDUCTION D'EAU : | | | | | | |
| | 1 | | Extension des réseaux existants: | | | | | | |
| | | 2 | Tamatave ..... | 40.00 | — 40.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 | | Créations nouvelles : | | | | | | |
| | | 5 | Arivonimamo ..... | 60.00 | 0 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | | 6 | Antalaha ..... | 17.00 | — 17.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | TOTAL DU § 2..... | 77.00 | — 17.00 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 222..... | 117.00 | — 57.00 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |

URBAINS ET RURAUX.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 10.00 | 0 | — 10.00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 15.00 | 5.00 | 3.50 | — 18.50 | 5.00 | 0 | 4.987.300 | 4.987.300 |
| 7.00 | 0 | — 7.00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22.00 | 5.00 | — 3.50 | — 18.50 | 5.00 | 0 | 4.987.300 | 4.987.300 |
| 32.00 | 5.00 | — 13.50 | — 18.50 | 5.00 | 0 | 4.987.300 | 4.987.300 |

# CHAPITRE LV.

## CARTE GÉOLOGIQUE.

Le Bureau géologique de Madagascar a pour attribution l'élaboration de la carte géologique. L'effort accompli au cours de ces dernières années s'est poursuivi et a abouti à l'achèvement complet de la couverture géologique de Madagascar qui est maintenant présentée en 63 coupures en édition régulière en couleurs avec notices explicatives et 64 coupures en édition provisoire en deux couleurs avec copieux mémoires explicatifs ronéotypés. Il est important de noter qu'à cette date tous les travaux sont entièrement à jour et immédiatement utilisables.

L'achèvement rapide de la carte de reconnaissance permet d'avoir dès à présent une documentation sur tous les points du Territoire mais ce travail ne peut être considéré comme définitif et il y aura lieu, dans les années à venir, de procéder à de nombreux complétages et de se tourner vers les applications pratiques en reprenant d'une manière détaillée l'étude des zones minéralisées ou susceptibles de l'être.

La liste des travaux menés à bien au cours de l'exercice, malgré d'innombrables difficultés, prouve l'excellence du service : 2.097 lames minces de roches ont permis de faire des déterminations précises et d'appuyer les levers sur une pétrographie solide. Au 31 mai 1952, l'ensemble des travaux de la campagne 1951 était entièrement polycopié en onze mémoires avec 26 coupures de la carte géologique tirées en hélio en deux couleurs : feuilles Andranofanjava, Diégo, Mont Tsaratanàna, Namakia, Mitsinjo, Andriamena, Vavatenina, Fénérive, Sainte-Marie, Ankazobe, Anjozorobe, Miarinarivo, Tananarive, Antsirabe (révision), Ambatolampy, Ambositra (révision), Ampasinambo, Morondava, Ambohibe, Manja, Morombe, Befandriana, Mandabe, Makay, Ifanadiana, Mananjary, Ambalavao, Sahasinaka, Mamakara. En outre, une carte d'ensemble au 1/1.000.000e, en couleurs, synthétisant l'ensemble des levers, a été remise au Service Géographique en février 1952 pour impression. Des épreuves de cette très belle carte ont été présentées au Congrès géologique international d'Alger et à l'Exposition «Techniques d'aujourd'hui — Perspectives de demain». Les fascicules XIV, XVII et XX des Annales géologiques ont été publiés et mis en distribution.

Les travaux du premier semestre 1952 ont comporté une étude hydro-géologique de l'archipel des Comores et des complétages de la carte géologique portant sur la zone aurifère de Mananjary, la zone ouest Fianarantsoa et la zone interne de la Sakoa. Il faut noter ici, que dans le sud de l'Ile, l'excellence de la couverture photographique aérienne permet de faire des levers extrêmement précis qui gagneront à être publiés à l'échelle du 1/100.000e.

Devant l'abondance des documents géologiques, la nécessité est apparue de rédiger quelques travaux de synthèse qui seront ultérieurement publiés sous le titre de : Géologie de Madagascar. Un premier fascicule portant sur le bassin sédimentaire du Nord-Ouest est déjà rédigé. Il intéresse particulièrement la recherche du pétrole dans cette région.

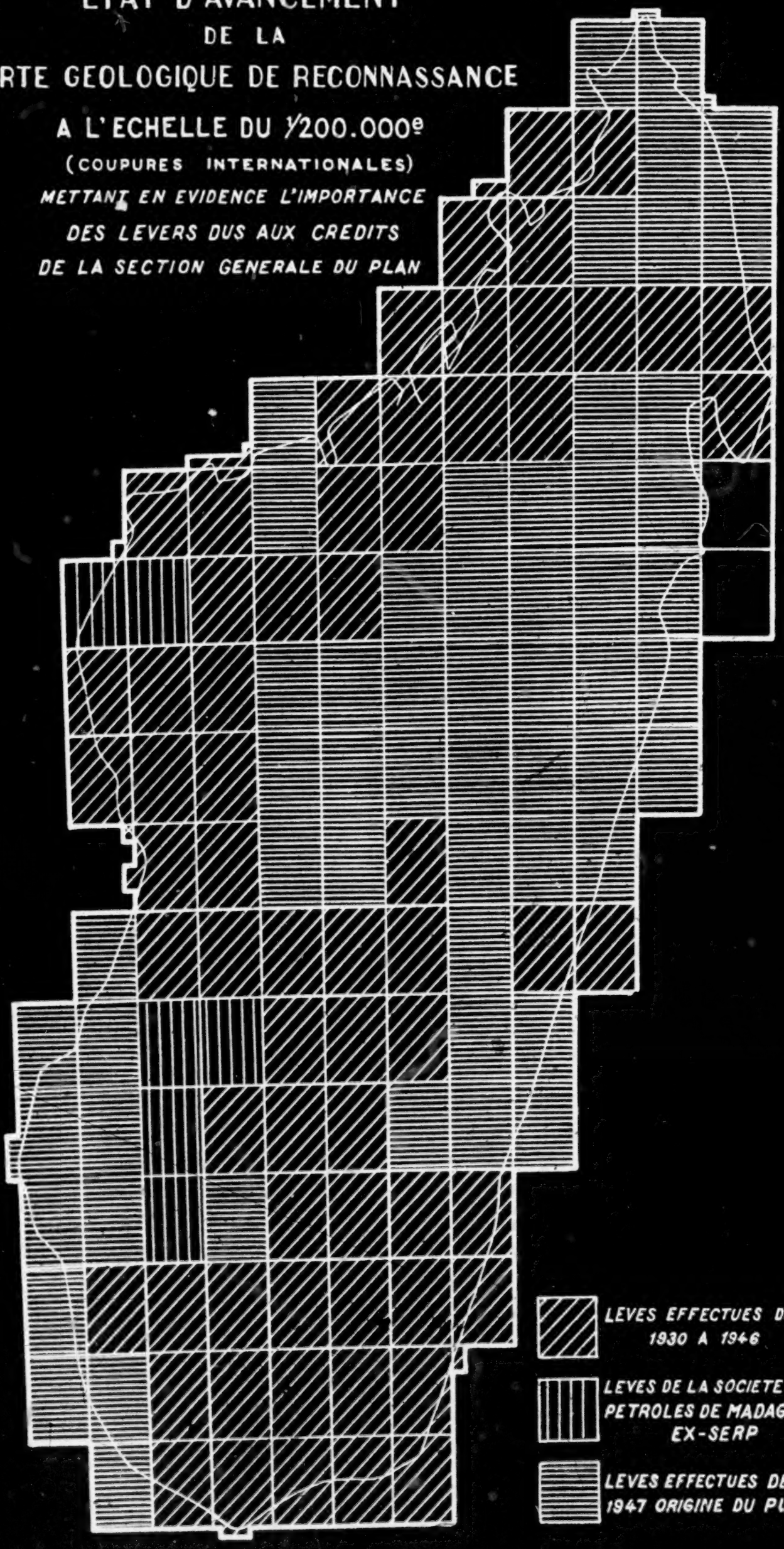
Pendant tout l'exercice, le Service Géologique a connu les difficultés habituelles qu'il n'a cessé de signaler au cours de ces dernières années relativement à la question des locaux, toujours dispersés et insuffisants. La construction des nouveaux bâtiments sera entreprise pendant l'exercice 1952-1953.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | | | PERSONNEL . | | | | | | |
| | 4 | | Madagascar ..... | 24.00 | 15.50 | 39.50 | 15.34 | 24.16 | 39.50 |
| 2 | | | MATÉRIEL ET FONCTIONNEMENT : | | | | | | |
| | 4 | | Madagascar ..... | 9.30 | 8.45 | 17.75 | 9.30 | 6.45 | 15.75 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE 355..... | 33.30 | 23.95 | 57.25 | 24.64 | 30.61 | 55.25 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 21.35 | 15.50 | — | 36.85 | 11.564.566 8 | 15.324.576 50 | 26.889.143 30 |
| 11.95 | 8.45 | — | 20.40 | 10.133.264 9 | 7.543.298 | 17.676.562 90 |
| 33.30 | 23.95 | — | 57.25 | 21.697.831 7 | 22.867.874 50 | 44.505.606 20 |

# ETAT D'AVANCEMENT
## DE LA
## CARTE GEOLOGIQUE DE RECONNASSANCE
## A L'ECHELLE DU 1/200.000e
(COUPURES INTERNATIONALES)

*METTANT EN EVIDENCE L'IMPORTANCE*
*DES LEVERS DUS AUX CREDITS*
*DE LA SECTION GENERALE DU PLAN*



*LEVES EFFECTUES DE 1930 A 1946*

*LEVES DE LA SOCIETE DES PETROLES DE MADAGASCAR EX-SERP*

*LEVES EFFECTUES DEPUIS 1947 ORIGINE DU PLAN*

# CHAPITRE LVII.

## CARTOGRAPHIE.

La dotation du Plan au cours de l'exercice 1951-1952 a représenté 41 p. 100 des crédits nécessaires au fonctionnement du Service Géographique qui est alimenté normalement par le budget de Madagascar et celui de la Métropole (Ministère des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme) contre 50 p. 100 pour l'exercice précédent.

L'effort principal du Service Géographique de Madagascar, dans le cadre des crédits F.I.D.E.S., continue de se porter sur l'établissement de la carte de base de Madagascar à l'échelle du 1/100.000e. Dans ce but sont exécutés, d'une part, des levés topographiques à l'échelle du 1/80.000e, d'autre part, des travaux de préparation photogrammétrique appuyés sur la couverture photographique aérienne verticale à une échelle voisine du 1/45.000e effectuée au cours des deux années précédentes par l'escadrille des forteresses «B. 17» de l'Institut Géographique National (1), en même temps que se poursuit le nivellement de précision des grands axes routiers de Madagascar suivant un programme préétabli.

L'Institut Géographique National, au titre du Plan, a envoyé à Madagascar cinq missions temporaires de renforcement du Service Géographique de Madagascar qui sont précisées comme suit :

1° Une mission de préparation photogrammétrique, composée d'un ingénieur géographe et de trois opérateurs, arrivée en mars 1951, rentrée en France en novembre 1951, après avoir exécuté dans la région de Betioky, de Mitsinjo, de Manombo, de Beraketa et de Sakaraha au nord et au nord-est de Tuléar, la préparation photogrammétrique et le précomplètement de huit feuilles de la carte de Madagascar au 1/100.000e, couvrant une surface de 9.750 kilomètres carrés;

2° Une mission temporaire de nivellement géométrique de précision composée d'un ingénieur des Travaux Géographiques de l'Etat et de trois opérateurs, arrivée en avril 1951, rentrée en France en novembre 1951, après avoir exécuté le nivellement de la route d'Ambositra à Morondava et Tuléar et d'un tronçon de 110 kilomètres de la route de Tuléar à Ihosy, soit au total 1.139 kilomètres de cheminement;

3° Une mission temporaire de préparation photogrammétrique, composée d'un ingénieur des Travaux Géographiques de l'Etat et de trois opérateurs, arrivée en avril 1952, exécutant actuellement (sur les deux années budgétaires 1951-1952, 1952-1953) dans la région de Mangalaboangy, d'Ambatofinandrahana et de Midongy-Ouest à l'ouest d'Ambositra, et dans la région d'Ihosy, la préparation photogrammétrique et le précomplètement de sept feuilles au 1/100.000e;

4° Une mission temporaire de levés directs composée d'un ingénieur en chef géographe et de quatre opérateurs. Arrivée en avril 1952, elle exécute actuellement, dans la région de Fitampito, de Fanjakana, de Solila, de Fenoarivo et d'Ankaramena à l'ouest de Fianarantsoa, le levé à l'échelle du 1/80.000e de six feuilles qui seront éditées à l'échelle du 1/100.000e;

5° Une mission temporaire de nivellement géométrique de précision, composée d'un ingénieur des Travaux Géographiques de l'Etat et d'un adjoint technique. Arrivée en avril 1952, elle achève le nivellement de la route de Tuléar à Ihosy et poursuivra ses travaux sur les routes d'Ihosy à Ambovombe et d'Ambovombe à Tsihombe et à Beloha. Le rendement envisagé est de l'ordre de 700 kilomètres de cheminement.

Par ailleurs, le Service Géographique de Madagascar a exécuté sur le terrain avec son personnel, toujours au titre du Plan, les travaux suivants :

Deux triangulations géodésiques de premier ordre complémentaire, l'une, dans la région du district de Tsaratanana, couvrant une surface de 2.000 kilomètres carrés, l'autre, dans la région d'Ihosy, de Ranohira et de Betroka, couvrant une surface de 3.800 kilomètres carrés;

Deux préparations photogrammétriques, avec précomplètement, l'une, dans la région de Diégo-Suarez et d'Ambilobe, couvrant une surface de 1.240 kilomètres carrés, l'autre, dans la région de Fort-Dauphin,

---

(1) Il reste une surface de 51.000 kilomètres carrés à photographier pour assurer la totalité de la couverture aérienne de Madagascar et Dépendances.

couvrant une surface de 1.070 kilomètres carrés, qui permettront l'établissement de deux feuilles au 1/100.000e;

Un levé topographique à l'échelle du 1/80.000e, dans la région de la route de Tananarive à Majunga, au nord de Marovoay, couvrant une surface de 390 kilomètres carrés.

Enfin, il a été exécuté en salle, au titre du Plan, les travaux suivants :

La restitution planimétrique à l'échelle du 1/80.000e, par exploitation de la couverture photographique aérienne verticale à l'échelle approximative du 1/45.000e, de seize feuilles de la carte de Madagascar au 1/100.000e, représentant une surface de 21.760 kilomètres carrés;

La rédaction cartographique, en vue de leur édition, de six feuilles de la carte de Madagascar au 1/100.000e représentant une surface de 8.280 kilomètres carrés.

Les constructions mentionnées dans le rapport précédent :

1° D'un bloc technique, où sera installée entièrement la section des reproductions et tirages du Service Géographique de Madagascar et dans lequel seront réservées quelques salles de dessin destinées aux opérateurs de terrain;

2° D'un immeuble de six logements,

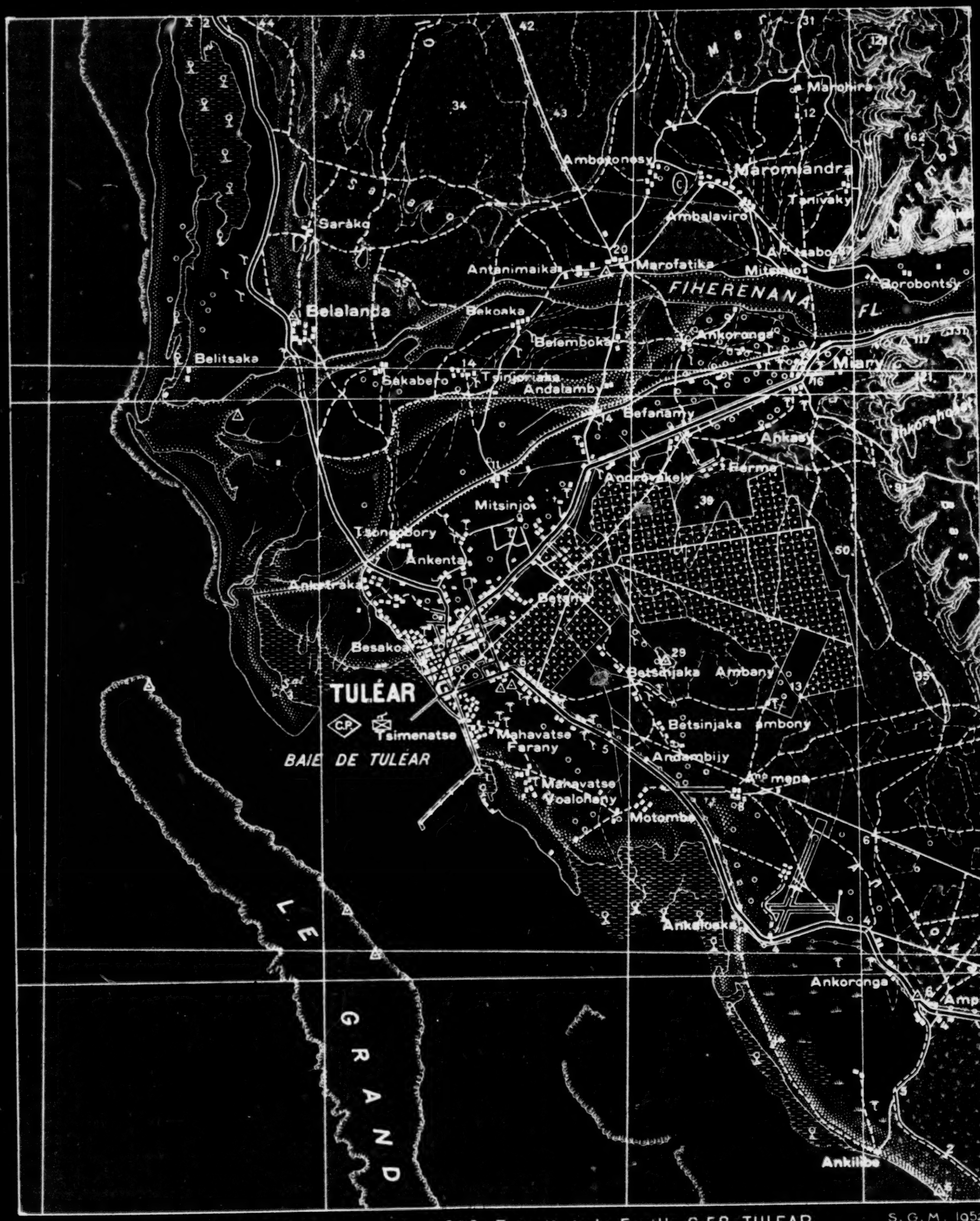
ont été mises en adjudication le 2 février 1952.

Ces travaux, effectués à proximité du garage du Service Géographique de Madagascar, ont été entrepris le 4 avril 1952. Le délai d'exécution est de quatorze mois. L'insertion de l'arrêté du 22 février 1952 au *Journal officiel* de Madagascar (entre les deux dates d'adjudication et de commencement des travaux) relevant les salaires du personnel journalier a fait jouer la clause de révision des prix imposée par le marché au départ des travaux. Rien que pour ce poste une augmentation du quart du montant du marché doit être prise en considération pour une dotation qui, restée fixe, risque de devenir insuffisante.

Le Service Géographique de Madagascar a poursuivi la réalisation de son équipement en instruments et matériels d'imprimerie notamment, expédiés, en général, par l'intermédiaire de l'Institut Géographique National.

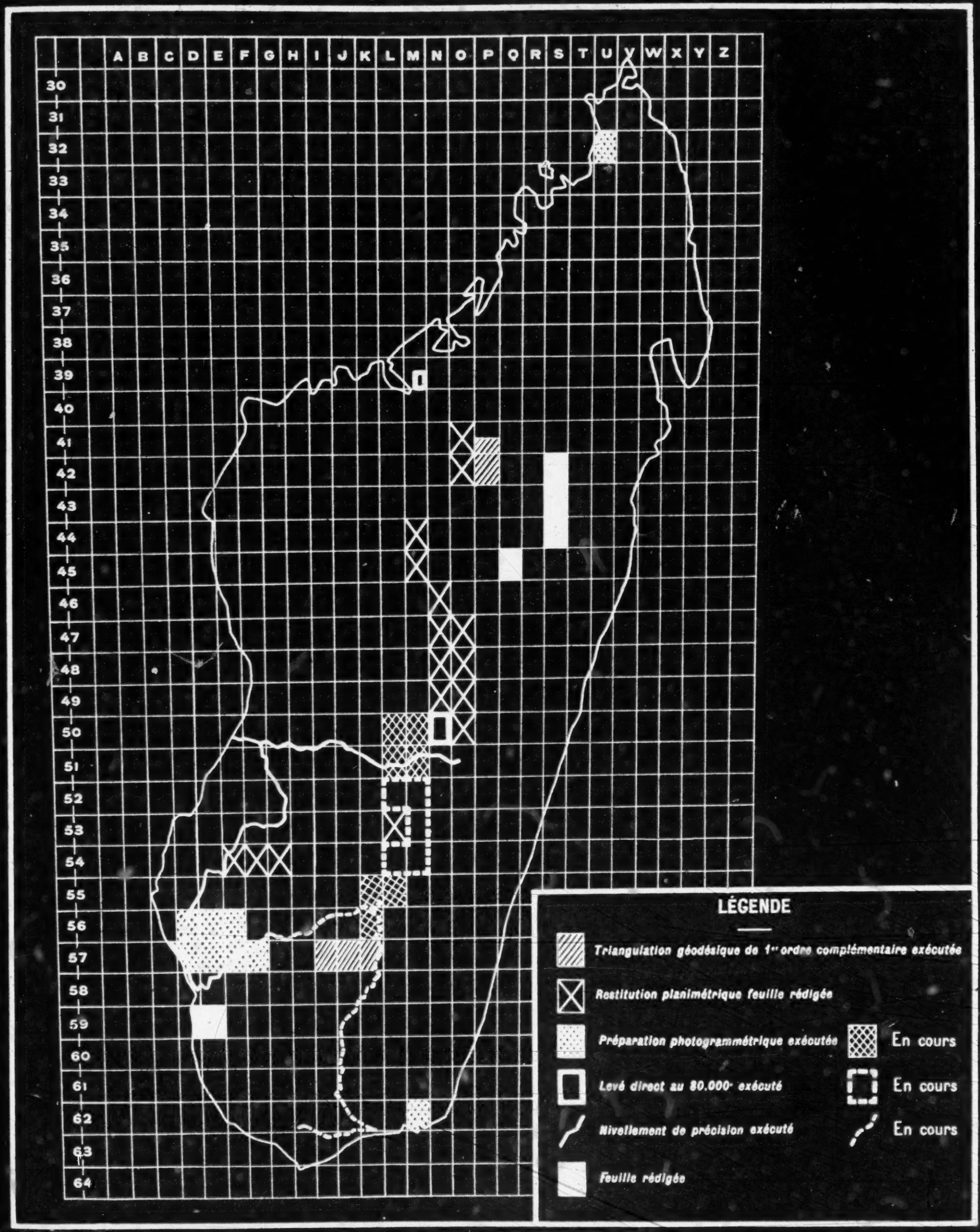
Le programme imposé au Service Géographique de Madagascar pour l'établissement de la carte de base au 1/100.000e, et exposé au cours des années précédentes, reste vaste. Si les améliorations déjà réalisées permettent un rendement appréciable du personnel et du matériel, si la tâche déjà accomplie est sensible, l'appui du F.I.D.E.S. reste néanmoins indispensable pour poursuivre le programme cartographique nécessaire à un territoire d'Outre-mer qui n'est pas encore doté d'une carte régulière.

Il est à souhaiter que l'Institut Géographique National puisse d'autre part disposer de crédits suffisants pour terminer la couverture photographique aérienne de Madagascar. Les 51.000 kilomètres carrés qui restent à photographier intéressent une région encore mal connue et presque entièrement boisée. Il est certain qu'en dehors de l'intérêt cartographique que présente une telle documentation, l'étude des photographies aériennes de la région considérée apporterait une aide indiscutable et nécessaire aux grands Services du Territoire.




100.000e Madagascar Type 1926 - Extrait de la Feuille C-58 - TULEAR

S. G. M. 1952


A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64
LÉGENDE
Triangulation géodésique de 1er ordre complémentaire exécutée
Restitution planimétrique feuille rédigée
Préparation photogrammétrique exécutée
En cours
Levé direct au 80.000e exécuté
En cours
Nivellement de précision exécuté
En cours
Feuille rédigée

S.G.M. 1952

## CHAPITRE 57. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 5 | | CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NOUVELLES ..... | 66.00 | 12.50 | 78.50 | 66.00 | 12.50 | 78.50 |
| 2 | 5 | | EQUIPEMENTS EN INSTRUMENTS ET MATÉRIELS MODERNES..... | 8.52 | — 0.53 | 7.99 | 8.52 | — 0.53 | 7.99 |
| 3 | 5 | | RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES AÉRIENS. | 41.00 | — | 41.00 | 41.00 | — | 41.00 |
| | | | TOTAL ..... | 115.52 | 11.97 | 127.49 | 115.52 | 11.97 | 127.49 |

## CHAPITRE 157. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3 | 6 | | RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES AÉRIENS. | — | 0.25 | 0.25 | — | 0.25 | 0.25 |
| 4 | 5 | | MISSIONS GÉOGRAPHIQUES..... | 2.17 | — | 2.17 | 2.17 | — | 2.17 |
| | | | TOTAL ..... | 2.17 | 0.25 | 2.42 | 2.17 | 0.25 | 2.42 |

## CHAPITRE 257. —

| ARTICLE. | PARAGRAPHE | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 4 | 5 | | MISSIONS GÉOGRAPHIQUES..... | 3.75 | 4.58 | 8.33 | 3.75 | 4.58 | 8.33 |
| | | | | 3.75 | 4.58 | 8.33 | 3.75 | 4.58 | 8.33 |

CARTOGRAPHIE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 36.00 | 19.00 | 0 | 55.00 | 19.111.709 1 | 1.919.415 0 | 21.031.124 1 |
| 8.52 | — 0.53 | 0 | 7.99 | 7.661.036 5 | 137.561 0 | 7.798.597 5 |
| 41.00 | — | 0 | 41.00 | 39.608.389 9 | 1.357.195 5 | 40.965.585 4 |
| 85.52 | 18.47 | 0 | 103.99 | 66.381.135 5 | 3.414.171 5 | 69.795.307 0 |

CARTOGRAPHIE.

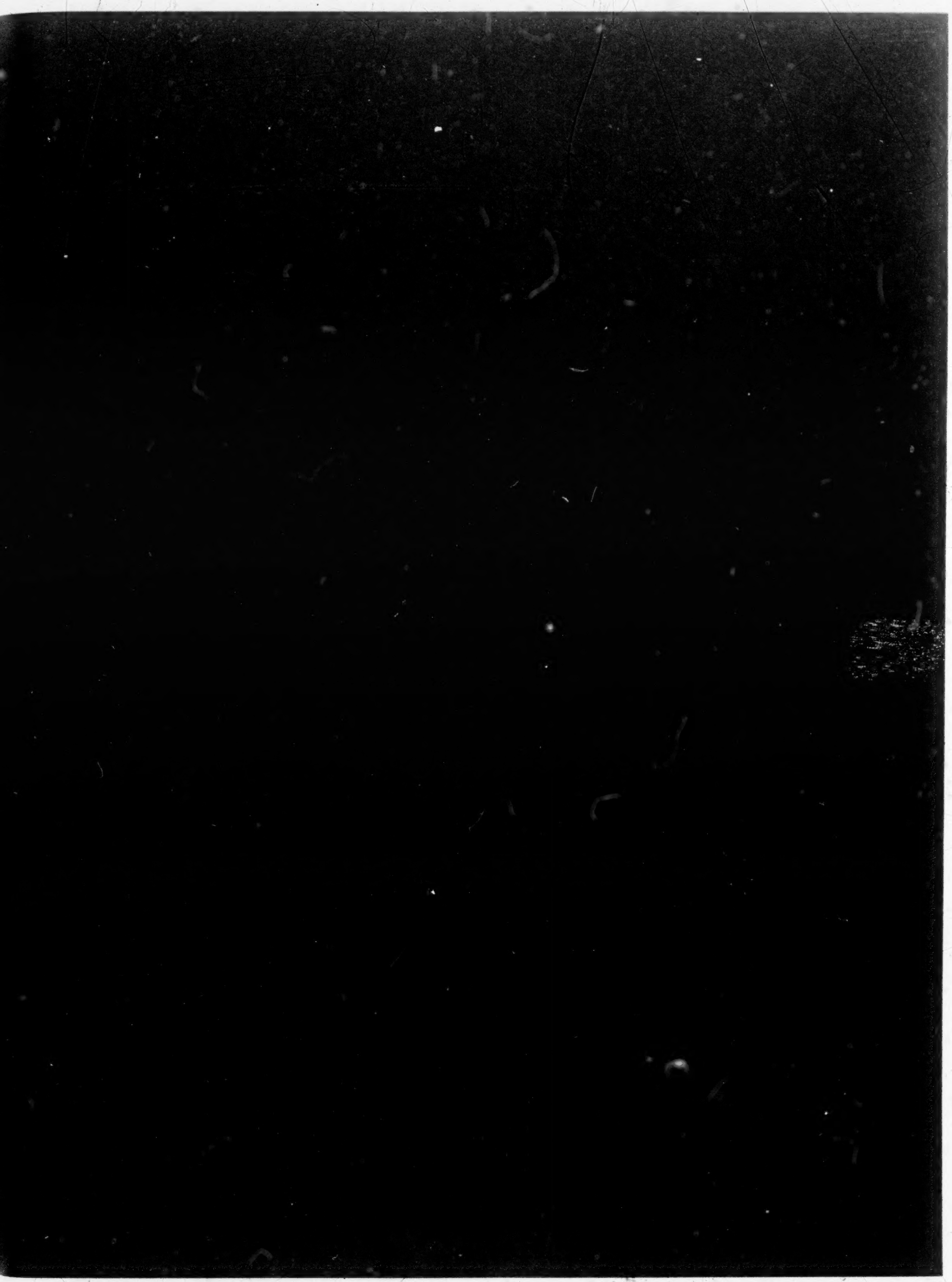
| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| — | 0.25 | 0 | 0.25 | — | 35.909 0 | 35.909 0 |
| 2.17 | — | 0 | 2.17 | 1.018.526 0 | 1.119.851 0 | 2.138.377 0 |
| 2.17 | 0.25 | 0 | 2.42 | 1.018.526 0 | 1.155.760 0 | 2.174.286 0 |

CARTOGRAPHIE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.75 | 4.58 | 0 | 8.33 | 347.797 5 | 5.006.000 0 | 5.353.797 5 |
| 3.75 | 4.58 | 0 | 8.33 | 347.797 5 | 5.006.000 0 | 5.353.797 5 |

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 2 | 3 | | EQUIPEMENT EN INSTRUMENTS ET MATÉRIELS MODERNES..... | — | 1.25 | 1.25 | — | 1.25 | 1.25 |
| 3 | 3 | | RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES AÉRIENS. | — | 10.43 | 10.43 | — | 10.43 | 10.43 |
| | | | TOTAL ..... | — | 11.68 | 11.68 | — | 11.68 | 11.68 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| — | 1.25 | 0 | 1.25 | — | 27.995 | 27.995 |
| — | 10.43 | 0 | 10.43 | — | 3.932.070 | 3.932.070 |
| — | 11.68 | 0 | 11.68 | — | 3.960.065 | 3.960.065 |



# CHAPITRE LXIV.

## TERRES AUSTRALES.

Une somme de 1.175.000 francs fut déléguée à Madagascar le 18 novembre 1950 sur les 64 millions inscrits au chapitre 264 pour l'équipement des îles Kerguélen et de l'île Amsterdam. Une installation de radiosondage a été installée à l'île Amsterdam et une station radiométéorologique aux îles Kerguélen.

Les sommes déléguées à Madagascar ont été utilisées pour des dépenses de ravitaillement en bois, fers, tôles, fourrage, essence et en transport de personnel de Tananarive à Tamatave.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | Aménagement des Kerguélen.... | 1.00 | 0 | 1.00 | 1.00 | 0 | 1.00 |
| 2 | 1 | | Equipement de l'ile Amsterdam.. | 0.18 | 0 | 0.18 | 0.18 | 0 | 0.18 |
| | | | Total ..... | 1.18 | 0 | 1.18 | 1.18 | 0 | 1.18 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1.00 | 0 | 0 | 1.00 | 185.294 5 | 813.260 7 | 998.555 2 |
| 0.18 | 0 | 0 | 0.18 | 117.997 7 | 57.002 3 | 175.000 0 |
| 1.18 | 0 | 0 | 1.18 | 303.292 2 | 870.263 0 | 1.173.555 2 |

# CHAPITRE LXXI.

## SANTÉ.

Aucune nouvelle demande de subvention n'a été formulée à ce titre au cours de l'exercice 1951-1952.

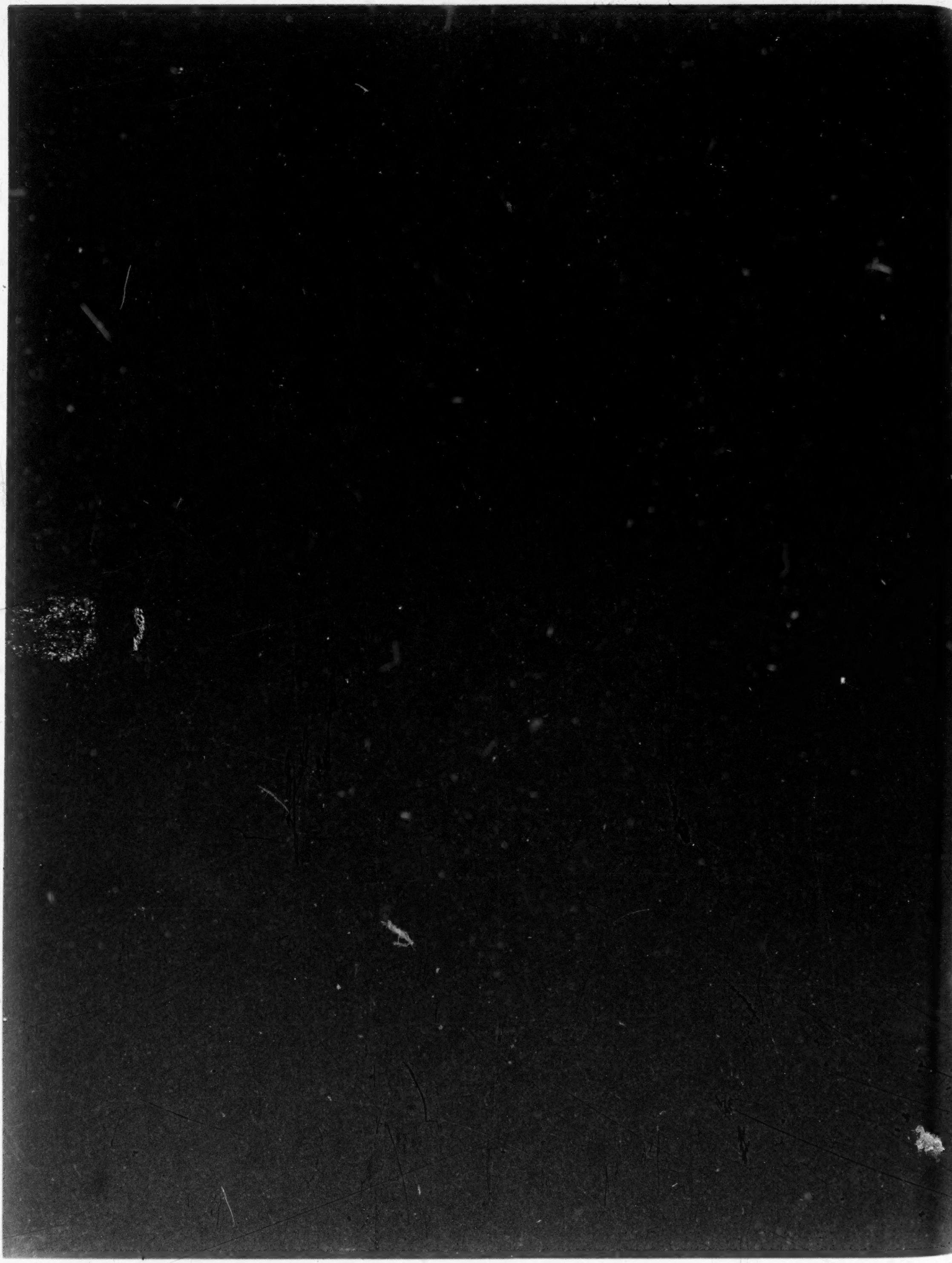
Cependant on enregistre le mandatement de la somme de 3 millions qui n'avait pas été effectué aux exercices antérieurs.

Les approvisionnements en matériaux pour la construction de trois dispensaires de Mandritsara, Port-Bergé et Mampikony sont en cours.

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | AIDE AUX ASSOCIATIONS PRIVÉES.... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |
| | | | TOTAL ..... | 3.00 | 0 | 3.00 | 3.00 | 0 | 3.00 |

SANTÉ.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 3.00 | 0 | 0 | 3.00 | 0 | 3.000.000 | 3.000.000 |
| 3.00 | 0 | 0 | 3.00 | 0 | 3.000.000 | 3.000.000 |



# CHAPITRE LXXII.

## ENSEIGNEMENT ET ASSISTANCE SOCIALE.

L'aide du F.I.D.E.S. n'a pas été interrompue au cours du présent exercice et 49.300.000 francs sont venus s'ajouter aux 105.150.000 francs qui avaient déjà été attribués aux différentes missions du Territoire à titre d'aide à l'enseignement privé. Le montant des subventions accordées depuis le début du Plan se monte donc à 154.450.000 francs.

Le comité directeur, en sa séance du 12 février 1952, a accordé les subventions suivantes :

9.000.000 de francs au Vicariat apostolique de Tamatave pour construction d'une école professionnelle à Manangareza (Tamatave);

10.000.000 de francs à la Mission catholique d'Ambatondrazaka pour construction d'une école primaire supérieure avec section professionnelle à Ambatondrazaka;

4.600.000 francs à la Mission protestante Norvégienne de Madagascar pour construction d'une école régionale avec section industrielle à Tuléar;

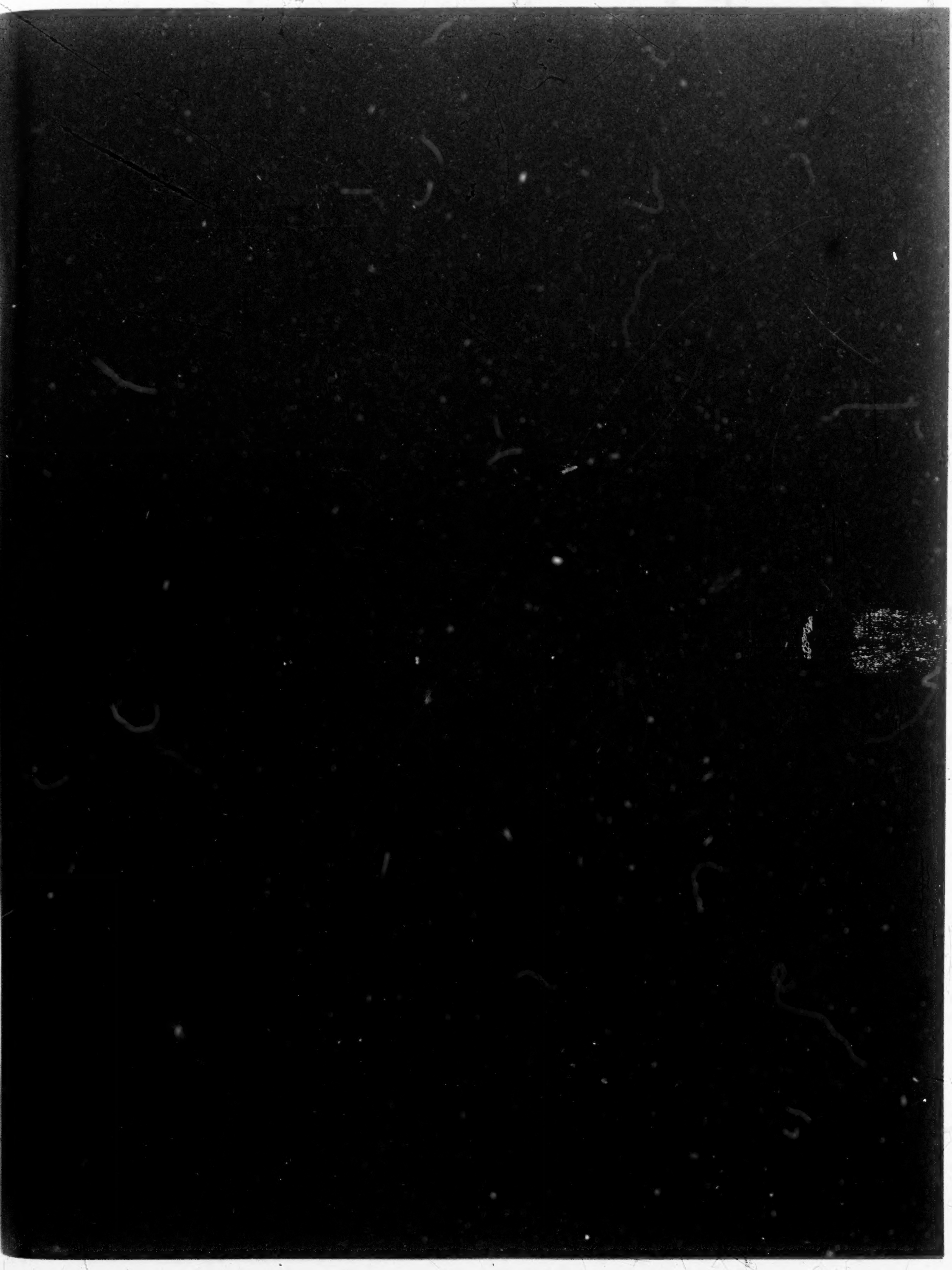
4.800.000 francs à la même Mission pour construction de deux écoles ménagères à Morondava et Belo-sur-Tsiribihina;

3.400.000 francs à la même Mission pour construction d'une école primaire avec atelier à Manakara;

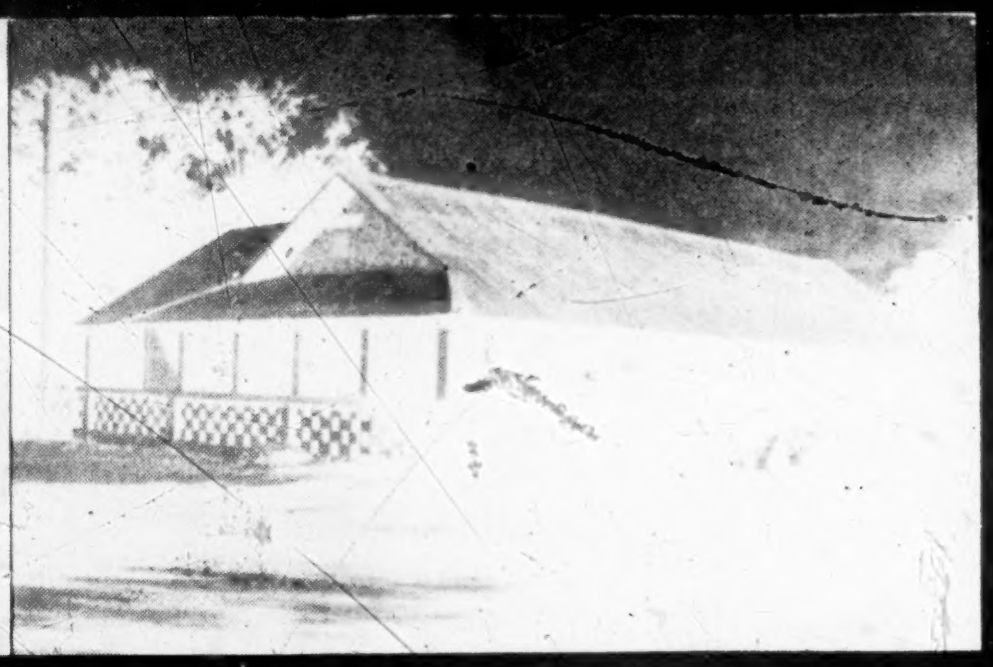
6.000.000 de francs à la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny pour construction d'une école ménagère avec foyer pour jeunes filles à Fianarantsoa;

11.500.000 francs à la Mission protestante française pour construction de trois groupes scolaires avec ateliers professionnels à Mananjary, Moramanga et Marovoay.

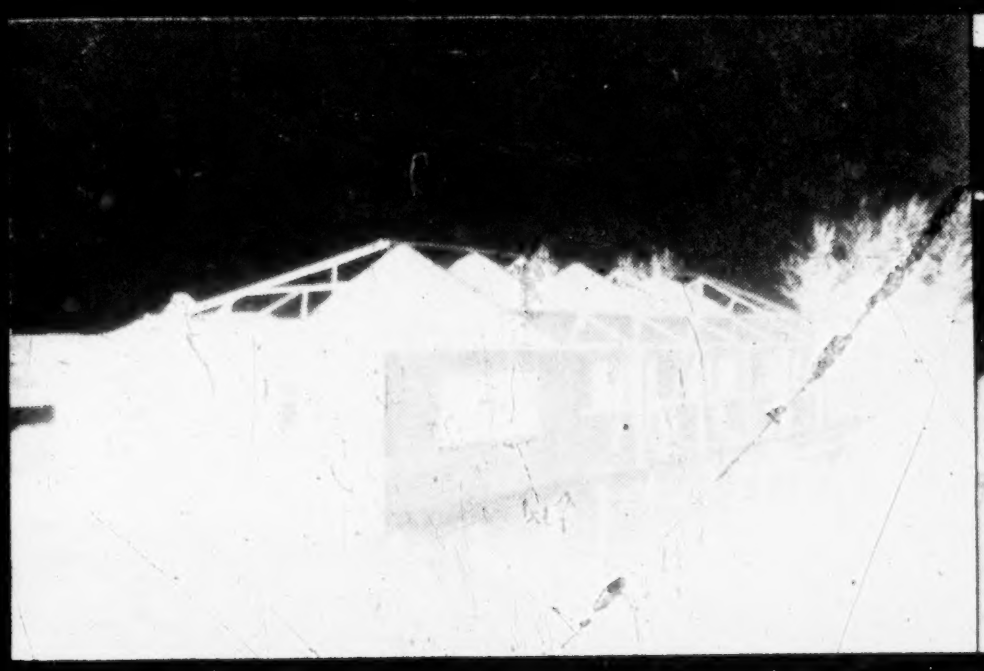
Par ailleurs, les mandatements de subventions accordées en 1951 ont été effectués en sorte qu'à ce jour toutes les subventions accordées ont été versées à leurs bénéficiaires.



MAJUNGA. — MISSION CATHOLIQUE. CENTRE D'APPRENTISSAGE.



TULÉAR. — MISSION NORVÉGIENNE.
ÉCOLE RÉGIONALE : SECTION INDUSTRIELLE.



MANAKARA. — MISSION NORVÉGIENNE. ÉCOLE ET ATELIER.

TULÉAR. — MISSION NORVÉGIENNE. INTERNAT DE GARÇONS.

## CHAPITRE 172. — ENSEIGNEMENT

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952 | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | SUBVENTIONS ..... | 45.00 | 0 | 45.00 | 45.00 | 0 | 45.00 |
| | | | TOTAL ..... | 45.00 | 0 | 45.00 | 45.00 | 0 | 45.00 |

## CHAPITRE 272. — ENSEIGNEMENT

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | SUBVENTIONS ..... | 47.15 | 0 | 47.15 | 47.15 | 0 | 47.15 |
| | | | TOTAL ..... | 47.15 | 0 | 47.15 | 47.15 | 0 | 47.15 |

## CHAPITRE 372. — ENSEIGNEMENT

| ARTICLE. | PARAGRAPHE. | RUBRIQUE. | NOMENCLATURE. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | | | Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 1 | 1 | | SUBVENTIONS ..... | 0 | 49.30 | 49.30 | 0 | 49.30 | 49.30 |
| | | | TOTAL ..... | 0 | 49.30 | 49.30 | 0 | 49.30 | 49.30 |

ET ASSISTANCE SOCIALE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | Exercice 1951-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 45.00 | 0 | 0 | 45.00 | 34.000.000 | 11.000.000 | 45.000.000 |
| 45.00 | 0 | 0 | 45.00 | 34.000.000 | 11.000.000 | 45.000.000 |

ET ASSISTANCE SOCIALE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 47.15 | 0 | 0 | 47.15 | 34.000.000 | 13.150.000 | 47.150.000 |
| 47.15 | 0 | 0 | 47.15 | 34.000.000 | 13.150.000 | 47.150.000 |

ET ASSISTANCE SOCIALE.

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 0 | 49.30 | 0 | 49.30 | 0 | 49.300.000 | 49.300.000 |
| 0 | 49.30 | 0 | 49.30 | 0 | 49.300.000 | 49.300.000 |

## PROGRAMME 0.

| CHAPITRES. | RECAPITULATIF. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| | **TITRE I.**<br>**Développement économique.** | | | | | | |
| | PREMIERE PARTIE. | | | | | | |
| | PRODUCTION. | | | | | | |
| 1 | Dépenses générales..... | 12.40 | — 0.56 | 11.84 | 12.39 | — 0.56 | 11.83 |
| 2 | Production agricole..... | 318.35 | — 23.05 | 295.30 | 289.73 | 2.71 | 292.44 |
| 3 | Hydraulique agricole..... | 86.50 | .0.35 | 86.85 | 86.50 | 0 | 86.50 |
| 4 | Forêts ..... | 65.50 | — 0.60 | 64.90 | 63.89 | — 0.13 | 63.76 |
| 5 | Elevage ..... | 76.50 | — 51.53 | 24.97 | 36.11 | — 11.15 | 24.96 |
| 6 | Pêche ..... | 2.00 | — 2.00 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | Mines ..... | 30.70 | 0 | 30.70 | 30.70 | 0 | 30.70 |
| 8 | Industrialisation ..... | 5.00 | — 0.71 | 4.29 | 4.19 | 0 | 4.19 |
| | TOTAL DE LA PREMIÈRE PARTIE... | 596.95 | — 78.10 | 518.85 | 523.51 | — 9.13 | 514.38 |
| | DEUXIEME PARTIE. | | | | | | |
| | ÉQUIPEMENT DE BASE. | | | | | | |
| 9 | Forces hydrauliques et électricité. | 23.50 | — 0.70 | 22.80 | 23.49 | — 0.70 | 22.79 |
| 10 | Chemins de fer..... | 1.380.00 | 38.00 | 1.418.00 | 1.380.00 | 38.00 | 1.418.00 |
| 11 | Routes et ponts..... | 1.485.10 | 124.67 | 1.609.77 | 1.470.14 | 132.59 | 1.602.73 |
| 12 | Ports ..... | 959.75 | 26.40 | 986.15 | 954.75 | 31.40 | 986.15 |
| 14 | Voies navigables..... | 406.00 | 0 | 406.00 | 406.00 | 0 | 406.00 |
| 15 | Aéronautique ..... | 309.23 | 27.95 | 337.18 | 279.21 | 48.18 | 327.39 |
| 16 | Transmissions ..... | 242.20 | 9.71 | 251.91 | 241.20 | 7.71 | 248.91 |
| | TOTAL DE LA 2e PARTIE..... | 4.805.78 | 226.03 | 5.031.81 | 4.754.79 | 257.18 | 5.011.97 |
| | TOTAL DU TITRE 1er..... | 5.402.73 | 147.93 | 5.550.66 | 5.278.30 | 248.05 | 5.526.35 |
| | **TITRE II.**<br>**Développement social.** | | | | | | |
| 19 | Santé ..... | 572.30 | — 49.00 | 523.30 | 436.19 | 50.73 | 486.92 |
| 20 | Enseignement ..... | 415.35 | 42.10 | 457.45 | 394.37 | 42.68 | 437.05 |
| 21 | Urbanisme et habitat..... | 86.50 | 0 | 86.50 | 80.10 | 5.00 | 85.10 |
| 22 | Travaux urbains et ruraux..... | 94.00 | — 1.00 | 93.00 | 90.99 | — 1.00 | 89.99 |
| | TOTAL DU TITRE II..... | 1.168.15 | — 7.90 | 1.160.25 | 1.001.65 | 97.41 | 1.099.06 |
| | TOTAL GÉNÉRAL..... | 6.570.88 | 140.03 | 6.710.91 | 6.279.95 | 345.46 | 6.625.41 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 11.84 | 0 | 0 | 0 | 11.84 | 11.078.108 7 | 448.570 | 11.526.678 7 |
| 238.20 | 14.52 | 26.843 | 0.73 | 280.29 | 217.059.641 0 | 58.301.167 | 275.360.808 0 |
| 79.50 | 0 | 1.00 | 0 | 80.50 | 74.941.315 0 | 3.770.724 | 78.712.039 0 |
| 42.50 | 11.40 | 5.55 | 2.55 | 62.00 | 35.027.612 9 | 24.351.475 | 59.379.087 9 |
| 26.26 | — 1.33 | — 0.01 | 0 | 24.92 | 21.437.157 3 | 2.699.144 | 24.136.301 3 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13.28 | 0 | 5.10 | — 3.00 | 15.38 | 13.154.514 2 | 89.810 | 13.244.324 2 |
| 4.20 | 0 | 0.09 | — 0.10 | 4.19 | 4.189.969 0 | 0 | 4.189.969 0 |
| 415.78 | 24.59 | 38.573 | 0.18 | 479.12 | 376.888.318 1 | 89.660.890 | 466.549.208 1 |
| 22.80 | 0 | 0 | 0 | 22.80 | 22.341.426 4 | 404.491 | 22.745.917 4 |
| 781.00 | 129.81 | 25.89 | 59.05 | 995.75 | 700.642.319 3 | 276.340.948 | 976.983.267 3 |
| 1.203.35 | 49.10 | 196.96 | 32.50 | 1.481.91 | 1.130.103 510 | 305.690.836 | 1.435.794.346 |
| 501.95 | 82.80 | 198.50 | 30.60 | 822.95 | 402.734.884 1 | 335.956.852 | 738.691.736 1 |
| 134.10 | 10.00 | 53.84 | 54.30 | 252.24 | 107.561.334 2 | 106.491.053 | 214.052.387 2 |
| 169.99 | 12.70 | 62.19 | — 25.18 | 219.70 | 157.251.158 6 | 49.330.255 | 206.581.413 6 |
| 210.65 | 7.00 | 20.76 | — 2.83 | 235.58 | 158.212.485 4 | 51.086.199 | 209.298.684 4 |
| 3.023.84 | 291.41 | 558.14 | 157.44 | 4.030.83 | 2.678.847.118 | 1.125.300.634 | 3.804.147.752 |
| 3.439.62 | 316.00 | 596.713 | 157.62 | 4.509.95 | 3.055.735.436, 1 | 1.214.961.524 | 4.270.696.960, 1 |
| 344.30 | 43.351 | 21.849 | 16.14 | 425.64 | 283.896.030 1 | 114.974.842 | 398.870.872 1 |
| 304.17 | 5.02 | 62.06 | 46.80 | 418.05 | 249.759.017 2 | 116.361.181 | 366.120.198 2 |
| 75.50 | 0.40 | 4.60 | 0 | 80.50 | 70.713.954 7 | 9.445.047 | 80.159.001 7 |
| 68.00 | 0 | 13.00 | — 11.50 | 69.50 | 61.270.326 7 | 4.582.986 | 65.853.312 7 |
| 791.97 | 48.78 | 101.509 | 51.44 | 993.69 | 665.639.328 7 | 245.364.056 | 911.003.384 7 |
| 4.231.59 | 364.771 | 698.222 | 209.06 | 5.503.64 | 3.721.374.764, 8 | 1.460.325.580 | 5.181.700.344, 8 |

## PROGRAMME 1.

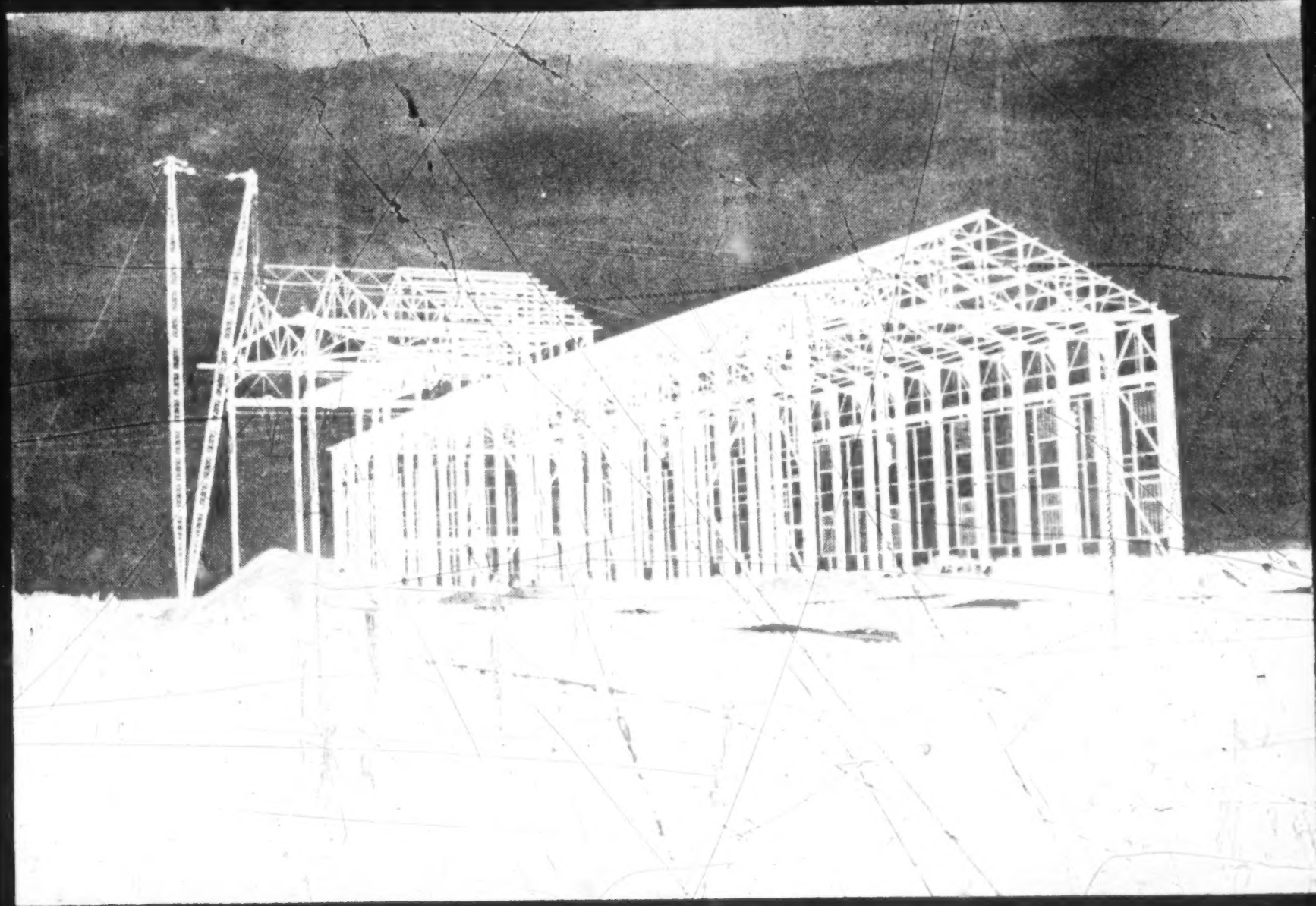
| CHAPITRE. | RECAPITULATIF. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| | **TITRE I.**<br>**Développement économique.** | | | | | | |
| | PREMIERE PARTIE. | | | | | | |
| | PRODUCTION. | | | | | | |
| 1 | Dépenses générales | 17.37 | — 5.00 | 12.37 | 12.37 | 0 | 12.37 |
| 2 | Production agricole | 58.50 | — 1.47 | 57.03 | 53.01 | 4.01 | 57.02 |
| 3 | Hydraulique agricole | 602.40 | 20.60 | 623.00 | 602.39 | 20.60 | 622.99 |
| 4 | Forêts | 34.50 | — 30.00 | 4.50 | 2.40 | 2.09 | 4.49 |
| 5 | Elevage | 41.50 | — 3.90 | 37.60 | 41.48 | — 3.90 | 37.58 |
| 6 | Pêche | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | Mines | 67.50 | — 57.00 | 10.50 | 2.90 | 3.10 | 6.00 |
| 8 | Industrialisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL DE LA PREMIÈRE PARTIE... | 821.77 | — 76.77 | 745.00 | 714.55 | 25.90 | 740.45 |
| | DEUXIEME PARTIE. | | | | | | |
| | ÉQUIPEMENT DE BASE. | | | | | | |
| 9 | Forces hydrauliques et électricité. | 82.50 | — 39.50 | 43.00 | 78.50 | — 41.50 | 37.00 |
| 10 | Chemins de fer | 404.00 | — 15.00 | 389.00 | 404.00 | — 15.00 | 389.00 |
| 11 | Routes et ponts | 475.50 | 22.00 | 497.50 | 455.70 | 41.78 | 497.48 |
| 12 | Ponts | 721.50 | 9.00 | 730.50 | 707.31 | 6.94 | 714.25 |
| 14 | Voies navigables | 4.00 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0 | 4.00 |
| 15 | Aéronautique | 61.00 | — 1.04 | 59.96 | 56.95 | — 1.30 | 55.65 |
| 16 | Transmissions | 186.50 | — 12.79 | 173.71 | 135.53 | 16.18 | 151.71 |
| | TOTAL DE LA DEUXIÈME PARTIE... | 1.935.00 | — 37.33 | 1.897.67 | 1.841.99 | 7.10 | 1.849.09 |
| | TOTAL DU TITRE I..... | 2.756.77 | — 114.10 | 2.642.67 | 2.556.54 | 33.00 | 2.589.54 |
| | **TITRE II.**<br>**Développement social.** | | | | | | |
| 19 | Santé | 219.00 | — 9.00 | 210.00 | 63.62 | 38.45 | 102.07 |
| 20 | Enseignement | 62.00 | 27.00 | 89.00 | 61.67 | 27.25 | 88.92 |
| 21 | Urbanisme et habitat | 0.20 | 0 | 0.20 | 0 | 0.08 | 0.08 |
| 22 | Travaux urbains et ruraux | 38.00 | 5.00 | 43.00 | 35.30 | 0 | 35.30 |
| | TOTAL DU TITRE II..... | 319.20 | 23.00 | 342.20 | 160.59 | 65.78 | 226.37 |
| | TOTAL GÉNÉRAL..... | 3.075.97 | — 91.10 | 2.984.87 | 2.717.13 | 98.78 | 2.815.91 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 12.36 | 0 | 0 | 0 | 12.36 | 12.081.389 2 | 0 | 12.081.389 2 |
| 47.00 | 3.70 | 4.88 | — 1.78 | 53.80 | 41.854.205 5 | 9.406.878 | 51.261.083 5 |
| 233.40 | 61.70 | 167.40 | 11.61 | 474.11 | 167.988.348 2 | 269.118.939 | 437.107.287 2 |
| 9.50 | — 5.00 | 0 | 0 | 4.50 | 550.453 0 | 3.932.940 | 4.483.393 0 |
| 29.80 | 2.42 | 5.38 | 0 | 37.60 | 17.505.138 5 | 10.970.932 | 28.476.070 5 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5.50 | 0 | 4.00 | — 3.00 | 6.50 | 2.110.577 0 | 1.875.759 | 3.986.336 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 337.56 | 62.82 | 181.66 | 6.83 | 588.87 | 242.090.111 4 | 295.305.448 | 537.395.559 4 |
| 26.50 | 0 | 1.00 | — 0.50 | 27.00 | 22.013.594 0 | 3.821.087 | 25.834.681 0 |
| 82.00 | 13.30 | 47.70 | — 14.35 | 128.65 | 15.840.112 0 | 88.506.177 | 104.346.289 0 |
| 205.60 | 37.59 | 71.94 | 73.77 | 388.90 | 164.682.526 6 | 168.414.618 | 333.097.144 6 |
| 106.00 | 45.00 | 155.50 | — 6.20 | 300.30 | 48.288.242 0 | 236.260.210 | 284.548.452 0 |
| 4.00 | 0 | 0 | 0 | 4.00 | 5.352 0 | 3.412.840 | 3.418.192 0 |
| 26.50 | 0.90 | 20.56 | — 24.18 | 23.78 | 3.415.682 0 | 17.270.742 | 20.686.424 0 |
| 91.30 | 14.50 | 30.04 | — 9.85 | 125.99 | 36.971.592 0 | 64.152.170 | 101.123.762 0 |
| 541.90 | 111.29 | 326.74 | 18.69 | 998.62 | 291.217.100 6 | 581.837.844 | 873.054.944 6 |
| 879.46 | 174.11 | 508.40 | 25.52 | 1.587.49 | 533.307.212 0 | 877.143.292 | 1.410.450.504 |
| 33.50 | 11.91 | 30.09 | 2.08 | 77.58 | 27.224.086 4 | 34.977.572 | 62.201.658 4 |
| 52.00 | 0 | 5.80 | 12.20 | 70.00 | 32.107.703 6 | 29.970.438 | 62.078.141 6 |
| 0.20 | 0 | 0 | 0 | 0.20 | 0 | 65.749 | 65.749 0 |
| 15.00 | 5.50 | 4.50 | — 10.48 | 14.52 | 387.209 0 | 10.771.536 | 11.158.745 0 |
| 100.70 | 17.41 | 40.39 | 3.80 | 162.30 | 59.718.999 0 | 75.785.295 | 135.504.294 0 |
| 980.16 | 191.52 | 548.79 | 29.32 | 1.749.79 | 593.026.211 0 | 952.928.587 | 1.345.954.798 |

## PROGRAMME 2.

| CHAPITRE | RECAPITULATIF. | AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | DOTATIONS. | | | ENGAGEMENTS. | | |
| | | Antérieures. | 7-1-1952. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| | **TITRE I.**<br>**Développement économique.** | | | | | | |
| | PREMIERE PARTIE. | | | | | | |
| | PRODUCTION. | | | | | | |
| 1 | Dépenses générales..... | 90.00 | 0 | 90.00 | 3.24 | 66.48 | 69.72 |
| 2 | Production agricole..... | 51.50 | — 3.50 | 48.00 | 30.00 | 18.00 | 48.00 |
| 3 | Hydraulique agricole..... | 50.00 | 0 | 50.00 | 8.00 | 0 | 8.00 |
| 4 | Forêts ..... | 4.60 | 0.80 | 5.40 | 3.23 | 2.17 | 5.40 |
| 5 | Elevage ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6 | Pêche ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | Mines ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8 | Industrialisation ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL DE LA 1re PARTIE..... | 196.10 | — 2.70 | 193.40 | 44.47 | 86.65 | 131.12 |
| | DEUXIEME PARTIE. | | | | | | |
| | ÉQUIPEMENT DE BASE. | | | | | | |
| 9 | Forces hydrauliques et électricité. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Chemins de fer..... | 90.00 | 5.00 | 95.00 | 90.00 | 5.00 | 95.00 |
| 11 | Routes et ponts..... | 1.305.00 | 125.00 | 1.430.00 | 662.00 | 26.56 | 688.56 |
| 12 | Ports ..... | 42.00 | — 10.00 | 32.00 | 15.00 | 2.00 | 17.00 |
| 14 | Voies navigables..... | 15.00 | 0 | 15.00 | 7.05 | 0 | 7.05 |
| 15 | Aéronautique ..... | 137.00 | — 8.00 | 129.00 | 121.50 | — 7.00 | 114.50 |
| 16 | Transmissions ..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL DE LA DEUXIÈME PARTIE... | 1.589.00 | 112.00 | 1.701.00 | 895.55 | 26.56 | 922.11 |
| | TOTAL DU TITRE 1er..... | 1.785.10 | 109.30 | 1.894.40 | 940.02 | 113.21 | 1.053.23 |
| | **TITRE II.**<br>**Développement social.** | | | | | | |
| 19 | Santé ..... | 168.00 | 0 | 168.00 | 21.09 | 84.65 | 105.74 |
| 20 | Enseignement ..... | 122.75 | — 92.75 | 30.00 | 5.00 | 25.00 | 30.00 |
| 21 | Urbanisme et habitat..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Travaux urbains et ruraux..... | 117.00 | — 57.00 | 60.00 | 60.00 | 0 | 60.00 |
| | TOTAL DU TITRE II..... | 407.75 | — 149.75 | 258.00 | 86.09 | 98.65 | 195.74 |
| | TOTAL GÉNÉRAL..... | 2.192.85 | — 40.45 | 2.152.40 | 1.026.11 | 222.86 | 1.248.97 |

| CREDITS DE PAIEMENT. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOTATIONS. | | | | | MANDATEMENTS. | | |
| Antérieures. | 7-1-1952. | 12-2-1952. | Virements. | Total. | Antérieurs. | Exercice 1951-1952. | Total. |
| 50.00 | 0 | 12.00 | — 3.55 | 58.45 | 2.010.674 4 | 40.569.990 | 42.580.664 4 |
| 17.00 | 0.918 | 8.649 | 11.26 | 37.82 | 12.928.068 0 | 20.931.187 | 33.859.255 0 |
| 8.00 | 0 | 0 | 0 | 8.00 | 36.400 0 | 1.996.951 | 2.033.351 0 |
| 4.60 | 0.40 | 0.40 | 0 | 5.40 | 2.150.269 0 | 3.059.992 | 5.210.261 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 79.60 | 1.318 | 21.049 | 7.71 | 109.67 | 17.125.411 4 | 66.558.120 | 83.683.531 4 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 25.00 | 19.30 | 5.00 | 3.62 | 52.92 | 4.999.612 0 | 40.405.408 | 45.405.020 0 |
| 317.00 | — 1.00 | 113.00 | — 166.00 | 263.00 | 39.425.160 8 | 198.668.565 | 238.093.725 8 |
| 22.00 | — 4.00 | 2.00 | — 1.50 | 18.50 | 15.000.000 0 | 1.998.675 | 16.998.675 0 |
| 15.00 | 0 | 0 | — 6.00 | 9.00 | 0 | 4.072.094 | 4.072.094 0 |
| 32.50 | 1.00 | 31.00 | — 9.50 | 55.00 | 0 | 45.668.571 | 45.668.571 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 411.50 | 15.30 | 151.00 | — 179.38 | 398.42 | 59.424.772 8 | 290.813.313 | 350.238.085 8 |
| 491.10 | 16.618 | 172.049 | — 171.67 | 508.09 | 76.550.184 2 | 357.371.433 | 433.921.617 2 |
| 27.50 | 22.091 | 39.909 | — 9.21 | 80.29 | 633.507 0 | 56.065.808 | 56.699.315 0 |
| 40.00 | 0 | 18.00 | — 39.00 | 19.00 | 393.805 0 | 4.194.873 | 4.588.678 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32.00 | 5 00 | — 13.50 | — 18.50 | 5.00 | 0 | 4.987.300 | 4.987.300 0 |
| 99.50 | 27.091 | 44.409 | — 66.71 | 104.29 | 1.027.312 0 | 65.247.981 | 66.275.293 0 |
| 590.60 | 43.709 | 216.458 | — 238.38 | 612.387 | 77.577.496 2 | 422.619.414 | 500.196.910 2 |



CHARPENTE DE L'USINE SUCRIÈRE DE LA SOSUMAV.

# QUATRIÈME PARTIE.

## L'EFFORT PARALLÈLE AU PLAN ET LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

Ainsi qu'il a été exposé dans le précédent rapport, le Plan d'équipement n'atteindrait pas son objectif s'il se limitait à développer l'infrastructure économique et sociale du Territoire. Les collectivités publiques et les entreprises privées doivent entreprendre un effort parallèle et accroître leurs investissements. Les richesses nouvelles qui en résultent sont la manifestation tangible d'une élévation générale du niveau de vie.

Pour stimuler les initiatives, l'aide financière et sans doute la plus efficace. Aussi des Etablissements de crédit, susceptibles de consentir des prêts à moyen et à long termes, apparaissent-ils comme le complément naturel du Plan. La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer joue un rôle essentiel à cet égard. Chargée par les décrets de 1946 de financer le développement des territoires d'Outre-mer, elle doit envisager le problème dans son ensemble, sous l'angle public, semi-public et privé. Son action est donc très générale. Elle est complétée, dans des domaines particuliers, par le Crédit Agricole, le Crédit de Madagascar et la Société Immobilière. Mais l'aide des Etablissements financiers est nécessairement limitée, et les investissements propres des particuliers demeurent, en définitive, l'effort le plus important qui s'exerce parallèlement aux investissements publics du Plan.

### I. — LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer intervient à Madagascar comme organisme de financement des budgets du Plan et apporte son concours aux collectivités publiques, aux entreprises privées, ainsi qu'aux Etablissements de crédit à but économique et social.

### 1° La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer et les Budgets du Plan.

Ce rôle est indiqué pour mémoire, le présent rapport étant essentiellement consacré à l'exécution des Budgets du Plan. Le tableau XLVII résume les modalités de financement de ces Budgets.

TABLEAU XLVII.

*Financement des programmes d'équipement (Section d'Outre-mer : Madagascar), (en millions de francs C. F. A.).*

| | EXERCICES ANTÉRIEURS. | EXERCICE 1951-1952. | TOTAL. |
|---|---|---|---|
| Autorisations d'engagement (dotations) | 18.896 | 8 | 11.904 |
| Crédits de paiement (dotations) : | | | |
| Subvention F. I. D. E. S | 2.886 | 1.440 | 4.326 |
| Avances Caisse Centrale F.O.-M | 2.674 | 455 | 3.129 |
| Ressources propres du Territoire | 285 | 125 | 410 |
| TOTAL | 5.845 | 2.020 | 7.865 |
| Versements effectués : | | | |
| Par la C.C.F.O.-M. sur la subvention | 2.220 | 1.560 | 3.780 |
| Par la C.C.F.O.-M. sur l'avance | 1.998 | 1.176 | 3.174 |
| Par le Territoire | 285 | 100 | 385 |
| TOTAL | 4.503 | 2.836 | 7.339 |

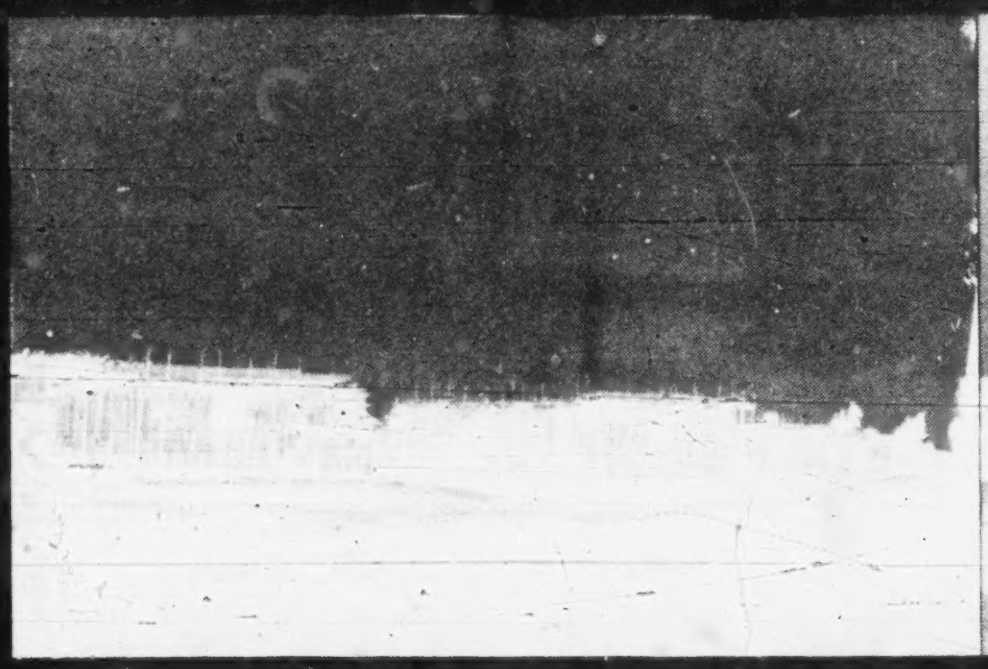
### 2° *La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer et les Collectivités publiques.*

Les Collectivités publiques de Madagascar, Communes et Chambres de commerce, ont obtenu des avances de la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer pour entreprendre des travaux d'urbanisme et d'équipement. Le tableau XLVIII les énumère, à la date du 30 juin 1952 :

TABLEAU XLVIII.

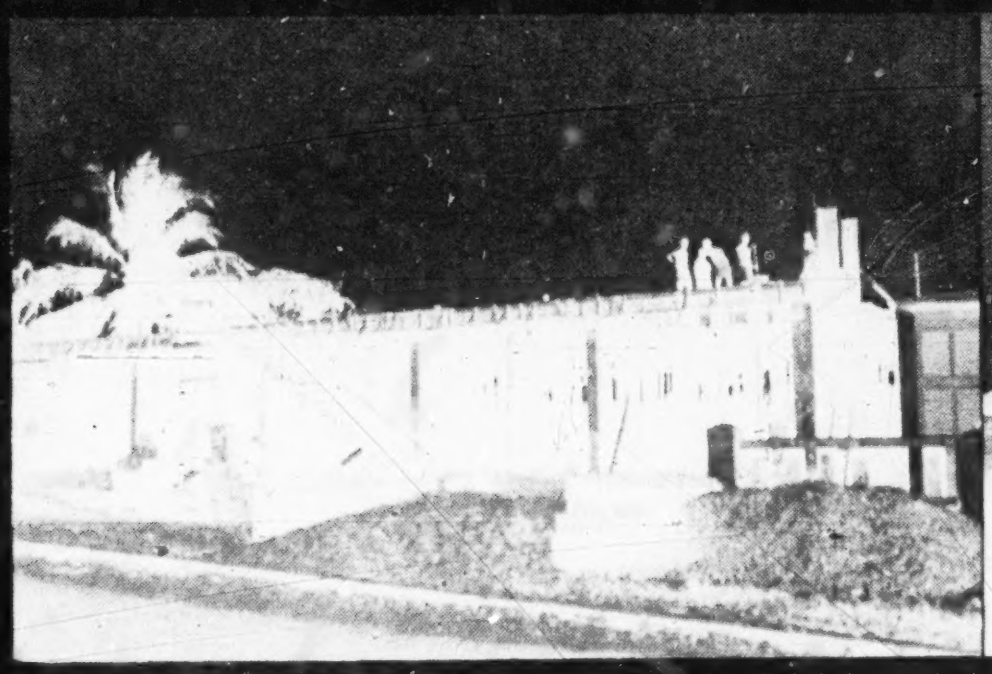
*Avances aux Communes et aux Chambres de Commerce.*

| COLLECTIVITES. | MONTANT DE L'AVANCE. | OBJET DE L'AVANCE. |
|---|---|---|
| *Communes :* | | |
| Antalaha | 28.500.000 | Electrification. |
| Antsirabe | 11.000.000 | Adduction d'eau. |
| Fianarantsoa | 60.000 | Assainissement et modernisation. |
| Fort-Dauphin | 34.000.000 | Electrification. |
| Majunga | 32.500.000 | Assainissement et modernisation. |
| Morondava | 14.060.000 | Electrification. |
| Mananjary | 21.000.000 | Electrification. |
| Nossi-Bé | 13.500.000 | Electrification. |
| Tamatave | 172.600.000 | Constructions immobilières et modernisation. |
| Tananarive | 74.200.000 | Voirie et modernisation. |
| Tuléar | 81.810.000 | Electrification et voirie. |
| TOTAL | 543.170.000 | |
| *Chambres de commerce.* | | |
| Diégo-Suarez | 10.000.000 | Construction de magasins. |
| Tamatave | 30.000.000 | Construction de magasins. |
| Tananarive | 50.000.000 | Agrandissement des magasins et construction d'un entrepôt d'hydrocarbures. |
| TOTAL | 90.000.000 | |

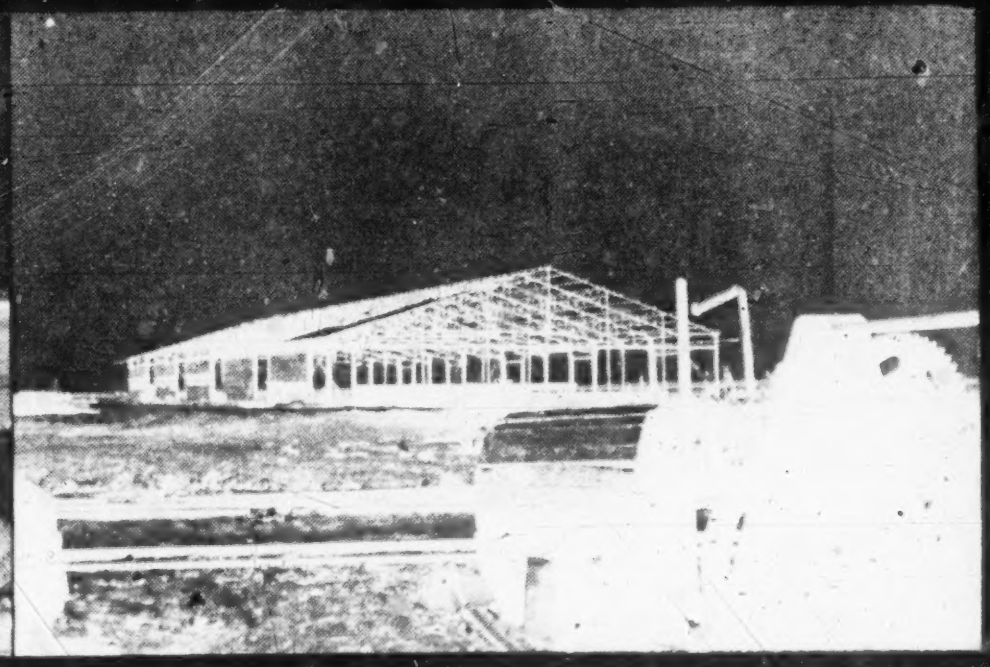


COMMUNE DE TAMATAVE. — CONSTRUCTION D'UNE CITÉ-JARDIN.

COMMUNE DE TAMATAVE. — CONSTRUCTION D'HABITATIONS.

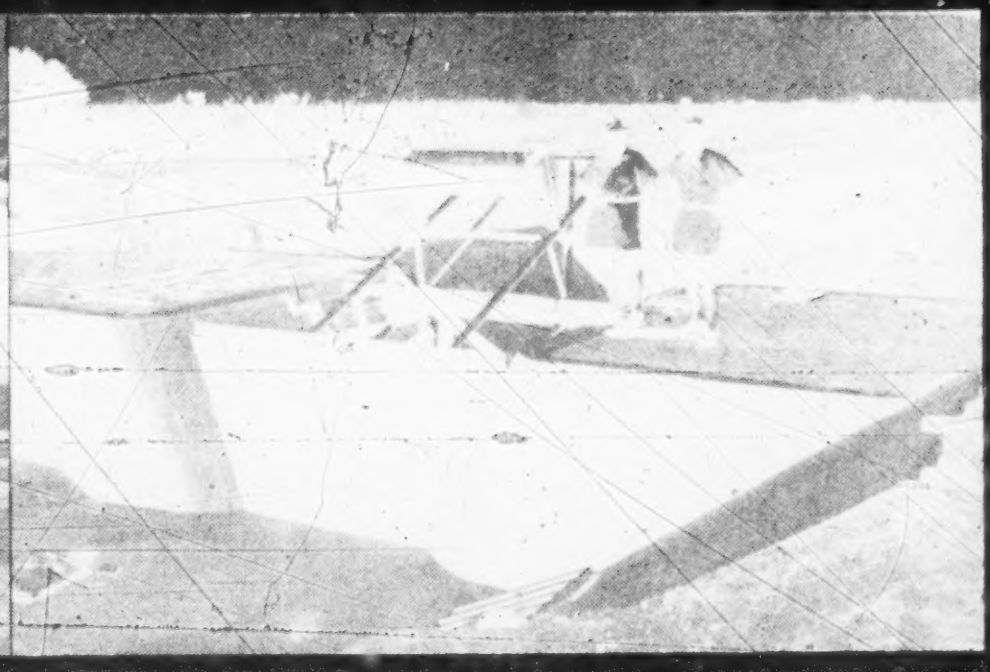


COMMUNE DE MAJUNGA. — CONSTRUCTION D'UN DISPENSAIRE.



MAJUNGA. — HANGAR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

SOSUMAV. — DELTA DE LA MAHAVAVY : HÔPITAL.



SOSUMAV. — DELTA DE LA MAHAVAVY : VANNE «NEYRPIC».

Les avances aux Collectivités publiques permettent de décharger le Plan d'un certain volume de dépenses qui, primitivement, lui incombaient. Cette solution présente deux avantages : d'une part, les crédits économisés ne sont plus dispersés et peuvent être regroupés pour des utilisations massives plus en rapport avec les buts du Plan, d'autre part, il résoud le délicat problème de l'affectation des crédits en supprimant une discrimination parfois arbitraire entre les bénéficiaires qui désormais deviennent eux-mêmes responsables de l'amélioration de leur bien-être.

La commune de Tamatave doit à l'initiative de son administrateur-maire les réalisations communales les plus importantes. Les 172,6 millions qui lui ont été accordés ont servi à financer un vaste programme de modernisation et de constructions immobilières détaillé ci-après :

1° *Modernisation de la ville :*

| | francs. |
|---|---|
| Achat de matériel d'équipement | 8.015.000 |
| Modernisation de l'abattoir | 1.600.000 |
| Construction d'une cité pour familles nombreuses | 42.000.000 |
| Construction d'une maison de passage | 150.000 |
| Imprévus | 835.000 |
| TOTAL | 52.600.000 |

2° *Modernisation du quartier indigène de Tanambao :*

| | |
|---|---|
| Construction de 200 logements pour Autochtones | 54.472.000 |
| Travaux de nivellement | 1.104.000 |
| Ouverture de voies nouvelles | 12.870.000 |
| Adduction d'eau | 7.814.000 |
| Distribution d'électricité | 7.430.000 |
| Réseau d'égouts | 1.000.000 |
| Bains-douches et lavoir public | 2.000.000 |
| W.-C. publics | 1.400.000 |
| Marché couvert et annexes | 27.230.000 |
| Imprévus | 4.680.000 |
| TOTAL | 120.000.000 |

Ce dernier programme présente un intérêt particulier, car il est le premier effort consenti par une Commune pour faire disparaître les taudis qui caractérisent l'habitat autochtone à Tamatave comme dans les autres agglomérations de Madagascar. Il sera complété par des réalisations financées sur les fonds propres de la Commune (construction d'un stade), sur les fonds du Territoire et de la Province (logements pour fonctionnaires), et également par la Société Immobilière qui doit édifier une nouvelle cité pour Autochtones à côté des deux cents premiers logements.

En même temps que cet effort pour le quartier indigène, la Commune poursuit sa modernisation, puisqu'elle a présenté à la Caisse Centrale une nouvelle demande d'avance de 50 millions, pour construire un bureau municipal d'hygiène et installer un bloc frigorifique au grand marché de la ville, et qu'elle envisage d'édifier, également sur fonds d'emprunt, une école d'apprentissage.

Quoique plus modestes, les travaux entrepris par les autres communes n'en amènent pas moins un progrès sensible de l'urbanisme. La plupart des communes sont ou vont être pourvues de l'eau et de l'électricité, tandis que celles qui étaient déjà favorisées à cet égard ont pu améliorer leur voirie et mener à bien divers travaux d'assainissement et d'édilité.

Quant aux Chambres de Commerce de Diégo-Suarez, Tamatave et Tananarive, auxquelles s'ajoutera incessamment la Chambre de Commerce de Majunga, elles ont développé leur capacité de stockage, facilitant ainsi les échanges du Territoire avec la Métropole et l'Etranger.

### 3° La Caisse centrale de la France d'Outre-mer et les entreprises privées.

Les particuliers s'adressent à la Caisse Centrale afin d'obtenir des prêts pour l'équipement et le développement de leurs entreprises de production. L'aide qui leur est fournie assure au Territoire une infrastructure plus poussée et complète les réalisations de la puissance publique. Le système présente

de nombreux avantages : il évite de décourager les bonnes volontés tout en les canalisant dans les voies les plus utiles, il les force à investir immédiatement leurs disponiblités, enfin, puisqu'il s'agit d'un emprunt et non d'un don, les sommes qui sont remboursées peuvent resservir et étendre l'action de la Caisse Centrale.

De 7 prêts et 137 millions fin 1948, les chiffres ont atteint 54 prêts et plus de deux milliards fin juin 1952. Leur répartition par secteurs d'activité (tableau XLIX) montre comment elles s'intègrent dans le Plan décennal :

TABLEAU XLIX.

*Répartition des prêts aux entreprises privées par secteurs d'activité (au 30 juin 1952).*

| | NOMBRE DE PRÊTS. | MONTANT DES PRETS. (En millions de francs C.F.A.) | | | POURCENTAGE. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | CRÉDITS directs. | RÉESCOMPTE et aval bancaires. | TOTAL. | |
| | | | | | p. 100. |
| Pêche, industries animales | 5 | 98.5 | — | 98.5 | 4,7 |
| Cultures et industries alimentaires (sauf sucre) | 14 | 74 | 59 | 133 | 6,3 |
| Cultures et industries sucrières | 4 | 582.5 | 30 | 612.5 | 33,5 |
| Cultures et industries textiles | 6 | 66 | 80 | 146 | 6,8 |
| Culture de tabac | 1 | 15 | — | 15 | 0,7 |
| Mines et industries extractives | 6 | — | 49 | 49 | 2,2 |
| Industries mécaniques | 4 | 15 | 75 | 90 | 4,2 |
| Entreprises électriques | 3 | 460 | — | 460 | 22,1 |
| Equipements portuaires | 2 | — | 54 | 54 | 2,6 |
| Transports | 2 | 163 | — | 163 | 7,5 |
| Travaux publics | 7 | 35 | 162.5 | 197.5 | 9,4 |
| TOTAL | 54 | 1.509 | 509.5 | 2.018.5 | 100 |
| POURCENTAGE | | 74,8 | 25,2 | 100 | |

Les prêts les plus importants ont été accordés à la Société Sucrière de la Mahavavy, qui a obtenu 375 millions de francs C. F. A. en 1949 et 185,5 millions en 1951, à titre de financement partiel de la création d'une plantation de cannes à sucre et d'une sucrerie dans la plaine de la Mahavavay, sur la côte nord-ouest de Madagascar. Le Territoire ayant pris à sa charge les travaux d'infrastructure (canal d'irrigation, route et port), la Société n'a plus à procéder qu'aux aménagements d'ordre spécifiquement agricole et industriel.

Mais ces investissements sont importants. Ils s'élèveront à 1.450 millions de francs C.F.A. qui doivent être financés : par le capital qui s'élève à 537,5 millions, par des avances d'actionnaires et des prêts sur récoltes pour 350 millions, et enfin par les prêts de la Caisse Centrale pour 562,5 millions. Fin juin 1952, il avait été construit 60 logements pour 114 agents européens, 356 cases en dur et un certain nombre de cases en matériaux du pays pour les 2.000 Indigènes des bâtiments sociaux (écoles, hôpital, club, etc.). Du point de vue agricole, 200 hectares ont été plantés en 1950 et 1951; 648 hectares nouveaux devaient être plantés au cours de la saison 1952. Les travaux de construction de l'usine, prévue pour traiter 50.000 tonnes de sucre par an, ont été activement poussés; l'usine doit être mise en route en juillet 1953. Le matériel s'est considérablement accru pour permettre l'exécution des travaux d'investissements.

Après la Mahavavy, ce sont les entreprises d'énergie électrique qui ont reçu l'aide la plus considérable de la Caisse Centrale. Les prêts consentis ont permis de financer la construction d'une centrale Diesel de 4.000 C.V. à Mandroseza et, partiellement, un programme d'amélioration de l'adduction d'eau et de la distribution d'électricité dans les principales villes de Madagascar : Tananarive, Tamatave, Fianarantsoa et Diégo-Suarez. Ce programme porte essentiellement sur la construction de nouvelles centrales électriques et de nouveaux réservoirs d'eau et sur le renforcement des réseaux de distribution.

Les autres prêts sont de moindre importance, mais concourent tous pour leur part au développement de la production.

### 4° La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer et les Etablissements de crédit a but économique et social.

La procédure à suivre pour obtenir un prêt de la Caisse Centrale est assez lourde, puisque la décision doit être prise à Paris par le Comité Directeur du F.I.D.E.S. et par le Conseil de Surveillance de la Caisse Centrale. Pour faciliter l'octroi des crédits aux petites et moyennes affaires, la Caisse Centrale s'en remet donc aux organismes de crédit déjà établis sur place, ou qu'elle a fondés à cette intention. C'est à ces derniers qu'elle accorde des facilités financières; par leur intermédiaire, son intervention est beaucoup plus efficace.

La Caisse Centrale de Crédit Agricole bénéficiait déjà d'avances de l'Institut d'Emission. La Caisse Centrale de la France d'Outre-mer lui a accordé un crédit de réescompte à moyen terme de 100 millions de francs C.F.A. qui accroît ses possibilités d'action. Il n'existait au contraire aucun organisme susceptible d'apporter une aide financière aux entreprises artisanales ou à la construction immobilière. Pour remédier à cette situation, la Caisse Centrale a fondé le Crédit de Madagascar en avril 1951 et la Société Immobilière en décembre 1951. Elle participe au capital du premier pour 150 millions de francs C.F.A. (sur 300 millions), et au capital de la seconde pour 110 millions de francs C.F.A. (sur 200 millions). Ces trois organismes complètent l'action de la Caisse Centrale dans son aide aux investissements privés.

## II. — LA CAISSE CENTRALE DE CREDIT AGRICOLE.

## LE CREDIT DE MADAGASCAR ET LA SOCIETE IMMOBILIERE.

### 1° *La Caisse Centrale de Crédit Agricole.*

La Caisse Centrale de Crédit Agricole, créée en 1930, est un établissement public qui a pour objet principal de prêter son concours financier aux agriculteurs et éleveurs ou à leurs associations (coopératives notamment).

Les prêts consentis par la Caisse Centrale de Crédit Agricole atteignaient les montants suivants au 30 juin 1952 :

TABLEAU L.

*Répartition des prêts de la Caisse Centrale de Crédit Agricole au 30 juin 1952.*

*(en millions de francs C.F.A.)*

| | EUROPEENS. | AUTOCHTONES. |
|---|---|---|
| 1° *Prêts individuels :* | | |
| Court terme | 131 | 46 |
| Moyen terme ordinaire (3 ans) | 178 | 10 |
| Moyen terme spécial (5 ans) | 94 | 1 |
| Long terme | 13 | — |
| 2° *Prêts aux coopératives :* | | |
| Court terme | — | 73 |
| Moyen terme ordinaire (3 ans) | 2 | — |
| Moyen terme spécial (5 ans) | 1 | 3 |
| Long terme | 3 | 16 |
| TOTAL | 422 | 149 |

### 2° *Le Crédit de Madagascar:*

Le Crédit de Madagascar, créé le 5 avril 1951, avait accordé les prêts suivants au 30 juin 1952 :

*Répartition des prêts du Crédit de Madagascar au 30 juin 1952 (en millions de francs C.F.A.).*

| SECTEURS D'ACTIVITE. | NOMBRE DE PRÊTS. | MONTANTS. |
|---|---|---|
| Agriculture et forêts | 12 | 15 |
| Mines | 8 | 52 |
| Industries diverses | 12 | 69 |
| Construction de logements | 12 | 48 |
| Industries du bâtiment | 11 | 21 |
| Transports | 5 | 12 |
| Hôtels | 4 | 12 |
| | 64 | 229 |

### 3° *La Société Immobilière.*

La Société Immobilière a été créée le 10 décembre 1951. Son objet est de promouvoir la construction immobilière soit par des prêts, soit par une intervention directe.

Au 30 juin 1952, elle avait entrepris, pour le compte du Territoire, la construction de : 140 logements pour fonctionnaires autochtones (livrables fin 1952), 40 studios (livrables en septembre 1952), trois immeubles comprenant 37 logements, et un immeuble destiné à la Trésorerie générale, aux archives et à la bibliothèque, le tout à Tananarive.

Aux particuliers, elle avait accordé, à la même date, 29 prêts d'un total de 87 millions de francs C.F.A. pour la construction de 100 logements. Elle avait, d'autre part, entrepris, pour le compte de six demandeurs, la construction de 47 logements en accordant des avances d'un montant de 54 millions de francs C.F.A.

Elle avait enfin, de sa propre initiative, l'intention de mettre en chantier, dans les principaux centres de l'Ile, en vue de la location et de la vente aux Autochtones, 200 logements pour un montant de 140 millions de francs C.F.A.

## III. — LES INVESTISSEMENTS PRIVES.

L'aide financière apportée par la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer et par les établissements locaux de crédit à moyen terme ne représente qu'une faible part des investissements privés. Il peut être intéressant d'essayer de chiffrer l'ensemble de ceux-ci.

Abstraction faite des travaux d'aménagement du sol, impossibles à chiffrer, les investissements privés s'effectuent à peu près uniquement sous forme d'achat de matériel d'importation ou sous forme de constructions de bâtiments.

a. *Les importations des biens d'équipement* sont données en quantités et en valeurs C.A.F. par les statistiques douanières; les prix de vente au consommateur sont les prix C.A.F. auxquels sont ajoutés les impôts indirects et les frais correspondant aux services rendus par les commerçants et les transporteurs. De l'étude particulière de certains prix, on peut conclure qu'en moyenne le prix des marchandises importées est multiplié par 1,5 entre le stade C.A.F. et le stade de la vente au détail à Tananarive (il est légitime de s'en tenir aux prix de cette ville qui représentent une moyenne entre ceux des localités de la côte desservie par cabotage, et ceux des localités de brousse, mal reliées au monde extérieur).

Cette méthode permet de déterminer approximativement la valeur, au prix du marché, des biens d'équipement importés :

| | 1949. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|---|
| Quantités importées (tonnes) | 20.324 | 19.259 | 21.545 |
| Valeur C. A. F. (millions) | 2.682 | 3.009 | 4.195 |
| Valeur au prix du marché (en millions) | 4.023 | 4.513 | 6.292 |

Mais ces biens ont été importés tant pour le secteur public que pour le secteur privé. La discrimination entre ces deux secteurs des biens importés de l'Etranger est connue d'après le montant des licences délivrées; elle est de 40 p. 100 pour le secteur public, de 60 p. 100 pour le secteur privé. On peut admettre, sans risque d'erreur importante, qu'elle demeure la même quelle que soit l'origine des importations.

Les importations de biens d'équipement destinés au secteur privé ont donc atteint les montants suivants :

| | 1949. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|---|
| Quantités importées (tonnes) | 12.994 | 11.555 | 12.927 |
| Valeur C. A. F. (millions) | 1.609 | 1.805 | 2.517 |
| Valeur au prix de marché (millions) | 2.413 | 2.708 | 3.775 |

b. *En ce qui concerne les constructions de bâtiments*, les autorisations de bâtir délivrées en 1949, 1950 et 1951 sont connues (en mètres carrés de superficie au sol). Ces autorisations sont réparties en quatre catégories : locaux d'habitation, bâtiments commerciaux, bâtiments industriels, autres bâtiments, dont la dernière inclue, les bâtiments administratifs, les bâtiments militaires et divers autres bâtiments. En considérant les trois premières catégories seulement on ne retient que l'activité propre de la construction privée.

Les prix moyens au mètre carré, donnés par la Direction de l'Architecture, sont fonction de la nature des constructions et du nombre d'étages. On admettra la moyenne de deux étages pour les locaux d'habitations et les bâtiments commerciaux de Tananarive, d'un rez-de-chaussée pour les locaux d'habitations et d'un étage pour les bâtiments commerciaux des autres villes, d'un rez-de-chaussée pour tous les bâtiments industriels.

Dans ces conditions, la valeur des constructions nouvelles a évolué comme suit :

TABLEAU III.

*Constructions nouvelles.*

| | 1949. | | | 1950. | | | 1951. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AUTORISATIONS de bâtir (m2). | PRIX du m2. | VALEUR DES constructions (millions). | AUTORISATIONS de bâtir (m2). | PRIX du m2. | VALEUR DES constructions (millions). | AUTORISATIONS de bâtir (m2). | PRIX du m2. | VALEUR DES constructions (millions). |
| Locaux d'habitation : | | | | | | | | | |
| Tananarive (2 étages) | 9.764 | 33.000 | 323 | 16.652 | 37.000 | 614 | 27.457 | 42.000 | 1.153 |
| Autres villes (rez-de-chaussée) | 11.627 | 16.000 | 242 | 16.621 | 18.000 | 299 | 25.444 | 20.000 | 508 |
| Bâtiments commerciaux : | | | | | | | | | |
| Tananarive (2 étages) | 3.163 | 33.000 | 105 | 5.339 | 37.000 | 196 | 11.680 | 42.000 | 490 |
| Autres villes (rez-de-chaussée) | 6.414 | 25.000 | 160 | 6.652 | 28.000 | 187 | 11.721 | 30.000 | 352 |
| Bâtiments industriels : | | | | | | | | | |
| Tananarive (rez-de-chaussée) | 948 | 9.000 | 8 | 5.968 | 10.000 | 59 | 8.661 | 11.000 | 95 |
| Autres villes (rez-de-chaussée) | 4.086 | 9.000 | 36 | 6.036 | 10.000 | 60 | 5.837 | 11.000 | 64 |
| TOTAL | — | — | 874 | — | — | 1.415 | — | — | 2.662 |

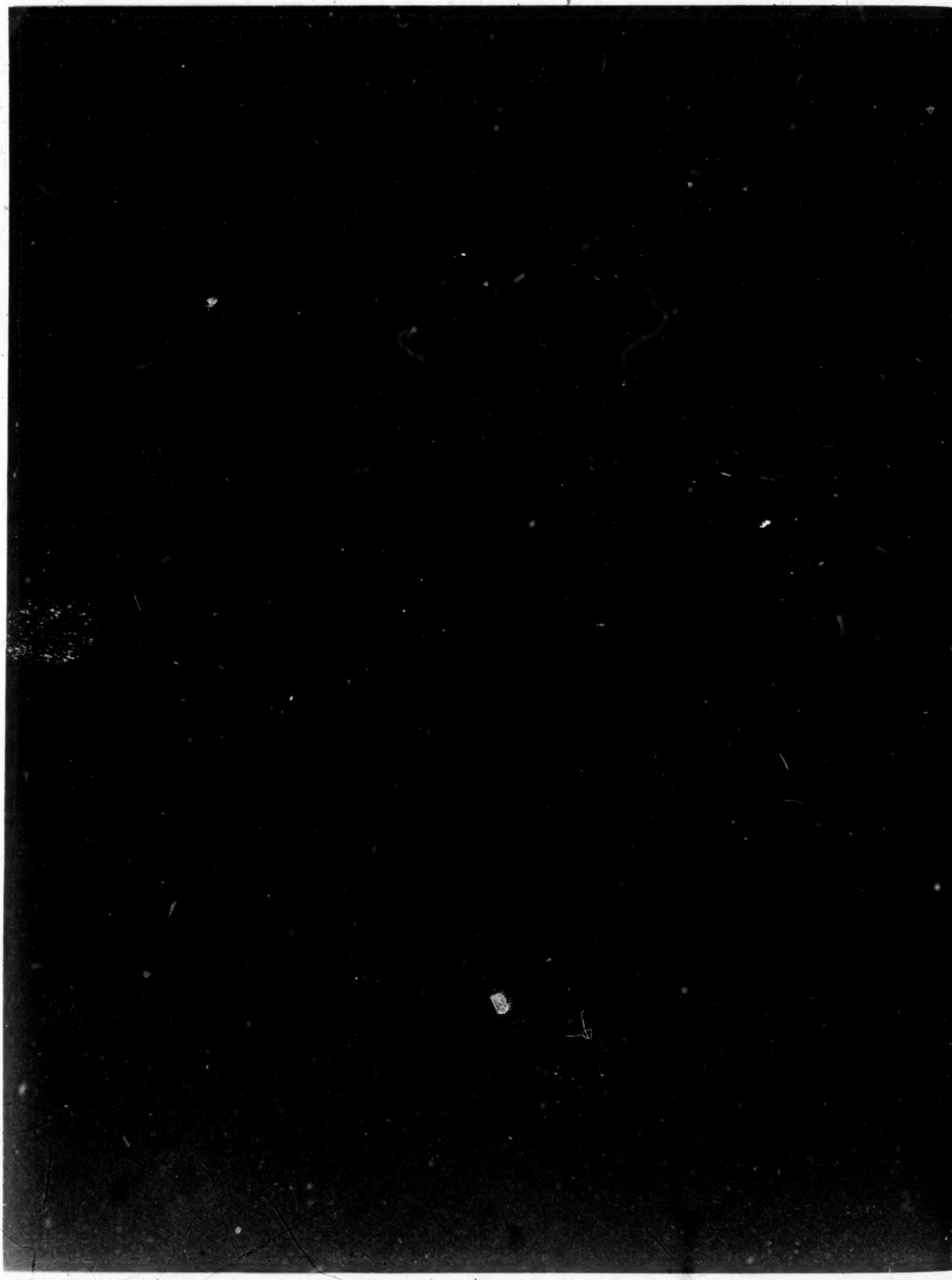
c. *Au total*, les investissements privés à Madagascar ont donc atteint les chiffres suivants :

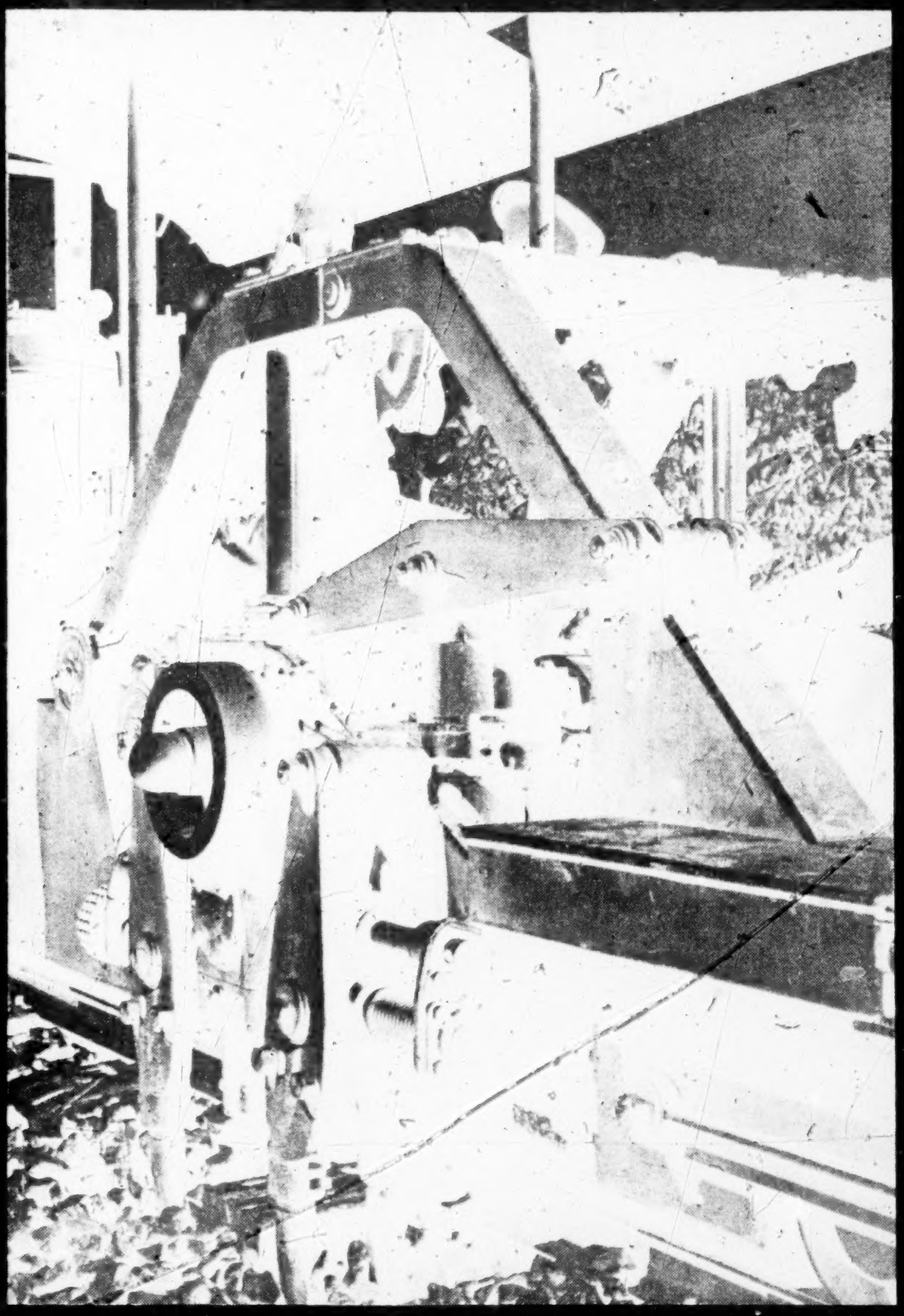
| | 1949. | 1950. | 1951. |
|---|---|---|---|
| Importation de biens d'équipement | 2.413 | 2.708 | 3.775 |
| Constructions neuves | 874 | 1.415 | 2.662 |
| | 3.287 | 4.123 | 6.437 |

Ces chiffres sont évidemment très approximatifs; ils ne donnent qu'un ordre de grandeur et sont plutôt inférieurs à la réalité. Ils montrent cependant la progression des investissements privés qui sont passés de 3 milliards en 1949 à 4 milliards en 1950 et à plus de 6 milliards en 1951 augmentant ainsi les investissements déjà réalisés d'environ 14 milliards au cours de ces trois années. L'effort privé qui s'exerce parallèlement à l'effort public du Plan est donc considérable.

Tels sont les divers chiffres qui permettent de fixer l'ambiance au milieu de laquelle fonctionne le Plan. Ce dernier, bien loin de constituer un programme isolé, trouve un écho parmi les collectivités publiques et les entreprises privées qui s'équipent soit grâce à l'aide financière de la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer (complétée par des organismes de crédit spécialisés), soit spontanément, et dont l'apport propre est, au total, plus important que celui du Plan.

Il est d'ailleurs normal qu'il en soit ainsi. Les investissements publics sont constitués par des travaux d'infrastructure qui accroissent l'efficacité des investissements privés et, par conséquent, poussent à leur développement. L'importance de l'effort privé, que laissent entrevoir les quelques chiffres reproduits dans ce chapitre, est le signe de la réussite du Plan.





BOURREUSE «MATISA».

# CINQUIÈME PARTIE.

# L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE ET LES ALLOCATIONS DE DEVISES. (EXERCICE 1951-1952.)

Le parallèle entre la situation devises 1951-1952 et celle des années précédentes révèle une orientation toute différente du marché sur la plupart des secteurs d'équipement.

Cette nouvelle orientation peut s'expliquer à la fois par les expériences concluantes effectuées par nombre d'entreprises et de colons pour l'emploi de matériels anglais et allemands et par la précarité des moyens en dollars mis à la disposition du Territoire sur certains secteurs d'équipement.

Les devises fortes ont, en effet, été surtout réservées à des biens tels que les engins de génie civil difficiles à obtenir en France et en Europe, encore qu'on puisse noter quelques importations en provenance d'Allemagne pour des matériels de terrassement. Dans l'ensemble cependant la pénurie de dollars ne s'est pas fait sentir sur ce secteur et les constructeurs américains sont restés les principaux fournisseurs de l'Ile pour cette catégorie de matériels.

Le relevé des crédits délégués et utilisés suffit d'ailleurs à photographier l'état du commerce extérieur pour l'équipement au cours de cet exercice et conduit à tracer une courbe décroissante sur la zone dollars et nettement ascendante sur les marchés allemands et anglais.

Les autres pays également fournisseurs de l'Ile tels que l'Italie, la Suisse, l'Autriche, la Belgique, la Hollande, la Suède ne peuvent être comparés à ceux précités, étant donné qu'il leur est fait actuellement appel pour des catégories de biens différents, pour lesquels ils sont spécialisés et ont développé au maximum leur capacité productrice.

Ce sont les matériels navals en Belgique, les matériels textiles et de défibrage du sisal en Hollande, les rizeries et quelques matériels de mines en Italie. Il convient d'ailleurs de remarquer que certaines usines de ce pays viennent d'effectuer des tentatives intéressantes de construction de tracteurs en particulier le «Champion A» 66-76 C.V. fabriqué par la Société «Vender», celles-ci semblent d'ailleurs couronnées de succès si l'on en croit les essais pratiqués par les pays acheteurs de ces matériels, en l'occurrence : l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Australie; mais ces nouveaux modèles sont encore inconnus dans le Territoire.

## I. — ZONE DOLLARS.

Les demandes n'ont cessé de croitre au cours de l'exercice. Les besoins ont, en effet, été évalués à 2.653.619 dollars U.S.A. et à 176.046 dollars Canada contre 2.542.040 dollars en 1950-1951.

Par contre, la courbe des allocations est loin d'être aussi favorable, les nécessités n'ayant pu être satisfaites qu'à concurrence de 1.724.900 dollars soit 65 p. 100 de l'ensemble.

En début d'exercice, cependant, la Métropole suffit à couvrir la totalité des demandes présentées au titre du premier trimestre, par l'octroi des devises libres, provenant du trésor. A cette époque, tous les secteurs d'équipement reçurent satisfaction, alors que la pénurie qui suivit obligea le Département à faire de nouveau appel à l'aide américaine et à délimiter très strictement les secteurs d'équipement pour lesquels l'approvisionnement aux U.S.A. était indispensable.

Cette abondance, suivie d'une pénurie quasi totale, explique que de nombreuses importations de matériels tels que véhicules, tracteurs de moyenne ou faible puissance aient été autorisées au début de l'exercice 1951-1952 puis prohibées dès novembre 1951.

Cette prohibition est d'ailleurs non seulement fonction de la raréfaction des dollars, mais aussi des possibilités actuelles de trouver sur les marchés français et européen des matériels qui jusqu'alors n'étaient pas fabriqués en quantité suffisante pour être exportés.

Ces faits expliquent l'orientation toute différente des acquisitions sur l'Amérique au début et en cours d'exercice.

Avant novembre 1951, tous les secteurs d'équipement voient leurs demandes couvertes par des attributions de devises.

Parmi les importations supprimées par la suite, on remarque le code 820 qui avait obtenu 128.100 dollars pour des Jeeps et des Powers-Wagons; les codes «830» (tracteurs de moins de 50 C.V.) et «832» (tracteurs à roues) bénéficiant respectivement de 25.350 et 32.300 dollars ainsi que le code «780» (matériel-industries diverses) auquel il avait été attribué 84.600 dollars pour achat de machines comptables et de matériels de raffinerie du sucre.

Après novembre 1951, les ressources du trésor épuisées, l'aide américaine contribue presque seule à pourvoir en devises le marché madécasse : 648.000 dollars M.S.A. débloqués contre 84.500 dollars libres. La délimitation des matériels indispensables est alors strictement appliquée, les devises se faisant rares et précieuses.

Seuls les besoins en matériels des travaux publics, d'engins de génie civil et de mines sont satisfaits : 318.000 dollars couvrent la majeure partie des demandes.

Les matériels aratoires bénéficient seulement de 92.000 dollars pour 168.443 dollars sollicités, en raison de l'élimination de matériels dont les caractéristiques techniques sont sensiblement analogues à celles des matériels européens.

Enfin, 58.000 dollars ont été débloqués au profit des tracteurs de forte puissance : 4 D7 destinés à la S.O.S.U.M.A.V. et 2 à des miniers, entreprises déjà équipées l'une et l'autre en matériels Caterpillar. L'intérêt de standardisation des matériels en fonction dans une exploitation est à l'origine de cet octroi des devises.

En définitive, le tableau succinct de la situation devises au cours de l'exercice pourrait se brosser ainsi :

Satisfaction de 65 p. 100 des besoins formulés, dont deux tiers sur ressources du trésor et un tiers par aide américaine;

Affectation de 48 p. 100 des crédits délégués, soit : 823.000 dollars à des engins de travaux publics et de génie civil (postes 740 et 831);

30 p. 100 environ à la constitution d'un stock de pièces détachées : 538.504 dollars; les 22 p. 100 restants étant répartis entre les véhicules, matériels pour industries diverses et matériels aratoires.

Si l'on considère maintenant la répartition par secteur d'activité, on est frappé par le pourcentage très important absorbé par le secteur privé. Environ 84 p. 100 des devises utilisées à ce jour ont en effet bénéficié à ce secteur, toutefois, il convient d'y inclure le stock des pièces détachées constitué par les importateurs qui profite aussi bien aux collectivités et services publics qu'aux entreprises privées.

Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, le volume des importations effectuées au titre du secteur public a subi une nette régression par rapport à celui de l'exercice précédent : 16 p. 100 en 1951-1952 (moyenne des crédits dollars libres et M.S.A.) contre 30,47 p. 100 en 1950-1951.

Cette régression s'explique à la fois par le fait que beaucoup de travaux importants sont confiés à des entreprises privées, et par le choix des services administratifs de matériels allemands, en raison des facilités d'obtention des devises, des délais de livraison plus courts et de la qualité même des engins de production germanique.

Le secteur privé se classe donc comme le principal attributaire de dollars.

Les entreprises de travaux publics, les exploitants miniers tiennent une bonne place parmi les utilisateurs, ainsi : la S.N.T.P., la Société des Charbonnages et bassins de radoub, les E.M.C. ont acquis des matériels de terrassement américains, destinés aux travaux de réfection de la route de Majunga, à l'amélioration ou l'extension des pistes des aérodromes de Nossi-Bé, Fort-Dauphin.

Cependant, l'agriculture et notamment les exploitations et entreprises sucrières de Namakia et de la Mahavavy-du-Nord sont encore plus favorisées, au cours de cette période, que les autres secteurs d'activité. Ces entreprises étant désormais parvenues au dernier stade de leur évolution, il était de l'intérêt même du Territoire de favoriser leur essor et de ne pas les paralyser par des difficultés d'obtention de devises. Aussi la Métropole autant que le Territoire firent leur possible pour obtenir les devises nécessaires à leurs besoins de matériels qu'il s'agisse de tracteurs Caterpillar ou de matériels de raffinerie. La S.O.S.U.M.A.V. put acquérir le «matériel de raffinerie Suchar» lui permettant de traiter non seulement les sucres de Madagascar mais encore ceux de la Réunion et éventuellement de Maurice.

Aucune raffinerie n'existant jusqu'alors dans l'océan Indien, cette dernière importation était particulièrement intéressante pour Madagascar qui pourra ainsi exporter une partie de sa production de sucre raffiné et améliorer sa balance commerciale.

Citons encore, parmi les utilisateurs de biens d'équipement américains, les exploitations de sisal et de riz.

## II. — ZONE STERLING.

L'exercice 1951-1952 marque un accroissement très important des importations de provenance anglaise, avec 410.054 livres sterling (soit 1.107.145,8 dollars) obtenues, contre 131.289 livres sterling (soit 367.609,2 dollars) en 1950-1951.

Plus de facilités pour l'obtention des devises sterling et plus de demandes expliquent cette ascension qui majore de deux tiers le volume des importations de l'exercice écoulé. La courbe d'utilisation correspondante ne représente certes à l'heure actuelle que 60 p. 100 des crédits alloués, la majeure partie de ceux-ci étant valables jusqu'en décembre 1952. Mais il est vraisemblable que les reliquats seront épuisés en totalité à la date de leur péremption.

Parmi les matériels importés, on remarquera les tracteurs, matériels agricoles (Code 86.00), représentant environ 18 p. 100 des crédits, les matériels pour industries diverses, notamment : pour le traitement du café, du riz, du sucre, du sisal, du bois, des textiles (Code 89.00) absorbant de leur côté : 21,43 p. 100.

Par contre, les matériels de génie civil, mines et manutention (Code 83.00) ne figurent que pour un faible pourcentage de 4 à 5 p. 100; les utilisateurs s'approvisionnant surtout aux U.S.A. pour cette catégorie de biens.

Mentionnons encore l'importation de quelques groupes électrogènes, avions sanitaires et de tourisme, destinés aux aéro-clubs de Tananarive et de Fianarantsoa qui ont obtenu le premier un avion «Chryslea Skyjeep», le deuxième un avion «Auster Aiglet».

Enfin, notons l'importance grandissante accordée aux véhicules spéciaux. Plus de 25 p. 100 des crédits octroyés (Code 87.00) sont destinés à l'achat de camions 2 ponts-moteur (14 unités) et surtout de Land Rovers (169 unités) qui remplacent actuellement, sur le marché madécasse, la jeep américaine dont les importations ont été arrêtées depuis novembre 1951, faute de crédits dollars.

Il convient d'ailleurs de remarquer que les Land Rovers semblent donner toute satisfaction aux usagers et que leur prix de revient est sensiblement analogue à celui des Jeeps.

Actuellement, 33 sont en circulation dans le Territoire et rendent les plus grands services tant aux districts qu'aux colons de brousse; 75 sont embarquées et sur le point d'arriver.

Cette répartition de véhicules entre secteurs public et privé amène d'ailleurs à une considération plus générale; pour l'ensemble des importations, le tableau de répartition par secteur d'activité montre que les services publics ont fait davantage appel que par le passé aux biens d'équipement anglais (32 p. 100 contre 10,05 p. 100 en 1950-1951).

Ce sont notamment les services agricoles, en employant les tracteurs Fergusson, Massey-Harris, les chemins de fer par l'acquisition de chariots élévateurs Stacatruc.

Dans le sècteur privé, les industries textiles avec 29.741 livres sterling et l'Agriculture 68.061 livres sterling représentent une quote-part importante des crédits utilisés. Il ne faut pas omettre non plus les mines, graphites et surtout les hydrocarbures ayant bénéficié d'un pourcentage non négligeable de 16 p. 100 des crédits.

## III. — ZONE DEUTSCHE MARKS.

Comme prévu la raréfaction des moyens dollars mis à la disposition de Madagascar a entraîné les importateurs à s'adresser au marché allemand qui, par la variété et la qualité des modèles offerts, les conditions de prix et de délai, a attiré à lui nombre de commandes et de clients. Ajouter à ces motifs les expériences satisfaisantes faites par les détenteurs de matériels d'origine germanique, c'est expliquer l'accroissement énorme du volume des demandes qui s'exprime par 1.165.250 dollars m. de c. alors qu'en 1950-1951, il n'atteignait que 320.564 dollars m. de c.

La zone deutsche marks a pallié en effet la plupart des carences de la zone dollars qu'il s'agisse de tracteurs, matériels routiers, groupes électrogènes, et a continué comme par le passé à alimenter le marché madécasse en matériels de rizerie, matériels pour industries textiles, matériels d'imprimerie.

En ce qui concerne les matériels agricoles :

184.905 dollars ont été consacrés à l'acquisition de tracteurs parmi lesquels on remarque surtout les marques Man et Lanz encore qu'il faille noter les essais effectués pour faire connaître, sur la place, la firme Hanomag;

16.070 dollars aux accessoires, charrues, pulvériseurs, etc.

Les groupes électrogènes et moteurs Diesel ont de leur côté bénéficié de 80.529 dollars. Les matériels allemands de cette catégorie étaient en effet les moins chers et présentaient les mêmes garanties de qualité que ceux des autres provenances. C'est d'ailleurs le seul poste où les crédits octroyés se sont avérés nettement inférieurs aux besoins puisque des demandes s'évaluant à 100.000 dollars pour groupes électrogènes sont actuellement en instance à la Métropole. Toutefois ces 80.529 dollars ont permis de satisfaire les besoins particulièrement urgents des communes de Diégo-Suarez et Nossi-Bé qui, pourvues de matériels vétustes, étaient arrivées à la limite extrême de leur puissance de production.

Quant aux matériels routiers, dont toute importation était arrêtée sur les U.S.A. depuis le début de l'exercice, ils ont bénéficié de 158.195 dollars m. de c. destinés plus particulièrement à l'acquisition de camions de plus de 2 tonnes mais aussi de camionnettes, Pick-Up, Station-Wagon. La répartition des crédits a été faite entre trois marques : Ford, Borgward et Hanomag.

Les matériels de Travaux Publics, de levage et de manutention eux-mêmes ont obtenu un important crédit de 357.035 dollars dont une partie a été consacrée à l'achat de rouleaux compresseurs (matériels prohibés sur les U.S.A.) et de tracteurs routiers Sud-Werke.

Ces matériels sont destinés les premiers aux travaux de réfection de la route de Majunga entrepris par la S.N.T.P., les deuxièmes à l'exploitation de la Sakoa.

Enfin, on peut noter que l'entreprise cotonnière, qui vient de s'installer à Madagascar, s'est approvisionnée sur l'Allemagne en machines textiles.

## IV. — DIVERS PAYS.

La Belgique, la Hollande, la Suède, la Suisse, l'Italie, l'Australie ont de leur côté participé à l'équipement de l'Ile :

La Belgique par la fourniture de 3 chalands de 100 tonnes et diverses pièces de rechange de matériels navals;

La Hollande par la livraison de 3 défibreuses Stork destinées aux exploitations de sisal du sud de l'Ile. Ces machines fonctionnent dans les domaines de Bérenty, Peychpeyrou, d'Amboasary et donnent toute satisfaction. Le choix par toutes les usines de sisal des matériels Stork est d'ailleurs le critère le plus sûr de leur qualité. Par ailleurs, notons l'importation sur ce pays de matériels de fabrication de fûts pour le dépôt d'hydrocarbures de Tamatave;

La Suède, par l'exportation de tamis et de rechanges, ne figure que pour un faible montant de 2.050 couronnes;

La Suisse avec un montant de 269.949 francs suisses a fourni surtout des moteurs, compresseurs d'air, une rectifieuse à vilebrequin, et enfin des rechanges pour les divers matériels suisses en service dans le Territoire;

L'Italie comme par le passé a livré une rizerie et quelques accessoires pour rizerie; mais il lui fut également demandé quelques matériels de mines et de carrière : des perforateurs et brise-bétons «Pinazza» qui présentent de sérieux avantages techniques; de poids relativement léger, ils rendent l'appareil facilement transportable. Enfin, l'importation de 500 économiseurs d'essence Turbox permettra l'essai de ces appareils, dont les avantages et inconvénients sont encore discutés;

L'Autriche pour la première fois nous fournit des moteurs Diesel et 2 camions Diesel. Ceux-ci n'étant pas encore arrivés à Madagascar, il n'est pas possible de formuler un avis sur leur intérêt.

TABLEAU DES CRÉDITS ÉQUIPEMENT ALLOUÉS ET UTILISÉS SUR LA ZONE DOLLARS (EXERCICE 1951-1952).

(DOLLARS LIBRES.)

*(Arrêté au 31 juillet 1952.)*

| NUMERO CODE. | CREDITS ALLOUES. | | | | CREDITS UTILISES. | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1re TRANCHE | 2e TRANCHE. | 3e TRANCHE. | TOTAL. | 1re TRANCHE. | 2e TRANCHE. | 3e TRANCHE. | TOTAL. |
| | | | I. — *U. S. A.* | | | | | |
| 710 ..... | — | — | 15.000 | 15.000 | — | — | 14.400 | 14.400 |
| 750 ..... | — | — | 19.500 | 19.500 | — | — | 19.385 | 19.385 |
| 730 ..... | 2.600 | — | — | 2.600 | 2.591 81 | — | — | 2.591 81 |
| 740 ..... | 356.034 | — | 30.000 | 386.034 | 343.215 86 | — | 17.316 60 | 360.532 46 |
| 770 ..... | 31.900 | — | — | 31.900 | 31.900 | — | — | 31.900 |
| 771 ..... | 53.000 | — | — | 53.000 | 53.000 | — | — | 53.000 |
| 780 ..... | 84.600 | — | — | 84.600 | 84.442 | — | — | 84.442 |
| 820 ..... | 128.100 | — | — | 128.100 | 128.100 | — | — | 128.100 |
| 830 ..... | 25.350 | — | — | 25.350 | 25.350 | — | — | 25.350 |
| 831 ..... | 91.000 | — | — | 91.000 | 90.999 67 | — | — | 90.999 67 |
| 832 ..... | 32.300 | — | — | 32.300 | 32.300 | — | — | 32.300 |
| 840 ..... | 22.456 | — | — | 22.456 | 18.727 34 | — | — | 18.727 34 |
| 880 ..... | 4.760 | — | — | 4.760 | 4.702 9 | — | — | 4.702 9 |
| 891 ..... | 30.000 | — | — | 30.000 | 12.643 52 | — | — | 12.643 52 |
| Volant ..... | 100.000 | 20.000 | — | 120.000 | 99.879 26 | 18.745 15 | — | 118.624 41 |
| TOTAL ..... | 962.100 | 20.000 | 64.500 | 1.046.600 | 927.852 36 | 18.745 15 | 51.101 60 | 997.699 11 |
| | | | II. — *Canada.* | | | | | |
| 770 ..... | 4.300 | — | — | 4.300 | 4.298 50 | — | — | 4.298 50 |
| 771 ..... | 1.000 | — | — | 1.000 | 945 | — | — | 945 |
| 820 ..... | 25.000 | — | — | 25.000 | 24.998 | — | — | 24.998 |
| TOTAL ..... | 30.300 | — | — | 30.300 | 30.241 50 | — | — | 30.241 50 |
| TOTAL GÉNÉRAL ..... | 992.400 | 20.000 | 64.500 | 1.076.900 | 958.093 86 | 18.745 15 | 51.101 60 | 1.027.940 61 |

RÉPARTITION DES CRÉDITS UTILISÉS (DOLLARS LIBRES) PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

| | CRÉDITS UTILISÉS. | POURCENTAGE PAR RAPPORT à l'ensemble. |
|---|---|---|
| I. — *Secteur public.* | | |
| 1° Collectivités publiques : | | |
| Services agricoles | 34.202 9 | 3,43 |
| Eaux et forêts | 350 | |
| Direction générale des T.P. | 6.613 | 0,66 |
| Service Géographique | 1.130 | 0,11 |
| Province | 25.000 | 3,50 |
| Direction d'artillerie | 2.300 | 0,23 |
| 2° Sociétés d'Etat et d'Economie Mixte : | | |
| B. M. F. O. M. | 1.300 | 0,12 |
| 3° Services publics : | | |
| Air France, Air Madagascar, Travaux aériens | 18.727 34 | 1,87 |
| P. T. T. | 3.201 67 | 0,32 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 92.824 91 | 9,24 |
| II. — *Secteur privé.* | | |
| 1° Agriculture : | | |
| Sucre | 183.785 | 18,42 |
| Sisal | 4.515 | 0,45 |
| Autres cultures | 64.083 60 | 6,42 |
| TOTAL | 252.383 60 | 25,26 |
| 2° Travaux publics | 120.296 66 | 12,12 |
| 3° Industries diverses | 139.071 | 13,93 |
| 4° Mines | 37.466 | 3,75 |
| 5° Pièces détachées | 355.656 76 | 35,64 |
| TOTAL | 904.874 02 | 90,76 |

TABLEAU DES CRÉDITS ÉQUIPEMENT DOLLARS MUTUAL SECURITY AGENCY.
ALLOCATION ET UTILISATION.
*Etat arrêté au 31 juillet 1952.*
EXERCICE 1951-1952.

| N° DE CODE. | CREDITS ALLOUES. | | | CREDITS UTILISES. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2e TRANCHE. | 3e TRANCHE | TOTAL. | 2e TRANCHE. | 3e TRANCHE. | TOTAL. |
| | | | I. — *Dollars U.S.A.* | | | |
| 730 | 8.000 | — | 8.000 | 4.088 7 | — | 4.088 7 |
| 740 | 235.000 | 53.000 | 288.000 | 235.000 | 17.509 62 | 252.509 48 |
| 770 | 74.000 | 18.000 | 92.000 | 74.000 | 11.993 76 | 85.993 76 |
| 771 | 65.000 | 52.000 | 117.000 | 65.000 | 41.000 | 106.000 |
| 780 | — | 6.000 | 6.000 | — | 5.795 | 5.795 |
| 820 | 24.000 | 20.000 | 44.000 | 23.999 | 5.000 | 28.999 |
| 831 | 42.000 | 16.000 | 58.000 | 42.000 | 16.000 | 58.000 |
| 840 | 2.000 | 3.000 | 5.000 | 2.000 | 3.000 | 5.000 |
| 890 | 10.000 | — | 10.000 | 9.911 | — | 9.911 |
| TOTAL $ U.S.A. | 460.000 | 168.000 | 628.000 | 455.998 7 | 100.298 38 | 556.296 95 |
| | | | II. — *Dollars Canada délégués en $ U. S. A.* | | | |
| 770 | 5.000 | — | 5.000 | 4.376 19 | — | 4.376 19 |
| 771 | 4.000 | — | 4.000 | 3.636 36 | — | 3.636 36 |
| 820 | 11.000 | — | 11.000 | — | — | — |
| TOTAL $ CANADA | 20.000 | — | 20.000 | 8.012 55 | — | 8.012 55 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 480.000 | 168.000 | 648.000 | 464.011 25 | 100.298 38 | 564.309 63 |

RÉPARTITION DES CRÉDITS UTILISÉS DOLLARS MUTUAL SECURITY AGENCY PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.

| | CREDITS UTILISÉS. | POURCENTAGE PAR RAPPORT à l'ensemble. |
|---|---|---|
| I. — *Secteur public.* | | |
| A. — Collectivités publiques : | | |
| Services agricoles | 3.250 | 0,5 |
| Travaux publics : services provinciaux | 61.900 | 10,96 |
| Travaux publics : direction générale | 50.000 | 8,06 |
| Communes | 7.800 | 1,4 |
| B. — Services publics : | | |
| Air Madagascar | 5.000 | 0,88 |
| TOTAL | 127.950 | 22,60 |
| II. — *Secteur privé.* | | |
| 1° Agriculture : | | |
| Sucre | 94.732 | 16,7 |
| Autres cultures | 40.720 79 | 7,4 |
| 2° Travaux publics | 87.450 | 15,6 |
| 3° Industries diverses | 26.201 14 | 4,6 |
| 4° Mines | 4.407 | 0,7 |
| 5° Pièces détachées | 182.848 70 | 32,4 |
| TOTAL | 436.359 63 | 77,4 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 564.309,63 | |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT ALLOUES ET UTILISES

*(Arrêté du 31*

| TRANCHES. | CREDITS ALLOUES. | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 81.00 | 82.00 | 83.00 | 86.00 | 87.00 | 88.00 | 89.00 | DIVERS. | TOTAL. |
| | | | | | | | | | I. — DEUXIEME |
| 1re | — | — | — | — | — | — | 12.230 | — | 12.230 |
| 2e | — | — | — | — | — | — | 1.100 | — | 1.100 |
| 3e | — | — | 12.500 | 18.501 | — | — | 7.995 | 14.200 | 53.196 |
| 4e | — | — | — | 20.033 | — | — | 10.000 | — | 30.033 |
| 5e | — | — | 6.340 | — | — | — | — | — | 6.340 |
| 6e | — | — | — | — | — | 8.000 | — | — | 8.000 |
| TOTAL DU 2e SEMESTRE 1951. | — | — | 18.840 | 38.534 | — | 8.000 | 31.325 | 14.200 | 110.899 |
| | | | | | | | | | II. — PREMIER |
| 7e | — | — | — | — | — | 2.200 | 20.110 | 12.000 | 34.310 |
| 8e | — | 800 | — | — | — | — | — | — | 800 |
| 9e | — | — | — | 1.410 | — | — | — | — | 1.410 |
| 10e | 2.715 | — | 800 | 8.078 | 26.500 | — | 3.040 | 21.800 | 62.933 |
| 11e | — | — | — | — | — | — | 967 | 82 | 1.049 |
| 12e | — | 600 | — | — | 25.000 | — | — | — | 25.600 |
| 13e | — | 1.569 | 2.690 | 15.210 | 16.500 | — | 324 | 4.050 | 40.343 |
| 14e | — | — | 3.100 | — | — | — | — | — | 3.100 |
| 15e | — | — | — | — | 7.980 | — | — | — | 7.980 |
| 16e | — | 900 | 8.730 | 11.740 | 34.300 | — | 32.110 | 24.350 | 112.130 |
| 17e | — | — | — | — | — | 1.300 | — | 8.200 | 9.500 |
| TOTAL DU 1er SEMESTRE 1952.. | 2.715 | 3.869 | 15.320 | 36.438 | 110.280 | 3.500 | 56.551 | 70.482 | 299.155 |
| TOTAL GÉNÉRAL. | 2.715 | 3.869 | 34.160 | 74.972 | 110.280 | 11.500 | 87.876 | 84.682 | 410.054 |

SUR LA ZONE STERLING DU COURS DE L'EXERCICE 1951-1952.
*juillet 1952.)*

| CREDITS UTILISES. | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 81.00 | 82.00 | 83.00 | 86.00 | 87.00 | 88.00 | 89.00 | DIVERS. | TOTAL. |
| SEMESTRE 1951. | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | — | 12.230 | — | 12.230 |
| — | — | — | — | — | — | 634 | — | 634 |
| — | — | 12.479 | 18.501 | — | — | 7.992 | 14.153 | 53.125 |
| — | — | — | 20.033 | — | — | 10.000 | — | 30.033 |
| — | — | 6.340 | — | — | — | — | — | 6.340 |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | 18.819 | 38.534 | — | — | 30.856 | 14.153 | 102.362 |
| SEMESTRE 1952. | | | | | | | | |
| — | — | — | — | — | 2.200 | 20.094 | — | 22.294 |
| — | 800 | — | — | — | — | — | — | 800 |
| — | — | — | 1.410 | — | — | — | — | 1.410 |
| 2.707 | — | 766 | 5.611 | 19.789 | — | 2.466 | 19.174 | 50.513 |
| — | — | — | — | — | — | 659 | 76 | 735 |
| — | — | — | — | 23.894 | — | — | — | 23.894 |
| — | 1.569 | 2.631 | 3.420 | 4.765 | — | — | 1.670 | 14.055 |
| — | — | 1.467 | — | — | — | — | | 1.467 |
| — | — | — | — | 5.400 | — | — | — | 5.400 |
| — | — | — | 9.263 | 5.800 | — | 28.998 | 275 | 44.336 |
| — | — | — | — | — | 1.300 | — | 711 | 2.011 |
| 2.707 | 2.369 | 4.864 | 19.704 | 59.648 | 3.500 | 52.217 | 21.906 | 166.915 |
| 2.707 | 2.369 | 23.683 | 58.238 | 59.648 | 3.500 | 83.073 | 36.059 | 269.277 |

## REPARTITION DES CREDITS LIVRES STERLING ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISÉS. | POURCENTAGE PAR RAPPORT à l'ensemble. |
|---|---|---|
| I. — SECTEUR PUBLIC. | | |
| *a.* Collectivités publiques : | | |
| Services agricoles et Direction Agriculture | 16.036 | 5,95 |
| Services municipaux | 2.483 | 0,9 |
| Travaux Publics | 4.672 | 1,73 |
| Services provinciaux | 15.269 | 5,7 |
| TOTAL COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | 38.460 | 14,28 |
| *b.* Services publics : | | |
| Chemins de fer | 6.340 | 2,32 |
| P. T. T. | 2.395 | 0,88 |
| TOTAL SERVICES PUBLICS | 8.735 | 3,20 |
| TOTAL SECTEUR PUBLIC | 47.195 | 17,48 |
| II. — SECTEUR PRIVE. | | |
| *a.* Agriculture : | | |
| Sucre | 12.230 | 4,54 |
| Sisal | 1.292 | 0,47 |
| Café | 1.666 | 0,63 |
| Cultures diverses | 52.873 | 19,63 |
| TOTAL AGRICULTURE | 68.061 | 25,27 |
| *b.* Industries : | | |
| Alimentaires | 2.229 | 0,82 |
| Textiles | 29.741 | 100,00 |
| Diverses | 36.898 | 13,75 |
| TOTAL INDUSTRIES | 68.868 | 25,60 |
| *c.* Mines. Graphites | 12.479 | 4,63 |
| Hydrocarbures | 29.798 | 11,17 |
| Travaux Publics | 2.178 | 0,8 |
| Aéronautique | 3.500 | 1,2 |
| Pièces détachées | 37.198 | 13,85 |
| TOTAL MINES | 85.153 | 31,65 |
| TOTAL SECTEUR PRIVÉ | 222.082 | 82,52 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 269.277 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES

## SUR LA ZONE DEUTSCHE MARKS (EXERCICE 1951-1952) ARRETE AU 31 JUILLET 1952.

| POSTES. | CREDITS ALLOUES. | | | CREDITS ALLOUES. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | ACCORD du 23 juill. 1951. | ARRANGEMENT intérimaire (1er semestre 1952). | TOTAUX. | ACCORD du 23 juill. 1951. | ARRANGEMENT intérimaire (1er semestre 1952). | TOTAUX. |
| Matériels aratoires | 16.070 | — | 16.070 | 15.726 | — | 15.726 |
| Autres tracteurs | 105.135 | 79.830 | 184.965 | 105.135 | 78.289 | 183.424 |
| Matériel industries alimentaires | 16.100 | 44.540 | 60.640 | 16.096 | — | 16.096 |
| Matériel travaux publics, levage, manutention | 201.445 | 155.590 | 357.035 | 197.570 | 33.920 | 231.490 |
| Machines industrielles textiles | 65.203 | 1.135 | 66.338 | 44.359 | 1.134 | 45.493 |
| Moteurs Diesel, machines tournantes | 36.605 | 43.924 | 80.529 | 36.605 | 43.924 | 80.529 |
| Camions, camionnettes : | | | | | | |
| Accessoires | 122.135 | 36.060 | 158.195 | 111.005 | 30.089 | 141.094 |
| Matériel mécanique divers | 151.145 | 56.015 | 207.160 | 146.554 | 1.582 | 148.136 |
| Divers général | 17.383 | — | 17.383 | 15.059 | — | 15.059 |
| Machines outils bois | 2.018 | 860 | 2.878 | — | 835 | 835 |
| Matériel imprimerie | — | 14.063 | 14.063 | — | 14.063 | 14.063 |
| TOTAL | 733.239 | 432.017 | 1.165.256 | 688.109 | 203.836 | 891.945 |

## REPARTITION DES CREDITS DEUTSCHE MARKS ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISÉS. | POURCENTAGE PAR RAPPORT à l'ensemble. |
|---|---|---|
| I. — SECTEUR PUBLIC. | | |
| Travaux publics : | | |
| Direction des Travaux publics | 12,945 | 1,45 |
| Services provinciaux | 10.240 | 1,16 |
| Services municipaux et provinciaux | 76.839 | 8,61 |
| Agriculture | 6.803 | 0,76 |
| Mines | 133.154 | 14,92 |
| TOTAL SECTEUR PUBLIC | 239.981 | 26,91 |
| II. — SECTEUR PRIVE. | | |
| *a.* Agriculture : | | |
| Sucre | 13.009 | 1,65 |
| Sisal | 7.592 | 0,86 |
| Tabac | 7.586 | 0,85 |
| Riz | 33.298 | 3,73 |
| Cultures diverses | 171.717 | 19,25 |
| TOTAL AGRICULTURE | 33.202 | 26,14 |
| *b.* Industries : | | |
| Alimentaires | 37.449 | 4,18 |
| Textiles | 51.844 | 5,81 |
| Divers | 120.777 | 13,55 |
| TOTAL INDUSTRIES | 210.070 | 23,55 |
| Entreprises de Travaux publics | 112.391 | 12,61 |
| Mines | 60.026 | 6,73 |
| Pièces détachées | 36.275 | 4,06 |
| TOTAL SECTEUR PRIVÉ | 651.964 | 73,09 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 891.945 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE BELGE.

*(Accord du 11 juillet 1951.)*

| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS EXPRIMÉS en F.B. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| 1re | 30.550 | 28.946 | 1.604 |
| 2e | 2.085.000 | 2.085.000 | — |
| 3e | 47.165 | 47.165 | — |
| 4e | 23.270 | 23.267 60 | 2 40 |
| 5e | 3.035 | 3.035 | — |
| 6e | 1.490 | 1.490 | — |
| 7e | 7.980 | 7.975 | 5 |
| 8e | 3.950 | 3.925 | 25 |
| TOTAL | 2.202.440 | 2.200.803 60 | 1.636 40 |

## REPARTITION DES CREDITS FRANCS BELGES ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

SECTEUR PRIVE.

| | CRÉDITS UTILISÉS. |
|---|---|
| Compagnie Maritime | 2.200.803 60 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE HOLLANDAISE.

| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS EXPRIMÉS en F.M. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| ARRANGEMENT COMMERCIAL DU 9 FEVRIER 1951. | | | |
| 1re | 2.406.580 | 2.406.580 | — |
| 2e | 160.000 | 149.484 84 | 10.515 16 |
| 3e | 27.870.600 | 27.870.600 | — |
| | 30.437.180 | 30.426.664 84 | 10.515 16 |
| ARRANGEMENT COMMERCIAL DU 8 JANVIER 1952. | | | |
| 4e | 552.600 | 552.600 | — |
| 5e | 180.000 | 179.664 75 | 335 25 |
| 6e | 145.000 | 143.360 40 | 1.639 60 |
| 7e | 19.750.000 | 19.582.694 10 | 167.305 9 |
| 8e | 15.200.000 | 15.200.000 | — |
| | 35.827.600 | 35.658.319 25 | 169.280 75 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 66.264.780 | 66.084.984 09 | 179.795 91 |

## REPARTITION DES CREDITS FLORINS ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISES EXPRIMÉS EN F.M. | POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE |
|---|---|---|
| I. — SECTEUR PUBLIC | Néant. | |
| II. — SECTEUR PRIVE. | | |
| *Industries :* | | |
| Sisal | 50.641.234 19 | 76,62 |
| Compagnie Maritime | 182.709 2 | 0,27 |
| Hydrocarbures | 15.261.040 70 | 23,11 |
| TOTAL | 66.084.984 09 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE SUEDOISE.

| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS EXPRIMÉS en couronnes. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| 1re | 1.050 | 1.050 | — |
| 2e | 1.000 | 988 40 | 11 60 |
| TOTAL | 2.050 | 2.038 40 | 11 60 |

## REPARTITION DES CREDITS COURONNES SUEDOISES ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISES EXPRIMÉS EN COURONNES. | POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE. |
|---|---|---|
| SECTEUR PRIVE. | | |
| Agriculture | 1.050 | 51 |
| Exploitations minières | 988 40 | 49 |
| TOTAL | 2.038 40 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE SUISSE.

| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| 1re | 43.100 | 43.040 | 60 |
| 2e | 14.000 | 13.940 | 60 |
| 3e | 4.715 | 4.465 | 250 |
| 4e | 8.264 | 8.264 | — |
| 5e | 72.430 | 72.428 | 2 |
| 6e | 1.200 | 1.200 | — |
| 7e | 5.110 | 5.109 10 | 0 9 |
| 8e | 20.000 | — | 20.000 |
| 9e | 101.130 | 101.125 | 5 |
| TOTAL | 269.949 | 249.571 10 | 20.377 9 |

## REPARTITION DES CREDITS FRANCS SUISSES PAR SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISES EXPRIMÉS EN F.S. | POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE. |
|---|---|---|
| I. — SECTEUR PUBLIC. | | |
| Chemins de fer | 4.465 | 3,63 |
| Electricité et Eaux de Madagascar | 72.428 | 48,3 |
| Services provinciaux | 1.125 | 0,55 |
| II. — SECTEUR PRIVE. | | |
| 1° Agriculture . | | |
| Sucre et sisal | 43.040 | 28,60 |
| Cultures diverses | 6.309 10 | 4,21 |
| 2° Industries alimentaires | 22.204 | 14,71 |
| TOTAL | 149.571 10 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE ITALIENNE.

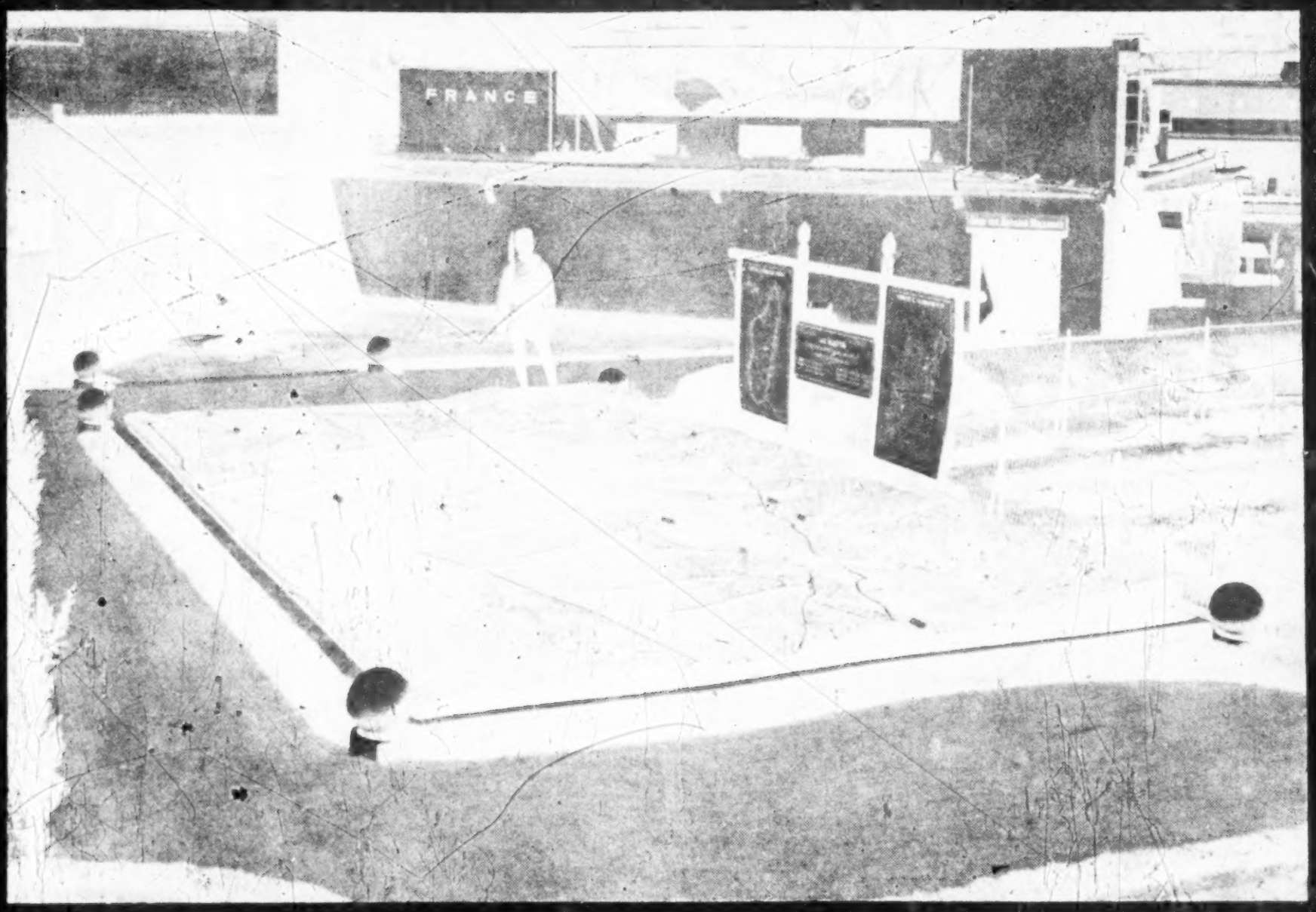
| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS EXPRIMÉS en F.M. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| 1re | 1.964.000 | 1.964.000 | — |
| 2e | 183.000 | 183.000 | — |
| 3e | 1.281.000 | 1.281.000 | — |
| TOTAL | 3.428.000 | 3.428.000 | — |

## REPARTITION DES CREDITS LIRES ITALIENNES ENTRE LES DIVERS SECTEURS D'ACTIVITE.

| | CREDITS UTILISES EXPRIMÉS EN F.M. | POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE. |
|---|---|---|
| I. — SECTEUR PUBLIC | Néant. | |
| II. — SECTEUR PRIVE. | | |
| Industries alimentaires : | | |
| Riz | 1.281.000 | 37 |
| Sucre | 183.000 | 6 |
| Mines | 1.964.000 | 57 |
| TOTAL | 3.428.000 | 100 |

## TABLEAU DES CREDITS EQUIPEMENT DELEGUES ET UTILISES SUR LA ZONE AUTRICHIENNE.

| TRANCHES. | CREDITS DÉLÉGUÉS EXPRIMÉS en F.M. | CREDITS UTILISÉS. | RELIQUATS. |
|---|---|---|---|
| 1re ..... | 1825.000 | 1.397.000 | 428.000 |
| 2e ..... | 3.800.000 | 3.607.625 | 192.375 |
| 3e ..... | 380.000 | 361.000 | 19.000 |
| TOTAL ..... | 6.005.000 | 5.365.625 | 639.375 |




MAQUETTE DES AMÉNAGEMENTS PRÉVUS AU LAC ALAOTRA
(P. C. 23).

# CONCLUSION.

Cinq ans ont passé depuis la première allocation de crédits du Plan décennal et les programmes en cours sont suffisamment avancés pour qu'il soit possible de tirer des enseignements des premières réalisations.

Il a été fait grief, d'une façon générale, aux plans décennaux d'élever des bâtiments, particulièrement dans le secteur social, dont les frais d'exploitation seraient tels qu'ils dépasseraient les possibilités du Territoire. Ce reproche pourrait difficilement être adressé à Madagascar, aucun des bâtiments du Plan ne revêt l'allure de palais somptueux susceptible de faire craindre à l'homme de la rue la dilapidation des fonds publics, et au financier l'impossibilité d'équilibrer son budget.

Les critiques également adressées au Plan portent sur la lenteur du démarrage et le rythme même des réalisations en cours. Ces critiques sont justifiées, il est exact que les crédits de paiement n'ont pas toujours été consommés à la cadence prévue.

De multiples causes se retrouvent à l'origine de cette carence, certaines sont objectives, en fait indépendantes de la volonté humaine, d'autres subjectives, donc susceptibles d'être évitées.

On peut citer dans les premières le manque d'entreprises et leur défaut d'équipement, auquel elles n'ont pas été amenées à remédier dans toute la mesure souhaitable en raison des remaniements trop fréquents et trop importants des crédits primitivement inscrits, supprimant tout programme à longue

échéance; le manque de gros matériel au départ, dû surtout à l'éloignement, aux délais de livraison et à la pénurie de devises; le manque de matériaux en 1947 encore contingentés (fers à béton); la hausse constante des prix, entrainant avec elle les remaniements de crédits et l'attribution irrégulière des moyens de paiement, partant insuffisants à certaines époques, enfin la rébellion qui, à Madagascar, a perturbé en 1947 et 1948 aussi bien la vie économique que l'existence politique du pays.

Parmi les causes subjectives, nous trouvons le manque d'études, une infrastructure vétuste et insuffisante, ce qui a conduit à faire de la partie écoulée du Plan plus un plan d'équipement qu'un plan de production, enfin les estimations initiales erronées en raison du manque de précédent de travaux analogues.

Ces critiques mêmes sont une raison d'espoir pour la réalisation du prochain plan quadriennal. En effet, les programmes en cours comprennent des études qui passeront au stade des réalisations : Pangalanes, Alaotra, port de Tamatave. Le gros matériel et les techniciens sont en place, avec les éléments indispensables au bon fonctionnement des engins lourds, pièces de rechange et ateliers.

Les mesures d'exonération partielle d'impôt sur les bénéfices divers et sur les revenus, instituées en 1950 et 1951, ont eu pour résultat des réinvestissements de bénéfices très importants dans le Territoire, representant pour les divers budgets un sacrifice annuel de l'ordre de 1 milliard de francs.

Enfin, on constate dans le secteur industriel un suréquipement relatif (huileries, décortiqueries, corderies) qui permettra l'absorption de la nouvelle production escomptée sans gros investissements industriels nouveaux, tout au moins en première étape.

Le Territoire paraît donc prêt pour un nouveau démarrage, résolument orienté vers la production et qui doit l'amener jusqu'à l'aboutissement recherché par les auteurs de la loi du 30 avril 1946; sa transformation en pays moderne, dans la satisfaction des besoins des populations et dans le cadre plus large de la reconstitution et du développement de l'économie de l'Union Française.

# ANNEXES

## ARRÊTÉ N° 2002-PLAN

*fixant, à compter du 1er juillet 1951, les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents;
Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du Plan d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des Plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté du 8 juillet 1949 rendant exécutoire le programme spécial du Plan du territoire de Madagascar et Dépendances;
Vu l'arrêté du 25 octobre 1949 rendant exécutoire la tranche n° 1 du programme 1949 du Plan de la colonie de Madagascar et Dépendances;
. Vu l'arrêté du 29 juin 1950 portant réévaluation des autorisations d'engagement primitives et ouverture d'autorisations d'engagement complémentaires au titre du programme 1949 du Plan d'équipement économique et social de Madagascar;
Vu l'arrêté n° 1630 *bis*-Plan fixant, à compter du 1er juillet 1950, les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement;
Vu l'arrêté n° 57-Plan/CG fixant les aménagements apportés à la tranche 1950-1951 des programmes 0 et 1 et rendant exécutoire la tranche 1950-1951 du programme 2 du Plan d'équipement;
Sur la proposition du Directeur du Service du Plan,

Arrête :

ART. 1er. Sont fixées, conformément aux indications figurant à la colonne 1 du tableau A ci-après, les autorisations d'engagement concernant le programme 0. Ces autorisations, qui résultent des dotations primitives et complémentaires, des remaniements survenus et des engagements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 288,73 M.

ART. 2. Sont fixés, conformément à la colonne 2 du tableau A ci-après, les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 0 ci-dessus visé. Ces crédits, qui résultent de ceux primitivement ouverts, des remaniements survenus et des mandatements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 503,12 M.

ART. 3. Sont fixées, conformément à la colonne 1 du tableau B ci-après, les autorisations d'engagement concernant le programe I. Ces autorisations, qui résultent des dotations primitives et complémentaires, des remaniements survenus et des engagements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 358,72 M.

ART. 4. Sont fixés, conformément à la colonne 2 du tableau B ci-après, les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 1 ci-dessus visé. Ces crédits, qui résultent de ceux primitivement ouverts, des remaniements survenus et des mandatements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 386,42 M.

ART. 5. Sont fixées, conformément aux indications figurant à la colonne 1 du tableau C ci-après, les autorisations d'engagement concernant le programme 2. Ces autorisations, qui résultent des dotations primitives et complémentaires, des remaniements survenus et des engagements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 1.166,72 M.

ART. 6. Sont fixés, conformément à la colonne 2 du tableau C ci-après, les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 2 ci-dessus visé. Ces crédits, qui résultent de ceux primitivement ouverts, des remaniements survenus et des mandatements effectués jusqu'au 30 juin 1951, forment un total de 512,98 M.

ART. 7. Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 30 août 1951.

Pour le Haut Commissaire et par délégation :
*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*
FÉLIX MARTINE.

## TABLEAU A.

### Chapitres 1 à 22.

| CHAPITRES. | COLONNE 1. Autorisation d'engagement. | COLONNE 2. Crédits de paiement. |
|---|---|---|
| 1. Dépenses générales | 0 | 0,74 |
| 2. Production agricole | 28,59 | 21,38 |
| 3. Hydraulique agricole | 0 | 4,51 |
| 4. Forêts | 1,60 | 7,35 |
| 5. Elevage | 40,38 | 4,16 |
| 7. Mines | 0 | 0,09 |
| 8. Industrialisation | 0,81 | 0,01 |
| 9. Electricité | 0 | 0,45 |
| 10. Chemins de fer | 0 | 78,32 |
| 11. Routes et ponts | 14,92 | 71,85 |
| 12. Ports | 5,00 | 98,62 |
| 14. Voies navigables | 0 | 26,52 |
| 15. Aéronautique | 30,00 | 12,71 |
| 16. Transmissions | 1,00 | 52,39 |
| 19. Santé | 136,06 | 59,99 |
| 20. Enseignement | 20,97 | 52,55 |
| 21. Urbanisme et habitat | 6,40 | 4,77 |
| 22. Travaux urbains et ruraux | 3,00 | 6,71 |
| TOTAL | 288,73 | 503,12 |

## TABLEAU B.

### Chapitres 101 à 122.

| | | |
|---|---|---|
| 101. Dépenses générales | 5,00 | 0,27 |
| 102. Production agricole | 5,48 | 5,13 |
| 103. Hydraulique agricole | 0 | 65,39 |
| 104. Forêts | 32,09 | 8,94 |
| 105. Elevage | 0 | 12,26 |
| 107. Mines | 64,60 | 3,38 |
| 108. Industrialisation | 0 | 0 |
| 109. Electricité | 4,00 | 3,98 |
| 110. Chemins de fer | 0 | 66,15 |
| 111. Routes et ponts | 19,78 | 40,91 |
| 112. Ports | 14,18 | 57,70 |
| 114. Voies navigables | 0 | 3,99 |
| 115. Aéronautique | 4,04 | 23,07 |
| 116. Transmissions | 50,96 | 54,31 |
| 119. Santé | 155,37 | 6,27 |
| 120. Enseignement | 0,32 | 19,87 |
| 121. Urbanisme et habitat | 0,20 | 0,20 |
| 122. Travaux urbains et ruraux | 2,70 | 14,60 |
| TOTAL | 358,72 | 386,42 |

## TABLEAU C.

### Chapitres 201 à 222.

| | | |
|---|---|---|
| 201. Dépenses générales | 86,75 | 47,98 |
| 202. Production agricole | 21,50 | 4,07 |
| 203. Hydraulique agricole | 42,00 | 7,96 |
| 204. Forêts | 1,37 | 2,44 |
| 205. Elevage | 0 | 0 |
| 207. Mines | 0 | 0 |
| 208. Industrialisation | 0 | 0 |
| 209. Electricité | 0 | 0 |
| 210. Chemins de fer | 0 | 20,00 |

| CHAPITRES. | COLONNE 1. Autorisations d'engagement. | COLONNE 2. Crédits de paiement. |
|---|---|---|
| 211. Routes et ponts | 643,00 | 277,57 |
| 212. Ports | 27,00 | 7,00 |
| 214. Voies navigables | 7,95 | 15,00 |
| 215. Aéronautique | 15,50 | 32,50 |
| 216. Transmissions | 0 | 0 |
| 219. Santé | 146,90 | 26,86 |
| 220. Enseignement | 117,75 | 39,60 |
| 221. Urbanisme et habitat | 0 | 0 |
| 222. Travaux urbains et ruraux | 57,00 | 32,00 |
| TOTAL | 1.166,72 | 512,98 |

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

## ARRÊTÉ N° 2110-FB/5

*désignant les chefs de service et agents chargés de la liquidation des dépenses des programmes 0, 1 et 2, tranche 1951-1952, du Plan d'équipement.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;
Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du Plan d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation du Plan d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté n° 2159 du 5 décembre 1949 constituant dans la Métropole des sous-ordonnateurs des dépenses faites sur les programmes d'équipement économique et social de Madagascar et Dépendances;
Vu l'arrêté n° 2002-Plan du 30 août 1951 fixant, à compter du 1er juillet 1951, les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement,

Arrête :

ART. 1er. Sont chargés de la liquidation des dépenses des programmes 0, 1 et 2, tranche annuelle 1951-1952 du Plan d'équipement, les chefs de service et agents désignés dans le tableau ci-après :

| DESIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. N°s | Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|---|
| | **TITRE 1ER.** | | | |
| | **Dépenses de développement économique.** | | | |
| | CHAPITRES 1, 101 ET 201. | | | |
| | ÉTUDES GÉNÉRALES. | | | |
| 1 | Personnel | ..... | Directeur du service du plan. | Finances, chef du service de la solde et des pensions. |
| 2 | Matériel | ..... | *Idem* | Finances, chef du service des budgets et comptes. |
| 3 | Etudes | ..... | *Idem* | *Idem.* |

| DESIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. Nos — Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|
| **CHAPITRES 2, 102 ET 202.** PRODUCTION AGRICOLE. | | | |
| 1. Recherches agronomiques..... | 1 et 2 | Chef des services agricoles. | Chef des services agricoles et ses représentants dans les sous-ordonnancements. |
| 2. Enseignement agricole..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. Motoculture ..... | 1 à 3 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 4. Equipement du service..... | 1 à 5 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 5. Développement des productions. | 1 à 3 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 7. Crédit agricole..... | 1 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 3, 103 ET 203.** AMÉNAGEMENTS FONCIERS ET HYDRAULIQUE AGRICOLE. | | | |
| 1. Etudes ..... | ..... | Chef du service de génie rural. | Chef du service de génie rural et ses représentants dans les sous-ordonnancements. |
| 2. Petits aménagements..... | 1 à 5 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. Aménagements importants..... | 1 | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des T. P., chef de la section de la comptabilité, chefs d'arrondissements, de subdivisions, de sections et de brigades d'études dans les C.F., chef du service des bâtiments civils. |
| | 2 | Chef du service de génie rural. | Chef du service du génie rural. |
| 4. Achat de matériel..... | 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 4, 104 ET 204.** FORÊTS. | | | |
| 1. Recherches ..... | 1 à 7 | Chef du service des eaux et forêts. | Chef du service des eaux et forêts et ses représentants dans les sous-ordonnancements. |
| 2. Enseignement ..... | 1 à 7 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. Equipement du service..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 4. Reforestation ..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 5. Quinquinas ..... | 1 à 4 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 5, 105 ET 205.** ÉLEVAGE. | | | |
| 1. Recherche ..... | 1 et 2 | Chef du service de l'élevage et des industries animales. | Chef du service de l'élevage et des industries animales à Tananarive, vétérinaires, chefs des circonscriptions vétérinaires à Tananarive, Miarinarivo, vétérinaire du cadre général et chefs des circonscriptions vétérinaires dans les C. F. |
| 2. Enseignement ..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. Equipement du service..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 4. Protection sanitaire du bétail.. | 1 à 4 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 5. Etablissement d'élevage..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 6. Hydraulique pastorale..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 7. Amélioration pâturage..... | 1 à 3 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 7, 107 ET 207.** MINES. | | | |
| 1. Equipement du service..... | 1 et 2 | Chef du service des mines. | Chef du service des mines et agent comptable du service des mines. |

| DÉSIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. N°s | Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|---|
| | **CHAPITRES 8, 108 ET 208.** | | | |
| | **INDUSTRIALISATION.** | | | |
| 2. | Equipement ..... | ..... | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section de la comptabilité, chefs d'arrondissement, de subdivision, de section et de brigade d'études dans les C.F., chef du service des bâtiments civils. |
| | **CHAPITRES 9, 109 ET 209.** | | | |
| | **FORCES HYDRAULIQUES ET ÉLECTRIQUE.** | | | |
| 1. | Etudes ..... | ..... | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section de la comptabilité, chefs d'arrondissement, de subdivision, de section et de brigade d'études dans les C.F., chef du service des bâtiments civils. |
| 2. | Equipement électrique du Territoire. | 1 à 4 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| | **CHAPITRES 10, 110 ET 210.** | | | |
| | **CHEMINS DE FER.** | | | |
| 2. | Matériel roulant et traction... | 1 à 5 | Directeur de la régie des chemins de fer. | Chef du bureau d'ordonnancement. |
| 2. | Matériel de voie..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. | Ouvrages de modernisation.... | 1 à 5 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| | **CHAPITRES 11, 111 ET 211.** | | | |
| | **ROUTES ET PONTS.** | | | |
| 1. | Etudes ..... | ..... | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des travaux publics, chef de service, chefs d'arrondissement, de subdivision, de section et de brigade d'études dans les C. F. |
| 2. | Matériel de génie civil..... | 1 à 3 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| | | 2 | Finances, chef du service des budgets et comptes. | Finances, chef du service des budgets et comptes. |
| 3. | Ateliers ..... | 1 et 2 | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section de la comptabilité, chefs d'arrondissement, de subdivision, de section et de brigade d'études dans les C.F., chef du service des bâtiments civils. |
| 4. | Routes ..... | 1 à 26 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 5. | Ponts et bacs..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |

| DESIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. N°s — Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|
| **CHAPITRES 12, 112 ET 212. PORTS.** | | | |
| 1. Etudes ..... | 1 à 5 | Directeur général des travaux publics ..... | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 2. Matériel terrestre..... | 1 | Directeur de la régie des chemins de fer..... | Chef du bureau d'ordonnancement. |
| | 2 | Directeur général des travaux publics ..... | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 3. Matériel flottant..... | 1 | Directeur de la régie des chemins de fer..... | Chef du bureau d'ordonnancement. |
| | 2 | Directeur général des travaux publics ..... | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 4. Modernisation et extension..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 6. Eclairage et balisage des côtes. | 1 à 5 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 14, 114 ET 214. VOIES NAVIGABLES.** | | | |
| 1. Etudes ..... | ..... | Directeur général des travaux publics ..... | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 2. Canal des Pangalanes..... | 1 et 2 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| **CHAPITRES 15, 115 ET 215. AÉRONAUTIQUE.** | | | |
| 1. Etudes ..... | ..... | *Idem* ..... | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 2. Infrastructure ..... | 1 à 11 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 3. Superstructure ..... | 1 à 10 | *Idem* ..... | *Idem.* |
| 4. Achat de matériel..... | ..... | *Idem* ..... | *Idem.* |

| DESIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. N°s — Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|
| **CHAPITRES 16, 116 ET 216. TRANSMISSIONS.** | | | |
| 1. Bâtiments | 1 à 3 | Directeur des postes et télécommunications. | Directeur des postes et télécommunications. |
| 2. Postes | 1 à 2 | *Idem* | *Idem.* |
| 3. Fil | 1 à 7 | *Idem* | *Idem.* |
| 4. Service radio | 1 à 7 | *Idem* | *Idem.* |
| 5. Radiodiffusion | 3 et 4 | *Idem* | *Idem.* |
| **CHAPITRES 19, 119 ET 219. SANTÉ.** | | | |
| 1. Constructions | 1 à 17 | Directeur des services sanitaire et médicaux. | Directeur des services sanitaires et médicaux, officier d'administration-adjoint à Tananarive. |
| 2. Matériel | | *Idem* | *Idem.* |
| 3. Lutte antipalustre | | *Idem* | *Idem.* |
| **CHAPITRES 20, 120 ET 220. ENSEIGNEMENT.** | | | |
| 1. Enseignement supérieur | 1 à 6 | Directeur de l'enseignement. | Directeur de l'enseignement, chef des services provinciaux de l'enseignement. |
| 2. Enseignement secondaire | 1 à 12 | *Idem* | *Idem.* |
| 3. Enseignement technique | 1 à 9 | *Idem* | *Idem.* |
| 4. Enseignement primaire | 1 à 8 | *Idem* | *Idem.* |
| **CHAPITRES 21, 121 ET 221. URBANISME ET HABITAT.** | | | |
| 1. Etablissement projet d'urbanisme. | 1 à 3 | Directeur de l'architecture, de l'urbanisme et de l'habitat. | Directeur de l'architecture, de l'urbanisme et de l'habitat. |
| 2. Bureau d'urbanisme | ..... | *Idem* | *Idem.* |
| 4. Centres cantonaux ruraux | ..... | *Idem* | *Idem.* |
| 5. Société nationale immobilière | ..... | Finances, chef du service des budgets et comptes. | Finances, chef du service des budgets et comptes. |
| **CHAPITRES 22, 122 ET 222. TRAVAUX URBAINS ET RURAUX.** | | | |
| 1. Etudes | 1 à 2 | Directeur général des travaux publics. | Directeur général des travaux publics, chef de service, chef de la section comptabilité, chefs d'arrondissement, subdivision, section et brigade d'études dans les C. F., chef du service des bâtiments civils. |
| 2. Adduction d'eau | 1 à 4 | *Idem* | *Idem.* |

ART. 2. Pour les travaux de construction effectués pour le compte et sur les crédits des services par la Direction générale des Travaux Publics, les liquidateurs des dépenses sont : le Directeur général des Travaux Publics, les Chefs de Services des Travaux Publics, les chefs de section de comptabilité, les chefs d'arrondissements, de subdivision, de section et de brigades d'études dans les C. F., le Chef du Service des Bâtiments civils.

Néanmoins, lorsque les services particuliers effectuent eux-mêmes des travaux sur leurs crédits, ils restent liquidateurs des dépenses afférentes à ces travaux.

ART. 3. Pour toutes les dépenses effectuées dans la Métropole sur les crédits du Plan de Madagascar pour le compte des Services de ce Territoire, le liquidateur de ces dépenses est le Chef du service administratif central de Paris.

ART. 4. Le Directeur des Finances et de la comptabilité et les Chefs de Services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* de Madagascar et publié ou communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 20 septembre 1951.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :

*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*

FÉLIX MARTINE.

---

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ. — 2e SERVICE, BUDGET DU PLAN.

---

## MODIFICATIF

*à l'arrêté n° 2110-FB/5 du 20 septembre 1951 désignant les Chefs de Service et agents chargés de la liquidation des dépenses des programmes 0, 1 et 2, tranche annuelle 1951-1952, du Plan d'équipement. (1)*

| DESIGNATION DES ARTICLES DU BUDGET. N°s | Intitulés. | PARAGRAPHES. | ADMINISTRATEURS DES DOTATIONS. | LIQUIDATEURS DES DÉPENSES. |
|---|---|---|---|---|
| | **TITRE I.** **Dépenses de développement économique.** | | | |
| | *Au lieu de :* | | | |
| | CHAPITRES 1er, 101 ET 201. | | | |
| | 1. Personnel ..... | ..... | Directeur du service du plan. | Finances, chef de service de la solde et des pensions. |
| | 2. Matériel ..... | ..... | *Idem* ..... | Finances, chef du service des budgets et comptes. |
| | 3. Etudes ..... | ..... | *Idem* ..... | Finances, chef du service des budgets et comptes. |
| | *Lire :* | | | |
| | 1. Personnel ..... | ..... | Directeur du service du plan. | Finances, chef du service des budgets et comptes et sous-ordonnateurs du budget du plan dans les circonscriptions financières. |
| | 2. Matériel ..... | ..... | *Idem* ..... | Finances, chef du service de la solde et des pensions et sous-ordonnateurs du budget du plan dans les circonscriptions financières. |

Tananarive, le 26 octobre 1951.

*Le directeur des finances et de la comptabilité,*
JEAN RIVIERE.

---

(1) Modificatif à l'arrêté n° 2110-FB/5 du 20 septembre 1951 (*J. O. M.* du 3 novembre 1951, p. 2030).

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

## ARRÊTÉ N° 2390-FB/5

*du 27 octobre 1951. (J. O. M. du 3 novembre 1951, p. 2030.)*

Par arrêté n° 2390-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 27 octobre 1951, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan d'équipement, les virements des C.P. suivants :

francs.

*A l'intérieur du chapitre II :*

1.357.000 au paragraphe 2 de l'article 1er;
155.000 au paragraphe 1er de l'article 4;
6.224.000 au paragraphe 1er-2 de l'article 2,
provenant pour :
1.906.000 du paragraphe 1er de l'article 1er;
1.065.000 du paragraphe 1er de l'article 3;
33.000 du paragraphe 3 de l'article 4;
70.000 du paragraphe 4 de l'article 4;
1.440.000 du paragraphe 5 de l'article 4;
727.000 du paragraphe 1er de l'article 5;
2.495.000 du paragraphe 2 de l'article 5.

*A l'intérieur du chapitre XVI :*

5.250.000 au paragraphe 1er de l'article 4,
provenant pour :
3.250.000 du paragraphe 1er de l'article 3;
2.000.000 du paragraphe 5 de l'article 3.

*A l'intérieur du chapitre 102 :*

1.150.000 au paragraphe 3 de l'article 3,
provenant pour :
1.150.000 du paragraphe 5 de l'article 4.

*A l'intérieur du chapitre 116 :*

2.000.000 au paragraphe 5 de l'article 3,
provenant pour :
2.000.000 du paragraphe 1er de l'article 1er.

*A l'intérieur du chapitre 202 :*

928.000 au paragraphe 1er-2 de l'article 4,
provenant pour :
928.000 du paragraphe 3 de l'article 4.

---

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

## ARRÊTÉ N° 2512-FB/5

*du 15 novembre 1951. (J. O. M. du 24 novembre 1951, p. 2140.)*

Par arrêté n° 2512-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 15 novembre 1951, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes du Plan d'équipement, les virements de crédits de paiement suivants :

1.173.000 francs au chapitre II, art. 4, § 5, provenant du même chapitre : francs.

| | |
|---|---|
| De l'article 1er, § 2, pour | 67.500 |
| De l'article 2, § 1er, pour | 280.500 |
| De l'article 3, § 1er, pour | 825.000 |

francs.

2.539.000 au chapitre II, art. 5, § 2, provenant de l'article 2, § 1er, du même chapitre;
3.400.000 au chapitre XI, art. 3, § 1er provenant de l'article 2, § 3, du même chapitre;
7.200.000 au chapitre XI, art. 4, § 24;
3.000.000 au chapitre XI, art. 4, § 22;
7.900.000 au chapitre XII, art. 4, § 1er;
7.000.000 au chapitre XVI, art. 2, § 1er;
2.100.000 au chapitre XV, art. 2, § 1er;
9.940.000 au chapitre XV, art. 2, § 4;
2.000.000 au chapitre XV, art. 2, § 9.

provenant

| | francs. |
|---|---|
| Du chapitre XI, art. 4, § 14, pour | 540.000 |
| Du chapitre XI, art. 4, § 16, pour | 1.400.000 |
| Du chapitre XI, art. 4, § 25, pour | 6.200.000 |
| Du chapitre XII, art. 3, § 2, pour | 31.000.000 |

francs.

340.000 au chapitre XVI, art. 3, § 1er;
690.000 au chapitre XVI, art. 3, § 6;
470.000 au chapitre XVI, art. 3, § 7 provenant :

| | |
|---|---|
| Du même chapitre de l'article 1er § 3, pour | 500.000 |
| Du même chapitre de l'article 4, § 3, pour | 1.000.000 |

1.089.000 francs au chapitre XIX, art. 3, § 1er, provenant :

| | |
|---|---|
| Du même chapitre de l'article 1er, § 3, pour | 559.000 |
| Du même chapitre de l'article 1er, § 5, pour | 530.000 |

2.000.000 de francs au chapitre XXII, art. 1er, § 1er, provenant de l'article 1er, § 2, du même chapitre;
2.000.000 de francs au chapitre 105, art. 4, § 2, provenant de l'article 5, § 3, du même chapitre;

francs.

1.500.000 au chapitre 109, art. 1er, § 1er, provenant du chapitre 112, art. 4, § 2, rubrique 9;
10.000.000 de francs au chapitre 112, art. 4, § 1er, provenant :

francs.

| | |
|---|---|
| Du chapitre 111, art. 3, § 2, pour | 8.000.000 |
| Du chapitre 115, art. 3, § 2, pour | 2.000.000 |

7.000.000 de francs au chapitre 116, art. 1er, § 2, provenant de l'article 1er, § 1er du même chapitre;
1.500.000 francs au chapitre 122, art, 2, § 2, rubrique 3, provenant du chapitre 111, art. 4, § 3;
980.000 francs au chapitre 202, art. 1er, § 1er, provenant de l'article 4, § 1er et 2 du même chapitre;
7.500.000 francs au chapitre 219, art. 3, § 1er provenant :

francs.

| | |
|---|---|
| Du même chapitre de l'article 1er, § 8, pour | 5.000.000 |
| Du même chapitre de l'article 2, § 1er, pour | 2.500.000 |

---

Par arrêté n° 2574-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 23 novembre 1951, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan d'équipement, les virements des C.P. suivants :

A l'intérieur des chapitres : «Routes et ponts» des travaux publics (11, 111, 211) :

francs

36.000.000 au paragraphe 1er, du l'article 2 du chapitre 11;
20.000.000 au paragraphe 1er, de l'article 3 du chapitre 11;
3.000.000 au paragraphe 16, de l'article 4 du chapitre 11;
26.510.000 au paragraphe 1er, de l'article 2 du chapitre 111;
8.000.000 au paragraphe 1er, de l'article 5 du chapitre 111;

provenant pour

510.000 du paragraphe 2, de l'article 2 du chapitre 11;
5.000.000 du paragraphe 3, de l'article 4 du chapitre 111;
65.000.000 du paragraphe 14, de l'article 4 du chapitre 111;
4.000.000 du paragraphe 24, de l'article 4 du chapitre 211;
4.000.000 du paragraphe 2, de l'article 5 du chapitre 211;
15.000.000 du paragraphe 3, de l'article 5 du chapitre 211;

A l'intérieur des chapitres : «Voies navigables» des travaux publics (14-214) :

francs.

6.000.000 au paragraphe 1er, de l'article 2, du chapitre 14 provenant pour :
6.000.000 au paragraphe 1er, de l'article 1er, du chapitre 214;

A l'intérieur des chapitres de l'enseignement (20, 120, 220) :

7.000.000 du paragraphe 1er, de l'article 2, du chapitre 20;
11.800.000 au paragraphe 9/3 de l'article 2, du chapitre 20;
8.000.000 au paragraphe 1/4 de l'article 4, du chapitre 20;
8.200.000 au paragraphe 8/3 de l'article 2, du chapitre 120;
2.000.000 au paragraphe 9 de l'article 3, du chapitre 220;

provenant pour :

10.000.000 du paragraphe 2 de l'article 2, du chapitre 220;
6.000.000 du paragraphe 6 de l'article 2, du chapitre 220;
2.000.000 du paragraphe 8-4/5 de l'article 2, du chapitre 220;
4.000.000 du paragraphe 9/5 de l'article 2, du chapitre 220;
5.000.000 du paragraphe 1/2 de l'article 3, du chapitre 220;
10.000.000 du paragraphe 8 de l'article 3, du chapitre 220.

(*J.O.M.* du 1er décembre 1951, p. 2.194.)

---

## ARRÊTÉ N° 87-AP/4

*promulguant le décret n° 51-1417 du 11 décembre 1951 prescrivant l'établissement d'un deuxième Plan de modernisation et d'équipement et fixant les attributions du Commissaire Général au Plan.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;

Arrête :

ART. 1er. Est promulgué, dans le territoire de Madagascar et Dépendances, le décret n° 51-1417 du 11 décembre 1951 prescrivant l'établissement d'un deuxième Plan de modernisation et d'équipement et fixant les attributions du Commissaire Général au Plan.

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 5 janvier 1952.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :
*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer.*
*Secrétaire Général,*
FÉLIX MARTINE.

(*J.O.M.* n° 3484 du 12 janvier 1952, p. 46.)

***

## DÉCRET N° 51-1417

*prescrivant l'établissement d'un deuxième Plan de modernisation et d'équipement et fixant les attributions du Commissaire Général au Plan.*

Le Président du Conseil des Ministres,

Vu la loi n° 45-1 du 24 novembre 1945 relative aux attributions des Ministres et à l'organisation des Ministères;
Vu les décrets nos 46-2 du 3 janvier 1946 et 47-11 du 16 janvier 1947 fixant les attributions du Commissaire Général au Plan;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

ART. 1er. Dans un délai de six mois à dater de la publication du présent décret, il sera préparé un deuxième Plan d'ensemble pour la modernisation et l'équipement économique et social de la Métropole et des pays

d'Outre-mer. Portant sur la période 1952-1956, ce Plan a en particulier pour objet l'accroissement de la production et de la productivité agricoles et industrielles dans la perspective d'une communauté européenne.

Le Commissaire Général du Plan est chargé d'élaborer des propositions à cet effet en liaison avec les Ministères et organismes publics ou privés intéressés et de présenter ces propositions au Gouvernement.

ART. 2. Le Commissaire Général au Plan a en outre pour mission d'assurer l'étude des questions nécessitant une vue d'ensemble sur l'évolution à long terme de l'économie française et les incidences de son intégration éventuelle dans une économie régie par des institutions supranationales. Il pourra également assurer l'étude de toute question dont il serait saisi par le Président du Conseil des Ministres.

ART. 3. Le Ministre de la Défense Nationale, le Ministre des Finances et des Affaires Economiques, le Ministre d'Etat chargé des Relations avec les Etats Associés, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Budget, le Ministre de l'Education Nationale, le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et de l'Energie, le Ministre du Commerce et des Relations Economiques Extérieures, Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la France d'Outre-mer, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, le Ministre de la Santé Publique et de la Population, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de la Marine Marchande et le Ministre adjoint de la Défense Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 11 décembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le Président du Conseil des Ministres :

*Le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale,*
GEORGES BIDAULT.

*Le Vice-Président du Conseil,*
*Ministre des Finances et des Affaires Economiques,*
RENÉ MAYER.

*Le Ministre d'Etat, Chargé des relations avec les Etats associés,*
JEAN LETOURNEAU.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*
SCHUMAN.

*Le Ministre de l'Intérieur,*
CHARLES BRUNE.

*Le Ministre du Budget,*
PIERRE COURANT.

*Le Ministre de l'Education Nationale,*
ANDRÉ MARIE.

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,*
ANTOINE PINAY.

*Le Ministre de l'Industrie et de l'Energie,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

*Le Ministre du Commerce et des Relations Economiques Extérieures,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le Ministre de l'Agriculture,*
CAMILLE LAURENS.

*Le Ministre de la France d'Outre-mer,*
LOUIS JACQUINOT.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,*
PAUL BACON.

*Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le Ministre de la Santé Publique et de la Population,*
PAUL RIBEYRE.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,*
JOSEPH LANIEL.

*Le Ministre de la Marine Nationale,*
ANDRÉ MORICE.

*Le Ministre adjoint de la Défense Nationale,*
MAURICE BOURGES-MAUNOURY.

*Le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires Economiques,*
EMILE HUGUES.

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil,*
FÉLIX GAILLARD.

---

PLAN.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. — SERVICE DU PLAN.

---

## ARRÊTÉ N° 14-PLAN/CG

*fixant les aménagements apportés à la tranche 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents;
Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des Plans d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des Plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté n° 2002-Plan du 30 août 1951 fixant à compter du 1er juillet 1951 les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement;
Vu la délibération de l'Assemblée Représentative, en date du 19 septembre 1951;
Vu la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée Représentative, en date du 22 décembre 1951;
La Commission permanente du conseil de gouvernement entendue;
Sur proposition du Directeur du Service du Plan;

Arrête :

ART. 1er. Les autorisations d'engagement concernant le programme 0 sont remaniées conformément aux indications figurant à la colonne 1 du tableau A ci-après. Ces remaniements forment un total en augmentation de deux cent quatre-vingt-six millions deux cent quatre-vingt mille francs (286.280.000).

ART. 2. Les crédits de paiement concernant la tranche 1951-1952 du programme 0 sont remaniés conformément aux indications figurant à la colonne 2 du tableau A ci-après. Ces remaniements qui, ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin 1951 à la date du présent arrêté, forment un total en augmentation de trois cent soixante-quatre millions sept cent soixante et onze mille francs (364.771.000).

ART. 3. Les autorisations d'engagement concernant le programme 1 sont remaniées conformément aux indications figurant à la colonne 1 du tableau B ci-après. Ces remaniements forment un total en diminution de neuf millions trois cent quatre-vingt-dix mille francs (9.390.000).

ART. 4. Les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 1 sont remaniés conformément aux indications figurant à la colonne 2 du tableau B ci-après. Ces remaniements, qui ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin 1951 à la date du présent arrêté, forment un total en augmentation de cent quatre-vingt-onze millions cinq cent vingt mille francs (191.520.000).

ART. 5. Les autorisations d'engagement concernant le programme 2 sont remaniées conformément aux indications figurant à la colonne 1 du tableau C ci-après. Ces remaniements forment un total en diminution de vingt millions quatre cent cinquante mille francs (20.450.000).

ART. 6. Les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 2 sont remaniés conformément aux indications figurant à la colonne 2 du tableau C ci-après. Ces remaniements, qui ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin 1951 à la date du présent arrêté, forment un total en augmentation de quarante-trois millions sept cent neuf mille francs (43.709.000).

ART. 7. Le Directeur du Service du Plan, le Directeur des Finances et de la Comptabilité et le Trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, 7 janvier 1952.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :
*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*
FÉLIX MARTINE.

***

## TABLEAU A.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 0 (EN MILLIONS DE FRANCS C. F. A.).

| | COLONNE 1 — A. E. | COLONNE 2. — C. P. |
|---|---|---|
| 1. Etudes générales | 0 | 0 |
| 2. Production agricole | — 23,05 | + 14,52 |
| 3. Aménagements fonciers et hydrauliques agricoles | + 0,35 | 0 |
| 4. Forêts | + 5,20 | + 11,40 |
| 5. Elevage | — 40,38 | — 1,33 |
| 6. Pêche | 0 | 0 |
| 7. Mines | 0 | 0 |
| 8. Industrialisation | — 0,71 | 0 |
| 9. Forces hydrauliques et électricité | 0 | 0 |
| 10. Chemins de fer | + 38,0 | + 129,81 |
| 11. Routes et ponts | + 150,94 | + 49,10 |
| 12. Ports | + 57,0 | + 82,80 |
| 14. Voies navigables | 0 | + 10,0 |
| 15. Aéronautique | + 28,67 | + 12,70 |
| 16. Transmissions | + 9,80 | + 7,00 |
| 19. Santé | + 33,43 | + 43,351 |
| 20. Enseignement | + 83,89 | + 5,02 |
| 21. Urbanisme et habitat | 0 | + 0,40 |
| 22. Travaux urbains ruraux | + 10,0 | 0 |
| | + 286,28 | + 364,771 |

## TABLEAU B.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 1 (EN MILLIONS DE FRANCS C. F. A.).

| | COLONNE 1. — A. E. | COLONNE 2. — C. P. |
|---|---|---|
| 101. Etudes générales | — 5,0 | 0 |
| 102. Production agricole | — 1,47 | + 3,7 |
| 103. Aménagements fonciers et hydraulique agricole. | + 20,60 | + 61,7 |

| | COLONNE 1. A. E. | COLONNE 2 C. P. |
|---|---|---|
| 104. Forêts | — 30,0 | — 5,0 |
| 105. Elevage | 0 | + 2,42 |
| 107. Mines | — 57,0 | 0 |
| 108. Industrialisation | 0 | 0 |
| 109. Forces hydrauliques et électricité | + 8,0 | 0 |
| 110. Chemins de fer | 0 | + 13,30 |
| 111. Routes et ponts | + 36,01 | + 37,59 |
| 112. Ports | + 9,0 | + 45,0 |
| 114. Voies navigables | 0 | 0 |
| 115. Aéronautique | + 0,26 | + 0,90 |
| 116. Transmissions | + 12,79 | + 14,50 |
| 119. Santé | — 9,0 | + 11,91 |
| 120. Enseignement | + 27,0 | 0 |
| 121. Urbanisme et habitat | 0 | 0 |
| 122. Travaux urbains et ruraux | + 5,0 | + 5,50 |
| | — 9,39 | + 191,52 |

## TABLEAU C.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 2 (EN MILLIONS DE FRANCS C. F. A.).

| | COLONNE 1. A. E. | COLONNE 2. C. P. |
|---|---|---|
| 201. Etudes générales | 0 | 0 |
| 202. Production agricole | — 3,5 | + 0,918 |
| 203. Aménagements fonciers et hydraulique agricole. | 0 | 0 |
| 204. Forêts | + 0,8 | 0 |
| 205. Elevage | 0 | 0 |
| 207. Mines | 0 | 0 |
| 209. Forces hydrauliques et électricité | 0 | 0 |
| 210. Chemins de fer | + 5,0 | + 19,3 |
| 211. Routes et ponts | + 130,0 | — 1,0 |
| 212. Ports | — 10,0 | — 4,0 |
| 214. Voies navigables | 0 | 0 |
| 215. Aéronautique | + 7,0 | + 1,0 |
| 216. Transmissions | 0 | 0 |
| 219. Santé | 0 | + 22,091 |
| 220. Enseignement | — 92,75 | 0 |
| 221. Urbanisme et habitat | 0 | 0 |
| 222. Travaux urbains et ruraux | — 57,0 | + 5,0 |
| | — 20,45 | + 43,709 |

## ERRATUM

*à l'arrêté n° 2.512-FB/5 du 15 novembre 1951 autorisant des virements de crédits de paiement à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes du plan. (J. O. M. du 24 novembre 1951, p. 2140.)*

«*Art. 1er*. Sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes du Plan d'équipement, les virements de crédits de paiement suivant :

*Au lieu de :*

.....

«340.000 au chapitre 16, art. 3, § 1er,

.....

«provenant :

.....

«du même chapitre de l'article 4, § 5, pour 1.000.000».

*Lire :*

.....

«340.000 au chapitre 16, art. 3, § 1er,

.....

«provenant :

.....

«du même chapitre de l'article 4, § 3, pour 1.000.000».

(*J.O.M.* du 19 janvier 1952, p. 124.)

---

## ARRÊTÉ N° 367-PLAN

*fixant des aménagements en crédits de paiement apportés à la tranche 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents;
Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des Plans d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des Plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté n° 2002-Plan du 30 août 1951 fixant, à compter du 1er juillet 1951, les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement;
Vu la délibération de l'Assemblée Représentative, en date du 19 septembre 1951;
Vu la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée Représentative, en date du 22 décembre 1951;
Vu l'arrêté n° 14-CG du 7 janvier 1952 fixant les aménagements apportés à la tranche 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan d'équipement;
Vu la délibération du Comité directeur du F.I.D.E.S., en date du 22 janvier 1952;
Sur proposition du Directeur du Service du Plan,

Arrête :

ART. 1er. Les crédits de paiement concernant la tranche 1951-1952 du programme 0 sont remaniés conformément aux indications du tableau A ci-après. Ces remaniements qui ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin 1951 à la date du présent arrêté ni l'attribution complémentaire comprise dans celui du 7 janvier 1952 forment un total en augmentation de six cent quatre-vingt-dix-huit millions deux cent vingt-deux mille francs (698.222.000).

ART. 2. Les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 1 sont remaniés conformément aux indications du tableau B ci-après. Ces remaniements qui ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin à la date du présent arrêté ni l'attribution complémentaire comprise dans celui du 7 janvier 1952 forment un total en augmentation de cinq cent quarante-huit millions sept cent quatre-vingt-dix mille francs (548.790.000).

ART. 3. Les crédits de paiement concernant la tranche annuelle 1951-1952 du programme 2 sont remaniés conformément aux indications figurant au tableau C ci-après. Ces remaniements qui ne comprennent pas les virements autorisés du 30 juin à la date du présent arrêté ni l'attribution complémentaire comprise dans celui du 7 janvier 1952 forment un total en augmentation de deux cent seize millions quatre cent cinquante-huit mille francs (216.458.000).

ART. 4. Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 12 février 1952.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :

*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*

FÉLIX MARTINE.

(*J.O.M.* du 16 février 1952, p. 328-329.)

## TABLEAU A.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 0 (EN MILLIONS DE FRANCS C.F.A.).

| | | |
|---|---|---|
| 1. Etudes générales | | 0 |
| 2. Production agricole | + | 26,843 |
| 3. Aménagements fonciers et hydraulique agricole | + | 1,00 |
| 4. Forêts | + | 5,55 |
| 5. Elevage | — | 0,01 |
| 7. Mines | + | 5,10 |
| 8. Industrialisation | + | 0,09 |
| 9. Forces hydrauliques et électricité | | 5 |
| 10. Chemins de fer | + | 25,89 |
| 11. Routes et ponts | + | 196,96 |
| 12. Ports | + | 198,50 |
| 14. Voies navigables | + | 53,84 |
| 15. Aéronautique | + | 62,19 |
| 16. Transmissions | + | 20,76 |
| 19. Santé | + | 21,849 |
| 20. Enseignement | + | 62,06 |
| 21. Urbanisme et habitat | + | 4,60 |
| 22. Travaux urbains et ruraux | + | 13,00 |
| | + | 698,222 |

## TABLEAU B.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 1 (EN MILLIONS DE FRANCS C.F.A.).

| | | |
|---|---|---|
| 101. Etudes générales | | 0 |
| 102. Production agricole | + | 4,88 |
| 103. Aménagements fonciers et hydraulique agricole | + | 167,40 |
| 104. Forêts | | 0 |
| 105. Elevage | + | 5,38 |
| 107. Mines | + | 4,00 |
| 108. Industrialisation | | 0 |
| 109. Forces hydrauliques et électricité | + | 1,00 |
| 110. Chemins de fer | + | 47,70 |
| 111. Routes et ponts | + | 71,94 |
| 112. Ports | + | 155,50 |
| 114. Voies navigables | | 0 |
| 115. Aéronautique | + | 20,56 |
| 116. Transmissions | + | 30,04 |
| 119. Santé | + | 30,09 |
| 120. Enseignement | + | 5,80 |
| 121. Urbanisme et habitat | | 0 |
| 122. Travaux urbains et ruraux | + | 4,50 |
| | + | 548,79 |

## TABLEAU C.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 2 (EN MILLIONS DE FRANCS C.F.A.).

| | | |
|---|---|---|
| 201. Etudes générales | + | 12,00 |
| 202. Production agricole | + | 8,649 |
| 203. Aménagements fonciers et hydraulique agricole | | 0 |
| 204. Forêts | + | 0,40 |
| 205. Elevage | | 0 |
| 207. Mines | | 0 |
| 208. Industrialisation | | 0 |
| 209. Forces hydrauliques et électricité | | 0 |
| 210. Chemins de fer | + | 5,00 |
| 211. Routes et ponts | + | 113,00 |
| 212. Ports | + | 2,00 |

| | | |
|---|---|---|
| 214. Voies navigables | | 0 |
| 215. Aéronautique | + | 31,00 |
| 216. Transmissions | | 0 |
| 219. Santé | + | 39,909 |
| 220. Enseignement | + | 18,00 |
| 221. Urbanisme et habitat | | 0 |
| 222. Travaux urbains et ruraux | — | 13,50 |
| | + | 216,458 |

## ARRÊTÉ N° 641-FB/5

*autorisant des virements de crédits de paiement à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents;
Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du Plan d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation du Plan d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté n° 2002-Plan du 30 août 1951 fixant à compter du 1er juillet 1951 les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement;
Vu l'arrêté n° 367-Plan du 12 février 1952 fixant les aménagements en crédits de paiement apportés à la tranche 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2;
Sur la proposition du Directeur des Finances et de la comptabilité,

Arrête :

ART. 1er. Sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan, les virements de crédits de paiement suivants :

francs.

3.740.000 au chapitre 2, art. 1er, § 2,
provenant pour :
740.000 du chapitre 2, art. 3, § 1er;
2.000.000 du chapitre 2, art. 4, § 1-2;
1.000.000 du chapitre 2, art. 4, § 4;

3.200.000 au chapitre 2, art. 4, § 3,
provenant pour :
2.000.000 du chapitre 2, art. 4, § 4;
1.200.000 du chapitre 2, art. 5, § 1er;

80.000 au chapitre 2, art. 5, § 2, provenant du chapitre 2, art. 5, § 1er;
13.800.000 au chapitre 14, art. 2, § 1er, provenant du chapitre 12, art. 3, § 2;
8.000.000 au chapitre 19, art. 1er, § 2, provenant du chapitre 119, art. 1er, § 7;

3.770.000 au chapitre 19, art. 1er, § 4,
provenant pour :
770.000 du chapitre 219, art. 1er, § 16, rubr. 1-b;
3.000.000 du chapitre 219, art. 1er, § 16, rubr. 16;

15.000.000 au chapitre 20, art. 2, § 1er,
provenant pour :
10.000.000 du chapitre 20, art. 4, § 1er, rubr. 6;
1.000.000 du chapitre 20, art. 4, § 2;
4.000.000 du chapitre 220, art. 2, § 9, rubr. 4;

francs.

18.200.000 au chapitre 111, art. 5, § 1er, provenant
du chapitre 12, art. 3, § 2;

580.000 au chapitre 119, art. 1er, § 6, provenant
du chapitre 12, art. 3, § 2;

13.420.000 au chapitre 119, art. 1er, § 17,
provenant pour :
6.420.000 du chapitre 12, art. 3, § 2;
3.000.000 du chapitre 119, art. 1er, § 7;
4.000.000 du chapitre 119, art. 1er, § 16, rubr. 4;

5.000.000 au chapitre 202, art. 4, § 1er,
provenant pour :
650.000 du chapitre 2, art. 4, § 4;
4.350.000 du chapitre 202, art. 1er, § 1er;

3.230.000 au chapitre 219, art. 1er, § 8, provenant du
chapitre 219, art. 1er, § 16, rubr. 1-B.

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié ou communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 19 mars 1952.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :
*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*
FÉLIX MARTINE.

---

## ARRÊTÉ N° 642-FB/3

*autorisant des virements de crédits de paiement à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan.*

L'Inspecteur Général de la France d'Outre-mer, Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents;
Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du Plan d'équipement et de développement des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère de la France d'Outre-mer;
Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation du Plan d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946;
Vu l'arrêté n° 2002-Plan du 12 février 1952 fixant, à compter du 1er juillet 1951, les dotations en A.E. et C.P. au titre du Plan d'équipement;
Vu l'arrêté n° 367-Plan du 30 août 1951 fixant les aménagements en crédits de paiement apportés à la tranche 1951-1952 au titre des programmes 0, 1 et 2;
Sur la proposition du Directeur des Finances et de la comptabilité,

Arrête :

ART. 1er. Sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan, les virements de crédits de paiement suivants :

francs.

31.000.000 au chapitre 10, art. 2, § 1er,
provenant pour :
2.500.000 du chapitre 11, art. 2, § 3;
17.000.000 du chapitre 11, art. 3, § 1er;

francs.

5.000.000 du chapitre 11, art. 4, § 14;
5.000.000 du chapitre 11, art. 5, § 1er;
1.500.000 du chapitre 111, art. 4, § 2;

25.320.000 au chapitre 10, art. 2, § 3,
provenant pour :
2.790.000 du chapitre 22, art. 2, § 3;
5.000.000 du chapitre 103, art. 3, § 1er;
7.530.000 du chapitre 110, art. 2, § 2;
5.000.000 du chapitre 115, art. 3, § 2;
5.000.000 du chapitre 115, art. 3, § 4;

3.350.000 au chapitre 10, art. 3,
provenant pour :
620.000 du chapitre 10, art. 4, § 3;
2.730.000 du chapitre 110, art. 2, § 2;

10.000.000 au chapitre 11, art. 2, § 1',
provenant pour :
8.500.000 du chapitre 111, art. 4, § 2;
1.500.000 du chapitre 211, art. 4, § 14;

15.610.000 au chapitre 12, art. 2, § 1er,
provenant pour :
8.000.000 du chapitre 15, art. 2, § 6;
5.400.000 du chapitre 15, art. 4, § 1er;
2.210.000 du chapitre 22, art. 2, § 3;

35.600.000 au chapitre 12, art. 3, § 1er,
provenant pour :
8.000.000 du chapitre 12, art. 3, § 2;
3.000.000 du chapitre 12, art. 6, § 4;
10.000.000 du chapitre 15, art. 2, § 3;
600.000 du chapitre 15, art. 4, § 1er;
2.500.000 du chapitre 112, art. 1er, § 1er;
5.000.000 du chapitre 112, art. 1er, § 2;
5.000.000 du chapitre 112, art. 4, § 2, rubr. 3;
1.500.000 du chapitre 212, art. 1er, § 1er;

11.730.000 au chapitre 110, art. 3,
provenant pour :
9.740.000 du chapitre 110, art. 2, § 1er;
1.990.000 du chapitre 110, art. 4, § 4;

2.440.000 au chapitre 110, art. 4, § 1er, provenant
du chapitre 110, art. 4, § 2;

1.290.000 au chapitre 110, art. 4, § 3, provenant
du chapitre 110, art. 4, § 2;

78.960.000 au chapitre 111, art. 2, § 1er,
provenant pour :
11.000.000 du chapitre 111, art. 4, § 3;
21.000.000 du chapitre 211, art. 1er;
46.960.000 du chapitre 211, art. 4, § 14;

470.000 au chapitre 112, art. 3, § 1er, provenant
du chapitre 110, art. 4, § 4;

francs.

3.620.000 au chapitre 210, art. 4, § 1er,
provenant pour :
3.090.000 du chapitre 110, art. 4, § 2;
530.000 du chapitre 110, art. 4, § 4.

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié ou communiqué partout où besoin sera.

Tananarive, le 19 mars 1952.

Pour le Haut Commissaire de la République Française
et par délégation :
*Le Gouverneur de la France d'Outre-mer,*
*Secrétaire Général,*
FÉLIX MARTINE.

(*J.O.M.* du 22 mars 1942, p. 552.)

---

## ERRATUM A L'ARRÊTÉ N° 367-PLAN DU 12 FÉVRIER 1952

*fixant des aménagements en C.P. apportés à la tranche 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2*
(J. O. *M. du 16 février 1952, p. 328.*) (J. O. *M. du 29 mars 1952, p. 590.*)

### TABLEAU A.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 0.

(*En millions de francs C. F. A.*)

*Au lieu de :*

.....
«19 Santé ..... +21.889.»

*Lire :*

«19 Santé ..... +21,849.»

### TABLEAU C.

REMANIEMENT DU PROGRAMME 2.

(*En millions de francs C. F. A.*)

*Au lieu de :*

.....
«219 Santé ..... +39,904.»

*Lire :*

«219 Santé ..... +39.909.»

---

## ARRÊTÉ N° 675-F-B/5 DU 26 MARS 1952

*autorisant des virements de crédits de paiement à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan* (J. O. *M. du 29 mars 1952, p. 588*).

Par arrêté n° 675-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 26 mars 1952, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan, les virements de crédits de paiement suivants :

francs.

*3.850.000* au chapitre 16, art. 4, § 1er, provenant pour :
1.000.000 du chapitre 16, art. 4, § 3;
2.850.000 du chapitre 16, art. 4, § 5;

francs

*12.000.000* au chapitre 20, art. 2, § 1er;
provenant pour :
590.000 du chapitre 2, art. 5, § 1er;
3.000.000 du chapitre 7, art 1er, § 1er;
6.000.000 du chapitre 15, art. 2, § 4;
2.410.000 du chapitre 116, art. 1er, § 1er;

*10.000.000* au chapitre 202, art. 4, § 1er et 2, provenant pour :
2.400.000 du chapitre 102, art. 3, § 3;
3.060.000 du chapitre 116, art. 1er, § 1er;
1.000.000 du chapitre 201, art. 3, § 1er;
3.540.000 du chapitre 211, art. 4, § 14.

---

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.

## ERRATUM

*à l'arrêté n° 675-FB/5 du 26 mars 1952 qui autorise des virements de crédits de paiement à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan* (J. O. *M. du 29 mars 1952, p. 588*) (*1*).

*Au lieu de :*

.....

«12.000.000 au chapitre 20, art. 3, § 1er.»

*Lire :*

«12.000.000 au chapitre 20, art. 2, § 1er.»

(Le reste sans changement.)

---

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE, BUDGET DU PLAN.

Par arrêté n° 818-FG/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 9 avril 1952, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0 et 1 du Plan, les virements de crédits de paiement suivants (2) :

francs.

*28.000.000* au chapitre 12, art. 3, § 2, provenant pour :

7.000.000 du chapitre 11, art. 2, § 1er;
21.000.000 du chapitre 111, art. 2, § 1er;

*200.000* au chapitre 12, art. 4, § 2, rubrique 7 provenant du chapitre 12, art. 4, § 1er;
1.321.000 au chapitre 112, art. 2, § 2, provenant du chapitre 12, art. 2, § 2.

---

(1) *Journal officiel* de Madagascar du 12 avril 1952, p. 674.
(2) *Journal officiel* de Madagascar du 19 avril 1952, p. 713.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

## ARRÊTÉ DE VIREMENTS CP N° 924-FB/5 DU 24 AVRIL 1952.
## (*J. O.* M. DU 3 MARS 1952, P. 819.)

Par arrêté n° 924-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 24 avril 1952, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan, les virements de crédits de paiement suivants :

francs.

7.000.000 au chapitre 111, art. 2, § 1er, provenant pour :
4.000.000 du chapitre 15, art. 2, § 6;
2.000.000 du chapitre 211, art. 4, § 14;
1.000.000 du chapitre 215, art. 1er, § 1er;
2.000.000 au chapitre 119, art. 1er, § 16, rubrique 4, provenant du chapitre 119, art. 1er, § 7.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

## ARRÊTÉ DE VIREMENT N° 972-FB/5 DU 26 AVRIL 1952
## (*J. O* M. DU 3 MAI 1952, P. 819.)

Par arrêté n° 972-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 26 avril 1952, est autorisé à la tranche annuelle 1951-1952 du programme 0 du Plan le virement de crédit de paiement suivant :

3.000.000 de francs au chapitre 2, art. 3, § 1er, provenant du chapitre 22, art. 2, § 3.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.
2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

Par arrêté n° 1101-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances en date du 26 mai 1952, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan d'équipement, les virements des C.P. suivants :

francs.

2.000.000 au chapitre 202, art. 3, § 1er, provenant du chapitre 202, art. 4, § 1/2.
400.000 au chapitre 2, art. 4, § 1/2, provenant du chapitre 2, art. 1er, § 1er.
380.000 au chapitre 4, art. 4, § 1er, rubrique 2, provenant du chapitre 4, art. 5, § 4.
5.600.000 au chapitre 19, art. 1er, § 2, provenant du chapitre 219, art. 3, § 1er.
56.613.600 au chapitre 103, art. 3, § 1er, provenant pour :
100.000 du chapitre 8, art. 2, § 2;
76.000 du chapitre 11, art. 4, § 16;
178.000 du chapitre 11, art. 4, § 25;
796.000 du chapitre 11, art. 5, § 1er;
400.000 du chapitre 12, art. 2, § 2;
90.000 du chapitre 12, art. 4, § 2, rubrique 10;

francs.

3.500.000 du chapitre 12, art. 4, § 2, rubrique 11;
1.697.700 du chapitre 12, art. 6, § 4;
400.000 du chapitre 15, art. 2, § 1er;
320.000 du chapitre 15, art. 2, § 6;
2.500.000 du chapitre 15, art. 2, § 10, rubrique 1;
2.500.000 du chapitre 22, art. 1er, § 2;
1.000.000 du chapitre 22, art. 2, § 3;
2.000.000 du chapitre 109, art. 1er, § 1er;
3.400.000 du chapitre 111, art. 4, § 3;
1.000.000 du chapitre 112, art. 4, § 2, rubrique 3;
3.000.000 du chapitre 112, art. 4, § 2, rubrique 11;
2.000.000 du chapitre 115, art. 2, § 6;
660.000 du chapitre 115, art. 2, § 10, rubrique 1;
5.340.000 du chapitre 115, art. 2, § 10, rubrique 2;
1.000.000 du chapitre 115, art. 3, § 2;
1.000.000 du chapitre 115, art. 3, § 4;
2.175.000 du chapitre 115, art. 4, § 1er;
3.500.000 du chapitre 122, art. 1er, § 1er;
1.480.000 du chapitre 122, art. 1er, § 2;
4.000.000 du chapitre 211, art. 4, § 14;
4.000.000 du chapitre 211, art. 4, § 24;
4.000.000 du chapitre 215, art. 3, § 1er;
3.000.000 du chapitre 215, art. 3, § 2;
1.500.000 du chapitre 215, art. 3, § 4;
23.396.000 au chapitre 12, art. 4, § 1er;
provenant pour :
896.000 du chapitre 12, art. 3, § 2;
2.000.000 du chapitre 15, art. 2, § 6;
7.000.000 du chapitre 122, art. 2, § 2, rubrique 3;
13.500.000 du chapitre 222, art. 2, § 2, rubrique 5;
5.000.000 au chapitre 12, art. 4, § 2, rubrique 6,
provenant du chapitre 111, art. 4, § 2;
20.000.000 au chapitre 14, art. 2, § 1er,
provenant pour :
10.000.000 du chapitre 11, art. 4, § 24;
5.000.000 du chapitre 211, art. 4, § 24;
5.000.000 du chapitre 222, art. 2, § 2, rubrique 5.

Le présent arrêté sera enregistré, publié ou communiqué partout où besoin sera.

---

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ.

2e SERVICE. — BUDGET DU PLAN.

Par arrêté n° 1.112-FB/5 du Haut Commissaire de la République Française à Madagascar et Dépendances, en date du 27 mai 1952, sont autorisés, à la tranche annuelle 1951-1952 des programmes 0, 1 et 2 du Plan d'équipement, les virements des C.P. suivants :

francs.

2.550.000 au chapitre 4, art. 4, § 1er, rubrique 2,
provenant du chapitre 201, art. 3.
6.000.000 au chapitre 11, art. 3, § 1er,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.
3.500.000 au chapitre 11, art. 4, § 22,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.
10.000.000 au chapitre 12, art. 4, § 1er,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.

francs.

3.000.000 au chapitre 12, art. 4, § 2, rubrique 6,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.
7.500.000 au chapitre 14, art. 2, § 1er,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.
2.000.000 au chapitre 16, art. 4, § 1er,
provenant du chapitre 16, art. 3, § 3.

4.000.000 au chapitre 20, art. 2, § 9, rubrique 3,
provenant pour :
1.000.000 du chapitre 16, art. 3, § 2, rubrique 1;
1.830.000 du chapitre 16, art. 3, § 5;
1.170.000 du chapitre 116, art. 1er, § 2.

620.000 au chapitre 102, art. 3, § 3,
provenant pour :
160.000 du chapitre 2, art. 1er, § 1er;
100.000 du chapitre 2, art. 1er, § 2;
20.000 du chapitre 2, art. 2, § 1er;
140.000 du chapitre 202, art. 1er, § 1er;
200.000 du chapitre 116, art. 1er, § 2.
2.000.000 au chapitre 116, art. 3, § 1er,
provenant du chapitre 116, art. 3, § 5.

6.080.000 au chapitre 119, art. 1er, § 17,
provenant pour :
2.010.000 du chapitre 116, art. 1er, § 2;
420.000 du chapitre 19, art. 1er, § 3;
510.000 du chapitre 19, art. 1er, § 4;
3.000.000 du chapitre 119, art. 1er, § 7;
140.000 du chapitre 219, art. 3, § 1er.

4.000.000 au chapitre 120, art. 2, § 8, rubrique 3,
provenant pour :
3.000.000 du chapitre 107, art. 1er, § 1er;

1.000.000 du chapitre 116, art. 4, § 1er.
provenant pour :
750.000 du chapitre 2, art. 4, § 5;
250.000 du chapitre 202, art. 4, § 3.
5.000.000 au chapitre 211, art. 4, § 14;
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.
5.000.000 au chapitre 211, art. 4, § 24,
provenant du chapitre 103, art. 3, § 1er.

IMPRIMERIE OFFICIELLE. — TANANARIVE.